

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tel/fax : 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.

Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

l'idiot du village mondial

**L'idiote du village mondial
Les citoyens de la planète
face à l'explosion des outils
de communication :
subir ou maîtriser**

Ouvrage collectif sous la direction de :
Michel Sauquet
pour l'édition francophone (France et Belgique)
Vibodh Parthasarathi et Guy Poitevin
pour l'édition anglophone (Inde)
Cristiana Tramonte et Márcio Vieira de Souza
pour l'édition lusophone (Brésil)

Éditions Luc Pire
Quai aux pierres de taille, 37/39
1000 Bruxelles
Belgique

Éditions Charles Léopold Mayer
38, rue Saint-Sabin
75011 Paris
France

Les Éditions Charles Léopold Mayer, fondées en 1995, ont pour objectif d'aider à l'échange et à la diffusion des idées et des expériences de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) et de ses partenaires. On trouvera en fin d'ouvrage un descriptif sommaire de cette Fondation, ainsi que les conditions d'acquisition de quelques centaines d'ouvrages et de dossiers édités et coproduits.

Fondées en 1994, **les Éditions Luc Pire** sont aujourd'hui un éditeur généraliste important en Belgique francophone. Elles comptent aujourd'hui près de 500 titres au catalogue, dans des domaines aussi divers que la littérature, le sport, la politique, l'humour ou les beaux livres.

Les textes d'origine brésilienne et indienne ont été traduits et adaptés du portugais et de l'anglais par Alexandre Tiphagne, Michel Sauquet et Sylvain Bouchard. Ce dernier a également participé à la mise au point rédactionnelle de l'ouvrage.



Par la mise en place progressive d'un réseau international d'éditeurs indépendants des grands groupes, qui se rencontrent régulièrement et travaillent ensemble à des projets éditoriaux, l'Alliance des éditeurs indépendants (www.alliance-editeurs.org) participe à la circulation des idées et à la construction d'une société civile internationale.

Les Éditions Charles Léopold Mayer et les Éditions Luc Pire sont membres de l'Alliance des éditeurs indépendants, qui a soutenu la publication de cet ouvrage.

© Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer, 2004

Dépôt légal, 3^e trimestre 2004

Dossier FPH n° DD 140 * ISBN: 2-84377-094-7

© Tournesol Conseils SA/Éditions Luc Pire, 2004

Dépôt légal : D/2004/6840/93 * ISBN: 2-87415-463-6

www.lucpire.be – editions@lucpire.be

Graphisme et mise en page : Madeleine Racimor

Maquette de couverture : Vincent Collin

À Guy Poitevin et Hema Rairkar

Décédé subitement la veille de l'impression de ce livre qu'il avait contribué à concevoir et à écrire, Guy Poitevin était un homme de profondeur, de courage et d'engagement, d'humilité aussi. Sociologue français installé à Pune en 1972, il avait choisi la nationalité indienne et menait depuis plus de trente ans, avec son épouse Hema, un combat infatigable pour la promotion et la reconnaissance de la dignité des Intouchables et des hors-caste du Maharashtra : à travers des actions d'animation en milieu rural, de formation de leaders, de communication, de recherche et de recueil de la mémoire populaire. Une référence durable pour nous tous, un modèle d'humanité, de persévérance et d'intelligence du dialogue interculturel.

Sommaire

Préface, <i>Armand Mattelart</i>	11
Introduction générale : Des mille et une manières d'aborder le thème de la communication et de ses enjeux, <i>Vibodh Parthasarathi et Michel Sauquet</i>	17
Première partie : Vitalité et potentialités des formes de communication populaire dans le monde : des outils de pouvoir et d'affirmation culturelle pour les plus démunis	41
« Plus nous sommes, plus je suis », <i>Michel Sauquet</i>	43
Les stratégies de communication des traditions orales populaires: le cas des chants de la meule, <i>Guy Poitevin, Inde</i>	49
Les écoles de samba au Brésil : une action de communication au service de l'intégration, <i>Cristiana Tramonte, Brésil</i>	67
Une communication informelle et populaire: formes, contenus et espaces du théâtre de rue en Inde, <i>Sudhanva Deshpande, Inde</i>	83
Radio, vidéo, télévision associatives au service de la parole des plus démunis en Belgique: une question de « défense du sujet », <i>Jean Blairon et Jean-Pol Cavillot, Belgique</i>	101
Mémoire, histoire et politique: de la communication à la mobilisation, <i>Badri Narayan Tiwari, Inde</i>	117
Deuxième partie : Applications et implications sociales des nouvelles technologies de communication : l'ère des réseaux et des nouvelles citoyennetés	133
Ni ange, ni bête, <i>Michel Sauquet</i>	135
Médias associatifs, Internet et nouveaux outils de communication citoyenne au Brésil, <i>Márcio Vieira de Souza, Brésil</i>	143
Construction et réappropriation des savoirs: des communautés virtuelles à la mobilisation sociale sur les enjeux de la naissance en Inde et en France, <i>Bernard Bel, France, Inde</i>	155

Vivafavela.com.br : une expérience brésilienne d'accès au numérique dans la lutte contre la pauvreté, <i>Bernardo Sorj, Brésil</i>	171
Les réseaux d'échanges réciproques de savoirs, nouveau modèle de communication en France ?, <i>Denis Pansu, France</i>	185
Éducation et communication dans un monde globalisé, <i>Cristiana Tramonte et Márcio Vieira de Souza, Brésil</i>	197
Combattre l'exclusion numérique pour une citoyenneté active, <i>Véronique Kleck</i>	203
Outils techniques et pratiques de réseau : Les ONG brésiliennes et le courrier électronique, <i>Marcelo Carvalho, Brésil</i>	215
Dialogue et entreprise virtuelle. Alice dans la <i>Virtual Global Company</i> , <i>Éric Faÿ, France</i>	229
Les nouvelles technologies de l'information et de la communication et l'univers de l'écrit, <i>Étienne Galliard</i>	247
Troisième partie : Révolution de la communication, médias et mondialisation : les enjeux du contrôle citoyen	263
Subir ou maîtriser ?, <i>Michel Sauquet</i>	265
Vers quel « Nouvel ordre mondial de l'information » ?, <i>Armand Mattelart</i>	269
La souris qui accouchait d'une montagne : tentative de décryptage des mutations à l'œuvre à l'ère de l'information, <i>Valérie Peugeot</i>	283
Vers une société de l'information « incluante » dans le contexte de la mondialisation : essai de comparaison entre les politiques indienne et brésilienne, <i>Dipankar Sinha</i>	301
Presse écrite et communication interculturelle : la mondialisation s'écrit aussi en hindi, <i>Per Ståhlberg</i>	315
Les médias associatifs dans le processus de formation de l'opinion publique brésilienne, <i>Luiz Fernando Santoro</i> ...	329
Entre individualisme et identités culturelles : les dilemmes de la communication aujourd'hui, <i>Michel Wieviorka</i>	343

Préface

Armand Mattelart

L'histoire de l'imaginaire des outils et réseaux de communication est jalonnée de discours messianiques. Chaque génération des moyens de maîtriser le temps et l'espace voit se recycler les croyances en l'avènement d'une société planétaire plus solidaire, transparente, libre, pacifique et égalitaire par la seule connectivité technique. L'idée du « village global » ne déroge pas à la règle. Elle est la déclinaison à l'âge de la vidéosphère du mythe de la réunification de la « grande famille humaine ». Le mythe unanimiste de la « grande famille des hommes », c'est ce que Roland Barthes stigmatise dans ses *Mythologies* (1957), au motif qu'il installe une « parole dépolitisée », vidant les processus sociaux de leur réel, les privant de leur histoire, les domestiquant en les incorporant à la « nature des choses ».

Lorsque le Canadien Marshall McLuhan inaugure l'expression « village global » dans les années soixante, il s'arc-boute sur deux événements : d'une part, le lancement du premier satellite artificiel, le Spoutnik, par l'Union soviétique (1957) ; de l'autre, la guerre du Vietnam. Le premier lui semble le signe avant-coureur de la pleine maîtrise de la communication spatiale, de l'émergence d'un « théâtre global ». Le second signifie la naissance des « événements globaux ». Le conflit du Sud-Est asiatique, le premier qui donne l'impression de se dérouler en direct,

atteste, selon lui, le pouvoir de la télévision à bâtir l'archétype de la communauté mondiale agissante. Les audiences se muent en « participants », les consommateurs en producteurs. La ligne de démarcation entre les militaires et les civils s'efface. La paix devient possible. D'où le titre de l'ouvrage que McLuhan fait paraître en 1968, en collaboration avec le photographe Quentin Fiore, *War and Peace in the Global Village*. Il suffit de « suivre la vague du changement comme un sportif du surf ». De là à voir dans le pouvoir supposé des ondes hertziennes la thérapie aux grands déséquilibres mondiaux, il n'y a qu'un pas, et il est d'autant plus vite franchi que les Nations unies ont déclaré les sixties, « décennie du développement » : « Tous les territoires non industrialisés, comme la Chine, l'Inde et l'Afrique, progressent à grands pas grâce à la technologie électrique », affirme tout de go le professeur de littérature de l'université de Toronto.

Vers la fin des années quatre-vingt, le « village global » devient un cliché sous les auspices des *global leaders* surfant sur le réseau des réseaux. Peu se souviennent alors de sa marque de fabrique. Soutenue par la dérégulation des réseaux financiers et informationnels, la bulle discursive sur les paradis réticulaires se conjugue avec la bulle spéculative. La première en porte-à-faux avec les situations de techno-apartheid, la seconde, avec l'économie réelle. Deux réalités qui ne vont pas tarder à régimber.

Le « Sommet mondial de la société de l'information » qui s'est déroulé en décembre 2003 à Genève sous les auspices de l'Union internationale des télécommunications (UIT), organisme spécialisé du système des Nations unies, est venu à point nommé pour rappeler que la construction des usages des machines à communiquer est aussi l'affaire des citoyens et pas seulement du déterminisme du marché et de la technique.

À cette occasion, des projets de sociétés contrastés se sont affrontés. Les organisations non gouvernementales se sont positionnées par rapport aux propositions des gouvernements et des interlocuteurs commerciaux, représentés par la Chambre internationale de commerce. Elles ont mis en exergue la diversité des

médias, des cultures, des langues et de l'information, la nécessité d'en finir, dans ces domaines, avec les ségrégations dues à l'ethnie, au genre ou aux handicaps, la priorité à l'éducation et à la recherche, la mise en cause des institutions internationales en charge de l'architecture des réseaux, de nouvelles règles pour la propriété intellectuelle, etc. Des prémisses qui s'accommodent mal du projet de « nouvel ordre de l'information » qui cherche à s'imposer au nom de la liberté du consommateur souverain et de la liberté d'expression commerciale. Les promesses de changement social dont sont investies les nouvelles technologies remettent au goût du jour la philosophie ethnocentrique de la modernisation/développement. Il y a pourtant belle lurette qu'a été déclaré le fiasco de la vision linéaire du progrès infini. Intransigeance des entreprises globales réclamant le rôle de mentor des réseaux et exigeant de l'État qu'il se cantonne à la création de l'« environnement propice », logiques de la censure économique dictée par la concentration des industries de la culture et de la communication, logiques de la censure politique des régimes autoritaires, obsessions sécuritaires des autres enclenchées à la suite du 11 septembre 2001 : c'est à tout cela que se heurtent les propositions du tiers secteur. Alors que la propagande et les stratégies délibérées de conditionnement des opinions publiques n'ont de cesse d'empiéter sur la sphère publique, le débat sur les applications du cyberspace à la surveillance et au contrôle des citoyens n'a pas eu lieu.

Par-delà les ambiguïtés et les aléas de ce type de réunion au sommet, on retiendra que, pour la première fois dans l'histoire des Nations unies, les organisations non gouvernementales ont été invitées à donner leur avis, indice de la reconnaissance de l'irruption de nouveaux acteurs sociaux. Et surtout, que, en dépit de l'hétérogénéité de leurs composantes, elles ont réussi à s'exprimer d'une seule voix lorsqu'il s'est agi d'affirmer les principes du « droit à la communication » : liberté, accès, diversité, participation. Tout en acceptant de prendre part à la préparation du sommet, le mouvement social en a vu les limites et

cherche plus que jamais à se doter de ses propres lieux de réflexion et à formuler ses propres programmes d'action. Comme le montre l'ouverture, dans les forums sociaux mondiaux, d'espaces de débats et propositions sur les nouvelles formes de l'hégémonie culturelle, les stratégies de résistance et la complexité de la reconstruction et de la défense des identités culturelles.

Cette mise en commun intellectuelle et politique est à l'image de celle que le livre que vous avez entre les mains réalise avec succès. Diversité des aires culturelles explorées (Inde, Brésil, Europe francophone) et des objets de réflexion et de recherche. Brassage des cultures populaires et de la modernité médiatique, de l'oral, de l'écrit, du visuel et de l'hypertexte, des réseaux de proximité et des réseaux d'interrelations planétaires, des déterminants macro-structurels et des appropriations sociales des outils de la communication quotidienne. Brassage du concret et de l'abstrait, du subjectif et de l'objectivation. Mélanges, carrefours où se croisent des manières de voir la culture et les réseaux qui trop souvent s'ignorent, voire sont appréhendées comme antinomiques. Cette ample gamme d'approches ici réunies est le fruit de la diversité des expériences vécues des auteurs. Il faut savoir gré aux éditeurs qui ont coordonné cet ouvrage de les avoir fait converger, sans leur prescrire un creuset.

L'amnésie est consubstantielle à l'eschatologie contemporaine de la communication. Le tout dernier artefact technologique fixe la norme et délégitime les autres moyens d'expression. Ne pas couper les expériences numériques de la mémoire de l'appropriation sociale des technologies antérieures tout en restaurant la mémoire bigarrée de toutes les formes d'art et de culture populaires, c'est ce à quoi invite cet ensemble foisonnant d'analyses et de témoignages. Mais aussi s'appropriier, quitte à les soumettre au crible de la critique, le vaste legs des expériences qui ont pensé le rapport démocratie/communication, échange inégal et ont fait avancer des problématiques plus que jamais

PRÉFACE

d'actualité : les politiques publiques de communication, les politiques culturelles, le droit à la communication.

En choisissant pour titre de ce livre *L'Idiot du village mondial*, sorte de clin d'œil ironique à l'apprenti-sorcier McLuhan, les éditeurs nous convient à détourner les pièges des univers linguistiques ordinaires qui nous servent à désigner l'état du monde et son devenir. Traquer non seulement les néologismes qui prennent naissance dans le mythe du « village global » mais tous les concepts, telles que participation, société civile, diversité, mondialisation et, pourquoi pas communication, toujours susceptibles d'être enrôlés dans un projet de réordonnement de la planète qui les déracine, les prive de leur sens originel, de leur appartenance à la tradition des luttes sociales et culturelles et de l'internationalisme démocratique.

Introduction générale
**Des mille et une manières d'aborder
le thème de la communication
et de ses enjeux**

Vibodh Parthasarathi et Michel Sauquet

Dans les campagnes françaises, la figure de « l'idiote du village » a toujours eu un aspect sacré. L'ignorance apparente de cet « idiot », sa gaucherie, sa naïveté n'ont jamais empêché qu'on l'accepte comme un élément à part entière de la communauté, et même qu'on le considère comme ayant quelque chose *de plus* que les autres : une certaine forme de lucidité, d'acuité mentale, un don pour pointer ce que les individus « normaux » ne voient pas, les dysfonctionnements comme les atouts de la communauté, les chagrins intérieurs des uns comme la duplicité et l'hypocrisie des autres, etc. Ses mouvements de démente, ses discours désordonnés constituent souvent des signaux essentiels pour surveiller la vie et l'évolution du village ; ils ont parfois force de prophétie.

Quant au village mondial, vocable forgé dans les années soixante par Marshall McLuhan, nous connaissons bien les réalités contrastées qu'il désigne aujourd'hui : d'une part celles d'un mouvement qui n'est pas forcément négatif, la mondialisation,

d'autre part celles d'une globalisation économique fondée sur une idéologie ultra libérale dont nous avons toutes les raisons de nous méfier. Dans cette donne nouvelle, les techniques de communication avancent à toute allure, bien plus vite d'ailleurs que n'évoluent les modes de pensée et les représentations. Et elles avancent à l'aveuglette, promptes à la prouesse technique, lentes à produire des contenus pertinents, écrasant les plus démunis, renforçant le pouvoir des plus nantis. Au point que, en regardant le « vingt heures » quotidien sur son écran de télévision, en surfant sur Internet ou en tentant de se débarrasser des *cookies*, des *spams* et des publicités sur son ordinateur, le citoyen peut parfois se poser la question de savoir, si on le prend pour... un idiot.

Ce livre répond à un pari difficile mais exaltant : conçu par des Indiens, des Brésiliens et des Européens, élaboré lors d'une rencontre tricontinentale entre éditeurs et auteurs-coordonateurs, et ensuite lors de connexions à distance (grâce à Internet !), il est aujourd'hui publié, presque simultanément et sous des formes adaptées aux contextes locaux, en anglais à Dehli (chez Sage Publishers), en brésilien à Petrópolis (Editora Vozes), en français à Paris et à Bruxelles (Éditions Charles Léopold Mayer et Éditions Luc Pire). Il ne prétend à aucune avancée scientifique, à aucune exhaustivité, comporte comme bien d'autres d'énormes lacunes, et ne cherche à donner aucune recette. Il croise des regards et des visions du monde sur le thème de la communication et de la démocratie. Il propose une réflexion, fondée sur de nombreux exemples, sur les logiques de communication populaire et citoyenne et sur la pertinence sociale des nouvelles techniques de communication. Car entre Indiens, Brésiliens et Européens, tous soucieux de progrès social, nous nous sommes spontanément retrouvés à poser les mêmes questions : dans le contexte actuel de la mondialisation, les groupes les moins favorisés de la société peuvent-ils résister à ce qui, dans les nouvelles techniques de communication, risque les écraser encore plus ? Et, au-delà de la simple résistance, ces

groupes peuvent-il *investir* de telles techniques, *les utiliser à leur profit*? Comment refuser la passivité, le sentiment d'impuissance, le postulat que « tout cela nous dépasse », comment construire la citoyenneté à l'heure d'Internet et des satellites de télécommunication? Et comment tous ceux (ONG, mouvements sociaux, pouvoirs publics...) qui sont supposés lutter contre les injustices et les inégalités peuvent-ils agir pour orienter les outils de communication dans un sens favorable aux plus démunis, et pour faciliter la communication entre les différentes cultures?

Tout comme la langue d'Ésope, les progrès technologiques peuvent en effet être capables du meilleur comme du pire. La seule idée fautive et dangereuse nous paraît être celle que leur développement entraîne *automatiquement* un progrès et un surplus de démocratie. Notre fascination pour les miracles de la technique ne doit pas nous faire perdre notre esprit critique au point de nous enflammer aux dépens des exigences de l'action sociale et des mutations nécessaires dans la gouvernance de nos sociétés. Pour le reste, chaque continent a fourni dans ce livre ses propres histoires, sa propre vision du monde, sa propre manière d'aborder un même sujet. Et c'est bien cet aspect-là, l'interculturel, parfois le contradictoire, qui est le plus original, s'agissant d'un livre sur une thématique qui, heureusement d'ailleurs, est loin d'être absente des tables de nos libraires.

La communication : un phénomène multiforme

Le phénomène « communication », le phénomène « médias », la culture médiatique, tout cela est-il particulièrement nouveau? Certes pas. Ce qui est vraiment nouveau, c'est l'ampleur que revêtent depuis quelques décennies ces phénomènes, et surtout leur surgissement dans nos vies quotidiennes et dans nos centres d'intérêt personnels et collectifs.

On explique un peu trop rapidement cette importance croissante par les seules prouesses de la technologie. Ce faisant, on

oublie que la communication est un processus multiforme, qui ne saurait se résumer aux fameuses NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication), et qui englobe également une multitude de pratiques populaires, symboliques, tantôt traditionnelles, tantôt émergentes, par lesquelles des groupes sociaux, marginalisés ou non, s'efforcent de se faire entendre, d'être reconnus comme interlocuteurs, de faire avancer la démocratie au niveau local comme au niveau national : théâtre populaire, vidéo, musique, etc. Les chercheurs et les spécialistes y ont mis le temps, mais ils ont fini par reconnaître qu'il faut inclure ces pratiques dans le thème « communication » qui est, à la vérité, un thème aux facettes innombrables.

Dans les sociétés pluralistes, les processus de communication ont ainsi à voir avec des *technologies*, d'une part, et avec des *pratiques culturelles* (traditionnelles ou modernes) d'autre part. Si la communication a acquis aujourd'hui le statut d'industrie organisée, c'est autant par ses fonctions économiques (en tant que technologie) que par sa fonction culturelle, qui est liée à l'organisation sociale de l'expression humaine.

Les technologies de la communication sont tout sauf neutres. Elles influencent les relations sociales, les anticipent, les modèlent. Tout autant que le font les cerveaux de personnes en chair et en os, elles contribuent à définir les nouvelles équations de catégorie sociale, de race, de caste et de *gender* (sexe, relations homme-femme). Elles relèvent donc à la fois de l'économie (comme produit et matière première pour la création culturelle), du savoir (et du savoir-faire), et de la structure sociale.

Dès lors que la communication est entendue comme un processus très complexe qui se rattache à la production et à la consommation culturelles, est-il absolument nécessaire de s'échiner à faire une distinction entre culture et communication ? Ce que l'on peut constater, c'est que lorsque les universitaires se penchent sur le sujet « culture », ils s'intéressent surtout aux formes symboliques, tandis que lorsque leur sujet est la communication, ils explorent plutôt les institutions, les outils, les

techniques, l'aspect économique... La distinction académique porte surtout sur les angles d'attaque, mais dans la réalité, le recoupement et l'interaction des deux sont permanentes.

Au fond, la communication n'est pas une sorte de substance que l'on pourrait doter d'attributs précis, mais plutôt un ensemble de pratiques sociales diversifiées, une constellation de processus sociaux. Elle inclut la création de sens (dynamiques de la représentation), l'application sociale d'outils pour cette création (dynamique de la technologie de la communication), l'établissement d'un ordre social (dynamique des relations sociales), etc.

Avec l'accent mis sur les *mass media* et l'arsenal technologique employé pour créer du signifiant social, les recherches faites sur l'impact social des moyens de communication ont pris un tour très restrictif, très instrumentaliste. L'approche de ce livre voudrait être plus large, et donner aux questions de représentations et aux relations sociales toute la place qu'elles méritent dans l'étude des processus de communication. Ces processus doivent à notre avis être étudiés à la fois sous l'angle de leur conception, de leurs objectifs, de leur production, sous celui des représentations et des modes d'expression, sous celui de l'organisation sociale de la communication, et, naturellement, sous celui de la pertinence des contenus. Car c'est une multitude de facteurs, largement interdépendants, qui les déterminent et les conditionnent : des facteurs *matériels* (disponibilité en équipements) ; des facteurs *économiques* (relations entre l'offre et la demande pour les matériels et la main d'œuvre relative à la communication) ; des facteurs *technologiques* (niveau et distribution des outils de communication et du savoir-faire pour leur maniement) ; des facteurs *symboliques et culturels* (nature de l'information, savoirs et idéologies) ; des facteurs *institutionnels* (environnement organisationnel et social).

Communication, démocratisation et citoyenneté

Pour caractériser les *objectifs* des processus de communication qui nous intéressent dans le présent livre, certains d'entre nous ont longtemps tourné autour du mot très « mode » *empowerment*, difficilement traduisible en français, mais qui se réfère à l'idée de « donner du pouvoir », de « renforcer un pouvoir ». Nous en avons beaucoup discuté, entre Indiens, Brésiliens et Européens, pour conclure ensemble que cette notion, peu précise, n'est pas exempte d'une certaine ambiguïté : donner du pouvoir à qui ? quel genre de pouvoir ? pour quoi faire ? avec quel type de mécanismes ? Il y a des tenants de l'*empowerment* qui ne s'intéressent pas forcément au sort des plus marginalisés : ainsi le gouvernement indien, à l'époque où il était aux mains du parti de droite dure BJP, a-t-il institué un ministère de la « *Social Justice and Empowerment* ». Même ambiguïté en ce qui concerne un autre terme qui s'est trouvé à un moment donné au centre de nos débats : la *participation*, notion très utilisée au Brésil, notamment dans la lignée du pédagogue Paulo Freire (*participaçõ popular*). Les Brésiliens eux-mêmes se sont aperçus au fil des années que si l'objectif de participation peut certes permettre à un grand nombre de personnes d'être parties prenantes des décisions qui les concernent, il est également vrai que derrière ce mot peuvent se cacher des réalités bien peu démocratiques comme les pratiques « du haut vers le bas » de la Banque mondiale qui n'est pas la dernière à l'utiliser comme slogan.

Pour explorer les processus de communication au Brésil, en Europe francophone et en Inde, nous avons préféré nous positionner autour des mots « démocratisation » et « citoyenneté », qui ont à peu près le même sens dans les trois langues, et se rapportent à un processus de construction politique, avec deux éléments centraux : l'intégration de mécanismes de *choix citoyens*, et la *capacité des groupes sociaux à résister* aux phénomènes de pouvoir qui les menacent, et à *peser dans l'organisation et le fonctionnement de la société*.

Au cours des deux dernières décennies, les mouvements sociaux dans le monde ont contribué à étendre progressivement le champ du « politique », en l'ouvrant à des sphères d'activité jusqu'ici considérées comme « a-politiques ». L'étude de ces mouvements a bousculé bien des concepts (pouvoir, espace...) et donné naissance à la notion, d'ailleurs contestée de « *nouveaux mouvements sociaux* ». En tout cas, la nouvelle dimension du politique apparaît bien dans la création de modes alternatifs de communication et d'outils de mobilisation sociale, notamment par une multitude de groupes sociaux autonomes, de regroupements professionnels, de petits collectifs de toute sorte. Ce sont de nouveaux cadres, alternatifs, de production de sens, qui apparaissent ainsi. Beaucoup de ces mouvements ont acquis depuis quelques années une visibilité nouvelle lors des Forums sociaux mondiaux (Porto Alegre 2001, 2002 et 2003, Mumbai 2004) et régionaux, qui se sont développés en contrepoint du Forum économique mondial de Davos.

Qu'il s'agisse de groupes de défense des droits de l'Homme, d'écologistes, de mouvements de femmes, de collectifs antinucléaires ou d'internationalistes, beaucoup de gens s'emploient ainsi à essayer de mettre la communication au service de la (vraie) participation, de la citoyenneté, de la solidarité; à faire de l'arsenal des outils de communication un nouveau moyen de lutte; à permettre le partage et la discussion d'un savoir jusqu'ici réservé aux spécialistes; à faire de la population « de base » autre chose qu'un récepteur passif de messages, en la faisant passer au stade de producteur (et sujet) d'un savoir de type politique. Mais alors que l'on assiste, de ce fait, à une véritable prolifération de nouvelles approches et pratiques de la communication, celles-ci sont relativement peu étudiées, et le sont encore de manière trop vague. Nous ne prétendons pas, dans les chapitres de ce livre, combler vraiment cette lacune, mais peut-être, à travers les visions très diversifiées d'auteurs de trois continents, ouvrir des voies d'exploration, donner des idées de recherche et d'action, partager des expériences.

La révolution de la communication

Jusqu'au XVIII^e siècle, la communication a toujours tourné autour du registre de l'artistique, et ce à un niveau local, jusqu'à ce que, au moment de la révolution industrielle, elle commence à être influencée et investie par le développement des sciences et des technologies. Puis, au XX^e siècle, le phénomène « *mass media* » est apparu et domine aujourd'hui largement le champ de la communication. Il fournit maintenant des emplois à tant de nos contemporains que l'on pourrait oser une analogie avec le phénomène religieux (avec l'Église et ses milliers de clercs) ou avec le phénomène militaire (l'Armée, ses milliers de soldats...). Sous certains aspects, la communication peut être aujourd'hui étudiée comme une industrie lourde.

Et comme telle, on peut d'abord l'examiner sous l'angle de la *division du travail*: qu'est-ce qui a provoqué, par exemple, la transformation d'« artistes » à temps partiel du type peintres, musiciens, écrivains, bardes, marionnettistes, etc., en travailleurs culturels à plein temps ? Il y a dans cette trajectoire qui accompagne l'évolution des industries culturelles et de communication quelque chose qui rappelle la trajectoire historique des artisans du textile, d'abord progressivement spécialisés filateurs, tailleurs ou teinturiers, puis devenus ouvriers atomisés d'une industrie considérable. Traditionnellement, beaucoup d'artistes avaient plus d'une corde à leur arc : des peintres pouvaient être simultanément musiciens, baladins, mimes... Avec l'organisation de type industriel de la communication, la spécialisation est arrivée, chaque artiste se concentrant sur un savoir-faire particulier. Et quand ces savoir-faire sont devenus de plus en plus automatisés, l'artiste s'est vu affecté à une tâche spécifique très précise dans la production de masse du business culturel. Aujourd'hui, le processus de production d'une pièce de théâtre ou d'un film mobilise un nombre incalculable d'individus dont bien peu seront cités dans le générique du produit final.

On peut également étudier le développement de la communication sous l'angle de l'évolution respective des outils de

communication et des formes culturelles et symboliques (un outil peut changer, et les formes symboliques demeurer, comme le montre l'histoire du passage des bandes dessinées aux films d'animation) ; ou sous l'angle des interactions entre technologie et société, déjà mentionnées plus haut. Dans tous les cas, ce qui apparaît, c'est l'importance, pour comprendre la communication aujourd'hui, de ne pas faire l'impasse sur l'évolution historique qui l'a menée là où elle se trouve aujourd'hui.

L'emprise des *mass media* est évidemment telle aujourd'hui qu'on ne saurait ignorer les dominations qu'ils imposent, les inégalités qu'ils créent et dont ils assurent la reproduction permanente dans nos vies quotidiennes. Il faut donc considérer la communication comme un phénomène aux implications clairement politiques, face auquel on a envie de ne pas rester inerte. Face auquel on peut légitimement vouloir contribuer à démystifier les systèmes de représentation imposés, à mettre à bas le fétichisme de la technologie en se posant tout simplement la question de la nature des contenus que ces technologies permettent de diffuser, à penser la démocratisation des médias comme quelque chose qui doit aller bien au-delà de simples mesures de décentralisation géographique ou technique, et même au-delà de stratégies « participatives » souvent paternalistes.

Ne crée-t-on pas cependant, lorsque l'on utilise des expressions comme « révolution de la communication », une mythologie (post-) moderne de plus ? Une expression aussi forte concentre en effet toute l'attention sur l'aspect *technologique*, aux dépens de la prise en compte du contexte social. Y a-t-il révolution de la communication dans un pays comme l'Inde qui ne compte que 5 % de citoyens qui savent lire et écrire en anglais, 3 % qui ont le téléphone, 0,5 % qui ont un ordinateur, 0,1 % qui ont l'accès à Internet ? Et dans un pays comme le Brésil, pourtant un peu mieux pourvu, où un tiers des écoles primaires est privé d'électricité, où guère plus de 7 % de Brésiliens sont détenteurs de matériel informatique, et où seulement 3,3 %

sont dotés de l'accès à Internet ? À l'opposé, dans les pays qui n'ont pas ce type de contraintes, parler de révolution de la communication, c'est souvent, comme l'a montré Armand Mattelart, célébrer la technologie et ses effets de transformateur social, sa fonction de symbole même de la transformation de la société. Dans les deux cas, il y a abus de langage.

Mais l'objet de ce livre n'est pas de crever un mythe. Dans notre travail collectif sur le thème « Communication et démocratisation », nous voudrions, entre Indiens, Européens francophones et Brésiliens : premièrement jeter un nouveau regard critique sur le corps de connaissance « communication » et sur son évolution ; deuxièmement faire le point sur un certain nombre de pratiques actuelles et sur leur impact ; troisièmement identifier une série de défis auxquels doivent faire face les groupes de base, les politiques, les chercheurs. Le livre essaiera de montrer comment l'exercice de la citoyenneté est, selon les cas, facilité ou au contraire contrecarré par l'explosion de la communication, particulièrement en ce qui concerne la vie et les combats des franges les plus marginalisées de la société.

Communication, globalisation, mondialisation & co

S'agissant de liens entre la communication et les phénomènes actuels de globalisation/mondialisation, quelques distinctions sont à opérer pour ne pas s'en tenir aux trop rapides expressions à la mode du type « village mondial », « *world music* », etc. En anglais, et dans beaucoup d'autres langues, il n'existe qu'un seul mot, *globalization*, pour désigner à la fois une idéologie ultra-libérale d'uniformisation mondiale, le développement et les effets de l'hégémonie économique américaine, et l'interdépendance croissante entre les sociétés et les économies de la planète. Tout n'est pas mauvais dans cet ensemble composite. Si l'expansion de type bulldozer des valeurs et de l'arsenal économique des États-Unis dans le monde est quelque chose dont aucun d'entre

nous ne se réjouit, le développement des échanges, l'interpénétration des cultures, le raccourcissement des distances dans tous les domaines sont loin de n'avoir que des désavantages. En France (et peu à peu au Brésil), on commence à parler de plus en plus de globalisation économique (*globalização*) pour désigner le premier phénomène, lié à une hégémonie; et de mondialisation (*mundialização*) pour désigner le second, qui est beaucoup plus large. Aussi les médias français ont-ils été longtemps parfaitement ridicules de parler d'« anti-mondialistes » à propos des groupes qui se sont manifestés au G8 de Gênes en juillet 2001 ou qui ont organisé les Forums sociaux mondiaux de Porto Alegre (Brésil) et de Mumbai (Inde), puisqu'il s'agit en fait de partisans d'une « autre mondialisation », ces « altermondialistes » dont les médias admettent enfin l'identité.

La timidité de l'expression publique de ces mouvances au lendemain de l'attaque de New York et de Washington le 11 septembre 2001 est d'ailleurs proprement incompréhensible. Raser les murs en des moments pareils, c'est s'avouer, de fait, principalement anti-mondialisation et surtout anti-américain, ce qui ne peut être le cas que pour quelques racistes: on peut être contre un pouvoir, contre la politique des grandes firmes, contre la dictature des intérêts financiers, mais comment peut-on être contre un peuple ?

De toute façon, qu'il s'agisse de la *globalization* en langue anglaise ou de la mondialisation en français – phénomène incluant la globalisation économique mais ne s'y réduisant pas –, ces expressions désignent un processus complexe et dialectique qui se déploie tant au niveau local qu'au niveau international. Ce qui se passe au niveau local est souvent une conséquence de la mondialisation, et à l'inverse, ce que nous considérons souvent comme des forces globales ne sont autres, parfois, que de simples amplifications d'intérêts locaux ou régionaux. Il y a dans le monde des interdépendances, des interactions croissantes entre le local et le global, le « micro » et le « macro », et c'est sous cet angle-là (*local-global circularity*) que

nous avons souhaité engager notre travail collectif, bien davantage que sous celui, plus simpliste, du « pour ou contre la mondialisation ? ».

Autre clarification nécessaire, particulièrement importante pour ceux qui se préoccupent du niveau (communication à la base ou *mass media*) auquel doit se situer une véritable communication citoyenne. Ici encore il faut se garder de tout simplisme. À la suite du fameux livre *Small is beautiful* de J. Schumacher, un vaste mouvement s'est déployé pendant les années soixante-dix/quatre-vingt fondé sur l'idée que tout ce qui est fait à petite échelle est du côté de la vertu et de la lutte contre les hégémonismes. Entre-temps cependant, les technologies de communication ont bien changé, provoquant une sérieuse modification des rapports entre le « small » et le « big », le premier ne pouvant plus prétendre à remplacer le second qui lui est de plus en plus nécessaire.

Cependant, les événements de septembre 2001 nous incitent à jeter sur cette question un regard renouvelé. Jusqu'à la destruction des *twins* de Manhattan flottait dans les mentalités l'idée, peut-être fausse mais bien ancrée, que les développements technologiques étaient en route de manière irréversible, que le « big » – le top technologique – étendait ses tentacules, en matière de médias ou de communication électronique avec une puissance tellement inéluctable, que les moyens désormais relégués au stade de « non conventionnels », d'artisans, d'informels, n'avaient plus aucune chance de tenir face aux premiers. L'échec des méthodes de prévention contre des actes aussi dramatiquement « artisanaux » que des attentats suicide, l'effondrement des tours, l'impuissance de la première puissance mondiale contre des nébuleuses et des ennemis improbables cachés dans des montagnes inattaquables, les innombrables menaces d'attaques de virus sur Internet, etc. donnent une impression nouvelle de « colosse aux pieds d'argile ». Lorsque quelques cutters suffisent à provoquer la mort de milliers de citoyens et la chute de milliers de tonnes de béton et d'acier, il n'y a plus de

« top » technologique, plus d'invulnérabilité. Se pencher aujourd'hui sur les conditions de production et sur l'impact de formes de communication très diversifiées allant des plus artisanales aux plus sophistiquées, et sur leurs interactions, est de plus en plus nécessaire.

D'autres notions, présentes dans ce livre, ont bien changé au cours des dernières décennies du fait de l'évolution technologique de la communication (radio FM, satellite, web...). La notion de « communauté » a changé. Des termes comme « territoire », « région », « identité », « citoyenneté » n'ont plus du tout le même sens qu'avant, et ceci doit être pris en compte lorsque l'on cherche à analyser la nature et le rôle des médias communautaires aujourd'hui dans les processus de démocratisation. De même que doit être pris en compte le lien entre communication et volonté politique; il y a des situations dans lesquelles les outils de communication sont utilisés pour réaffirmer des identités culturelles existantes, mais il y en a d'autres où ces outils sont exploités par l'État ou par le tiers secteur pour construire de nouvelles dynamiques communautaires.

Ces précisions étant données sur les perspectives générales qui ont orienté la rédaction de ce livre, nous voudrions à présent introduire les trois parties qui le composent: la communication comme rencontre culturelle; la communication et ses réseaux comme outil de mobilisation des savoirs au service d'avancées sociales (la question du « quoi faire avec la technologie? »); la question de la vulnérabilité des technologies de l'information dans le contexte actuel de la mondialisation.

La communication, un outil de rencontre et d'affirmation culturelle

Depuis que les premiers grands outils de communication sont apparus, les processus de communication ont d'autant plus été vecteurs d'expression culturelle qu'ils étaient directement liés à des mécanismes de pouvoir. Leur prolifération est loin d'être, en

effet, le fruit du hasard ; elle s'est effectuée à différents moments où l'activité économique était intense, ou bien aux moments de fort centralisme politique. L'inverse est également vrai : les moyens de communication ou de diffusion culturelle sont restés relativement inertes, comme fossilisés, lorsqu'ils étaient ignorés par le politique. Ils n'étaient guère en prise qu'avec la périphérie de la société, là où existaient des pratiques culturelles marginalisées, soit parce qu'elles étaient le lieu d'une opposition au pouvoir qui, dès lors, les avait bannies, soit parce qu'elles n'étaient pas conformes aux valeurs esthétiques ou aux critères thématiques dominants. Marginalisées, mais pas forcément marginales ! Ces expressions culturelles ont peut-être, pour beaucoup d'entre elles, été reléguées au fin fond de notre paysage social, mais elles font partie d'un patrimoine qui n'a pas disparu.

À l'ère industrielle, ce que l'on désigne comme l'« incapacité » de certaines formes de communication et de culture à atteindre une audience universelle est explicable par les effets du développement de l'industrie médiatique qui a étouffé leur diffusion (par exemple le cinéma éclipsant les spectacles de marionnettes), ou par les innovations techniques (par exemple l'arrivée du tourne-disque sonnant le glas, en Inde du genre « baithak », sorte de musique de chambre.) En d'autres termes, les outils et moyens de communication que nous appelons aujourd'hui « traditionnels » ou « populaires » ne le sont que parce qu'ils ont été éclipsés ou neutralisés par des techniques plus récentes, sans qu'il soit pour autant justifié de les tenir pour « ringards » ou de moindre intérêt. Ce sont en effet des moyens et des pratiques culturelles qui permettent une réflexion en profondeur sur les problèmes actuels, qui questionnent la société, et qui constituent une forme d'expression à part entière, porteuse d'une « autre » vision de la réalité et d'une autre version de la mémoire et de l'Histoire. L'existence d'une telle « communication non-dominante » est un véritable défi aux systèmes de connaissance actuels. Soit le « système » n'a pas pu, ne peut pas l'assimiler, soit il l'a écarté comme contraire à ses intérêts.

Les théoriciens et les praticiens de la communication se demandent depuis longtemps si la présence de ces pratiques culturelles « traditionnelles » est un phénomène gentillet sans grand impact ou s'il s'agit d'un ingrédient significatif incorporable à un contre-pouvoir. Ces pratiques dites traditionnelles sont-elles de simples reliques, survivances du passé pas encore complètement balayées par le vent de la modernité, ou sont-elles les héritières, encore bien utiles, de ces cultures de résistance qui se sont toujours opposées au pouvoir féodal, puis colonial, puis néo-colonial ?

Dans cet ouvrage, nous penchons plutôt pour la deuxième manière de voir les choses, et l'Histoire en marche, qui montre la fragilité inattendue des systèmes dominants, nous y encourage fortement. Nous pensons important de nous intéresser à ces formes de communication « populaires », parfois trop vite considérées comme subalternes, qui forment un système de connaissance important même s'il est en permanence érodé par l'éléphant médiatique du néo-libéralisme. La communication « populaire », surtout quand elle s'engage dans une proposition de redéfinition des objectifs et du terrain du politique, est un processus culturel qui permet aux individus des catégories les plus marginalisées de la société de tirer de leur expérience personnelle des leçons en termes d'action politique et de partager ces leçons avec d'autres.

Faut-il rajeunir, dépoussiérer ces formes de communication populaire pour se les réapproprier comme outil d'action ? Cela ne sert à rien si on le fait de manière béate et aveugle ; c'est évidemment plus qu'utile si on le fait de manière critique, et si l'on considère qu'elles constituent un moyen de comprendre le présent sans rompre avec la connaissance du passé, et un outil d'action sur ce même présent. Faire cela, c'est lier le culturel et le politique, et se poser en permanence la question du plus ou moins grand degré de démocratie de ces pratiques, de leur plus ou moins grande capacité d'adaptation à un monde qui change tout le temps. C'est du moins ce qui apparaît, nous l'espérons, à

la lecture des textes de la première partie de ce livre, sur l'oralité, les écoles de samba au Brésil, le théâtre non conventionnel en Inde et les outils de communication reposant, en Europe, sur l'illustration et l'animation visuelle.

Des applications et des implications sociales des nouvelles technologies de communication

Lorsque l'on parle aujourd'hui de communication, on pense soit à la communication «à la base», soit aux phénomènes médiatiques de niveau national ou international. Or c'est aussi entre les deux que les choses se passent. Les processus de communication s'opèrent entre des groupes d'acteurs sociaux eux-mêmes écartelés, parfois, entre des bases sociales différentes, des stratégies et des idéologies différentes. Une tension qui est résolue, dans bien des cas, par l'échange d'informations et d'expériences. Les mouvements de femmes, par exemple, pratiquent largement cet échange, qui, selon M. Hélie-Lucas¹, permet aux femmes d'être alertées le cas échéant sur les évolutions politiques qui les menacent, brise leur isolement, confronte leur propre terrain avec les éléments politiques, culturels ou religieux qui contribuent à leur oppression.

De telles initiatives trouvent certes leur origine dans un esprit «local» et «informel», mais peu à peu on a bien vu qu'elles ont été amenées à dépasser le niveau du «small» ou du «non-institutionnel» pour gagner en efficacité. Ce qui n'est pas sans effet contraire, car il n'est pas rare que des initiatives de ce genre (agences de presse alternatives, bulletins militants, centres de documentation) finissent souvent par adopter un fonctionnement bureaucratique. D'où la nécessité de mieux cerner le statut de l'information et du savoir, les modes de production et d'échange de ce savoir, et son rôle dans la construction du lien social à tous les niveaux, allant du micro au macro.

1. "Women Living under Muslim Laws", in Joanna (Ed.) *Ours by Right: Women's as Human Rights*, Zed Books, Londres.

Nous l'avons déjà signalé, l'éventail de ce qui est produit aujourd'hui dans le champ de la communication est extraordinairement large. Il va des outils « pré-industriels » (la musique, le chant, la peinture...) aux disciplines post-industrielles du type journalisme, cinéma, recherche fondamentale sur les savoirs, informatique appliquée à la communication, disciplines qui ont en outre donné naissance à des professions très pointues comme celles du marketing de la communication, du droit des médias, des sites Internet, etc. Comme dans bien d'autres secteurs, les inégalités de la société se retrouvent dans le fait que les acteurs de la communication, suivant leur statut professionnel, n'ont pas tous, loin de là, le même poids dans cette société. D'où l'importance toute particulière de mettre en lumière aujourd'hui la contribution de ceux qui risquent d'être oubliés. La deuxième partie de ce livre analyse, entre autres choses, de nombreux efforts d'archivage et/ou de reconstitution de la mémoire populaire. C'est, en Inde, le colossal recensement des « chants de la meule », et le traitement par des moyens informatiques des informations fournies par ces milliers de chants traditionnels des femmes du Maharashtra. C'est, au Brésil, ce que l'on appelle le « *resgate* » (sauvetage) de la mémoire populaire et son intégration dans les processus éducatifs; c'est, en France, la masse d'information contenue dans les réseaux d'échanges d'expérience et de savoirs, etc. Tout cela constitue la matière d'une « autre Histoire », et le terreau de stratégies de changement, mettant le passé au service du futur.

Un autre niveau où se trouve la rencontre de la théorie et de la pratique est celui de l'éducation et de la formation. Tout le monde reconnaît aujourd'hui que la démocratie ne suppose pas seulement de proposer des choix de société au citoyen. Elle implique aussi que ce dernier ait en main le minimum de connaissance indispensable pour exercer ce choix de manière pertinente. Et l'information seule ne suffit pas à lui permettre de choisir librement. Il lui faut aussi une capacité de former un jugement critique et indépendant, de modeler sa propre

conscience des choses. Dans le domaine de l'alphabétisation et de la formation professionnelle, notamment au Brésil, bien des expériences d'utilisation d'outils de communication, comme la vidéo légère, permettent, comme on le verra plus loin dans ce livre, une telle conscientisation responsable. Comprendre ici la combinatoire entre un projet éducatif, une pratique institutionnelle et le maniement de techniques de communication adaptées est important et permet de savoir comment on peut lier des normes techniques et qualitatives avec des objectifs non mesurables, comme la « participation » ou la « solidarité ».

Pierre Bourdieu a montré comment toute entreprise de lutte sociale se choisit des modes déterminés d'outils de communication qui aident à cerner et à exprimer l'état de la société dans laquelle on combat. Dans cette ligne, on assiste actuellement à la multiplication de phénomènes, très divers, de « *networking* », qui sont au cœur de certains des textes de la deuxième partie de ce livre où l'on en saura plus sur ces pratiques en Inde, et surtout au Brésil et en Europe.

« *Networking* » est un mot qui, à part le très trivial vocable de « réseautage », n'a pas d'équivalent en français (ni en portugais) ; il exprime tout à la fois la constitution, le développement et le fonctionnement de réseaux de communication, avec une connotation très volontariste (établir du lien, mettre ensemble, faire circuler les expériences et les savoirs, réunir des communautés d'intérêt, etc.). Le *networking* est une pratique courante dans toutes sortes de milieux sociaux et dans toutes sortes d'espaces : urbain, rural, et aussi, à présent, virtuel. Mais ce n'est pas un phénomène nouveau. C'est même une des formes de communication et de mobilisation les plus anciennes, les plus spontanées de l'ère préindustrielle.

Dans des pays comme l'Inde ou le Brésil, la rencontre entre les réseaux utilisant les technologies modernes et cette tradition historique des réseaux humains produit-elle des synergies ? Les modes de communication *high-tech* peuvent-ils rejoindre les modes de communication anciens ? Parfois oui, souvent non, au

contraire, et c'est là une cause d'accroissement de l'inégalité vis-à-vis des outils de communication. Les efforts publics et privés faits pour développer l'accès des citoyens aux nouvelles technologies de communication doivent tenir compte du fait que les « vieilles » technologies retrouvent souvent une nouvelle jeunesse avec l'évolution économique et sociale du monde. On l'a bien vu au Brésil, où l'on a pu assister à un retour en force de la radio, dans des villes à la croissance exponentielle où les gens passent maintenant couramment trois heures tous les jours dans les bus ou dans leur voiture. On le voit aussi en France où l'équipement croissant en liaisons Internet et en téléphones portables n'empêche nullement un regain des activités sociales de proximité (ateliers d'écriture, fêtes de quartier, réseaux d'entraide solidaire, réseaux d'échange de savoirs, vie associative...) considérées comme un antidote à une déshumanisation des rapports sociaux liée aux technologies modernes.

Le cas de l'écrit, outil (historiquement) primitif de communication, illustre bien la question de l'égalité ou de l'inégalité de l'accès aux outils de communication. Au fond, l'analphabétisme a été la marque de la première fracture entre les « *have* » et les « *have not* » de la communication. Avoir accès à une technologie de la communication, c'était, jadis, avoir accès à l'écriture, et cet accès était réglementé par une institution, l'institution scolaire, elle-même régie par des normes de classe sociale, de caste, ou de distinction entre les sexes. Et la production de l'écrit lui-même, au sein de ces classes sociales ou de ces castes, était l'apanage d'une petite élite : en Inde, il s'est agi des brahmanes, et, parmi les brahmanes, seulement des hommes. En Europe, cette cristallisation de ce que l'on pourrait appeler le caractère de classe de la communication a connu son sommet au moment de l'invention de l'imprimerie. Et tout au long du siècle dernier, la concentration du pouvoir sur l'écrit ne s'est pas démentie, bien au contraire. Les nouvelles technologies de communication constituent-elles aujourd'hui un appui ou un obstacle à la démocratisation de l'écrit ? Certes, dans un pays comme la France ou

comme la Belgique, davantage de citoyens peuvent, à travers le traitement de texte, l'impression numérique, l'édition électronique elle-même, passer du manuscrit illisible au texte « nickel », diffuser leurs écrits, en faire circuler davantage, échanger, participer à des forums, etc. Les nouvelles techniques permettent ainsi, comme le montre l'un des textes de cette deuxième partie (Étienne Galliard), le développement de nouveaux usages de l'écrit et même de nouveaux langages tout à fait prometteurs. Mais dans un pays comme l'Inde, la situation est totalement différente. Se lancer en Inde ou au Brésil dans la « *computer-mediated-communication* », c'est-à-dire pouvoir créer un réseau à travers des modems individuels suppose un nombre extraordinaire de conditions : être capable de payer les abonnements, avoir des ordinateurs, des téléphones, de l'électricité, savoir lire et écrire, connaître la langue anglaise... 0,1 % de la population indienne seulement peut se permettre tout cela. Au Brésil, la situation est moins difficile, mais les inégalités sont fortes aussi, comme le montre le texte de Luis Santoro dans la troisième partie, qui n'hésite pas à parler d'un « apartheid informationnel » doublant l'apartheid économique et social qui prévaut dans le pays.

De toute façon, qu'il s'agisse d'écrit classique ou de communication électronique, le problème d'accès est, dans les pays du Sud, fondamentalement difficile : trouver une librairie n'est pas plus facile que d'accéder à un portail Internet ; faire distribuer un livre est tout aussi difficile que d'atteindre par Internet des lecteurs manquant d'ordinateur. On voit à quel point la démocratisation d'un outil de communication est un processus long, complexe, souvent conflictuel, où ne se posent pas que des problèmes d'accès, mais aussi d'usage et de diffusion. Un processus qui ne prend vraiment corps que lorsqu'une volonté politique permet la mise en place d'outils institutionnels et financiers.

C'est que le simple fait d'avoir des équipements disponibles, diversifiés et modernes n'est pas la garantie d'une communication plus démocratique, et encore moins la garantie de pouvoir

orienter démocratiquement ces nouvelles technologies. Qu'une quantité et une variété croissante d'informations soient mises à la disposition d'un nombre croissant de gens par un nombre croissant d'outils sophistiqués, cela peut, en soi, être bon pour la démocratie. Mais à quelles conditions, et est-ce suffisant? Lorsque la volonté politique et le cadre institutionnel sont défaillants, les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) peuvent aussi prolonger, reproduire ou même amplifier des inégalités sociales, par les problèmes d'accès, d'irrégularité dans l'accès du fait de conditions matérielles précaires, de niveau socioculturel conditionnant la capacité à être acteur de la communication.

Avant de dire trop vite que les merveilles de la communication, qu'elle soit traditionnelle ou moderne peuvent avoir prise sur le progrès économique et social, il faut insister sur l'importance de l'appui politique et institutionnel nécessaire à cette prise. Les NTIC ne peuvent contribuer à des avancées sociales et à la démocratie que si elles sont mobilisées vers cet objectif, dans le cadre de stratégies volontaristes, et que si ce qu'elles transmettent est pertinent.

Fragilités de la révolution de la communication dans le nouveau contexte mondial et rôle régulateur de l'État

En matière de communication, l'ampleur du rôle de l'État demeure souvent impressionnant, qu'il s'agisse de son rôle de producteur ou de son rôle de régulateur. C'est vrai surtout en Inde, mais, à degré moindre, en Europe ou au Brésil. Par le contrôle de l'éducation nationale et des universités, par celui de bien des équipements culturels, la puissance publique est lourdement présente dans la culture et la communication, et elle dispose d'un arsenal non négligeable de moyens de régulation et d'incitation, comme les offices de contrôle cinématographique, le système de taxation au passage des frontières, la

fiscalité indirecte, les dispositifs de subvention, etc. Elle est donc en position non seulement de peser sur les pratiques culturelles mais aussi sur les conditions d'accès au matériel de communication et aux institutions culturelles.

En Inde, comme le montre l'exemple de la télévision, cette mainmise de l'État sur la communication a été sérieusement remise en question par le double jeu des forces du marché et de la dynamique de la société. L'émergence d'un nouvel éventail de technologies de communication au cours des années quatre-vingt-dix a conduit à une redéfinition des conditions de fonctionnement de la télévision et a progressivement rendu inopérants les mécanismes publics de contrôle. L'évolution de la législation, qui a accompagné cette émergence en autorisant le secteur privé à s'investir dans le domaine de la diffusion et de la distribution audiovisuelles – ceci procédant d'un mouvement néo-libéral plus large –, a fini par porter le coup de grâce au monopole étatique. C'est au cours de cette même période, en Inde, que les discours (opposés) sur la globalisation et sur l'Hindutva (renaissance de la culture hindouiste), ont sérieusement ébranlé les bases du consensus post-colonial sur la culture qui, depuis 1947, conférait à l'État une légitimité forte dans ce domaine. Cependant, la « safranisation » (hindouisation) et la « macdonaldisation » de la production audiovisuelle et des pratiques culturelles en général ne signifient pas, en soi, une opposition à l'État. Fondamentalisme et globalisme s'érigent simplement en concurrents, tout aussi hégémoniques et simplificateurs que l'État, tout aussi porteurs de vision unique du monde, qu'elle soit passéiste, terre-à-terre ou futuriste. Il y a là une nouvelle équation dans l'univers de la communication.

L'État, cependant, sait aussi, aujourd'hui, se présenter en intermédiaire entre les différentes tendances; en particulier entre les forces transnationales de la globalisation économique d'une part et les intérêts locaux et régionaux d'autre part. L'État-providence est toujours là, en l'occurrence, pour promouvoir la notion d'« exception culturelle » bien connue en France. Dans

ce pays, les limites mises par l'État à la libéralisation de la production et des échanges répondent au souci d'éviter les pièges de la globalisation et de la transnationalisation, qu'elle soit à l'américaine ou à l'européenne. On assiste également au développement de nouvelles pratiques citoyennes, et d'institutions citoyennes, qui ont pour effet de faire des communautés locales de véritables interlocuteurs politiques. Ce sont les initiatives interdépendantes, dites du « tiers secteur » ou les interventions et pressions politiques sur le législateur.

Telles sont les observations générales, les convictions, et les pistes de recherche et d'action sur lesquelles a été fondée la conception de ce livre entre des représentants de trois cultures très différentes (Inde, Brésil, Europe francophone), toutes reliées cependant par un point commun : celui d'un éventail social et technologique très large, allant du plus précaire au plus sophistiqué. Dans tous les cas, et même en Europe, les inégalités d'accès aux pôles reconnus du savoir et du pouvoir sont criantes. Comment l'analyse de ces inégalités, la compréhension des modes du communiquer, la lucidité sur les promesses et les pièges de la révolution informationnelle peuvent-elles aider à promouvoir plus de citoyenneté, plus de démocratie et moins d'injustices dans nos trois régions, voilà bien la question centrale de ce livre.



Michel Sauquet

Né en 1946, Michel Sauquet a travaillé de nombreuses années sur les questions de communication pour le développement et de dialogue interculturel dans le cadre d'ONG ou d'organisations internationales, notamment en Afrique et au Brésil. Il est aujourd'hui responsable de programmes à la Fondation Charles Léopold Mayer, directeur éditorial des éditions du même nom, président de l'Alliance des éditeurs indépendants pour une autre mondialisation, et maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.



Vibodh Parthasarathi

Vibodh Parthasarathi vit à New Dehli. Il est théoricien de la communication, vidéaste et consultant en politique des médias. Ses recherches sont centrées sur la sociologie de la communication politique, et tout spécialement sur les relations entre l'histoire des médias et la politique des médias. Il travaille actuellement sur l'industrie musicale indienne. Il a enseigné dans des universités indiennes publiques et privées et a ainsi pu partager ses connaissances avec diverses organisations nationales et internationales spécialisées dans la recherche sur la philanthropie et les politiques publiques. Ces dix dernières années, il a produit et réalisé des documentaires pour les chaînes de télévision indiennes. Son documentaire le plus récent porte sur la fin de la décennie de coups d'État aux îles Fidji et la paix difficile qui s'en suit.

Première partie

**Vitalité et potentialités
des formes de communication
populaire dans le monde :
des outils de pouvoir et d'affirmation
culturelle pour les plus démunis**

Introduction à la première partie
« **Plus nous sommes, plus je suis** »

Michel Sauquet

Nul ne peut croître sans racines, aucun homme, aucune communauté ne peut résister durablement aux logiques de domination et d'oppression sans affirmer une identité, un passé, un espoir, sans exister en tant qu'acteur individuel ou collectif.

Les quelques témoignages et réflexions présentés dans cette première partie montrent en quoi la communication populaire, lorsqu'elle aide à affirmer cette identité, est un puissant moteur de renforcement, qui permet aux groupes humains les plus marginalisés de gagner en reconnaissance, d'être considérés comme interlocuteurs valables par les autorités dont, à un titre ou à un autre, ils dépendent.

L'Inde et le Brésil illustrent cette potentialité de la communication populaire bien plus sans doute que l'Europe, où la perte progressive des liens sociaux et la perméabilité plus grande à la mondialisation rendent plus difficile, sauf exceptions, l'affirmation d'une identité populaire.

Les trois exemples indiens sont ici particulièrement parlants. L'Inde, davantage que bien des pays, a su résister à la globalisation économique, mais d'autres dominations, purement indiennes, continuent de l'accabler: la domination des hautes castes sur celles des intouchables (*dalits*) et sur les groupes hors

caste, d'une part; la domination des hommes sur les femmes, d'autre part.

Pour les femmes opprimées du Maharashtra comme pour les hors castes de l'Uttar Pradesh, « l'explosion des moyens de communication » est une expression qui n'a pas beaucoup de sens; c'est plutôt vers le recours à la tradition, et vers la réutilisation de celle-ci à des fins de lutte pour la dignité, que l'on se tourne en termes de démarches de communication. Guy Poitevin montre comment les chants traditionnels des femmes, lorsqu'elles moulent le grain à l'aube – domaine dans lequel, avec son épouse Hema Rairkar, il effectue depuis des années des recherches imposantes –, constituent un outil collectif essentiel d'expression d'une souffrance. Communiquer, dans ce cas, passe par l'oralité, la poésie, l'intonation, la mélodie.

Sudhanva Deshpande montre, quant à lui, comment le théâtre de rue, ce théâtre « dont le peuple est la vedette », se réapproprie les racines culturelles populaires pour appuyer des luttes syndicales et dénoncer l'inhumanité des conditions de travail dans les mines, l'industrie et l'agriculture de l'Inde actuelle. Le théâtre de rue, devenu mouvement populaire massif, est aujourd'hui l'un des outils de communication les plus incisifs dans le sous-continent.

Enfin, Badri Tiwani met l'accent sur le rôle de la mémoire collective et des mythes historiques comme moyen de communication et de mobilisation populaire. À travers l'exemple du mythe de Jhalkari Bai, elle montre comment la plongée dans des racines populaires et l'utilisation des mythes anciens peut réhabiliter les castes les plus basses en rappelant le rôle passé de leurs héros. Utilisée par un parti progressiste *dalit* dans l'État de l'Uttar Pradesh, le mythe de Jhalkari Bai s'est révélé un outil de communication peu coûteux et électoralement efficace pour faire pièce aux partis fondamentalistes.

À quelques océans de là, les écoles de samba brésiliennes, présentées par Cristiana Tramonte, remplissent une fonction de communication et de renforcement populaire à peu près

analogue. Pour le lecteur français, le mot *samba* n'évoque que danse, paillettes, tourisme et carnaval. Pour les couches populaires brésiliennes, il s'agit de bien davantage que cela. « Le » samba (mot masculin au Brésil) est avant tout un espace, un esprit, un fonctionnement, une culture. Et les écoles de samba, qui sont actives toute l'année et pas seulement au moment du carnaval, ont un rôle essentiel dans la structuration des communautés de *favelas*, dans l'affirmation de la dignité de la population afro-brésilienne, et dans le dépassement des cloisonnements sociaux. Certes, les grands médias ont largement récupéré le phénomène, et la « pureté » originale des écoles de samba a souffert de l'intrusion de la communication moderne, mais cette forme d'organisation et de communication demeure investie par une grande partie des laissés-pour-compte de la globalisation et du système économique qui continue de prévaloir au Brésil.

L'exemple retenu pour l'Europe, présenté par Jean Blairon et Jean-Pol Cavillot, est celui de l'utilisation de la vidéo au service de la communication des plus démunis en Belgique, un exemple qui trouve d'ailleurs depuis une vingtaine d'années de nombreux pendant au Brésil et en Inde. L'outil vidéo est-il « traditionnel » ? Pas vraiment. Mais selon l'usage qui en est fait, il peut servir l'affirmation des logiques, des revendications, des propositions de ceux qui n'ont que rarement, sinon jamais, la parole. Et qui, lorsqu'ils parlent, parlent d'eux-mêmes, de leur histoire, de leurs racines. Il y a là une logique que Jean Blairon et Jean-Pol Cavillot, à la suite d'Alain Touraine, caractérisent comme « la défense du sujet », un moyen pour donner du pouvoir, pour instituer les plus précaires en vrais acteurs. Je me souviens d'avoir recueilli au Brésil dans les années quatre-vingt¹ de nombreux témoignages de communautés de paysans sans terre ou de villageois pauvres montrant comment le fait de manier eux-mêmes la caméra les avaient subitement institués

1. Cf. Michel Sauquet, *Le voisin sait bien des choses – communication et participation en milieu rural : leçons du cas brésilien*, Syros, 1990.

comme interlocuteurs dignes de foi, et leur avait permis de débloquent des négociations sur leurs revendications, après des années de mépris de la part des autorités locales, spécialement des municipalités rurales. À la même époque déjà, des associations de femmes (par exemple le groupe SEWA) expérimentaient la même utilisation de la vidéo en Inde.

« Instituer » les groupes les plus défavorisés comme acteurs, partenaires, et forces avec lesquelles les administrations doivent compter et dialoguer est, rappelle Pierre Calame dans *La démocratie en miettes*² l'une des exigences majeures d'une refondation de la gouvernance. Et voilà bien à quoi certaines formes de communication populaire (pas toutes), contribuent autant qu'elles le peuvent. Je me permets un autre souvenir personnel : celui de l'émotion extrême ressentie par Philippe Dauchez, au bord des larmes, en assistant à Pune (Maharashtra) à une représentation de théâtre populaire au cours d'un séminaire organisé par Guy Poitevin auquel j'avais eu la chance de participer. Philippe Dauchez, ancien secrétaire particulier d'Albert Camus, travaille depuis de longues années, au Mali, à aider au développement du « koteba », forme de théâtre populaire qui, de village en village, propose une sorte d'audit sur la situation de la communauté où se déroule le spectacle, et invite les villageois, « vedettes » de la pièce, comme dirait S. Deshpande, à intervenir dans le spectacle lui-même. Ces larmes d'émotion étaient à la fois la manifestation d'une sorte d'extrême fraternité universelle, et celle d'une foi commune dans les potentialités de cette forme de communication, qui est un moyen, parfois le seul, pour donner du pouvoir, de l'espoir à ceux qui n'en ont pas.

« Instituer » les acteurs est une démarche qui peut être aidée de l'extérieur, mais dont la source essentielle réside dans les groupes humains concernés eux-mêmes. Nous avons bien conscience de ne donner ici qu'une image extrêmement partielle (et pourquoi pas partielle ?) de l'inventivité que déploient

2. Pierre Calame, *La démocratie en miettes*, Éd. Descartes & Cie/Éd. Charles Léopold Mayer, 2003.

les communautés populaires du Brésil, de l'Inde et de l'Europe francophone, pour affirmer leur identité, leurs besoins, leur dignité, leurs propositions. Pour la seule zone géographique qui nous concerne, c'est de la poésie et de l'improvisation des « *repentistas* » du Pernanbouc ou de la Bahia qu'il aurait fallu parler aussi, du travail culturel avec les enfants récupérateurs d'ordures dans les *slums* indiens ou dans les *favelas* brésiliennes, de l'utilisation des théâtres de marionnettes comme instrument de conscientisation, des formes de carnaval dans le nord de la France et en Belgique... Mais l'exhaustivité est illusoire et inutile, d'autres sources d'information existent sur ce point³, et après tout ce livre vise davantage à stimuler l'imagination, à faire réfléchir aux possibles, qu'à rendre compte de formules toutes faites pour donner du pouvoir et de la confiance aux plus négligés de la société.

Certes, les outils modernes peuvent aussi aider à cette prise de confiance. Mais les formes traditionnelles et culturelles de communication ont des caractéristiques propres qui leur confèrent, dans le contexte des zones les plus fragiles de la planète, une efficacité que les premiers n'ont pas.

Tout d'abord, la multiplicité des régimes d'oralité qui sont évoqués dans ces pages et qui mettent le corps humain à contribution (chant, théâtre, expression devant la vidéo légère, danse...) sont le signe d'une liberté de création, d'une puissance de l'imaginaire populaire, d'une inventivité que seule, peut-être, leur « non-technologie » permet. Point de contraintes externes pour empêcher la profusion du langage, l'expression, parfois, du tragique, et la spontanéité. Bien sûr, il ne faut pas idéaliser ces formes de communication au seul prétexte qu'elles émanent des plus pauvres eux-mêmes. D'abord elles sont souvent éphémères, et se limitent au temps de la « *performance* » au sens anglo-saxon du terme. Ensuite, elles

3. Voir en particulier les ressources de la base de donnée DPH sur le thème « Communication populaire » largement abordé, notamment, par des partenaires indiens et brésiliens.

sont toujours à la merci d'une récupération, d'un détournement par le système politique et communicationnel dominant. Elles n'en demeurent pas moins le mode le plus humain, le plus incarné de l'expression collective.

Car elles sont collectives et communautaires, et c'est en cela que leur efficacité réside aussi et se différencie de celle des médias modernes. Ce que ces formes provoquent, c'est, de l'Inde au Brésil en passant par le Mali, la prise de conscience, pour les plus défavorisés, de l'appartenance à un groupe et des potentialités du groupe en tant que tel d'influer sur le cours des choses. Les animateurs d'un mouvement d'éducation populaire brésilien, le SAPE⁴, citent souvent la remarque d'une habitante d'une *favela* de Rio de Janeiro, concluant de son insertion dans un groupe militant: « Plus nous sommes, plus je suis ! » C'est bien de cela qu'il s'agit: nul ne peut fonder ses espoirs sur ses propres forces. « Ô insensé, qui essaie de te porter sur tes propres épaules!, s'écrie Rabindranath Tagore, Ô mendiant, qui vient mendier à ta propre porte!⁵ » En Inde, comme le note Guy Poitevin, « un conte, un mythe, un chant de la meule n'a pas d'auteur, car tous en sont l'auteur, et chacun se reconnaît dans la parole de l'autre ». Une façon de raisonner que nous avons peut-être perdue dans notre Europe dite développée. Alain Touraine, cité par Jean Blairon et Jean-Pol Cavillot, insiste beaucoup, en conséquence, sur la nécessité de revitaliser chez nous la communication collective, en notant que « c'est le renforcement des associations et des mouvements culturels qui permettra le mieux de faire pénétrer les demandes sociales dans le champ politique, et donc de reconstruire la démocratie. »

4. Serviços de Apoio à Pesquisa em Educação.

5. Dans *L'Offrande lyrique*, Poésie, Gallimard, 1971.

Les stratégies de communication des traditions orales populaires : le cas des chants de la meule

Guy Poitevin

Comme mode de transmission et de communication, les traditions orales populaires sont essentielles. Mais sur quoi peuvent se fonder des individus et des communautés pour s'appropriier d'anciennes traditions orales, qu'elles soient récit, pratique rituelle, savoir professionnel, savoir mythique, système de représentations, etc.? Comment des communautés locales peuvent-elles utiliser leur patrimoine culturel oral pour fonder leur identité présente dans un environnement socioculturel pourtant radicalement modifié? L'exemple des traditions orales telles que les chants de la meule dans les campagnes indiennes du Maharashtra montre les potentialités de la valorisation des formes populaires de communication, lorsqu'elles s'appuient, sans craindre d'ailleurs de la détourner, sur la tradition.

Les traditions orales populaires sont souvent appropriées de nos jours par d'autres que leurs héritiers naturels au service de stratégies socio-culturelles et politiques qui en détournent le

sens à des fins d'un autre temps. Des visées étrangères les instrumentalisent et en abusent. C'est ainsi que des collectivités ou des « communautés » en état de crise ou en mal d'identité les revendiquent comme atouts de cohésion interne, de survie, voire de respect public. Des ONG les utilisent à des fins didactiques pour disséminer des messages modernistes et s'assurer la participation à leurs projets de bénéficiaires mentalement trop éloignés de leurs idiomes. L'industrie du tourisme les transforme en biens culturels négociables. Dans la foulée, de petits États voudraient faire de la richesse culturelle de leurs traditions populaires un atout de leur progrès économique en attirant des touristes argentés vers des paradis folkloriques et des zoos ethnologiques. Les traditions du peuple, ses mythes, ses outils, ses rituels, ses musiques, les objets de sa vie quotidienne sont de plus en plus accaparés par toutes sortes d'entités (agences de publicité, partis politiques, compagnies commerciales, volontaires de la coopération, communautés marginalisées, départements de science humaine, etc.), avec des buts qui ne convergent pas.

Une observation s'impose d'emblée. Les processus de détournement que nous observons aujourd'hui ne sont pas nouveaux ni caractéristiques de l'époque actuelle. À toutes les époques on a pu assister à des tentatives de réappropriation d'un héritage culturel oral à de nouvelles fins, pour exprimer une expérience présente et répondre à des besoins de connaissance et de communication⁶, à titre individuel ou collectif. Une tradition vivante est précisément celle qui essaie sans inhibition de se représenter, de comprendre et d'articuler une expérience présente avec un matériel cognitif hérité du passé mais en totale fidélité à sa propre expérience historique, aux besoins et aux pulsions du moment.

6. Rairkar, 1993.

Le récit de la figure de Sita au cœur de la tradition orale des paysannes indiennes

Des études contemporaines concernées par l'histoire des traditions indiennes cherchent à identifier les processus d'innovation culturelle en jeu dans les traditions orales, qu'il s'agisse d'interprétation d'héritages reçus, de stratégies politiques fondées sur des ressources mythiques collectives ou propres à la communauté, de construction narrative d'identité avec des récits dans lesquels le groupe se reconnaît, de différenciation discriminative de Soi par « invention » de représentations soi-disant léguées par les anciens, etc.

Ainsi, une série d'études sur les centaines de narrations de l'histoire de Rama en Inde et en Asie du sud-est⁷ est particulièrement intéressante du point de vue de la perpétuation de la tradition orale: « Là où les Ramayanas hindous ont dominé, des poètes Jain et bouddhistes ont critiqué ou questionné ces textes en produisant leurs propres récits. Là où la domination masculine est prescrite par la tradition textuelle, les chansons de femmes expriment des perspectives alternatives plus en rapport avec les préoccupations propres aux femmes. Nos essais suggèrent que la tradition Ramayana permet la mise à jour permanente de l'histoire, parfois en véritable opposition avec la

7. Richman, 1992, Chambard, 1992 et Bizot, 1989.

8. Voir Poitevin & Rairkar, 1985a ; CCRSS ; Poitevin, 2001a ; 2001b. Quand les femmes moulent la farine du pain du jour sur leurs meules de pierre domestique à la main, elles chantent. Près de cinquante mille chants de la mouture ont été recueillis, classés sur la base d'une analyse de contenu puis archivés dans une base de données informatisée. La classification par unités sémantiques rend compte des thèmes récurrents. Ceux-ci couvrent une grande variété d'aspects de la vie quotidienne, domestique et familiale des chanteuses (Poitevin, Rairkar, 1996). Les chants sont des distiques connus sous le nom de ovi en langue marathi, Archivés en caractères devanagari, ils sont accompagnés d'informations biographiques sur les chanteuses, leur village et leur expérience comme porteuses de cette tradition de chants. Ce corpus offre une documentation de première main pour une étude en profondeur de concepts, d'images, de systèmes de représentation, de formes de créativité poétique

façon dont l'histoire a été racontée auparavant. » (Richman, 1992).

La perspective de ces études correspond à la nôtre dans l'essai sur le personnage de Sita (l'héroïne modèle de l'une des deux grandes épopées de la tradition hégémonique, le Ramayana), dans les chants de la meule⁸ et l'analyse de mythes populaires de tradition orale récemment recueillis au sein de communautés de bas statut social en Inde (Poitevin, 2001c). Il s'agit de caractériser la réappropriation de ces traditions dans un autre contexte historique et socioculturel.

Premier trait : les chanteuses ne se soucient point de Sita mais d'elles-mêmes. Elles s'approprient le récit épique pour sa fonction identitaire : leur utilisation le transforme si radicalement que la réédition est incomparable avec le portrait original. Les paysannes n'ont qu'une intention, celle d'exprimer la vision intime qu'elles entretiennent de leur propre destinée de femme et de paysanne : de « déverser ce qu'elles ont sur le cœur » (Poitevin 1997). Elles ne composent pas un autre Ramayana qui serait le leur et ferait nombre avec les multiples versions qui existent déjà. Elles ne brosent pas même un portrait de Sita comme ferait un barde devant une audience, par goût ou talent de création littéraire. Elles choisissent de l'épopée qu'elles ont entendu raconter ces seuls épisodes qui peuvent leur servir à réfléchir comme dans un miroir leur souffrance de femmes victimes d'un éthos patriarcal et leurs rêves frustrés d'un bonheur affectif refusé. La figure mythique du Ramayana devient un idiome.

Deuxième trait : les distiques ne reconstituent point une histoire de vie de Sita à la façon d'un récit continu qui serait la biographie d'un individu. L'urgent besoin d'expression des

propres à des générations de paysannes analphabètes. Depuis 1995, des enregistrements vidéo et musicaux de performances de chants et d'autres données relatives à leur environnement et à leur contenu complètent cette documentation textuelle. Les recherches actuelles se concentrent en particulier sur l'identification des modèles prosodiques et mélodiques des performances musicales. (Bel, 1999, Bacci, 1999).

chanteuses leur fait choisir des épisodes sur lesquels elles peuvent broder l'articulation de leur expérience. Chaque épisode est à appréhender dans la singularité d'une prise de parole particulière et discontinue. Leur diversité est à l'image des aléas de la vie et des sentiments de la « race de femme », *bayjat*, au long des siècles. Point d'autobiographie, mais la vie dans la multiplicité disparate d'instantanés toujours uniques.

Troisième trait, la forme poétique flexible, *ovi* (Vaudeville, 1969) – deux courts versets rythmés sans mètres contraignants, avec rime et césure, à la syntaxe sommaire, voire inexistante –, se prête naturellement à l'expression spontanée de sentiments, aux courts témoignages instantanés. Point de récit composé ni souci de grammaire mais l'irrépressible besoin de se dire sur-le-champ.

Quatrième trait: si les paysannes s'emparent oralement des ressources offertes par le personnage de Sita pour se dire elles-mêmes, c'est que dans l'ordre de la communication symbolique elles n'ont que cet idiome à leur disposition. La question essentielle devient alors celle-ci: comment et jusqu'à quel point des paysannes peuvent-elles s'approprier une tradition hégémonique écrite, étrangère et imposée, pour se dire elles-mêmes en toute spontanéité et liberté? La réponse est claire: par un détournement sémantique de grande ampleur en s'appropriant le *vanavas* de Sita et en en modifiant intentionnellement la visée. Le schème du rejet de Sita, l'épouse fidèle par excellence, envoyée par Rama son royal et divin époux, pour vivre seule dans la jungle un exil injuste et inhumain (*vanavas*), devient l'emblème de leur propre expérience (*sasurvas*), leur malheur de bru maltraitée sans raison dans une maison étrangère avec la complaisance, sinon la complicité, voire l'intervention de leur époux-dieu.

La mémoire parlée comme processus de création culturelle, porteur de systèmes de savoir

Systèmes de savoir, les traditions orales, dans le processus de leur transmission, organisent et interprètent le donné en fonction de modèles cognitifs propres. La mémoire parlée ne se préoccupe pas d'enregistrer des réminiscences ni d'archiver des documents. Elle ne cherche pas des arguments pour écrire l'histoire d'hier. Elle ne se souvient que par un processus de connaissance qui opère dans le présent et procède par réinterprétation de choses remémorées pour mieux penser l'avenir et viser le futur.

Les deux leviers d'une tradition parlée sont la répétition et la variation. Il ne sert donc à rien d'en chercher la vraie forme originelle pour en faire une norme authentique, pas plus que son auteur singulier. Les traditions orales ne portent point de signature d'identification ni d'authenticité comme des écrits (Poitevin & Rairkar, 1996) qui seuls sont lus pour être récités par cœur et cités avec le nom de leur auteur. Les traditions orales sont actes de parole dans une communauté qui les reçoit comme siennes après les avoir entendues selon ses besoins du moment et s'il le faut, à cet effet, remodelées. Il est ainsi congénital aux traditions orales de se présenter sous de multiples variantes. Leur répétition implique leur réinvention : elles n'existent que sous forme de versions plus ou moins divergentes. La mémoire parlée n'est point une re-citation mécanique par cœur, mot à mot. Les contes ou épopées ne sont retenus mot pour mot que dans les sociétés où l'apprentissage repose sur l'alphabet, la lecture et l'écriture. En subordonnant la parole à l'œil et la réalité au regard, le texte écrit éteint la voix. La voix et le chant au contraire ouvrent un espace de spontanéité (Bel, Caelen-Haumont, 2000).

La nécessité pour une tradition orale de toujours se redire et se répéter spécifie l'autorité, l'authenticité et le statut de l'oralité comme mode de transmission : seul l'accord d'une communauté comme la connivence d'un groupe d'auditeurs, assurent l'existence d'une tradition orale (Jakobson 1973). Une communauté la porte et seule la communauté peut la modifier. Ce

contrôle collectif permet de la comparer à une langue qui n'a d'existence que par consensus collectif (Detienne 1981).

Ces caractéristiques font de la mémoire parlée un acte de connaissance, et de leur transmission dans une communauté un espace de dynamique culturelle. Dans une culture au régime de communication orale, les mots, les récits, les mélodies, les proverbes, les épopées, etc., sont sans cesse soumis à des processus de variation créatrice grâce à leur répétition même pendant que l'accord de la communauté leur donne sur le champ valeur de vérité. La communauté appréhende en eux l'identité qu'elle se donne et autorise à ce moment-là, jusqu'à ce qu'une autre audition appelle un autre acte de réappropriation et de réinvention.

Les traditions orales populaires portent des systèmes de savoir endogènes. Dans le cours même de leur transmission, elles organisent et interprètent le donné en référence à leurs structures cognitives. Ce savoir peut être aussi bien un savoir-faire de sages-femmes traditionnelles⁹, des méthodes culturelles testées par l'expérience de générations de paysans (Poitevin, Rairkar, 1985), des techniques ancestrales d'artisans, un héritage symbolique de récits et de mythes, des compétences esthétiques en musique et poésie – tels les chants de la meule (Poitevin, Rairkar, 1985).

L'orature comme espace de communication

Les traditions orales populaires ressortissent à un régime de connaissance intuitive, d'expression improvisée et de communication spontanée pour lequel je suggère de retenir la catégorie d'orature. Le terme d'orature est retenu en référence au système d'expression et de communication symbolique que la conjonction de divers régimes d'oralité réalise dans l'instant de la performance des chants. Ce système est un tissu complexe de

9. Rairkar : <http://www.ccrss.ws/midwives-on-move.htm>.

formes enchevêtrées de connaissance, d'expression et de communication à la fois, qui entremêlent leurs potentialités rhétoriques selon des canevas serrés de synergie.

Je laisse de côté ici tout ce qui relève strictement de l'analyse de contenu du texte. Mais je tiens à souligner que ce contenu est loin d'être insignifiant. Il est même d'une pertinence remarquable dans le cas de la tradition séculaire des versets de paysannes chantant leur vision de la vie sur leur moulin à un moment, celui de la mouture, qui leur apparaît comme le résumé de leur existence (Poitevin, 1997). L'analyse de contenu est en tout état de cause un préalable nécessaire à toute considération sur l'orature. Mais la tradition orale vivante des chants de la mouture est par définition un événement de parole à appréhender dans le moment de sa performance et ressortit ainsi à l'ordre de la communication. Le sémantisme musical est déterminant en dernière instance. En lui culminent les puissances de la voix.

Notre recherche sur les chants de la mouture en Inde offre un parfait exemple indien de l'opposition entre culture de l'écrit et culture de la parole. La rupture est celle qu'instaure spontanément la poésie de tradition purement orale et féminine des chants de paysannes composant pour elles-mêmes et se transmettant entre elles seules, sur l'ensemble du sous-continent indien, depuis des siècles, un immense corpus de chants de la mouture. Ce cas remarquable par son ampleur dans le temps et l'espace, est un « matrimoine » oral spécifiquement distinct d'autres traditions orales féminines et d'autres formes musicales populaires apparentées. Cet héritage n'eut jamais recours à un support écrit ni à une reconnaissance officielle pour se constituer et survivre jusqu'à nous aujourd'hui. Il réussit en revanche à garder son identité de prise de parole spontanée et profane contre les tentatives de contrôle et de détournement des maîtres à penser d'un rationalisme théologique, de gourous

10. Sur la place du moulin, voir les plans de maison donnés dans (Poitevin, Rairkar, 1985).

cherchant à mettre le peuple au pas de leur orthodoxie religieuse (Poitevin, 1997). Dans les chants de la mouture, les femmes obéissent à un besoin impérieux de prendre la parole et ne parlent qu'en mémoire d'elles-mêmes, tout en choisissant dans un vaste répertoire de matériaux reçus de leurs aînées, texte et mélodie adaptés à l'inspiration du moment, au temps de la mouture, à l'aube, dans la pénombre de la cuisine¹⁰. Le chant est une démarche voulue, urgente même, dont l'intention est explicitement indiquée par l'expression marathi qui revient constamment pour le caractériser, *hurada ukala*, dont le sens est le suivant : parler à cœur ouvert, articuler ce qu'on a dans l'esprit, exprimer ce qu'on a sur le cœur, s'ouvrir librement sur ce qui tient à cœur, se confier spontanément.

La langue, en conséquence, témoigne d'une rupture à plusieurs titres similaire à celle de la poésie romane. Les chants de la meule s'inscrivent au Maharashtra dans une rupture elle aussi vulgaire et séculaire, maintenue probablement depuis les mêmes siècles médiévaux quand, vers les XII^e et XIII^e siècles, la langue vernaculaire marathi, *prakrit*, se constitue par décalage vis-à-vis de sources sanskrites qui avaient l'écrit pour fondement et ses *literati* pour autorité. Il s'agit aussi tout autant d'une poésie populaire chantée. Il en alla et en va toujours d'elle à cet égard comme de la poésie romane des trouvères et troubadours.

La langue des chants de la meule souffre, plus encore que la poésie romane, de la rusticité de sa syntaxe qui la disqualifie pour enchaîner logiquement des énoncés et déployer l'articulation de subtiles argumentations théoriques. Mais elle n'en a cure. Cette faiblesse rhétorique est plutôt sa chance en ce qu'elle libère les atouts d'une spontanéité inventive. Elle s'avère en effet plus que compensée par la force symbolique des gestes du corps, impulsant la rotation imperturbable de la meule supérieure, l'expressivité de l'intonation et du timbre des voix, le déploiement rythmé de l'acte d'énonciation synchrone du vrombissement du moulin, l'envoûtement de la mélodie

insufflant une âme au distique. Les signes de l'écriture sont

misérablement dépourvus de ces cinq ressources sémiotiques.

La poésie, l'intonation et la mélodie comme communication

Les chanteuses ne manquent pas de s'approprier entre elles et pour elles seules, selon d'urgents besoins de communication propres à leur « race de femme », les ressources convergentes de divers registres rhétoriques et codes de la langue. Leur capacité de reprise est impressionnante. Elle donne lieu à une variété indéfinie de styles d'expression personnelle, inventivité qui s'observe aussi chez des conteurs, des bardes et d'autres chanteurs lyriques. Cette diversité est le fruit de constantes négociations entre les contraintes et potentialités de structures lexicales, morphologiques, syntaxiques, prosodiques, musicales, etc., et les urgences de la subjectivité, car « le cœur déborde » de façon si irrépissable que son déversement brise canons phonétiques et normes linguistiques sans honte ni regret, en toute indépendance d'articulation. Les chanteuses se comprennent d'autant mieux les unes les autres.

L'étude sémiotique de Bel (2000) et Caelen & Bel (2000) de la rhétorique musicale des chants de la meule illustre ainsi la confluence de trois stratégies de communication :

– Comme langage ou acte de parole, les chants utilisent les mots d'un lexique et le système de langue qui les met en œuvre. Pour spontané qu'il soit, ce langage ne saurait être étranger aux contraintes de la langue, de la prosodie et du discours intelligible, quelles que soient les libertés lexicales, syntaxiques et sémiotiques qu'il s'accorde aisément.

Quand on sait que les dimensions prosodiques d'une langue sont les premières qui soient apprises dès le premier âge, et que les chanteuses s'installaient à moudre et chanter à l'aube dès leur première enfance sans jamais recevoir d'autre formation musicale que celle de la pratique de leurs aînées, on peut légitimement s'attendre à ce que les outils et les stratégies prosodiques de leur langue jouent un rôle déterminant dans leur improvisation linguistique, poétique et mélodique à la place de

modèles prosodiques qui ne leur furent jamais enseignés en dehors de leur propre tradition. (Bel, Caelen-Haumont, 2000).

– Le distique est une unité de composition lyrique qui recourt aux outils prosodiques d'un système d'intonation donné pour improviser. Il n'obéit point à un canon rigide ni à une norme métrique au sens strict. Il assemble à son goût en toute spontanéité les mots dans des séquences rythmées et rimées, les arrachant ainsi à la banale prosodie du langage quotidien. L'improvisation résulte d'une interaction entre deux registres sémiotiques distincts, ceux de l'intonation et de la mélodie.

– Les ressources expressives de structures musicales transfigurent à nouveau le tout quand la dynamique propre de la prosodie musicale emporte les mots avec leurs lettres, leur phonétique, leur sens et les structures d'intonation dans une argumentation sémantique subjective et affective, à un niveau de sens qualitativement autre. Une différence est significative à cet égard, celle qui existe entre les chants tels qu'ils sont chantés et leur texte récité de mémoire par les chanteuses pour être confié à l'écrit, archivé et son contenu analysé. La prosodie musicale surtout ne modèle point ses variations sur de strictes configurations tonales comme le feraient des performances et des improvisations classiques. L'absence d'un système codifié de mélodies donne aux chanteuses toute liberté d'exploration tonale et temporelle des canevas reçus.

Une performance dans un contexte

Une tradition orale n'existe jamais en réalité que comme performance dans un contexte avec toutes ses dimensions extralinguistiques et extramusicales. Seule la performance donne la clé du déchiffrement de son sémantisme musical et textuel, se révélant comme processus de communication. Les traditions populaires ne sont pas seulement sujettes à d'incessants changements, elles sont toujours dynamiques et flexibles dans la mesure où ceux qui les reçoivent et les transmettent les

transforment dans l'acte même de leur transmission. Les traditions folkloriques se régénèrent constamment dans chaque acte de « tradition » comme résultat d'un travail de créativité culturelle de la part de leurs porteurs et héritiers. Une tradition vivante est affaire de variation, c'est-à-dire de constante réélaboration de sa réactualisation en cours de performance. Les traditions populaires nous arrivent comme le produit de ces processus de transformation au fil de générations, chacune s'appropriant l'héritage pour l'actualiser selon les besoins du moment. Ceux-ci sont redéfinis sous la pression de circonstances, dont les changements appellent des réajustements des représentations et des formes symboliques de communication propres à la communauté. Il faut donc appréhender les traditions populaires de façon globale et les déployer comme des moments de création collectifs, depuis celui de leur première invention (manufacture d'un objet matériel, composition d'un conte, découverte d'une mélodie, etc.) jusqu'à ceux des transformations et réinterprétations subséquentes avec les variantes et différences sémantiques introduites par leurs héritiers au fil du temps.

La performance, c'est évidemment la mouture comme acte physique de travail, avec l'énergie des corps, les scansions de la voix et du souffle, les premiers bruits de la maison qui s'éveille au chant du coq, les enfants qui appellent, les adultes qui soignent et traient les vaches, la proximité des animaux, le tintement des bracelets et, rythmant le tout, le ronflement des meules. La mouture est à entendre, qui plus est, avec toutes les connotations socioculturelles présentes à l'esprit des paysannes qui en font explicitement, dans leurs chants mêmes, la synecdoque de toute leur condition. Le lien est organique entre le travail de mouture à la main et la parole chantée. Au lien indissoluble du texte et de la mélodie, un dicton marathi ajoute celui du travail et de l'acte de parole : « À moins de mettre la main au manche [de la meule supérieure pour l'entraîner], nul vers ne vient à l'esprit. » Lors du recueil du texte verbal des

chants, des femmes d'âge mur qui les avaient pourtant pratiqués de nombreuses fois dans leur jeunesse, disaient avoir du mal à simplement se les remémorer et que, pour ce faire, il leur faudrait s'asseoir à nouveau à la meule et commencer à tourner le moulin comme autrefois. Le même phénomène est apparu lors d'enregistrements de chants en cours de mouture, quand on a demandé aux chanteuses d'arrêter momentanément leur travail pour réciter le texte des chants afin de vérifier l'exactitude de leur transcription. Il est clair, à leur style de récitation, qu'elles ont une connaissance autonome du texte bien qu'elles soient réticentes à la détacher de la performance du chant. (Bel, Caelen-Haumont, 2000)

Le lien est aussi organique entre cette parole chantée et la présence (fût-elle virtuelle ou implicite) d'une compagne avec qui on chante à l'unisson. D'où l'injonction impérieuse de chanter. Nul ne saurait moudre en silence, il faut s'extérioriser. Des chants s'en prennent à la jeune bru introvertie, timide ou renfrognée qui ne veut pas chanter. Des anciennes font même pression sur elle en lui faisant peur: « Personne, fût-ce ton frère, pas même un saint homme de passage demandant l'hospitalité, ne mangera du pain que tu auras façonné avec de la farine moulue en silence. » Le lien interpersonnel est essentiel à la parole chantée: s'il faut parler au moulin, c'est pour constituer ce lien. Le chant sur la meule n'est jamais un *a parte*. Il a toujours un vis-à-vis, comme le conte ou le mythe ont toujours un auditoire. Même une femme chantant seule à sa meule le matin, hérite d'une tradition un chant qui lui est adressé par des générations qui l'ont précédée, et elle s'approprie cette tradition pour s'adresser à toutes ses sœurs d'aujourd'hui et de demain. Un conte ou un mythe, de même, tant qu'ils ne sont pas devenus purs textes, lettre morte et fossile, existent toujours dans un rite, une fête, un carnaval, une célébration collective, une liturgie, en bref, un auditoire, quel qu'il soit – famille, clan, caste, ethnie, région, nation, etc. –, comme parole vivante et échangée. Sevrés de leur destinataire, réduits à l'état de pur

texte, récités, enregistrés, archivés, ils ne sont plus qu'objets mentaux capables de traîner n'importe comment dans les esprits de n'importe qui. Ils cessent d'être signes de communication linguistique liant des sujets distincts, ils ne sont plus langage.

Une tradition orale, propriété de tous

■ Une tradition orale n'existe que dans l'appropriation collective qui se nourrit d'elle-même sans cesse, se reprend, évolue, se transforme, vit et change selon ses porteurs. Un conte, un mythe, un chant de la meule n'ont pas d'auteur car tous en sont l'auteur, et chacun se reconnaît dans la parole d'un autre. Une tradition orale est d'autant plus signifiante et riche pour chacun qu'elle est commune et collective. La parole chantée lie des êtres distincts dont elle fait une communauté sans émousser leur autonomie. Car dans l'acte de performance, le conteur, le narrateur du mythe, l'acteur de théâtre, la femme qui chante, ajustent, changent, colorent, modifient s'il le faut leur parole et leur mélodie selon les réactions du répondant ou de l'auditoire auquel ils s'adressent. Le processus d'approfondissement d'une mémoire de soi personnelle est ici celui d'une reconnaissance mutuelle d'identité de destin par identification à une tradition spontanément échangée.

La tradition a explicitement incorporé sa signature d'identification collective et d'authentification dans la trame même de ses chants avec la formule récurrente *sangate bai tula* (je te dis, femme). La fonction de la phrase est de revendiquer comme siennes les paroles dites en proclamant l'intention qui motive le chant. L'anonymat de la formule énonciatrice ne rend que plus personnelle l'énonciation, car elle est celle d'un soi collectif de femmes, qui s'identifie lui-même expressément comme « la race de femme », *bayjat*.

Ainsi, le processus de créativité et de personnalisation d'un régime d'orature est aux antipodes du travail d'un individu

libre et créateur doté de droits d'auteur et d'une propriété culturelle exclusive (Poitevin, 2001). Le régime d'orature sait reconnaître et apprécier ceux et celles dont le talent articule avec bonheur l'esprit de tous, de sorte que chacun s'identifie en s'appropriant la parole de l'autre qu'il fait sienne. Nul ne s' imagine qu'il vole qui que ce soit d'une création privée puisque chacun, à sa façon, s'en sait l'auteur.

Guy Poitevin

Français d'origine, installé à Pune depuis 1972, Guy Poitevin prend la nationalité indienne en 1978. Diplômé de philosophie (Sorbonne et Gregoriana) et de théologie (Gregoriana), il enseigne la philosophie avant de soutenir son doctorat en sciences sociales à l'université de Paris. Il crée et anime des groupes d'action populaire dans les campagnes du Maharashtra. Directeur du « Centre for Cooperative Research in Social Sciences » (CCRSS) de Pune qu'il a créé en 1982 à la fois pour mener des recherches sur les dynamiques sociales et culturelles des défavorisés et sur la culture orale populaire, et pour expérimenter des pratiques de recherche alternatives dites « coopératives », qui réunissent chercheurs et militants dans le but de transformer la société.

Références

Bacci, Véronique, *Les chants de la meule au Maharashtra*, Mémoire de DEA de musicologie, Département de Musique et Sciences de la Musique, Université de Provence, 1999.

Bel, Bernard, *Musical forms of rural Maharashtra: A Cultural-Sociological Database*. <http://www.ccrss.ws/database.htm>, 1999.

Bel, Bernard, Caelen, Geneviève & Rairkar, Hema, *Say it in singing! Prosodic Patterns and Rhetorics in the Performance of Grindmill Songs*, Contribution to the Seminar on Linguistic and Inter-Disciplinary Approaches as Critical Resources in Development, 12-14 July 2000; Mysore: Central Institute of Indian Languages, 2000.

Bel, Bernard & Caelen-Haumont, Geneviève, « *Le caractère spontané dans la parole et le chant improvisé : de la structure intonative au mélisme* », *Revue Parole*, n°15-16, 2000.

www.lpl.univ-aix.fr/lpl/presentation/publications/docs/caelen-bel-parole.pdf.

CCRSS1, Rairkar, Hema, *The Women's Tradition of Grindmill Songs*, Tara Ubhe, *Grindmill songs and animation*, <http://www.ccrss.ws/grindani.htm> ;

Kusum Sonavne, *A performance capacity reactivated*, <http://www.ccrss.ws/perfcap.htm>.

CCRSS2, Guy Poitevin, *Dalit Autobiographical Narratives, Figures of Subaltern Consciousness, Assertion and Identity*, <http://www.ccrss.ws/dalitaubio.htm>.

Certeau, Michel de, *L'écriture de l'histoire*, Gallimard, Paris, 1975.

Champakalakshmi, R. & S. Gopal, eds, *Tradition, Dissent and Ideology*, Oxford University Press, New Delhi, 1996.

Goody, Jack, *Literacy in Traditional Societies*, Cambridge University Press, 1968.

Goody, Jack, *The Domestication of the Savage Mind*, Cambridge University Press, 1977a.

Goody, Jack, « Mémoire et apprentissage dans les sociétés avec et sans écriture : la transmission du Bagré », *L'Homme*, n°1, 1977b.

Habermas, Jürgen, *Peirce and Communication. In Postmetaphysical Thinking: Philosophical Essays*, Polity Press, Cambridge, 1992.

Hirst, D. J & A. Di Cristo, (eds.), *Intonation Systems. A Survey of Twenty languages*, Cambridge University Press, 1998.

Jakobson, Roman, *Questions de poétique*, Seuil, Paris, 1973.

Poitevin, Guy & Rairkar, Hema, *Village au féminin*, L'Harmattan, Paris, 1985a.

Poitevin, Guy & Rairkar, Hema, *Le développement, une impasse ?*, L'Harmattan, Paris, 1985b.

Poitevin, Guy & Rairkar, Hema, *Indian Peasant Women Speak Up*, Orient Longman, Hyderabad, 1993.

Poitevin, Guy & Rairkar, Hema, *Stonemill and Bhakti*, DKPrintworld, New Delhi, 1996.

Poitevin, Guy, *Le chant des meules*, Kailash, Paris, 1997.

Poitevin, Guy, "Myth and Identity: The Narrative Construction of Self in the Oral Tradition of Vadar Communities", *Indian Folklore Research Journal*, vol. 1, n° 1, May 2001. Document en ligne :

<http://www.ccrss.ws/popcol.htm#myths>.

Poitevin, Guy, « L'Appropriation de la figure de Sita dans les chants des paysannes du Maharashtra », in (Françoise Mallison, ed.) *Constructions hagiographiques dans le monde indien*, EPHE, H. Champion, Paris, 2001b. Document en ligne en anglais : <http://iias.leidenuniv.nl/host/ccrсс/sita.htm>.

Poitevin, Guy, "Participant Report: Folklore and Creativity. Folklife, The Advent of Asian Century in Folklore", *Indian Folklife*, vol. 1, 5 April 2001, (2001c).

Poitevin, Guy, "Negotiating Modernity with Traditional Resources", contribution au séminaire *Langues, modes d'interprétation et concepts de tradition et de modernité*, CCRSS, Pune, Inde, November 2001, (2001d).

Poitevin, Guy, « L'orature n'est pas la littérature », *Histoire et Anthropologie*, 2002a.

Poitevin, Guy, *The voice and the Will, Subaltern Agency: Forms and Motives*, Manohar, New Delhi, 2002b.

Rairkar, Hema, *Songs of the Grindmill*, Seminar 408, Août 1993.

Rairkar, Hema, *I tell you, woman*, 1996. Document en ligne : <http://www.ccrсс.ws/itellyou.htm>.

Richman, Paula (ed.), *Many Ramayanas; The diversity of a Narrative Tradition in South Asia*, Oxford University Press, Delhi, 1992.

Richman, Paula, "Oppositional Tellings in the Ramayana Tradition", in (Vasudha Dalmia, Angelika Malinar & Martin Christof, eds.) *Charisma & Canon. Essays on the Religious History of the Indian Subcontinent*, Oxford University Press, Delhi, 2001.

Ségalen, Victor, *Les Immémoriaux*, Plon, Paris, 1956.

11. Une « école de samba » n'est pas une école, mais une société populaire où l'on se réunit pour préparer un défilé de carnaval. À Rio de Janeiro, la première aurait été hébergée par une école et aurait donc gardé ce substantif prestigieux. Il a été choisi d'écrire le mot « samba » en italique afin de conserver ce mot d'origine africaine au masculin, comme en portugais (note du traducteur, NT).

12. Goldwasser, 1975.

L'IDIOT DU VILLAGE MONDIAL

Singh, K.S., ed., *Mahabharata In The Tribal And Folk Traditions Of India*,

Indian Institute of Advanced Study, Simla, 1993.

Vecchione, Bernard, « Musique, herméneutique, rhétorique, anthropologie :

une lecture de l'œuvre musicale en situation festive », in (F. Escal & M.

Imberty, eds.) *La musique au regard des sciences humaines et des sciences sociales*,

vol. 1. L'Harmattan, Paris, 1997.

Zumthor, Paul, *Langue Texte Énigme*, Seuil, Paris, 1975.

13. Désigne à la fois le compositeur et le musicien du *samba* (NT).

14. Goldwasser, 1975.

Les écoles de *samba* au Brésil : une action de communication au service de l'intégration

Cristiana Tramonte

Au Brésil, les écoles de *samba* sont un phénomène national, une organisation sociale dotée de caractéristiques originales. Elles favorisent la communication au sein d'une communauté mais aussi les relations de celle-ci avec la société. Au sein des écoles, les populations pauvres, généralement noires, sont rejointes par les classes moyennes et l'élite. Avec la mixité sociale et le libéralisme économique, les écoles de *samba* démontrent la capacité d'organisation et de construction, parfois conflictuelle, de la démocratie parmi les classes populaires. Mais leur médiatisation croissante, qui fait du défilé des écoles de *samba* un produit médiatique, est l'objet de violents débats entre les partisans de la tradition et de la modernité.

Les écoles de *samba*¹¹ agissent comme les médiateurs d'un tissu social et permettent d'approcher et de comprendre cet « univers social » connu sous le nom de « monde du *samba* »¹². Ce sentiment d'appartenance à un groupe est fondamental pour tous les participants d'une école de *samba*.

15. Ce sont les *sambistas* les plus anciens, fondateurs des écoles, personnages historiquement reconnus dans le « monde du *samba* » et par l'opinion publique de la ville.

16. 1987, p. 70.

17. Eronildo Crispim de Souza, *sambista*.

18. Francisco Manoel Tourinho, *sambista*.

Le « monde du *samba* » s'organise autour d'espaces comme les bars, les places publiques, le siège de l'école et les salles de répétition qui accueillent tout au long de l'année des concerts de *samba* ou des spectacles contribuant au financement de l'école et de son défilé. Ces lieux réunissent donc les organisateurs et les membres actifs de l'école, les *sambistas*¹³ et le public. Pour appartenir à ce « monde du *samba* » et être membre d'une école, il faut réunir diverses conditions apparentées à un véritable rite d'initiation : aimer le *samba*, fréquenter les différents espaces du *samba*, participer et assister aux événements (répétitions, création des costumes et des ornements, etc.) et respecter les us et coutumes de l'école et de ses membres. Ouverts toute l'année, ces espaces sont plus fréquentés de novembre à mars, de la préparation du carnaval jusqu'au défilé.

Le « monde du *samba* » joue un rôle déterminant dans la construction de l'imaginaire et de la préservation de la mémoire, de l'histoire et de la cohésion interne de ses membres. « Du point de vue historique, le "monde du *samba*" s'apparente à une construction mythologique, il est peuplé de héros et de faits extraordinaires contés et racontés par des *sambistas* célèbres et authentiques, qui naissent dans des écoles pour tomber ensuite dans le patrimoine commun de tous les *sambistas*¹⁴. »

19. Telmo dos Santos, *sambista*.

20. Le *malandro* désigne le fripon, le voyou, le paresseux, l'oisif menant une vie bohème (NT).

21. Getúlio Vargas (1882-1954) parvient au pouvoir grâce à la révolution de 1930 et dirige ensuite le Brésil, excepté de 1945 à 1950 : chef du gouvernement provisoire (1934-1937), président d'un régime autoritaire en vertu d'un coup d'État (1937-1945) et président élu au suffrage universel direct (1950-1954). Surnommé le « père des pauvres » en raison de sa politique sociale, il se suicide en 1954 (NT).

22. Jorge Vaz. Les *morros* sont des petites collines caractéristiques de Rio de Janeiro et d'autres villes brésiliennes où, fin XIX^e siècle, se sont implantées les premières *favelas* (NT).

Le *samba* comme lien intracommunautaire

Vivre en communauté est l'élément-clé de l'univers symbolique des membres des écoles de *samba*. Celles qui ne disposaient pas d'une base associative cherchent à la construire. Les plus traditionnelles ont pour but de la raviver. Certaines sont aussi traversées par des discussions internes qui tendent à renforcer l'esprit communautaire affaibli par le départ de la *velha guarda*¹⁵ de la communauté. La « famille » aide à maintenir la cohésion interne et l'esprit de solidarité. Ce terme évoque l'époque des répétitions et de la fabrication des costumes qui avaient toujours lieu au domicile des organisateurs. L'organisation sociale de l'école de *samba* reposait alors sur cette ambiance familiale.

L'école de *samba* véhicule l'apprentissage et transmet de génération en génération le processus libérateur de l'éducation comme stratégie communicatrice énoncée par l'éducateur Paulo Freire¹⁶ : « L'éducation comme pratique de la liberté [...] implique la négation de l'homme abstrait, isolé, seul, coupé du monde [...] ». La préoccupation associative des membres de l'école est de garantir à tous, y compris à ceux qui ne peuvent pas assumer les coûts de leur costume, leur participation, et donc de maintenir la cohésion interne : « L'école de *samba* est une nécessité pour la communauté qui parle du carnaval toute l'année, contrairement au reste de la société qui s'y intéresse seulement au moment du carnaval. S'il n'y a pas de défilé d'école de *samba*, ça laisse un vide dans la communauté, les per-

23. Littéralement : petite batterie ; groupes de percussion composés d'enfants (NT).

24. Un dicton populaire, extrait du *samba* "O samba da minha terra" de Dorival Caymmi exprime bien cette inversion : « Qui n'aime pas le *samba* n'est pas un bon sujet. »

25. 1990, p. 67.

26. Fête annuelle de tradition germanique qui a lieu à Blumenau, État de Santa Catarina.

27. Dona Darci.

sonnes sont malades, très tristes. Le carnaval, c'est la nourriture de la communauté¹⁷. » Appartenir à une école de *samba* est un facteur essentiel dans l'affirmation de son identité : « Par le passé les gens ne voulaient pas dire qu'ils habitaient dans le quartier de Coloninha parce qu'il avait la réputation d'un quartier de voyous [...]. Mais comme l'école de *samba* Coloninha a été championne [...] tout le monde va voir que dans le quartier il n'y pas que de la drogue et des voyous, il y a aussi le *samba*¹⁸. » L'action communicatrice interne prend la forme d'un code éthique et moral auquel tous les membres doivent se soumettre. Elle accomplit une fonction de prévention et de réinsertion, limitant la délinquance : « Grâce à l'école de *samba*, on a pu sortir les enfants de la rue : ils y mangent, fabriquent et prennent soin des costumes¹⁹. »

Ce tissu de relations évite à ses membres de tomber dans un isolement social. Un autre élément de l'aspect culturel du *samba* est le caractère collectif des créations. Malgré le passage de l'œuvre anonyme à une œuvre signée, il n'est pas rare de voir un *samba* écrit par quatre ou cinq musiciens, qui partageront les responsabilités et le succès de l'œuvre.

Historiquement, le personnage du *malandro*²⁰ *sambista* fut lourdement combattu par la doctrine du travail et de la discipline prônée par le gouvernement autoritaire du président Getúlio Vargas²¹. Le temps libre était assimilé à l'oisiveté et au vagabondage. Selon le sociologue Pereira, les couches urbaines pauvres ne peuvent que revendiquer le droit au loisir et au temps libre comme une conquête sociale indispensable. C'est ainsi que le *malandro* devient progressivement un citoyen qui fréquente l'école de *samba*.

Autre aspect identitaire, la valorisation de la négritude. L'action communicatrice culturelle dans les écoles de *samba* se caractérise par la valorisation de la culture afro-brésilienne, appelée négritude dans le « monde du *samba* ». « Il faut assumer

28. Célébrités du *show-biz* et de la *jet set*, souvent juchées sur des chars allégoriques (NT).

la négritude de l'école de *samba*. La base des écoles de *samba* sont les *morros*²². » Autour de cette valorisation de la racine « afro » de la culture brésilienne, de nombreuses activités se développent dans les écoles de *samba*: concours de beauté, fêtes et commémorations de l'histoire de la résistance des noirs et activités associatives (création de *baterias mirim*²³, etc.). L'école de *samba* doit « avoir de la négritude » pour être authentique²⁴. Dans cette inversion des valeurs de la société dominante, le pouvoir de la culture afro-brésilienne est prépondérant. Selon le sociologue Roberto Da Matta, le mécanisme d'inversion « est radical dans le sens où il provoque réellement un déplacement complet des éléments d'une domination vers une autre où ces éléments sont normalement exclus. L'inversion crée les conditions pour un remplacement des dominants par les dominés²⁵. » L'école de *samba* qui se « blanchit » est culturellement destinée à l'échec. L'affirmation et la valorisation de la négritude apparaissent comme de véritables signes de résistance face au mépris dont est victime la culture afro-brésilienne. En attestent des entretiens réalisés en 1994 (année marquée par l'annulation du défilé en raison de la suspension des subventions accordées par les pouvoirs locaux) dans l'État de Santa Catarina, très influencé par l'origine européenne de sa population (italienne, allemande, portugaise): « L'*Oktoberfest*²⁶ reçoit tout l'appui nécessaire, mais pas l'école de *samba*. C'est du racisme, de l'aveuglement. Là-bas (à Blumenau), les chefs d'entreprise apportent leur contribution²⁷. »

29. Tourinho.

30. Dona Darci.

31. Dona Valdionira.

Un mode de communication entre les classes sociales

En opposition à cette action communicatrice interne est apparu le « blanchiment » des écoles de *samba*. Le mot décrit la participation croissante aux répétitions et au défilé d'individus originaires de la classe moyenne et des élites, étrangères au quartier de l'école de *samba*. Entre les antagonismes et les extrêmes, l'école de *samba* accomplit toujours un rôle de médiation et de régulation.

La participation de ces classes moyennes et supérieures répond à des intérêts communs et la réalisation d'une alliance coïncide avec l'enjeu de la direction politique des écoles de *samba*. Certains *sambistas* considèrent que la présence d'autres classes sociales dans les défilés est bénéfique, car elle favorise la promotion et la croissance de l'école de *samba* sans pour autant modifier la direction politique. Ainsi, à Rio de Janeiro, dans le cas par exemple de l'école de *samba* Mangueira, des personnalités du monde économique et politique sont mises en avant dans le défilé, placées en *destaque*²⁸. Si elles exhibent les costumes les plus luxueux dont elles assument entièrement les coûts, cette présence ponctuelle lors du défilé ne leur garantit pas de pouvoir particulier dans les instances décisionnelles de l'école de *samba*. Selon l'anthropologue Chinelli, « les gens modestes du *morro* et les Noirs ont conservé les positions de commande au sein de l'école de *samba* ». L'école de *samba* est donc un univers composé d'une apparence extérieure (le défilé) et d'une vie intérieure (sa structure, les relations entre ses membres, les conflits, les discussions, etc.).

32. « *ala* » : une partie du cortège. Il existe différentes *alas* par cortège : *ala da bateria*, *ala das Baianas*, *ala dos meninos*, etc. (aile de la percussion, des Bahianaises, des enfants, etc.) (NT).

33. Márcio de Souza, conseiller municipal de Florianópolis.

34. Caca.

35. Organisateurs de concours communautaires, éloge du *samba no pé* (capacité technique à danser le *samba* avec créativité et rythme...).

L'école de *samba* favorise effectivement, par son action communicatrice sociale externe, un processus démocratique et participatif. La rencontre avec d'autres couches de la population est incontournable. Bien que la *sambista* Dona Darci Vitória de Brito affirme que l'école de *samba* « est surtout un espace pour la population noire », elle pense aussi « qu'il est bon que les riches y participent également. Dans la joie, il ne peut pas y avoir de division, ni de race, ni d'argent. Il est important que tous participent. Grâce aux liens qui se créent, les gens comprennent quelle est l'importance de l'école de *samba* pour la ville ». Dona Elaine Nunes da Silva, autre *sambista* de Florianópolis, pense que cette convivialité dans l'école de *samba* aide les élites à rompre avec le préjugé racial des processus. Le sociologue Sodr e souligne que la culture populaire, et en particulier la culture afro-brésilienne, garde la capacité de préserver son authenticité et d'évoluer en s'adaptant aux transformations structurelles de la société (industrialisation, urbanisation et développement de la culture de masse).

Mais le mythe de la société égalitaire construite pendant le carnaval et dans les écoles de *samba* existe réellement : « Dans l'école de *samba*, le type rencontre l'inspecteur qui l'a arrêté et l'avocat qui l'a libéré, il rencontre sa grand-mère et le médecin, la lavandière, le maçon. Je pense que c'est l'unique spectacle au monde où toutes les classes sociales d'une ville sont présentes²⁹. » Cependant, ce mythe ne couvre ni ne masque la réalité de la société de classes. Les membres de l'école de *samba* regrettent que le carnaval ne soit qu'un court moment de réalisation effective de cet égalitarisme et d'atténuation du préjugé racial et social. La mixité sociale étend les espaces de convivialité des couches populaires noires. La participation des classes moyennes est considérée de manière positive « parce que tout le monde est Brésilien et aime le *samba* et le *samba* n'a pas de maître³⁰. » Le préjugé racial et social reste néanmoins vivace : « Il y a des Noirs qui ne vont même pas dans le centre-ville car ils n'ont rien à y trouver, à y gagner³¹. » Aussi, certains

membres du « monde du *samba* » critiquent ouvertement le « blanchiment » : « Il y a certaines écoles de *samba* où, pour trouver des Noirs, il faut se lever de bonne heure ! Leur présence se limite à la percussion ou à l'aile³² du peuple³³. » Ce sont les Noirs qui souffrent le plus du préjugé racial, mais les membres des écoles perçoivent la complexité du racisme : « Pendant le Carnaval le racisme existe des deux côtés, chez les noirs comme chez les Blancs³⁴. »

Néanmoins, le carnaval d'aujourd'hui réunit des éléments contradictoires, appartenant à la fois au « carnaval spectacle » (blancs, riches, prépondérance du visuel) et au « carnaval communautaire » (Noirs, pauvres, partisans de l'authenticité³⁵).

Entre pouvoirs locaux et financements privés, la communication au service de la démocratisation

À Florianópolis, capitale de l'État de Santa Catarina, l'organisation des écoles de *samba* a connu de profonds bouleversements au cours des années quatre-vingt. Jusqu'alors, on observait un certain « présidentialisme » dans les écoles de *samba* (concentration du pouvoir dans les mains du président ou de la direction), un paternalisme et un autoritarisme des pouvoirs locaux et l'assujettissement qui les accompagne. Puis, grâce au développement économique de la région, aux influences des écoles de *samba* de Rio de Janeiro et à la préoccupation croissante d'une esthétique interne à la communauté – conséquence de la valorisation des défilés par les médias –, les écoles de *samba* de Florianópolis se sont rapprochées du monde des entreprises pour concevoir le « carnaval spectacle ». Selon le compositeur Edu Aguiar, ce rapprochement est essentiel dans la structure actuelle des écoles de *samba*. En effet, au « présidentialisme » s'est substitué un collègue directeur s'appuyant sur la

36. Dona Lila.

participation de la communauté, la participation d'une opposition aux débats internes de l'école.

Hors de l'école de *samba*, le principal enjeu conflictuel du processus de construction de l'autonomie se situe dans la relation avec les pouvoirs locaux. À partir des années quatre-vingt, l'État moderne néo-libéral développa une politique de privatisations dans de nombreux secteurs et les pratiques populistes de la période 1930-1960 s'effacèrent. Localement, l'État se déchargea de ses responsabilités dans l'organisation des défilés des écoles de *samba*. Curieusement, ce furent les mairies « d'opposition » qui prirent l'initiative de couper les subventions allouées aux écoles de *samba*. Cette décision brutale entraîna d'une part une forte démotivation des *sambistas* et, d'autre part, des discussions sur la nécessité de parvenir à l'autonomie. Si la *velha guarda* s'était constituée au travers d'une relation paternaliste et dépendante de l'État, les nouveaux membres étaient contraints d'affronter les défis d'une indépendance qui impliquait la nécessité de recourir à des alliances avec les classes moyennes et supérieures, afin de garantir la survie économique et, partant, le rôle joué par les écoles auprès des couches populaires. La relation de confiance et de dépendance qui prévalait avec les pouvoirs locaux fit place à une relation conflictuelle dont l'enjeu était l'autonomie.

37. Année de publication de la « lettre du *samba* », lors du premier Congrès du *samba* à Rio de Janeiro : « Les choses ont changé et dans cette dynamique de transformation (gigantisme, luxe et richesse) nous arrivons à l'époque de la splendeur des écoles de *samba*. Et pour que le spectacle apparaisse dans l'avenue, le *samba* authentique n'a plus sa place [...]. Cependant, ce n'est pas pour cette raison que les écoles de *samba* doivent abandonner leurs traditions, car elles ont l'obligation morale de s'employer à produire une forme de *samba* traditionnel, le plus authentique et qui appartient au folklore afro-brésilien. », in Muniz Jr., 1976, p. 185.

38. Châssis de camions dissimulés par des constructions en polystyrène ou en fibre de verre. Ces chars cèdent de plus en plus au gigantisme qui prévaut dans le défilé du carnaval depuis 1970 (NT).

39. Les allégories sont des scènes, des ornements et des personnages montés sur les chars, qui représentent une partie du thème du défilé (*enredo*) choisi par l'école (NT).

Par rapport aux pouvoirs locaux, il existe deux positions: la première prétend que la municipalité ne devrait pas subventionner les défilés, mais devrait agir comme intermédiaire auprès des chefs d'entreprise pour obtenir des fonds. La seconde thèse défend l'idée que la municipalité devrait fournir et entretenir l'infrastructure nécessaire au défilé et en financer une partie. Certains membres des écoles accusent les pouvoirs locaux de ne pas vouloir subventionner le carnaval mais d'essayer d'en tirer profit politiquement. De nos jours, les dirigeants remettent fortement en cause la soumission des écoles de *samba* « traditionnelles » aux partis. La construction de cette indépendance est fondamentale pour la reconnaissance de l'organisation sociale des couches populaires dans l'école de *samba*, considérées comme un interlocuteur valable par la société civile.

La construction de la crédibilité de l'école de *samba* est un autre élément de l'exercice communicatif en politique. Il s'agit de donner confiance aux acteurs économiques et aux décideurs politiques. Pour les membres des écoles de *samba*, la crédibilité est liée à leur capacité d'organiser et de promouvoir des opérations sensibilisant l'opinion publique: répétitions et défilés de qualité, recherches de sponsors, campagnes publicitaires, etc. Ils ont conscience qu'il fut difficile pour les écoles de *samba* de parvenir à représenter une des caractéristiques majeures de la nationalité brésilienne. Ce cheminement requérait par ailleurs la conquête des médias, ceux-ci construisant l'opinion

40. La préparation du carnaval est confiée aux *carnavalescos*, spécialistes venus de milieux cultivés ou artistiques, qui choisissent l'*enredo* puis le soumettent aux compositeurs des écoles (NT).

41. Cabral, in Moura, 1986.

42. Selon Araújo (1978), remporter un *samba-enredo* signifie pour le compositeur gagner son indépendance financière. Ceci est particulièrement vrai pour les *sambistas* des écoles de *samba* de Rio de Janeiro.

43. Littéralement : *samba* du défilé (NT).

44. Rodrigues, 1984. « Les *sambas-de-embalo* suivirent une accélération rythmique, le dénommé rythme de l'avenue, poussé à l'extrême, portant préjudice à la mélodie et également à la représentation des danseurs improvisés. »

publique: « Je voudrais posséder la presse écrite, la télévision, un programme où nous puissions parler et critiquer pourquoi eux [la municipalité, les dirigeants des groupes représentant les écoles de *samba*] ont eu honte et faisaient quelque chose. Et alors nous n'aurions plus besoin d'eux. Parce qu'il existe des alternatives³⁶. »

Le résultat de l'action communicatrice politique est l'apprentissage de la démocratie, tant au niveau interne (en composant avec les conflits et les divergences) qu'au niveau externe (en dialoguant ou en affrontant les pouvoirs politiques et l'État). Le principal lien des stratégies de cohésion interne et externe est de « sauver le carnaval ».

45. L'ampleur du défilé des écoles de *samba* de Rio de Janeiro impose en 1984 la construction d'un lieu spécifique : le Sambódromo ou Passarela do Samba. Situé Rua Marquês de Sapucaí, il fut réalisé par l'architecte Oscar Niemeyer (NT).

46. Ouvrage collectif, *Memória do Carnaval*, 1991, p. 187.

L'impasse de la communication moderne : la prégnance de la grande messe médiatique

En 1962, le secrétariat du Tourisme de Rio de Janeiro fermait une partie de l'avenue Rio Branco, installait des gradins et mettait en vente des billets d'entrée³⁷. La construction des gradins provoqua des modifications esthétiques, car leur hauteur de dix mètres obligea à rapprocher le défilé du public. La solution fut la construction de chars allégoriques³⁸. Ces derniers valorisaient les parties du défilé qui auraient dû être secondaires, aux dépens de l'ensemble des participants restés au sol (danseurs, musiciens, percussionnistes, membres des *alas*, etc.). Sur les *alegorias*³⁹, les danseurs sont presque immobiles, parfois à cause du vertige, et font face au public assis, passif. Certains auteurs de *samba* regrettent également que les gradins aient éloigné le public habitant les *morros* et les banlieues des villes.

Au début des années soixante-dix, la dictature militaire s'étant substituée à la période « populiste », le processus de commercialisation et de croissance des écoles de *samba* s'intensifia. Les autorités s'intéressèrent au succès touristique du carnaval et développèrent une politique de tourisme national et international. Les *alas* constituèrent dès lors le squelette du défilé et les artistes formés aux Beaux-Arts occupèrent la position très importante de *carnavalesco*⁴⁰. La durée du défilé des écoles fut limitée et le rythme des percussions accéléré pour que la télévision le retransmette en intégralité.

47. Rodrigues, 1984.

48. « À l'étranger, le Brésil se distingue des autres nations comme un pays où le carnaval représente la fête la plus importante, véritable "thermomètre" du caractère national. Bien qu'il puisse y avoir un certain mépris à l'étranger [...], la société brésilienne s'enorgueillit de posséder la plus grande fête du monde [...], symbole de fraternité, qui dépasse toutes les barrières y compris économiques, véritable source de plaisir sain pour la population et, finalement, magnifique et grandiose spectacle au cours duquel se manifestent les dons de l'imagination esthétique des Brésiliens. », Queiroz, 1987.

L'État brésilien investit massivement dans les moyens de communication de masse et « fut implacable avec les créateurs populaires, mais il ne parvint pas à faire taire les compositeurs ni à contrôler le carnaval⁴¹ ». Les marches de carnaval, si caractéristiques par le passé, deviennent rares à Rio de Janeiro : les chaînes dirigées par les élites ont cessé de retransmettre les musiques de carnaval et les chaînes plus populaires ont restreint leur diffusion. Les chanteurs ont renoncé à enregistrer les musiques de carnaval parce qu'elles ne leur offraient pas de grands bénéfices, par opposition au compositeur⁴² : progressivement, le carnaval fut entièrement dominé par les *sambas-enredo*⁴³, fréquemment diffusés par les médias.

À São Paulo, Curitiba, Niterói et Florianópolis, de nouvelles écoles de *samba* apparaissent qui organisent des répétitions payantes. La venue de personnes « étrangères » à l'école permet de recueillir des fonds et d'accroître le rôle et l'influence de l'école. Mais la répétition, comme moment privilégié pour le perfectionnement du rythme et de la mélodie, a tendance à disparaître. Les textes deviennent plus courts, véhiculant des messages plus simples et facilement assimilables, dans le style du *samba-de-embaló*⁴⁴.

À l'ère de la massification, l'autoritarisme reste d'actualité. Pour obtenir l'autorisation de défiler, l'école de *samba* doit présenter à la Commission de censure les croquis de chaque costume et de chaque allégorie. Lors du carnaval de Brasília, elle interdit même une allusion à l'ex-président Juscelino Kubitschek. La lutte pour le maintien du pouvoir culturel des populations noires devient encore plus difficile. En 1977, la chaîne de télévision Globo lance, avec l'appui de la Riotur (l'office de tourisme de Rio de Janeiro) et du musée de l'Image et du Son, son propre concours de musiques de carnaval appelé

49. Les financements des écoles de *samba* proviennent en partie de l'argent du *jogo do bicho*, loterie clandestine généralement tolérée par les autorités. Les *bicheiros* sont très liés au « monde du *samba* ».

50. Valença, 1981.

Conséquence du processus démocratique, les écoles de *samba* ont constaté que cette course au gigantisme était en train de les affaiblir. En privilégiant des groupes sociaux qui n'apportaient pas l'« authentique culture nationale » et en délaissant des éléments essentiels (danseurs et percussionnistes) au profit d'éléments secondaires (ornements et allégories), elles étaient engagées dans un processus de perte d'identité, cette identité qui leur avait permis d'asseoir l'hégémonie de la culture afro-brésilienne et d'en faire un symbole national et un élément de la nationalité brésilienne⁴⁸.

Le « monde du *samba* » se divise entre les partisans de la modernité et de la tradition, sans que ce clivage soit définitif. À Rio de Janeiro, les désaccords et la diversité des orientations sont bien visibles. Par exemple, l'école de *samba* Estação Primeira da Mangueira accorde une priorité à maintenir dans sa direction et parmi les professionnels qu'elle emploie les habitants du *morro*, considérés comme les véritables garants des traditions du *samba*. Ce n'est pas le cas dans d'autres écoles, notamment à Florianópolis. Cette lutte pour l'hégémonie culturelle est marquée par des succès et des échecs. En 1994, quand les *bicheiros*⁴⁹ furent emprisonnés, certains annoncèrent l'affaiblissement des écoles de *samba* de Rio de Janeiro. Pourtant, les défilés se déroulèrent sans rien perdre de leur splendeur et d'authentiques *sambistas*, comme Paulinho da Viola de l'école de *samba* Portela, firent leur retour, alors que d'autres se retirèrent, comme le danseur « Gargalhada » qui prétexta un manque d'espace artistique pour sa représentation.

L'évolution des écoles de *samba* ne peut être analysée uniquement sous l'angle de la commercialisation et de l'invasion néfaste de l'industrie culturelle. Il s'agit avant tout d'un processus victorieux des couches populaires noires sur le carnaval brésilien : « L'étalage du luxe et de la richesse visible de nos jours pendant le défilé du dimanche de carnaval doit être perçu comme l'apogée de l'effort déployé par une communauté très pauvre, qui à cet instant répond à un défi. Mais pour parvenir à cet instant, cette communauté a lutté courageusement⁵⁰. » Les écoles de *samba* permettent donc à leurs membres de communiquer entre eux, en tant que groupes spécifiques et avec la société et les différents secteurs sociaux qui les entourent, en exerçant un pouvoir et en se développant en harmonie avec leur temps, tout en restant ancrés dans la tradition.

Cristiana Tramonte

Professeur à l'université fédérale du Santa Catarina, diplômée de lettres et sciences sociales de l'Université de São Paulo et docteur en sciences humaines de l'université fédérale du Santa Catarina. Elle a publié des ouvrages sur les thèmes de la culture brésilienne et latino-américaine, parmi lesquelles "O samba conquista passagem" et "Com a bandeira de Oxalá!". Actuellement, elle poursuit des recherches sur l'éducation interculturelle et l'identité brésilienne. Elle est l'un des créateurs et animateurs de l'ONG Diálogo – Cultura e Comunicação, fondée en 1993.

Une communication informelle et populaire : formes, contenus et espaces du théâtre de rue en Inde

Sudhanva Deshpande

En travaillant la relation très particulière entre l'acteur et son public, le théâtre de rue a renouvelé et revitalisé le théâtre populaire dans la seconde moitié du xx^e siècle en Inde. Cette relation, qui se veut vivante et interactive, redonne au peuple spectateur la place qui lui revient de droit au centre de la création artistique et de la communication sociale. Un mouvement qui a donné une plus grande force à l'expression populaire, faisant du théâtre de rue un puissant porte-voix pour diffuser les préoccupations politiques, économiques, sociales et culturelles de la population.

Le « spect-acteur » : vrai héros du théâtre de rue

En Inde comme ailleurs, les moments qui sont souvent les plus vibrants du théâtre de notre temps ne sont jamais mis en scène dans les salles : ils se produisent au contraire là où les gens vivent et travaillent, là où ils font leurs courses, se promènent, s'amuse, luttent et s'agitent. Ils se produisent au cœur de la réalité quotidienne du peuple. Et ce faisant, cette forme parti-

51. Le proscenium est l'endroit situé entre le bord de scène et le cadre de scène, devant le rideau. Une sorte d'antichambre du plateau. Ce n'est plus tout à fait la salle, domaine du public et ce n'est pas encore vraiment la scène, domaine des comédiens (NT).

culière du théâtre populaire qu'est le théâtre de rue donne à son public une voix et une force; tout comme il y puise sa substance. Dans le théâtre de rue, les acteurs tendent la main aux spectateurs, les spectateurs deviennent acteurs.

La relation que le théâtre de rue forge avec ses spectateurs est immédiate, urgente. Et ce d'abord d'un point de vue purement physique. Il n'y a pas de scène élevée, pas de distance entre l'artiste et le spectateur, pas d'éclairage particulier pour souligner l'action. Le théâtre de rue ne transforme pas l'espace théâtral en un espace particulier et sacré. Mais le caractère immédiat de la relation entre celui qui joue et celui pour qui la pièce est jouée va bien au-delà des aspects formels du théâtre de rue, et se prolonge dans les réponses que ce dernier donne aux questions les plus pressantes qui agitent le public. Le théâtre de rue s'efforce de transformer le spectateur en acteur, comme le suggère le terme d'Augusto Boal «spect-acteur». Ce sont les spectateurs qui complètent l'action de la pièce et ce sont eux, les vrais héros de ce théâtre populaire. Simplement, l'action se complète à l'extérieur du théâtre, dans la vie réelle. Ainsi, «le peuple est la vedette du théâtre populaire», comme le proclamaient les artistes Indiens en lutte contre l'impérialisme regroupés au sein de l'association du théâtre populaire indien ("Indian People's Theatre Association" ou "IPTA", formée en 1943).

Si le théâtre de rue a évolué au cours du siècle dernier, il n'en reste pas moins qu'il s'est construit sur la relation qu'il a su forger avec les spectateurs et que c'est cette relation même qui le caractérise indubitablement. Il est de ce point de vue intéressant de se pencher sur la façon dont cette relation s'est tissée au cours du temps, en réaffirmant d'abord ses origines pour ensuite s'attacher plus particulièrement à décortiquer les étapes de développement des deux principaux mouvements qui ont contribué à forger notre théâtre de rue moderne en Inde: les groupes Jana Natya Manch et Samudaya. Le fait de choisir ces deux groupes parmi tant d'autres ne doit pas donner l'impression qu'il n'existe pas d'autres troupes de théâtre de rue en Inde

vivantes, brillantes et reconnues, bien au contraire. Mais ces deux groupes ont été pionniers à bien des égards et leur travail a permis au théâtre de rue de se développer pour aboutir à ce qu'il est aujourd'hui, tout comme il a contribué à préciser plus avant les contours de ce théâtre populaire.

L'impact de la révolution russe sur la production théâtrale

Si l'on ne tient pas compte de la courte expérience de la Commune de Paris en 1871, on peut dire que la révolution russe de 1917 annonce le premier État des travailleurs dans le monde. Cet événement a façonné l'histoire du siècle dernier. Dans les domaines de l'art et de la culture, la révolution russe a déclenché un travail pionnier, novateur, non seulement en Union Soviétique mais également dans le reste du monde. Les noms d'artistes tels Meyerhold, Eisenstein, Mayakovsky, Piscator, Brecht, etc., peuvent être cités à ce titre. Sans entrer dans les détails de leurs travaux et de leurs contributions individuelles, que peut-on dire de l'impact de la révolution russe sur la production théâtrale ?

Trois points peuvent être soulignés ici. Tout d'abord, en se mettant en scène en plein air pour des spectacles de masse, le théâtre politique de l'ère post-révolutionnaire russe a rétabli le théâtre au milieu de ceux à qui il appartenait, c'est-à-dire au peuple. En d'autres termes, le théâtre s'est réapproprié ses racines populaires, comme dans les festivals dionysiens de la Grèce antique, comme dans les carnivals de l'Europe médiévale ou encore comme dans le théâtre shakespearien de l'Angleterre élisabéthaine. Le terme « peuple » avait alors une signification particulière définie par la théorie marxiste en termes de classe sociale : le « peuple » signifiait toutes ces classes, sections,

52. Soulèvement armé paysan qui a commencé à Naxalbari et qui s'est étendu en Inde dans les années soixante et soixante-dix, donnant naissance en Inde au mouvement maoïste (NT).

groupes, qui se ralliaient autour du prolétariat urbain et rural pour conquérir le pouvoir de l'État par la révolution. C'est dans ce sens précis que ce terme sera dorénavant employé. Ensuite, ce théâtre a cherché à créer son esthétisme propre et a rejeté l'esthétisme bourgeois guindé et étriqué. Ainsi les innovations d'un Meyerhold ou d'un Piscator ne sont pas des artifices : ce sont des efforts pour redéfinir la notion même qui constitue l'art. Par ailleurs, le théâtre avait un rôle critique à jouer dans la société, parce que le peuple dont le théâtre était partisan, portait sur la société un regard terriblement critique.

La mise en valeur de la relation acteur-spectateur dans le théâtre populaire de l'IPTA

Les questionnements qui ont animé le théâtre post-révolutionnaire soviétique étaient similaires, bien que non identiques, à ceux qui ont abouti à la formation en 1943 de l'Association du théâtre populaire indien. L'IPTA espérait « organiser un mouvement du théâtre populaire à travers l'Inde toute entière afin de revitaliser la scène et les arts traditionnels. Et ce pour en faire l'expression et le point de ralliement de la lutte de notre peuple pour la liberté, le progrès culturel et la justice économique » (Pradhan, 1979). Le principal travail de l'IPTA se déroulait sur le proscenium⁵¹ avec des productions marquantes comme *Nabanna* qui traitait de la famine de 1942 au Bengale, et qui permit d'introduire dans le théâtre indien un naturalisme jusqu'alors plus ou moins absent. Tout comme il permit d'introduire dans le domaine musical des chansons traditionnelles folkloriques adaptées aux temps modernes et écrites pour relayer des messages contre le fascisme et l'impérialisme.

Je ne sais pas vraiment si l'IPTA ou toute autre troupe a fait du théâtre de rue dans les années quarante. Les comptes-rendus que j'ai pu lire ne font pas de distinctions entre les saynètes qui pouvaient ou non être jouées en plein air comme du théâtre de rue au sens où on l'entend aujourd'hui. Faire une telle distinc-

tion entre ces pièces pourrait amener à voir dans l'histoire ce qui n'a pas existé (pour plus de détails, voir Biswas et Banerjee, 1997). Le théâtre de rue a commencé à être appelé ainsi dans les années cinquante. L'acteur directeur Utpal Dutt, qui fut quelque temps dans l'IPTA se rappelle: « La première fois que nous avons monté avec l'IPTA des pièces aux coins des rues c'était en 1951, pendant le mouvement pour la libération des prisonniers politiques appelé "bandimukti andolan" » (1984). Cette pièce improvisée, *Chargesheet*, fut conçue par Panu Pal et traitait de l'emprisonnement des leaders communistes.

Chargesheet fut imaginée en pleine représentation de l'IPTA. Tellement enthousiasmé par son idée, Panu Pal suspendit la représentation théâtrale et somma la troupe d'improviser cette nouvelle pièce sur l'emprisonnement de ces leaders. Le lendemain de sa création la pièce était déjà jouée devant un auditoire de plusieurs milliers de travailleurs. Par la suite, elle fut jouée en plein air dans tout le Bengale et le plus souvent à l'arrière des camions. La brutale théâtralité de cette pièce tout comme son immédiateté et son acuité politique ont profondément impressionné le jeune Utpal Dutt qui continua ensuite à faire des pièces pour le théâtre de rue, notamment pendant les campagnes électorales. Et ce, presque jusqu'à la fin de ses jours, bien qu'il ne semble pas avoir essayé sérieusement de développer la dramaturgie de cette forme première. Ce qu'il est important de souligner ici, dans l'expérience naissante de l'IPTA tout comme dans le travail ultérieur d'Utpal Dutt, c'est l'immédiateté de la relation que ce théâtre nouait avec le peuple et les questions qui les agitaient.

La naissance du théâtre de rue moderne en Inde

Au Bengale occidental, il semble qu'il y ait eu une continuité historique du théâtre de rue des années cinquante à nos jours. Dans les années soixante-dix, avec la répression quasi fasciste contre les communistes et le soulèvement de

Naxalbari⁵², le théâtre de rue entrait dans une période dangereuse. Les acteurs étaient attaqués, souvent par la police, et deux personnes décédèrent, Ashis Chatterjee du Théâtre Unit en 1972 et Prabir Datta de Silhouette en 1974 (pour plus de détails sur le prix qu'ont payé les militants du théâtre de rue pour leur radicalisme, voir Biswas et Banerjee, 1997).

Mais en dehors du Bengale occidental, le théâtre de rue a connu une histoire hachée. Après le début des années cinquante, jusque dans les années soixante-dix, une grande partie du reste du pays n'a assisté à aucune représentation de ce théâtre populaire. C'est dans ce contexte que je souhaiterais me pencher plus particulièrement sur le travail de deux pionniers du théâtre de rue moderne, Jana Natya Manch à Dehli dans le nord de l'Inde et Samudaya dans l'État de l'Inde du Sud, le Karnataka. Ces deux groupes ont aidé à redéfinir le théâtre de rue et l'ont élevé sur le plan esthétique autant que sur le plan politique. Ces deux groupes ont par ailleurs un héritage direct avec l'IPTA. Dans le premier cas, ce lien est direct, visible : Jana Natya Manch s'est littéralement développé à partir de l'IPTA au début des années soixante-dix. En ce qui concerne Samudaya, l'influence de l'IPTA est davantage sous-jacente, mais présente. L'héritage radical de l'IPTA, sa mise en valeur du théâtre populaire, ses efforts pour revitaliser autant que possible « les arts traditionnels », pour construire un mouvement du théâtre populaire sous l'influence, au moins à ses débuts, du Parti communiste, continue à inspirer aujourd'hui le théâtre de rue de gauche.

Dans les années 1970-1971, un groupe de jeunes militants de la Fédération des Étudiants d'Inde ("Student's Federation of India", ou SFI, une organisation étudiante d'extrême gauche) a fait renaître la branche de l'IPTA de Delhi, jusqu'alors inactive depuis la fin des années cinquante et a commencé à jouer de grandes pièces sur le proscenium, en plein air pour des milliers de spectateurs. « À ce stade, nous ne connaissions absolument rien du théâtre. Nous voulions juste faire un théâtre révolution-

naire qui [...] inspirerait les travailleurs [...] Notre conscience théâtrale était très rudimentaire » (Safdar Hashmi, 1989). La rupture avec l'IPTA survint à la fin de l'année 1972, en partie pour des raisons idéologiques mais pas seulement (le bureau de l'IPTA avait été transformé en une entreprise commerciale sous l'impulsion d'intérêts individuels. Une conversion que les jeunes gens qui voulaient faire du théâtre, n'avaient naturellement pas appréciée). Mis à la porte de l'IPTA, ces jeunes hommes et femmes formèrent Janam en mars 1973 et continuèrent à produire le genre de théâtre qu'ils faisaient à l'IPTA. C'est-à-dire de grandes mises en scène jouées devant un large public sur des scènes montées en plein air à Delhi et dans ses environs.

Lorsque l'état d'urgence fut décrété en 1975 à cause de la crise politique, un frein brutal fut mis aux activités théâtrales de Janam. Après la levée de l'état d'urgence, il devint impossible de jouer de grandes pièces, parce que les organisations – syndicats, organisations étudiantes, féminines... – qui hébergeaient auparavant ces représentations ne pouvaient plus dorénavant se permettre d'engager de telles dépenses. Nous avons besoin d'une nouvelle sorte de théâtre, mais personne ne savait quel genre adopter. « Tout ce que nous savions c'est que nous voulions une pièce qui était (a) peu chère (b) mobile et transportable et (c) et qui soit efficace » (*ibid.*). C'est alors que Janam décida d'écrire sa première pièce de rue *Machine*, après l'intervention d'un vieux leader communiste qui avait été un spectateur de Janam.

L'alliance de Jana Natya Manch et du prolétariat urbain : la pièce *Machine*

Safdar enregistra la façon dont l'idée de *Machine* émergea :

« Il existait une usine chimique [...] qui s'appelait *Herig-India*. Les travailleurs là-bas n'avaient pas de syndicat. Ils avaient deux demandes, somme toute ordinaires... Ils souhaitaient avoir un lieu où ils pouvaient garer leurs bicyclettes [...] et une cantine où ils pouvaient prendre une tasse de thé [...]. La direction ne voulait pas répondre positivement à ces demandes [...]. Les travailleurs se mirent en grève et les gardes ouvrirent le feu, tuant six travailleurs. Alors, ce vieux leader communiste me dit à propos de cet incident : "Pourquoi n'écrivez-vous pas une pièce sur ce qui s'est passé ?" » (*ibid.*).

Ils le firent, et *Machine* fut un succès immédiat.

« Après que nous eûmes chanté la dernière chanson, les délégués syndicaux [...] nous portèrent sur leurs épaules. Nous devînmes des héros [...]. Le jour suivant, nous nous produisîmes au *Boat Club* devant à peu près 160 000 travailleurs. Vous voyez donc, notre théâtre de rue connut beaucoup de succès [...]. De nombreuses personnes enregistrèrent la pièce sur des magnétophones [...]. Un mois après le rassemblement, nous commençons à recevoir des informations de tous les coins du pays qui faisaient état de gens mettant en scène *Machine* [...]. Ils avaient [...] reconstruit la pièce dans leur propres langages. » (*ibid.*).

53. Les travailleurs « liés » (*bounded labors*) subissent une forme d'esclavage pour dette en Inde, qui concerne au minimum dix millions de personnes (certaines organisations parlent de 65 millions), en majorité des Dalits, et que les statistiques officielles refusent de prendre en compte. Ce travail à vie pour rembourser une dette se transmet souvent de génération en génération (NT).

Machine résumait le cadre de travail du théâtre de rue que Janam avait vécu jusqu'alors : au moment de sa naissance, le théâtre de rue s'était allié avec le peuple, les classes révolutionnaires en particulier ; il signalait l'implication de son auditoire dans le processus même de création ; il plaçait la poésie au premier plan ; il sollicitait l'innovation théâtrale et il en inspira beaucoup.

Cette première année fut celle d'un incroyable foisonnement de créativité, à un niveau jamais atteint depuis, même par Janam, peut-être le groupe de théâtre le plus prolifique d'Inde. Ils montèrent sept pièces en quatorze mois, totalisant à peu près 500 représentations. La fréquence de productions nouvelles déclina un peu ensuite, mais non le nombre de représentations : Janam donna 2000 représentations en 4 ans. Safdar était explicite à ce propos : « Nous réussissions à poursuivre nos représentations juste parce que les gens nous donnaient beaucoup d'énergie. » (*ibid.*). En 1989, après l'attaque du groupe qui coûta la vie à Safdar Hasmi, Janam prit de l'importance au niveau national, et devint le centre de la protestation en Inde contre cette attaque portée à la liberté culturelle et intellectuelle. Après 1989, le travail du groupe se diversifia même si le théâtre de rue continuait à être son activité la plus importante. Il continua à produire des pièces de théâtre de rue à raison de trois à quatre par an, et donna à peu près 250 représentations annuelles. Il donne à présent des pièces sur le proscenium et en plein air, et a conçu et fabriqué un théâtre mobile appelé pour la circonstance *Safar* (littéralement voyage, acronyme de Safdar Rangmanch).

L'expérience des pionniers du théâtre de rue moderne dans le sud de l'Inde : le mouvement Samudaya

Plus remarquable encore a été le travail et la carrière du Samudaya, les pionniers du théâtre de rue au sud des montagnes

des Vindhyas. Formé en 1975 à Bangalore, le groupe Samudaya devint rapidement un mouvement d'une ampleur formidable. En 1979, Samudaya avait des antennes à Mysore, Mangalore, Udipi, Dharwar, Raichur et Shimoga, en plus de son implantation à Bangalore. En 1982, il y avait 18 unités réparties dans tout le Karnataka. La première représentation de Samudaya fut *Hutava Badidare* de K.V. Narayan, une adaptation de *Vigada Vikramaraya* de Samsa, dirigé par Prasanna avec une musique de B.V. Karanth. Cette représentation fut rapidement suivie par deux courtes pièces : *Paata Ondu (Leçon 1)* et *Paata Yeradu (Leçon 2)* dirigées par Prasanna. De façon significative, dans cette dernière, les acteurs venaient des quartiers pauvres de Bangalore. Prasanna dirigea également deux pièces de Brecht *La Mère* et *La vie de Galilée*. Pour la première, les deux principaux partis communistes aidèrent à vendre les tickets. Pour la deuxième, une petite scène transportable fut conçue, facilitant des représentations supplémentaires en plein air. Entre temps, Samudaya avait aussi initié des compagnies de film et un mouvement de librairies, en plus de la publication de pamphlets et de petits livres traitant de problèmes culturels et politiques, et de poèmes et de chansons révolutionnaires.

La première pièce de rue de Samudaya fut *Belchi*, basée sur les effroyables violences des laboureurs dalit (classe des intouchables) au Bihar en mai 1977. La première représentation fut donnée en 1978 et Samudaya la joue encore, en l'ayant représentée déjà près de 2500 fois. Les parallèles avec *Machine* sont frappants : les deux ont été préparées la même année, les deux sont basées sur des meurtres qui ont réellement eu lieu, les deux se sont alliées avec les classes révolutionnaires – *Machine* avec le prolétariat urbain et *Belchi* avec le prolétariat rural – les deux sont innovantes d'un point de vue théâtral, usant d'un même degré de stylisation, toutes deux étaient à leur façon des

54. Le dholak, instrument de musique classique indienne, est un tambour traditionnel oblong à deux côtés (NT).

réponses à l'état d'urgence, les deux furent très vite largement traduites et jouées dans tout le pays.

Belchi fut écrite par Krishnaswamy et fut jouée sur des musiques du poète dalit Siddalingaiah. Narendar Pani (1979) nous rapporte que la pièce fut largement jouée dans les quartiers pauvres, dont les acteurs étaient aussi issus. Pani mentionne deux autres pièces de théâtre de rue : *May Day*, écrite par Krishnaswamy très proche de la pièce *Belchi*, et *Struggle*, un drame documentaire sur une grève dans une usine à Bangalore, jouée par les travailleurs en grève eux-mêmes sous la direction de Laxmi Chandrashekhar et de M.C. Anand. Rati Bartholomew (1983) mentionne quelques autres pièces de théâtre de rue : *Chasnala*, la mise en scène du meurtre brutal d'un ouvrier agricole « lié »⁵³ dalit, par son maître, dans le district de Shimoga du Karnataka ; *Belevaduru*, sur la superstition et les hommes de dieu ; *Bharata Darshana*, sur le rapport de la Commission Tarkunde sur les tueries policières en Andhra Pradesh ; et *Jeethadahatti Ranga*, sur la main-d'œuvre agricole liée. Bartholomew ne précise pas si toutes ces pièces furent produites par la section de Bangalore seule ou par plusieurs sections. Quoi qu'il en soit, nous avons encore huit pièces dans le répertoire de Samudaya en octobre 1979, ce qui, dans la première année du théâtre de rue est indubitablement une réussite extraordinaire.

L'individu au centre du mouvement culturel populaire

Si le mouvement Samudaya a pu se développer à une si large échelle, c'est qu'il a porté cette conviction que les individus sont les véritables héros d'un mouvement culturel populaire. Samudaya devint assez rapidement un mouvement, non uniquement formé d'artistes et d'intellectuels, mais un mouvement populaire. Une tendance que l'on remarque, de manière plus spectaculaire, dans les *jathas*, (caravanes culturelles) périodique-

ment organisées par le mouvement. La première de ces *jathas* qui se déroula entre le 15 octobre et le 15 novembre 1979, est ainsi décrite par Bartholomew : « l'objectif de la *jatha* était double : connaître les gens sur le terrain, à la base, pour apprendre, expérimenter et évaluer la scène d'une part, et utiliser le théâtre comme un instrument d'éducation, comme une attaque contre des valeurs féodales et semi-féodales, d'autre part » (1983). L'argent requis pour l'entreprise fut trouvé en vendant 20 000 cartes de vœux réalisées par des artistes et au travers de donations individuelles. La première *jatha* couvrit 17 des 19 districts du Karnataka, donnant 450 représentations, chantant d'innombrables chansons, vendant de la littérature et conduisant des discussions avec les spectateurs, qui offraient également l'hospitalité. La seconde *jatha*, qui se déroula du 15 au 31 janvier 1981, fut plus courte, mais plus intensive et décentralisée. Il y avait cette fois-ci 10 groupes avec 20 à 25 membres permanents, qui démarrèrent de 10 villes différentes pour terminer dans dix autres villes. Il n'y avait pas de convergence finale vers un point central. Si dans la première *jatha*, le voyage s'était fait en camionnette, cette fois il l'avait été à bicyclette.

Même si cette description est très incomplète, la portée du travail de Samudaya est évidente : Samudaya représente la première tentative réussie à une large échelle depuis l'époque de l'IPTA pour construire un vrai mouvement culturel de masse orienté vers le peuple, démocratique et laïque. Ce mouvement n'a pas seulement apporté au peuple le goût d'une culture progressiste, voire révolutionnaire, il a amené les gens à créer et à nourrir cette culture. Les *jathas* sont un exemple spectaculaire de cette réalité. Le processus de création de la pièce de rue *Struggle* l'atteste : les ouvriers grévistes mettaient eux-mêmes leur lutte en scène. Le développement des activités de Samudaya est exemplaire. Le mouvement est parti d'une simple unité pour devenir un véritable réseau national, passant des représentations sur proscenium au théâtre de rue, débutant par

le théâtre pour s'intéresser ensuite à d'autres arts, et organisant finalement des *jathas* à travers le pays tout entier après avoir travaillé à des créations uniques avec le peuple.

De l'importance du langage implicite du théâtre

La technologie contemporaine fait tous les jours davantage la preuve de son incroyable pouvoir. Dans la guerre récemment menée en Irak, les bombes américaines lancées depuis des centaines de kilomètres ont atteint des civils infortunés avec une étonnante précision. D'un autre côté, c'est bien grâce aux technologies de communication démocratique que la protestation mondiale contre la guerre a été rendue possible. Je me demande parfois si dans ce scénario, le théâtre de rue, qui, à un instant donné, parle à peine à quelques centaines de personnes, est d'une quelconque utilité. Dans ces moments de doute, je repense à une représentation qui eut lieu il y a quelques années.

■ ■ ■ Nous étions en tournée dans certains districts de l'État occidental du Rajasthan. Dans un minuscule village situé à 8 kilomètres à peine de la frontière pakistanaise, nos hôtes, camarades d'une organisation de paysans, nous demandèrent de donner un spectacle. Il était 2 heures et demie de l'après midi, nous étions devant le local de police où deux agents et un chien à l'air bienheureux dormaient sous un ventilateur accroché au plafond qui tournait à peine. Il faisait une chaleur torride et rien aux alentours ne donnait signe de vie. Il n'y avait ni homme, ni femme, ni enfant à perte de vue, sinon les deux agents de police endormis. Je regardais la place et me mis à rire : qui sur cette terre allait venir assister à notre spectacle dans ce minuscule village d'à peine une centaine de maisons ? Il était clairement vain de jouer ici, personne n'allait venir. Nos hôtes, cependant, insistèrent. Nous commençâmes alors à jouer du dholak⁵⁴ et en moins de dix minutes nous avions à peu près 150 spectateurs, vieilles personnes, enfants, femmes auxquels se mêlaient quelques chiens errants.

Je fais du théâtre de rue depuis 15 ans maintenant et parfois je pense que les spectateurs ne pourront plus jamais me surprendre. Bien sûr, j'ai tort et bien souvent j'ai reçu des leçons d'humilité à ce propos. Cet après-midi dans ce village endormi fut vraiment étonnant. Je me rappelle que nous nous posions la question de savoir pourquoi ces gens étaient venus. Que s'attendaient-ils à voir ? Pouvions-nous leur donner ce qu'ils attendaient ? En l'occurrence, ce spectacle se révéla être une bonne représentation. Après celle-ci nous fûmes conviés à prendre une collation dans le bureau de l'organisation paysanne qui nous accueillait. Et là nous nous rendîmes compte de l'étrangeté de la langue que parlaient nos hôtes : je réalisais alors que nous ne pouvions comprendre un mot de ce que l'autre disait.

Nous avons donné beaucoup de représentations dans le nord de l'Inde. La plupart du temps dans des villes plus ou moins importantes, je l'admets, mais ce n'est pas comme si nous n'étions jamais allés dans les villages. Mais nulle part ailleurs, pas même dans les villages, je ne me rappelle une situation similaire où les spectateurs ne comprennent pas le genre d'Hindi urbain parlé par les acteurs, pas plus d'ailleurs que les acteurs ne comprennent le dialecte des spectateurs. Naturellement cela pose la question de savoir si dans ce cas particulier les spectateurs avaient compris quelque chose de la pièce. Dans l'affirmative, qu'avaient-ils compris ? En d'autres termes, quel impact la pièce avait-elle pu avoir ?

Je ne pense pas qu'il puisse y avoir une réponse simple à ces questions. Nous restâmes très peu de temps après la représentation, c'est-à-dire trop peu de temps pour trouver une réponse auprès des gens qui assistèrent à la représentation. De toute façon, la plupart du temps, les spectateurs, spécialement dans les zones rurales, tendent à avoir des réactions réservées, qu'elles soient positives ou négatives. Et étant donné que les gens ordinaires sont généralement des gens bien élevés, personne ne vous dira que vous avez joué une mauvaise pièce, à moins que vous ne vous soyez montré grossier. Cela signifie-t-il

que nous, acteurs et spectateurs, sommes condamnés à ne jamais nous comprendre ?

Je pense au contraire qu'il y a pour les spectateurs plusieurs manières tacites d'indiquer aux acteurs que la pièce fonctionne, qu'ils y trouvent un intérêt, qu'elle leur parle. N'importe quel individu qui a déjà participé à une pièce, à quelque niveau que ce soit, et qui a dépassé le stade initial de l'hésitation et de la nervosité, a expérimenté ce va-et-vient d'énergie non mis en mot, cette communion entre les spectateurs et les acteurs jouant sur la scène. Dans ce silence, dans cette façon dont les acteurs retiennent ou non l'attention des spectateurs, dans la façon dont l'auditoire s'efforce ou non de comprendre chaque mot, en se reconnaissant ou non dans la situation mise en scène, les spectateurs disent exactement à l'acteur ce qu'ils pensent de la pièce. Ce n'est pas toujours chose aisée de reconnaître ce langage implicite mais ce n'est pas impossible.

Utiliser le théâtre de rue comme un porte-voix pour les plus démunis

Une question est encore plus importante et intéressante : plutôt que de se demander quel impact la pièce a sur les spectateurs, peut-être est-il temps de se demander quel impact les spectateurs ont sur la pièce. C'est une question d'une importance politique certaine et en tous les cas urgente. Nous trouvons encore trop souvent des groupes de théâtre de rue qui considèrent que leur travail est de « faire passer un message » aux gens qui viennent assister à leur spectacle. Il est inutile de dire que cette approche est partielle, voire arrogante, et sous-

tend que le travail du théâtre de rue est simplement de donner de l'information aux gens illettrés et ignorants. Sans aucun doute, parfois, le rôle du théâtre de rue peut nécessiter d'éclairer des faits ou des informations d'un jour nouveau, ce que les médias ne font pas de manière générale pour de multiples raisons. Mais, dans certains cas, il peut aussi s'agir d'un pouvoir. Par exemple, en Inde et dans d'autres parties du monde, des théâtres de rue sont devenus pour des ouvriers en grève un moyen pour partager et discuter avec un public élargi des questions et problèmes auxquels ils étaient confrontés. La pièce tenait alors lieu tout à la fois de panneau d'affichage, de microphone, de lieu de réunion syndicale, en plus d'être une expérience culturelle valorisante. Cependant, hormis dans de telles circonstances, le théâtre de rue se fait du tort s'il restreint son rôle à un simple journal alternatif. Je crois, comme beaucoup d'autres dans ce pays, que le théâtre de rue est un média puissant, solide et créatif pour ceux qui n'ont pas le pouvoir, pour les opprimés, pour les exploités, et qui peut leur permettre d'exprimer leurs attentes, qu'elles soient d'ordre politique, économique, social ou esthétique. Mais pour que cette alchimie fonctionne, il faut que le théâtre de rue commence à écouter son public, et qu'il crée de plus en plus d'espaces pour qu'existe cette interaction entre l'artiste et le spectateur.

Sudhanva Deshpande

Sudhanva Deshpande est éditeur chez LeftWord Books, à New Delhi (www.lefword.com). Il est aussi comédien et metteur en scène, membre de la troupe de théâtre Jana Natya Manch, connue pour sa pratique du théâtre de rue.

55. Pour que le « peuple » ne soit pas tout à fait transformé en « public », selon la formule de Michel de Certeau.

Références

Bharucha, Rustom, *Rehearsals of Revolution: The Political Theatre of Bengal*, Seagull, Calcutta, 1983.

Bartholomew, Rati, "Samudaya's Jatha, Karnataka", *How*, vol. 6, n° 1-2, janvier-février 1983.

Biswas, Bulbuli et Paramita, Banerjee, "Street theatre in Bengal: a glimpse", *Seagull Theatre Quarterly*, n° 16, décembre 1997.

Deshpande, Sudhanva, "The inexhaustible work of criticism in action: street theatre of the left", *Seagull Theatre Quarterly*, n°16, décembre 1997.

Dutt, Utpal, "An armoured car on the road to proletarian revolution", *Journal of Arts and Ideas*, n° 9, juillet-septembre 1984.

Hashmi, Safdar, *The Right to Perform: The Selected Writings of Safdar Hashmi*, Sahmat, New Delhi, 1989.

Pradhan, Sudhi (ed.), *Marxist Cultural Movement in India: Chronicles and Documents (1936-47)*, National Book Agency, Calcutta, 1979.

Pani, Narendar, *Staging a Change*, Samudaya Prakashana, Bangalore, 1979.

56. Nous nous inspirons de la méthodologie d'« interview non violente » défendue par P. Bourdieu pour sa grande enquête *La misère du monde*.

57. L'asbl RTA couvre quatre domaines d'intervention : formation dans le cadre du parcours d'insertion socioprofessionnelle de demandeurs d'emploi ; formation continuée de professionnels des secteurs public et privé dans le domaine de l'action sociale au sens large ; recherche dans ce même domaine ; téléformation *via* les outils vidéo, Internet et multimédia.

Radio, vidéo, télévision associatives au service de la parole des plus démunis en Belgique : une question de « défense du sujet »

Jean Blairon et Jean-Pol Cavillot

Donner, sans la manipuler, la parole à ceux qui sont loin des pôles officiels du savoir et du pouvoir, aider les citoyens les plus marginalisés à redevenir acteurs de leur propre destin : une façon de mettre la communication au service de la démocratie, pratiquée depuis trente ans par l'association belge Réalisation Téléformation Animation. Une expérience de communication alternative très différente des pratiques des médias dominants.

C'est pour donner la parole aux plus démunis, aux marginaux, à ceux qui ont trop rarement la possibilité de s'exprimer, que l'association *Réalisation Téléformation Animation* (RTA asbl) a été créée en 1973 par les mouvements ouvriers belges socialiste et chrétien. L'utilisation de la vidéo, celle de la radio, la formation sont, pour ses animateurs, autant d'outils permettant de rendre acteurs de leur propre vie les citoyens précarisés.

Forte d'une expérience de trente ans dans l'éducation populaire, RTA a développé des animations dans certains quartiers populaires de la ville de Namur en utilisant la radio et la vidéo. La dynamique de l'époque de sa création mettait l'accent sur l'importance du niveau local et sur la démocratie culturelle. La référence centrale était d'inspiration sociologique : parallèlement aux luttes contre les inégalités sociales, le développement du capital culturel commençait à apparaître comme un enjeu

(souvent abordé comme celui de la « réappropriation des moyens de production »⁵⁵).

Les actions menées par RTA ont été des réussites, mais non dénuées de paradoxes. Un exemple typique est celui de Canal C, une télévision locale namuroise. Cette chaîne, autonome depuis le début des années quatre-vingt-dix, constitue aujourd'hui l'une des douze télévisions « locales et communautaires » financées par les pouvoirs publics. La dimension locale y est toujours centrale, ainsi que l'attention portée aux groupes et collectivités, mais le succès même du projet a développé chez ses responsables une aspiration à ressembler aux grands médias nationaux. En effet, son émission journalière est structurée autour du « journal télévisé », qui constitue, dans le fond comme dans la forme, une reproduction du « sacrement quotidien de l'information » dispensé par les chaînes nationales et internationales, où la réalité subit une sorte de transsubstantiation : les événements retenus sont sacralisés comme significatifs, *via* le rite de diffusion. Cette assimilation pose parfois d'évidents problèmes : titrer, à grands renforts de soulignements formels (*jingle*, annonce solennelle, photo, mention écrite...), sur des faits divers insignifiants est plutôt dissonant. Mais en centrant l'essentiel du travail rédactionnel sur une information touchant aux événements quotidiens de leur sous-région, les télévisions locales risquent de se voir trop souvent contraintes de s'éloigner de leur mission d'éducation populaire : le recul critique, le développement des ressources culturelles des groupes et des individus, le combat pour l'autonomie de la pensée peuvent s'en trouver affaiblis.

Depuis la moitié des années quatre-vingt-dix, RTA réfléchit, en conséquence, à développer ses orientations fondatrices par d'autres moyens. Des orientations fondatrices toujours tournées vers un public « privé » de parole. L'outil vidéo, comme l'outil radio, permettent ainsi de recueillir les opinions ou l'expression des personnes qui ne sont que rarement entendues ou que l'on cantonne dans l'ordre du témoignage plus ou moins typique

(c'est-à-dire dans l'ordre du stéréotype attractif) : demandeurs d'emploi, citoyens confrontés à la pauvreté ou à « l'inutilité sociale »... Et en tentant de leur donner l'occasion de développer leur propre analyse de la situation, RTA découvre beaucoup de lucidité et de capacité de recul chez des personnes qui sont majoritairement considérées comme des objets d'aide – et non comme des sujets dans leur situation, fût-elle difficile ou précaire⁵⁶. Pour RTA, un tel travail n'a de sens que s'il s'intègre dans des processus politiques développés en parallèle. L'enjeu est bien de « mettre à l'ordre du jour » le point de vue analytique des personnes concernées par la situation. Les ressources qui nous sont nécessaires pour mener à bien ce genre d'actions incluent évidemment une capacité de recherche scientifique et d'intervention institutionnelle⁵⁷.

L'exemple de l'émission *Profils*

Profils est le magazine de l'emploi et de la formation, un magazine initié par la Fédération des Télévisions locales, qui reprend les douze télévisions locales en Communauté française. Il est diffusé par l'ensemble de ces chaînes. Dans le cadre de cette émission, RTA, soutenue par la Fondation roi Baudouin, a développé une série d'émissions destinées à se rapprocher davantage des préoccupations et demandes des personnes en recherche d'emploi, d'orientation, de formation ou d'insertion sociale et professionnelle (public cible de l'émission). Ceci a été permis par le développement d'une réelle dimension participative *via* la réalisation d'une série de six émissions spéciales. Le public cible était à la fois sujet et acteur du processus rédactionnel par le biais de la création de comités de rédaction participatifs composés de journalistes et de non-professionnels. Le but de ces émissions était de faire émerger et/ou de relayer et/ou de répondre à des questionnements, thématiques, problématiques qui sont au cœur des préoccupations du public cible.

Le projet s'inscrivait dans l'esprit de la « société de l'information inclusive » mentionné dans un rapport du Cercle économique de la Fondation Roi Baudouin : « Une société de l'information inclusive implique deux étapes. Il faut d'abord transformer les non-utilisateurs en utilisateurs passifs en facilitant l'accès aux réseaux d'information [...] de sorte que dans un second temps, les utilisateurs passifs deviennent actifs. » Faire en sorte que les citoyens aient accès aux médias, qu'ils puissent participer activement au processus de création de l'information est en effet un des meilleurs moyens de les intéresser aux questions de société et au débat public, en tant qu'acteurs de l'information et non plus en tant que sujets. Ces objectifs s'inscrivent également dans la mission d'éducation permanente – mission fondatrice des télévisions locales – du média audiovisuel, mission dont un des axes prioritaires est d'opérer avec et pour le public le développement d'un recul réflexif et critique. Pour respecter cet esprit, il s'agissait d'éviter les écueils de la pseudo-participation ; de considérer les participants comme des partenaires ; de créer une relation équilibrée entre journalistes et participants notamment en leur déléguant une partie de la responsabilité du produit. Il fallait également assurer une participation mixte des différentes catégories de la société, mélanger des personnes issues de catégories défavorisées et des gens « ordinaires ». Et ceci, afin d'être « au plus près des situations vécues au quotidien ».

Le projet de l'émission *Profils* s'est appuyé sur la formation, la recherche-action, et des processus d'évaluation. L'équipe de *Profils* est constituée de douze journalistes, spécialisés dans des matières liées à l'emploi, la formation ou l'insertion professionnelle, issus de chacune des télévisions communautaires. La plupart d'entre eux n'avaient aucune expérience de la dimension participative. La rencontre et le travail en commun en partenariat avec des non-professionnels (jusque là considérés principalement comme des sujets de reportage) était une dimension nouvelle dans leur travail. Dans ce sens, une formation préa-

lable a été nécessaire afin de sensibiliser ces professionnels à écouter et relayer de façon équilibrée, sans rien stéréotyper ni stigmatiser, le point de vue de catégories sociales qui n'ont généralement pas accès aux médias. Au même titre que les journalistes, les intervenants extérieurs (« porte-parole ») ont reçu une formation axée sur la logique médiatique.

Comment faire émerger la parole des citoyens ? La formule qui consiste à simplement lancer un appel du type : « Écrivez-nous, envoyez-nous vos questions » paraissait trop superficielle et risquait d'entraîner le processus sur les pentes de la pseudo-participation, ce qu'il fallait à tout prix éviter. En conséquence, il était indispensable de mettre en œuvre – en partenariat avec des organisations de terrain – une procédure spécifique de recherche-action qui permette de faire émerger et de récolter les paroles et les questionnements du public cible. Il était également important de sortir de l'aspect purement « consumériste » et individualiste (« nous répondons à votre question, nous résolvons votre problème »). La volonté affichée était d'aller au-delà du simple registre de l'expression et d'entrer dans la lecture des situations et des « politiques » mises en œuvre pour y répondre. De plus, afin d'éviter une participation trop individualisée – le résultat devant intéresser la « collectivité » – nous avons travaillé avec des intermédiaires et des relais associatifs.

Un comité de rédaction participatif a été créé pour chaque émission, composé des journalistes qui l'avaient en charge, et de participants représentant des catégories sociales diverses considérées comme des porte-parole de leur groupe. De tels comités ont été actifs tout au long du processus et ont évolué au fur et à mesure du projet. Par exemple, la première rédaction était constituée de quatre citoyens porte-parole et de cinq journalistes. La rédaction s'est, par la suite, ouverte à d'autres intervenants, l'accompagnement méthodologique étant pris en charge par RTA. Les six émissions ont été notamment consacrées aux statuts précaires, à une réflexion sur les thèmes du tra-

vail et de l'activité, au thème de la confiance en tant que compétence pour l'emploi, au bilan de l'expérience.

Même si chaque émission a fonctionné selon des modalités propres à son sujet ou à ses intervenants, le cheminement et la logique globale de chacune furent identiques. Tous les participants – appelés porte-parole – ont été impliqués activement dans le processus de réalisation: dans la phase technique (présence active sur les tournages), dérushage et préparation des montages, films, présence (en tant qu'invité ou observateur), dans la préparation des plateaux d'interviews (choix des invités, thèmes de questionnement) et dans la conceptualisation (travail rédactionnel: story-board, choix des axes et des angles d'attaque du sujet, orientations, traitements...) ou l'évaluation.

Les citoyens n'ont pas participé qu'au processus de production, mais aussi au produit lui-même, puisque les porte-parole ont tous souhaité s'impliquer personnellement dans le contenu des émissions: soit par le biais de leurs propres témoignages, soit par la participation au débat de plateaux en tant qu'invités représentant la rédaction participative. Ce projet se caractérise donc par une réflexion englobante et cohérente. La participation des citoyens ne s'est pas limitée à un accès à quelques fonctions habituellement réservées. C'est une orientation vers le public et la communauté de tout le processus médiatique qui a prévalu au niveau de la conception du projet, de sa réalisation et de son évaluation.

Au travers de la participation d'individus isolés, c'est l'idée d'un public actif, jouant un rôle dans le fonctionnement et le produit du média, qui a servi d'axe directeur au projet. Concrètement cela s'est traduit par une fonction de forum direct. En permettant à des non-professionnels d'avoir accès au média, en tant qu'acteurs et producteurs, on atteint cette dimension. Au-delà de la collaboration s'est instauré un dialogue entre professionnels et non-professionnels. De ce point de vue, le travail de rédaction mixte a été une véritable réussite.

Par ailleurs, l'objectif de ce projet était bien de proposer des informations, en partant des préoccupations et des questionnements de personnes issues du public visé par ce type d'émission : une participation active qui transforme la représentation d'un public passif en une communauté mise au centre du fonctionnement et du produit. Cette expérience a donc permis au média de donner une représentation pluriforme des catégories sociales. En effet, les émissions ont permis la présence, à tous les niveaux, de gens ordinaires. Des personnes fragilisées étaient présentes – celles dont on parle – mais en tant qu'acteurs : celles qui parlent, expriment leurs opinions et participent à leur mise en forme.

De plus, les matières traitées dans ces émissions sont peu connues et difficiles d'accès. Les rédactions se sont donc servi des témoignages pour expliquer les valeurs abstraites qui étaient débattues. Il est toujours plus facile en effet de comprendre les éléments au travers de réalités que chacun vit. Ces porte-parole ont été considérés comme des experts dans leur domaine. Le but étant de transmettre cette expertise au grand public afin d'en faire percevoir les enjeux sous-jacents. Le mot porte-parole, utilisé pour désigner ces témoins, est porteur de sens. En effet, ceux-ci parlaient en leur nom propre mais aussi au nom de personnes qui vivent le même type de situation. Ce principe a permis d'aller au-delà du témoignage classique. En dépassant les situations individuelles, il a été possible d'apporter analyse et recul, ce qui a permis de construire des informations structurales, l'accès médiatique fonctionnant dans les deux sens.

Donner la parole sans manipuler

De nombreux autres exemples d'action du même ordre illustrent la démarche de RTA :

– Le recueil des demandes émises par des familles confrontées à la pauvreté et dont les enfants avaient été placés dans des institutions spécialisées (pour les Assises de l'aide à la jeunesse en

1994). Il a fallu pour cela travailler en partenariat avec une association luttant contre la pauvreté, une table ronde « mixte » réunissant à la fois des familles et des professionnels du secteur de l'aide à la jeunesse. L'objectif était de sortir du canevas habituel de l'interview (où l'on donne la parole en la reprenant aussitôt) pour créer véritablement les conditions d'une prise de parole et d'un échange entre familles en difficulté et intervenants sociaux. Il s'agit, bien entendu, d'un dispositif plus lourd que le dispositif classique d'interview. Mais c'est la condition *sine qua non* si l'on veut que le média n'impose pas ses contraintes, mais au contraire tente de s'adapter au sujet. On ne donne pas la parole de façon agressive et « formatée », on se propose de la recueillir, ce qui exige un dispositif particulier.

– Une enquête, sous forme d'une vidéo de 53 minutes, qui explore les différents types de violences insidieuses et invisibles que subissent les gens (violences institutionnelles, sociales, virtuelles...) et dont l'accumulation les accule parfois à produire en réponse des violences visibles et répréhensibles tournées contre eux-mêmes (toxicomanie, tentatives de suicide) ou contre les autres (vols, viols, agressions...). La prévention telle que la conçoit la politique de l'aide à la jeunesse consiste à faire baisser le taux de violence invisible, ce qui implique de mettre en place des actions adaptées aux situations de terrain, et non une panacée insipide, stigmatisante et inopérante. Toute la difficulté de ce reportage résidait dans la nécessité d'expliquer cette notion de prévention dans toute sa subtilité en illustrant toutes ses facettes au départ de témoignages de personnes qui ignoraient tout de cette théorie. Il ne pouvait être question de manipuler d'une quelconque façon leurs paroles, mais de leur permettre de dire leur vécu et de le replacer en perspective.

58. Les destinataires se prononcent sur le montage, auquel ils participent d'ailleurs souvent.

59. Alain Touraine, *Pourrons-nous vivre ensemble ? Égaux et différents*, Fayard, Paris, 1997. On voit ici l'évolution de la lutte pour le capital culturel par rapport à l'enjeu de « l'appropriation des moyens de production » évoqué *supra*.

RTA a donc exploité son expérience de formation dans de nombreux services de l'aide à la jeunesse pour établir, avec l'aide des professionnels de terrain (assistants sociaux, éducateurs, etc.), un recueil de témoignages des personnes bénéficiaires de leurs services.

– Le recueil de l'analyse, par des personnes handicapées mentales, de « l'accompagnement » dont elles ont besoin. Un projet pour le moins original : il s'agissait de mettre l'outil vidéo à disposition d'un groupe de personnes handicapées mentales afin de relayer auprès des pouvoirs politiques leurs demandes et revendications relatives à un projet développé à leur intention. Principal écueil à éviter ici : la pseudo-participation, où l'on donne – et se donne – l'illusion que ce sont les personnes qui ont construit elles-mêmes le message. Ici aussi, il s'agissait de créer les conditions d'une prise de parole, en s'appuyant sur les intervenants sociaux qui les connaissent, en rendant la « machinerie » la plus discrète possible, en s'adaptant aux conditions plutôt qu'en les imposant.

– La construction, avec des jeunes, d'une enquête vidéo sur leurs besoins non pris en compte par le pouvoir local, en vue de soutenir un débat public avec les autorités municipales. « Rien à faire », vidéo de 13 minutes, donne la parole à deux jeunes dont la situation est emblématique de celle de beaucoup de leurs camarades : apparemment intégrés socialement, professionnellement ou familialement, ils sont totalement désœuvrés pendant leurs loisirs et deviennent cause de nuisance pour la population. Cette situation, due notamment à l'absence d'infrastructure pour les jeunes, provoque une crispation de toutes les parties en cause et empêche tout dialogue, et même toute pers-

60. Alain Touraine, *op.cit.*

61. Cf. notamment Noam Chomsky, *Manufacturing Consent* et *Deux heures de lucidité...*

62. Nous avons consacré deux ouvrages à ces phénomènes : J. Blairon et E. Servais, *L'institution recomposée, Petites luttes entre amis*, (tome 1) et J. Blairon, J. Fastrès, E. Servais et E. Vanhée, *L'institution recomposée, L'institution totale virtuelle*, (tome 2) aux Éditions Luc Pire, Bruxelles, 2000 et 2001.

pective de possibilité d'un dialogue. Le reportage visait à renouer ce dialogue avec les autorités locales afin de leur présenter la nécessité d'investir dans les infrastructures pour les jeunes. La réalisation, basée sur un portrait croisé des jeunes, a été, à leur demande, sans concession. Ils n'ont voulu cacher ni les « joints », ni le chahut, ni la « glande », ni les bandes ; ils se sont montrés comme ils étaient, sans noircir ni embellir le tableau, mi-profiteurs, mi-victimes, hâbleurs et désabusés, complètement enlisés dans un fonctionnement sociétal qui les dépasse. La caméra s'est contentée de les suivre dans leur ennui ; le montage s'est montré attentif à le rendre palpable : plans-séquences où il ne se passe rien, longueurs volontairement conservées, dialogues creux alternant avec les pétarades des mobylettes. L'ambiance parle d'elle-même et en dit long. La vidéo a permis d'organiser un débat public et de faire rebondir les questions. Les jeunes ont obtenu la création d'un poste de représentant de la jeunesse auprès des autorités municipales.

Toutes ces actions se construisent donc à l'intersection de processus de recherche (découverte et compréhension), de réalisation technique (vidéos sur support professionnel) et d'intervention (participation à des processus politiques de consultation ou de revendication). Le rôle des productions vidéos est ici celui d'un maillon : communication de points de vue et d'analyses, support créateur d'événement, mémoire de ce qui a été avancé, outil de formation pour les professionnels. Le succès de ces réalisations est évidemment lié à la lutte politique dans laquelle il s'inscrit. D'ailleurs, les pouvoirs publics belges ou européens ont été, dans des configurations et avec des énergies variables, partenaires de ces actions. Ce genre de lutte n'oppose pas des blocs (par exemple associations contre médias, professionnels contre politiques), mais il s'inscrit dans les rapports de force qui traversent chacun de ces blocs et les relations qu'ils entretiennent entre eux.

63. Modernisation très bien décrite par J.-P. Le Goff, par exemple dans *La démocratie post-totalitaire*, La Découverte, Paris, 2002.

Signalons enfin que, pour évaluer la réussite de son travail, RTA propose d'utiliser quatre niveaux d'indicateurs pour la réalisation de ses objectifs. Premier indicateur : l'analyse des personnes ou du groupe a pu être recueillie et traitée d'une façon qui leur convient⁵⁸. Deuxième indicateur : l'analyse est comprise par ses destinataires. Troisième indicateur : le point de vue des destinataires est pris en compte dans la politique qui est décidée. Enfin quatrième indicateur : des actions ou des programmes spécifiques correspondent à cette prise en compte.

La défense du sujet

Les expériences précédentes constituent une « défense du sujet » au sens où Alain Touraine entend ce terme : il désigne ainsi la résistance que les individus ou les groupes opposent aux forces culturelles désintégratrices que sont les marchés (qui réduisent l'individu à être un objet de politiques, économiques par exemple, ou une cible pour les stratégies de la consommation) et les pouvoirs communautaires autoritaires (qui ne respectent pas les droits individuels)⁵⁹.

Si la défense du sujet touche notamment à la possibilité pour chacun d'être effectivement le sujet de sa propre histoire, et, en partie au moins, son créateur, cette défense n'est pas possible sans institutions qui soutiennent le travail du sujet. Alain Touraine est explicite à ce propos : « Le Sujet personnel, comme la communication des Sujets entre eux, a besoin de protections institutionnelles, ce qui nous conduit à remplacer l'ancienne idée de démocratie définie comme participation à la volonté générale, par l'idée nouvelle d'institutions au service de la liberté du sujet et de la communication entre les Sujets. C'est le renforcement des associations et des mouvements culturels qui

64. Cf. J. Blairon, J. Fastrès, E. Servais et E. Vanhée, *L'institution recomposée*, Tome 2, *op. cit.*

65. Selon les expressions d'Alain Touraine.

permettent le mieux de faire pénétrer les demandes sociales dans le champ politique, et donc de reconstruire la démocratie⁶⁰. »

Le soutien que les associations, mouvements culturels et médias peuvent donner à la démocratie ne concerne pas seulement l'information – nécessité incontournable, si bien argumentée par Noam Chomsky⁶¹ – et ne concerne pas seulement les individus ou groupes luttant pour leur existence en tant que sujets. La défense du Sujet concerne aussi la production du savoir et s'adresse aussi aux institutions qui soutiennent le sujet dans son travail de construction et de résistance. C'est cette option qui a conduit RTA à développer des processus et des produits de construction et de communication de savoirs opératoires à l'intention d'autres associations soucieuses d'œuvrer dans le même sens.

On assiste en effet en Europe, dans beaucoup de secteurs et à plusieurs niveaux, à un vaste mouvement de « modernisation », qui se déploie à travers plusieurs processus : fuite en avant dans l'adoption (ou l'imposition) irréfléchie de pratiques « nouvelles », « en temps réel », qui relèvent toutes de la même matrice (instrumentalisation de la pratique, inspiration technocratique, recours au pouvoir d'une expertise externe au champ) ; importation massive et sauvage des références du secteur privé marchand, comme si celui-ci constituait à lui seul une garantie de qualité. Il s'ensuit une déstructuration des institutions, un affaiblissement de celles-ci et une fragilisation des agents, ainsi qu'une mise en cause des savoirs, pourtant si précieux, acquis dans l'expérience⁶².

Les pratiques de téléformation multimédias (vidéo/Cdrom/Internet) développées par RTA permettent aux collectifs de retrouver le temps de la réflexion et de la recherche et de faire valider et circuler les connaissances qu'ils ont construites dans l'action et les repères qu'ils ont acquis dans l'expérience. Les actions de téléformation au service de l'expertise d'expérience servent ici de socle pour les institutions confrontées à la vio-

lence d'une modernisation aveugle⁶³. RTA a, par exemple, réalisé un CD-Rom contenant toute la législation en vigueur dans le secteur de l'aide à la jeunesse (outil destiné aux professionnels et intervenants sociaux); un site Internet destiné aux professionnels de l'accompagnement des personnes handicapées (télé formation, collecte de données, interviews et reportages d'illustrations); un autre site Internet destiné à rendre compte d'un programme de la Fondation Roi Baudouin consacré à l'accueil dans les institutions de l'aide sociale (vidéos d'illustrations, compte-rendu de séminaires, interviews complémentaires...), etc.

Institutions, phénomène associatif : le maillon irremplaçable

■ ■ ■ Dans les années soixante, E. Goffman et bien d'autres accusaient les institutions de détruire l'autonomie culturelle de leurs usagers: fonctionnant comme de gigantesques estomacs, elles auraient eu pour fonction officieuse (en tout cas pour effet dans de nombreux cas) de « malaxer » des êtres humains et de les restituer à la société à l'état de déchets fonctionnels, exploitables et manipulables à souhait. On se rend compte trente ans plus tard, que ce sont cette fois les institutions qui sont prises dans un tel mouvement de broyage, de déstructuration, voire d'anéantissement. Les institutions du Sujet (institutions éducatives, culturelles et sociales) sont effectivement confrontées à un mouvement de modernisation qui les affaiblit, alors même qu'elles sont essentielles pour défendre la liberté et l'autonomie. Le phénomène est si criant que RTA a pu montrer que les procédés que Goffman avait identifiés comme menaçants pour les usagers des institutions étaient, *mutatis mutandis*, employés cette fois contre les institutions par les acteurs de la modernisation. C'est « l'institution totale virtuelle⁶⁴ » et un des sens de la lutte de RTA se trouve bien dans les stratégies de résistance mises au service des institutions et de leurs agents.

Nous sommes entrés dans une société très différente de la société industrielle. Qu'on l'appelle société de l'information, société immatérielle, société programmée ou post-industrielle⁶⁵, etc., celle-ci se caractérise par la place nouvelle qu'y occupe le capital culturel : connaissances (importance de l'expertise), aptitudes (comme la capacité d'innovation), attitudes (importance des comportements, comme « l'employabilité »), ressources subjectives (importance de la capacité à entrer en relation, importance de la confiance qu'on peut susciter ou accorder), etc.

Il existe une exploitation propre au capital culturel ; celle-ci repose sur le déni de la place qu'il occupe dans le développement et, par voie de conséquence, sur le déni de ses producteurs. Rappelons-nous que les entrepreneurs et les capitaines d'industrie tentèrent de sous-estimer pareillement l'importance de la force de travail et lui dénièrent dans un premier temps le statut même de « capital » ; le combat des mouvements ouvriers, pour réussir, dut franchir ce premier barrage « statutaire », en prouvant que le capital, c'était aussi les bras des ouvriers (revendication d'une place centrale dans le processus de production, démonstration pratique par la grève, revendica-

66. Halbwachs a montré que la mémoire est la base de l'ordre social, sa solidarité et sa cohésion. Mémoires individuelles et mémoires collectives sont intimement liées et imbriquées les unes dans les autres. Ainsi, la mémoire est au service du besoin philosophique à la fois individuel et collectif. La mémoire devrait être traitée par l'historien comme un phénomène asocial et non comme un souvenir du passé d'un individu. C'est pourquoi Halbwachs plaide pour opérer une sélection dans l'investigation de la mémoire (Voir l'analyse de Hutton par Gordon : « L'Histoire comme un acte de mémoire »).

tions consécutives d'une meilleure rétribution et d'une redistribution des richesses).

L'enjeu des luttes culturelles n'est-il pas d'abord une reconnaissance « statutaire » de la place centrale jouée par les associations, au titre de fournisseurs d'un capital désormais irremplaçable : le capital culturel ? Que serait l'économie des services, sans une population formée et informée ? Que seraient le monde économique et le monde politique aujourd'hui, sans les producteurs des conditions cachées de toute production « immatérielle » que sont les acteurs éducatifs ? Qu'en serait-il de l'omniprésente « confiance » sans ceux qui en produisent les conditions de possibilité au quotidien, en faisant en sorte qu'un nombre suffisant de citoyens croient encore peu ou prou au fait que le « jeu » social vaut la peine d'être investi, malgré ce qu'ils peuvent constater d'inégalités au quotidien ?

Les luttes que nous avons évoquées, ainsi que certains de leurs enjeux, ne concernent pas, comme on le dit trop souvent, « les médias » (dans le rôle d'agresseurs, au service des dominants) et les citoyens (dans le rôle de victimes, en tant que consommateurs abusés). Les conflits dans lesquels nous nous sentons engagés sont à la fois plus larges et plus transversaux. Même si nous pensons que des actions dans le champ médiatique sont nécessaires, elles sont loin d'être suffisantes. Nos expériences montrent que des possibilités d'appui réciproques sont bien présentes, notamment entre les actions menées dans et par le champ médiatique et les actions menées dans et par le secteur volontaire (que nous appelons « associatif »).

67. La relation entre le mythe et la mémoire est discutée en détail par Barash (1997).

68. Pour plus de détails sur le pouvoir symbolique, voir Bourdieu, 1991. Jung croit également que l'imagination active symbolique qui se reflète dans le mythe et le rituel est plus puissante que l'imagination active ordinaire (Milburn & Conrad, 1996).

69. Dalit signifie littéralement opprimé, bafoué, écrasé. Il désigne plus précisément le mouvement politique d'émancipation socioculturel des castes intouchables.

Nul doute qu'aujourd'hui, les conflits sociaux sont aussi culturels et inversement : aucun acteur social, aucune lutte sociale ne peut faire l'économie de la question du capital culturel dont elle dispose, qu'elle contribue à créer ou auquel elle souhaite s'attaquer (son image, sa crédibilité, la confiance qu'elle peut entraîner ou détruire, etc.). C'est en ce sens que Pierre Bourdieu rappelait fortement que la lutte politique était aujourd'hui une lutte cognitive. Mais, à l'inverse, toute lutte culturelle possède une dimension sociale forte, puisque dans les sociétés de l'information, le capital central pour le développement est le capital culturel. Aussi n'est-ce pas seulement dans l'histoire des associations du type de RTA que s'articulent les mouvements ouvriers et les « nouveaux mouvements sociaux » : c'est aussi à chaque instant, dans chaque expérience, dans chaque rencontre.

Jean Blairon

Docteur en philosophie et lettres (UCL 1997). Il est aujourd'hui directeur de RTA. Il a été professeur à la Faculté ouverte pour adultes (FOPA, UCL) de 1988 à 1995. Formateur d'adultes : analyse institutionnelle et organisationnelle, conception, gestion et évaluation de projets.

Jean-Pol Cavillot

Licencié en communications appliquées (IHECS, Bruxelles, 1991). Il est journaliste à RTA depuis 1994. Il réalise des documents vidéos

70. Pour plus de détails sur la façon avec laquelle « l'ignorance consciente » de l'histoire est maintenue oralement par le monde de l'écrit, voir L.B. Varma, 1995.

71. District d'Hamipur en Uttar Pradesh.

72. Le caractère hiérarchique de la société dans la région de Bundelkhand se présente comme suit dans l'ordre décroissant : 1. Brahmin, 2. Bhat, 3. Rajput, 4. Kayastha, 5. Bania, Aheer, 6. Kurmee, Kunbee, Bhar, Banjara, 7. Kalwar et Kal, 8. Dhanuk, Dusadh, Koree, Pasee.

de formation et d'éducation permanente, est spécialisé dans les matières emploi et formation pour le réseau des télévisions locales de la Communauté Wallonie-Bruxelles. Il est également coordinateur de la rédaction de Profils, magazine de l'emploi diffusé sur le réseau des télévisions locales depuis 2000.

73. Pour plus de détail, voir également Milburn & Conrad, 1996.

74. Lorsque l'un des membres de la communauté racontait l'histoire, les autres étaient en complet accord avec le narrateur et se sentaient impliqués dans l'exercice en entier.

Mémoire, histoire et politique : de la communication à la mobilisation

Badri Narayan Tiwari

La communication politique peut utiliser des figures mythiques négligées par l'historiographie officielle. Ce faisant elle travaille et refaçonne la mémoire populaire à des fins électorales en mobilisant un processus de construction identitaire assis sur l'évocation des héros du passé. En Inde tout particulièrement, le langage politique contemporain est dominé par le mythe, la mémoire et le passé dans une société où la quête identitaire des castes les plus basses longtemps opprimées et oubliées de l'histoire officielle, a été récemment récupérée par les partis politiques. L'utilisation du personnage de Jhalkari Bai par le parti Bahujan Samaj est, de ce point de vue, emblématique.

La mémoire est un puissant outil de communication et de mobilisation des masses⁶⁶ qui utilise le mythe comme véhicule de la mémoire collective⁶⁷. Cette dernière a la particularité de pouvoir trouver des ressemblances entre passé et présent, de susciter l'émotion en rapprochant ces deux espaces-temps et de reconstruire ainsi le passé en fonction du présent. Aussi, cette potentialité de la mémoire et le pouvoir symbolique du mythe ont fréquemment été récupérés par les forces politiques pour communiquer⁶⁸. Mais la mémoire est un espace où la sélection agit comme un facteur déterminant et l'histoire n'est pas sim-

75. Ici le passé est un terrain contesté, dont on se rappelle ou que l'on oublie au gré des circonstances et qui est parfois même inventé (Soronson, 1992).

plement une juxtaposition d'événements. Mais jusqu'où peut-on la réécrire ? Comment cette nouvelle historiographie peut-elle retenir le pouvoir politique qui l'a engendrée ? Quelle est la place de la littérature et des moyens d'expression contemporains dans cette reconstitution d'une mémoire collective ? C'est à tous ces enjeux que s'attache ce texte au travers de l'exemple du mythe de Jhalkari Bai utilisé par le Bahujan Samaj Party, le parti dalit⁶⁹, lors de la campagne pour les élections de l'assemblée législative de 1996 dans la région du Bundelkhand dans l'Uttar Pradesh.

Le mythe de Jhalkari Bai et ses variantes

En Inde, le mythe de Jhalkari Bai fait partie de la mémoire populaire de la région du Bundelkhand. Cette femme a été un personnage historique réel dont la vie s'est muée en légende après un certain temps. Pourtant aucune trace écrite de l'époque n'y fait référence, même si on sait que la génération actuelle de ses descendants vit encore au Jhansi et qu'on dit qu'elle-même serait morte un peu après 1890. Aussi, si Jhalkari Bai vit dans la mémoire des gens, c'est parce qu'on en discute souvent (la source principale de ces histoires populaires et de ces discussions est le « chaupal »⁷⁰). Les souvenirs qui la concernent sont non seulement différents d'une communauté à l'autre, mais ils se transforment et se régénèrent sans cesse et ce, principalement dans les communautés de basses castes, qui ré-interrogent ainsi leur identité et la confrontent à celle des autres communautés. La mémoire de Jhalkari Bai a ainsi été instrumentalisée par les castes les plus pauvres pour reconstruire leur histoire, et plus précisément pour rétablir une égalité entre les héros des castes hautes et ceux des basses castes.

76. Ramchandra Heran est un écrivain de langue Bundeli. Dans son livre *Maati* (Banda, 1951), Jhalkari Bai est décrite comme une combattante vaillante et chevaleresque engagée pour la nation.

Le mythe s'inscrit dans le contexte du récit de 1857, date de la première grande guerre d'indépendance de l'Inde. Il raconte l'histoire d'une servante de basse caste, Jhalkari Bai, qui vivait dans le palais de la Rani Laxmi Bai de Jhansi. Alors que le fort était assiégé par les Anglais, Jhalkari Bai suggéra à la Rani de fuir en quittant le palais après avoir bien attaché l'héritier sur son dos. Elle, de son côté, tromperait les Anglais en se faisant passer pour la Rani. La ruse fonctionna et pendant longtemps les Anglais doutèrent de la véritable identité de Jhalkari Bai qui se faisait passer pour la Rani Jhansi. Aussi, il fut bien trop tard lorsqu'ils apprirent que la « Rani » était en fait la servante Jhalkari Bai.

Une première version est racontée par Ram Narayan Shukul, une vieille dame illettrée du village de Kachnara⁷¹. Ram Narayan se rappelle que Jhalkari Bai n'était pas une personne bien importante. Elle appartenait à la caste Koree⁷² et était une servante de la Rani Laxmi Bai à qui elle ressemblait physiquement. Lorsque la Rani sortit du fort avec son armée pour repousser les Anglais, Jhalkari Bai se déguisa en Rani et trompa l'ennemi sur sa véritable identité. L'évocation de la caste de Jhalkari Bai sous le terme de « Korin » par Ram Narayan reflète dans cette version le mépris que porte la caste supérieure pour la caste basse⁷³.

77. Le récent mouvement en faveur de la séparation de la région du Bundelkhand a également utilisé le mythe de Jhalkari Bai afin de donner à son langage politique un ton particulier et prestigieux. L'identité Bundeli, formant la quintessence du mouvement, se raccroche au mythe de Jhalkari Bai d'un point de vue politique, c'est-à-dire pour fédérer les femmes de la région autour de leurs demandes. Ici aussi, le mythe de Jhalkari Bai a acquis une dimension politique et son image a été construite en fonction des demandes de la situation sociale.

78. Seneviratne (1997) examine plusieurs cas où les mythes et les mémoires ont été utilisés pour la formation de l'identité des communautés. L'identité n'est pas vouée à être une structure statique et rigide. Elle contient une « nature construite » dans le processus de sa formation. Voir aussi (Sahlins, 1989).

Une version différente de l'histoire de Jhalkari Bai est disponible dans le livre de Brindaban Lal Varma, *Jhansi Ki Rani* (B.L. Varma, 1975), écrivain originaire de la région du Bundelkhand. Dans son livre, Brindaban parle lui aussi de Jhalkari Bai comme d'une « Korin » qui ressemblait trait pour trait à Laxmi Bai. Elle n'était pas la servante de Laxmi Bai mais était une de ses intimes. La Rani qui l'appréciait énormément, lui apprit le tir à l'arc, la lutte et la chasse. Jhalkari Bai devint ainsi plus tard une des membres de l'armée exclusivement féminine créée par la Rani. Lorsque les Anglais voulurent capturer Laxmi Bai pendant la bataille, Jhalkari, habillée en Rani, se présenta au commandement britannique et le général Rose, qui la prit pour la Rani, l'arrêta. Laxmi Bai fut ainsi sauvée de la capture. Ce n'est seulement qu'au bout d'une semaine que les Anglais se rendirent compte de leur erreur et rendirent la liberté à Jhalkari Bai. Dans ce texte, Jhalkari est désignée par le terme de « Korin » et elle est présentée comme un soldat ordinaire de l'armée de la Rani. Elle y est décrite comme une femme aux sentiments nobles et généreux et non comme une personne extraordinaire. Le suffixe Bai n'est plus apposé à son nom.

Parmi les castes des Koree, des Sonars et les Lohars, c'est une tout autre image de Jhalkari Bai qui prévaut⁷⁴. Pour eux, Jhalkari Bai était aussi courageuse que Laxmi Bai et possédait une intelligence accrue des événements de l'époque. Jhalkari était la femme de Ponam Koree. La caste des Koree gardait la porte principale du palais. Jhalkari Bai était aussi chevaleresque que Laxmi Bai et sa plus proche favorite, ce pourquoi la caste la plus haute du palais la méprisait et intriguait contre elle.

79. Le DS4 (Dalit Soshit Samaj Sangharsh Samiti) a précédé l'émergence du Bahujan Samaj Party. Le slogan du DS4 au début des années quatre-vingt était un message explicite d'une alliance entre les différentes castes de la société à l'exclusion de la caste haute. Avec le succès de cette alliance en Uttar Pradesh, le BSP a présenté un slogan agressif où les symboles de la caste haute étaient attaqués. Cependant l'alliance fut de courte durée, les castes alliées pour l'occasion n'étant pas économiquement homogènes tout comme il n'y avait pas de rapport culturel entre elles.

Jhalkari Bai excellait à la lutte et à d'autres sports. Elle était entraînée par la Rani elle-même à la chasse et à l'équitation et dirigeait le *Durgavahini*, un bataillon féminin de l'armée de la Rani. Tout comme dans la première version, lors de la bataille contre les Anglais, Jhalkari Bai conçut le plan de tromper l'ennemi et conseilla à la Rani de sortir du fort avec son fils adoptif Damodar. Elle combattit ensuite avec courage l'armée anglaise au péril de sa vie, mais fut arrêtée et emprisonnée fort longtemps avant d'être relâchée. Dans ce récit, Jhalkari Bai est placée sur le même piédestal que la Rani Laxmi Bai, même si Laxmi Bai n'en est pas moins la Rani et Jhalkari Bai une Korin. Jhalkari est présentée comme la personne la plus patriote de l'entourage de la Rani, toutes castes confondues. Selon cette dernière version, les stratégies militaires de la Rani étaient préparées par Jhalkari Bai, qu'elle considérait comme sa sœur, lien qui avortait d'avance tout complot de la caste la plus haute contre Jhalkari. Cependant, Jhalkari fut arrêtée à cause de la trahison d'un Thakur, Dulhaju. Si cette version du mythe fait foi parmi la majorité des membres de la communauté Dalit, elle est rejetée avec véhémence par la strate la plus haute de la société. Pour les intouchables, Jhalkari Bai était une incarnation de la déesse Durga descendue du ciel sur la terre pour servir le pays, comme le représente le *Jababi kirtan*, un spectacle culturel très populaire dans la région. Pour les hautes castes, cette interprétation est à l'inverse inacceptable, d'une part parce que Jhalkari Bai est décrite comme une stratège aussi remarquable que Laxmi Bai alors qu'un membre de la caste Thakur est accusé de trahison, d'autre part parce qu'une membre d'une

80. *Scheduled Castes*, c'est-à-dire les intouchables. La constitution de 1950 a en effet fixé un objectif de justice sociale et d'égalité des chances et a établi des mesures spéciales –sièges réservés pour la représentation politique et quotas dans l'éducation et les emplois publics – pour les « catégories arriérées » (*backward classes*) qu'elle définit selon un critère de castes dont les *Scheduled Castes* font partie.

81. Pour la signification du mythe dans la société, voir Eliade.

caste pauvre est représentée, dans les faits, comme étant la plus patriote⁷⁵.

Les modes d'expression contemporains au service de la quête identitaire

Le mythe de Jhalkari Bai a lentement évolué dans la mémoire collective, porté par des modes d'expression populaire, comme le théâtre ou les spectacles folkloriques, qui ont joué un rôle non négligeable dans la formation de l'identité et de la nouvelle prise de conscience des basses castes. L'écrivain Brindavan Lal Varma, qui a étudié le personnage, note que Jhalkari Bai apparaît dans la mémoire collective avant les années cinquante comme une femme courageuse et chevaleresque, l'une des favorites de la Rani mais en aucun cas comme supérieure à Laxmi Bai pour ce qui est des qualités diplomatiques ou militaires. Mais d'après les écrits de Ramchandra Heran⁷⁶ pendant les années cinquante/soixante, cette mémoire a continué à subir encore de nombreuses modifications.

Dans la littérature des années cinquante, l'intimité de Jhalkari avec Laxmi Bai est attribuée à ses capacités et ses compétences. Les jalousies des hautes castes était également exagérées de façon disproportionnée, pour le folklore. Au cours de la décennie suivante, Jhalkari apparaissait ensuite dans les drames et les spectacles comme l'égale de Laxmi Bai, à un moment où une majeure partie des artistes dans les groupes artistiques appartenait à la caste basse.

Dans les années soixante-dix, de nombreuses pièces sur Laxmi Bai furent publiées à bas prix à Calcutta où les personnages de second plan étaient valorisés, pour rendre ces pièces encore plus attrayantes, romantiques et accessibles (Piyush, 1972). Comme ces pièces étaient jouées régulièrement dans

82. Cette tendance à trouver des ressemblances entre les militants du BSP et les personnalités historiques est une technique usuelle de la propagande politique. Pour d'autres exemples similaires et les détails, voir Singh, 1977.

cette région, et sont encore jouées fréquemment, il est fort probable qu'elles aient aidé à la construction d'une nouvelle mémoire populaire. Réciproquement, on pourrait dire que ces pièces refléteraient bien l'état d'esprit des gens dont les auteurs se seraient inspirés dans leurs pièces.

Dans la période contemporaine, des efforts ont été accomplis pour relire et réécrire Jhalkari Bai avec l'objectif affiché de la placer à pied d'égalité avec Laxmi Bai. On peut citer pêle-mêle les vers d'Archana Varma, l'épopée de Chokhe Lal Varma, la biographie de Bhawani Shankar Visharad et plus récemment encore la pièce de théâtre du gouverneur de l'Arunachal Pradesh sur Jhalkari Bai. Toutes ces publications corroborent l'argument selon lequel la reconstruction de l'histoire est un objectif moteur de la caste la plus pauvre.

La littérature a été réinterprétée et réécrite pour reconstruire l'identité des castes les plus pauvres. En second lieu, la littérature est devenue le point de départ d'une grande histoire que les castes les plus basses se proposent d'écrire⁷⁷. Ainsi les castes, les communautés, les groupes, en explorant leur identité, réinventent et recomposent les mythes, les mémoires et le passé⁷⁸. Un espace que les forces politiques investissent pour interpréter le passé, en donnant aux castes basses une force supplémentaire pour construire et affirmer leur identité de manière encore plus audacieuse.

La stratégie de communication du parti Dalit Bahujan Samaj

L'Inde post-coloniale avait fondé ses aspirations sur l'émergence d'un État providence. Mais l'accélération des étapes historiques peut générer des changements traumatisants. Avec les progrès de la révolution verte, la structure sociale agraire a subi en Inde beaucoup de changements et leurs impacts se sont fait sentir tant sur le plan politique que sur le plan culturel. La politique du consensus a perdu du terrain dans une société indienne porteuse d'équations politiques qui sont apparues sans équivoque après la défaite du parti du Congrès en 1989.

La paysannerie moyenne a fait valoir ses droits en politique après le rapport de la commission Mandal en 1990 et a pris le pouvoir dans l'Uttar Pradesh où elle avait déjà gagné du terrain lors des élections précédentes. Le mouvement anti-Brahmanes qu'on pouvait alors observer dans le sud de l'Inde et le Maharashtra était peu perceptible dans la ceinture Hindi même si le mouvement Bhakti avait provoqué un début de prise de conscience chez les intouchables.

Cependant, le succès des réformes agricoles et des pratiques de discriminations positives ont entraîné une prise de conscience parmi les castes les plus pauvres de l'Uttar Pradesh qui se sont reconnues dans l'identité façonnée par Kanshi Ram, initiateur du DS4⁷⁹ et fondateur du Bahujan Samaj Party (BSP), qui est apparu comme la troisième force politique de l'Uttar Pradesh. Les castes moyennes se sont rangées quant à elles derrière le parti Samajvadi, un groupe issu du parti Janata Dal, et avec le déclin du parti du Congrès, les castes hautes se sont tournées vers le Bharatya Janata Party (BJP, le Parti du peuple indien) qui se réclamait de valeurs morales et culturelles

83. La politique est devenue un outil significatif dans la formation identitaire des groupes de caste. La corrélation entre la caste et la politique a déjà été étudiée par Rajni Kothari. On trouve dans l'histoire des écrits de Jotiba Phule

de la société et qui usait quant à lui du Dieu Rama comme symbole.

Le BSP, conscient du retard historique de la prise de conscience des intouchables, les exhortait à prendre les leçons de certaines personnalités historiques comme Ambedkar, Shahuji Maharaj et d'autres, en les imprégnant d'un pouvoir mythique pour les immortaliser dans la mémoire de la communauté. Mais le lien tissé, par exemple, entre le leader Ambedkar et Bhuddha n'a pas reçu l'écho populaire escompté et a montré que le lien organique était absent entre les intellectuels de la classe moyenne du parti et les membres d'une communauté manquant de sens historique. Face à cet échec dans la région du Bundelkhand dont la population faisait partie majoritairement des Scheduled Casts (SC)⁸⁰, le BSP a décidé d'adopter une stratégie différente en cherchant à faire émerger de la mémoire collective une forme mythique⁸¹ attachée à la figure historique de Jhalkari Bai qui était très présente dans la mémoire de la population locale. L'objectif ? L'émergence d'une solidarité organique à la fois horizontale entre les membres de la communauté et verticale avec les élites de la communauté. Le moment choisi ? Les élections de 1996 en Uttar Pradesh pour lesquelles Sivcharan Prajapati était le candidat du BSP.

et d'Ambedkar qui encouragent les mouvements de respect de soi dans la *Scheduled Caste*. Le BSP, qui en a éclos a façonné ces positions, dans le cadre de la formation d'un État démocratique. Voir Omvedt, 1995.

Le travail sur la mémoire comme communication politique

Le processus débute par l'évocation des ressemblances entre le militant politique⁸² et le héros mythique pour mobiliser les foules. Dans les théories traditionnelles du mythe, un parallèle est fait entre le héros historique et le héros mythique (Eliade). Un parallèle que le BSP a imaginé entre le candidat politique et la courageuse Jhalkari Bai, tous deux de condition modeste et en lutte contre le pouvoir oppresseur en place. Si jusqu'alors le symbole du mythe, sa signification, et les rituels qui lui sont associés étaient généralement le privilège des membres des plus hautes sphères de la société, l'instrumentalisation du mythe de Jhalkari Bai par le BSP montre comment l'articulation mythique n'est plus la prérogative des castes hautes. Portées par la communauté, cette mythification et cette manipulation de la mémoire n'en ont que plus de rayonnement. Inversement, les mythes et mémoires sont déformés pour satisfaire les aspirations et les intérêts politiques des communautés. Une manipulation qui peut créer des tensions et des oppositions entre les communautés, car le pouvoir symbolique érigé sur des mémoires fabriquées a une tendance inhérente à prendre un caractère autoritaire.

Quelles conclusions peut-on tirer de telles constatations ?

■ – Un mouvement de formation de l'identité de caste a été engagé dans le milieu politique contemporain poussant des communautés, qui cherchaient à retrouver leurs places dans une société qui les avait niées, à recréer leur histoire.

– Une fois que ces communautés ont pris du poids dans le champ du politique, reformuler leur identité s'avérait nécessaire pour maintenir leur place dans le jeu du pouvoir. Or la mémoire

84. Je suis redevable à Guy Poitevin, Denis-Constant Martin, Chetan Singh et Rustam Singh pour leurs commentaires sur ce texte.

historique crée le caractère ethnique, qu'elle soit réelle ou imaginaire, et son rôle dans le nouveau scénario est immense (Novak, 1972).

– La mémoire transpose le passé dans le présent, un phénomène qui a un rôle significatif dans l'historiographie comme en attestent de nombreux universitaires. Elle aide à « creuser dans les décombres de l'histoire afin d'en retirer les perles de l'expérience passée et leurs couches de signification cachées qui peuvent orienter l'esprit du futur ». (Benhabib).

L'évocation répétée de la mémoire des personnalités locales et nationales dans l'arène politique est une stratégie du BSP qui poursuit quant à elle trois objectifs :

– Consolider l'identité des castes et des sous-castes les plus pauvres afin de leur permettre de représenter une entité à part entière qui sache se défendre dans une compétition politique basée sur l'esprit de caste.

– Transformer ses personnalités pour en faire des figures mythiques, c'est-à-dire perpétuer le souvenir afin de faciliter une mobilisation efficace des castes les plus basses.

– Faire constamment référence aux événements liés à ces personnalités, pour gagner la bataille électorale.

Historiographie et communication symbolique au service de la mobilisation politique

En Inde, l'historiographie a négligé de prendre en compte les castes les plus basses et on trouve ainsi une historiographie à laquelle il manque de nombreux faits substantiels. En ayant été conçue verticalement, cette historiographie en est devenue élitiste. Ce facteur a contribué à la mise à l'écart et à l'aliénation des castes opprimées, et leur aspiration pour trouver une place dans l'histoire n'a pas été entendue. C'est cette historiographie partielle qui est venue au secours de la stratégie du BSP pour mobiliser les masses et l'aider à rallier d'autres sphères de la société indienne. En l'absence d'histoire, la mythification de

personnalités et l'invention d'histoires qui dépendent de la mémoire deviennent ainsi une tâche plus aisée. On vient puiser dans cette mémoire une origine commune, une souffrance commune, des objectifs communs, une identité commune tout comme un ennemi commun du groupe. Le BSP a fait sienne ce paradigme de la mobilisation et révèle une stratégie à long terme pour lancer une nouvelle historiographie afin de capter et retenir ce pouvoir politique.

C'est une version révisée du mythe de Jhalkari Bai que le BSP a instrumentalisé avec succès pour mobiliser les votes en sa faveur. Sur le terrain, les résultats des votes sont probants. Parmi les 5 divisions de l'Uttar Pradesh, 80,6 % de la « scheduled caste » vit dans le Bundelkhand contre 18 % dans l'Uttarkhand. Avant les élections de 1996, le BSP avait contracté une alliance avec le parti Samajvadi et avait 67 sièges à l'assemblée de l'Uttar Pradesh. Après la fin de son alliance avec le parti Samajvadi, le BSP a conservé tous ses sièges à l'assemblée en 1996. Chose intéressante, il gagna 47,61 % des sièges dans le Bundelkhand et aucun dans l'Uttarkhand. Dans les autres régions ces performances ont varié en fonction du pourcentage de la « scheduled caste ».

Au niveau de la stratégie de communication dans la campagne électorale, de nombreuses personnes interrogées dans la caste haute soulignaient également que si les autres partis avaient dépensé des sommes faramineuses dans leurs campagnes, le BSP n'avait presque rien dépensé et cependant récolté la majorité des votes. Par la suite, et durant les 6 mois passés au pouvoir dans l'Uttar Pradesh, le BSP a créé de nombreux symboles (par exemple à tels ou tels nouveaux districts, on a donné les noms de telles ou telles personnalités) et s'en est servi pour reprendre à son compte l'amélioration des conditions des Dalits dans l'État⁸³.

Le langage symbolique devient une source de consolation pour ceux qui ont rarement trouvé leur place dans l'histoire sociale de l'Inde. La région Bundelkhand, marquée par des plus

Deuxième partie

**Applications et implications
sociales des nouvelles technologies
de communication :
l'ère des réseaux
et des nouvelles citoyennetés**

Introduction à la deuxième partie

Ni ange, ni bête

Michel Sauquet

Me trouvant récemment à Los Angeles, j'ai fait une curieuse découverte : alors que dans les moindres coins de rue de Bombay, de Porto Alegre ou même d'Addis-Abeba que j'avais parcourus dans les mois précédents, on trouve des cybercafés équipés de batteries d'ordinateurs permettant la consultation d'Internet, c'est un exploit d'en dénicher un dans la plus grande ville des États-Unis ! Je n'ai peut-être pas bien cherché, et c'est sans doute avec naïveté que je m'ahuris ; le paradoxe est explicable puisqu'en Californie presque tous les habitants sont équipés de façon domestique – de même que, dans les pays les plus riches, les cabines téléphoniques ne tiendront peut-être pas longtemps du fait de la multiplication des téléphones cellulaires. Mais le choc est là : pendant ces quelques jours, je me suis trouvé idiot, dans le village mondial, non seulement parce que je ne trouvais pas ce que je cherchais et que les Américains à qui je demandais de m'indiquer où je pourrais trouver ma chère borne Internet n'en avaient aucune idée, mais aussi parce que, brusquement, j'ai mesuré l'ampleur de ma nouvelle dépendance. Un jour sans courrier électronique serait-il donc un jour perdu ?

Le raz-de-marée Internet est d'une telle rapidité que les textes qui suivent, et qui montrent comment les organisations sociales et militantes ont investi son nouvel espace, notamment en

Europe et au Brésil, auraient été beaucoup plus étonnants il y a seulement trois ans. Les plus récalcitrants d'entre nous aux nouvelles techniques – j'en suis – discutent de moins en moins le bien-fondé de leur utilisation. Tout au plus formulent-ils des mises en garde, et ces pages n'en manquent pas, au sujet des possibles dérives du système, et rappellent-ils que, comme l'alcool, les NTIC sont à consommer avec modération sous peine de causer bien des ivresses fatales, bien des esclavages.

Ce que montrent ces textes, c'est d'abord que les nouvelles technologies d'information et de communication ne constituent pas, plus, un monstre hors de portée, réservé aux élites, et que les efforts faits un peu partout dans le monde pour démocratiser l'accès à Internet ne sont pas sans effet. Quand Bernardo Sorj nous décrit la multiplication, dans les *favelas* déshéritées de Rio de Janeiro, des « télécentres », des clubs d'informatique, des bibliothèques communautaires virtuelles, de sites comme *vivafavela.com*, nous comprenons bien que nous avons changé d'époque en un tout petit nombre d'années. Quand Bernard Bel, nous parlant des réseaux indiens et français sur l'humanisation des pratiques d'accouchement, évoque la technique de routage du courrier électronique, nous voyons à quel point aujourd'hui les nouvelles technologies touchent à tous les domaines. À lire Cristiana Tramonte et Márcio de Souza, on voit qu'elles concernent aussi la démocratisation de l'enseignement des langues étrangères, la promotion des identités culturelles, les religions afro-brésiliennes... Quand Márcio narre ensuite l'expérience de télévision populaire *TV Floripa* de Florianópolis, il montre bien que, à l'heure actuelle, la mise sur pied de nouveaux outils audiovisuels participatifs, mobilisant vraiment ses producteurs-utilisateurs, exige l'utilisation massive d'Internet et des forums de discussion. Et lorsque Marcelo Carvalho, rend compte de la dynamique des mouvements féministes et de lutte contre le racisme au Brésil, il explique lui aussi que, sans Internet, rien de ce qui a pu être organisé en termes de mobilisation au moment

des forums sociaux mondiaux n'aurait pu être réalisé, ou tellement moins bien.

Le foisonnement des usages des NTIC au service des plus démunis, voilà ce que montre aussi, pour la France, Véronique Kleck, dans une série d'exemples qui laisseront le lecteur plein d'espoir quant aux potentialités des nouveaux outils lorsque des structures municipales ou associatives ont vraiment le souci de placer l'être humain, les réseaux sociaux préexistants, les besoins quotidiens au centre de la démarche d'innovation technologique.

Incontestablement, les nouvelles technologies de l'information et de la communication apportent aujourd'hui à beaucoup de mouvements sociaux un surplus d'efficacité et de pouvoir. Correctement investies, raisonnablement maîtrisées, elles sont facteur d'« empowerment » pour les groupes les plus marginalisés de la société. Les illustrations présentées ici ne représentent qu'une goutte d'encre dans l'océan de l'innovation sociale dans le monde, et on pourra en déplorer le caractère fragmentaire. Cependant, ils nous aident à pointer clairement les limites de ce colosse aux pieds d'argile que constitue l'ensemble NTIC.

Bernardo Sorj nous y aide à plusieurs reprises, notamment lorsqu'il souligne les trois défis de l'expansion des NTIC dans les couches les plus pauvres de la population : non seulement, on s'en serait douté, le défi de l'accès matériel aux ordinateurs personnels (infrastructure défaillante en termes de téléphones fixes et de câblage, coûts d'achat...), mais aussi le défi de la « formation élémentaire à l'utilisation de la télématique qui, outre le préalable de l'alphabétisation de l'utilisateur, implique l'accès à des cours ou au moins à des sessions d'orientation de base pour utiliser l'ordinateur et l'Internet » ; enfin et surtout le défi de l'existence de contenus spécifiques qui soient en rapport avec les besoins des utilisateurs.

C'est bien le problème : au-delà des performances technologiques se pose, massive, la question des contenus, de leur volume et de leur pertinence. Qui d'entre nous n'a pas été

excédé, dans sa pratique professionnelle ou privée, par la vacuité et le bavardage du contenu des forums électroniques, par le triste désert des pages de certains sites web, par la prétention de discours vantant le miracle de l'outil, ne contiennent-ils rien, au prétexte de la magie technologique. Des NTIC oui, mais pour faire quoi ?

En revanche, ce que nul ne conteste, c'est l'ouverture considérable qu'apporte Internet à des groupes ou à des réseaux repliés jusque là sur eux-mêmes. Étant donné le caractère de plus en plus interdépendant que la mondialisation confère à nos sociétés, aucun groupe humain ne peut plus, aujourd'hui, se replier dans sa tour d'ivoire sans y être écrasé.

Or cette ouverture passe par la constitution de réseaux, dont on peut constater aujourd'hui la multiplication, *même s'ils ne recourent pas à Internet*, pour alimenter leur dynamique. On trouvera dans cette deuxième partie deux exemples de réseaux actifs et innovants qui, à l'occasion, peuvent recourir à Internet, mais peuvent aussi s'en passer : les réseaux concernant les questions de naissance en Inde et en France, déjà cités, et les réseaux d'échanges réciproques des savoirs présentés par Denis Pansu. Il s'agit de réseaux inventés il y a relativement peu de temps, au sein desquels des citoyens français (et maintenant d'Europe et de quelques pays du reste du monde) se sont organisés entre eux pour développer une sorte de troc de connaissances pratiques et intellectuelles, allant de l'art de la cuisine à l'apprentissage de langues étrangères en passant par les notions de base de la philosophie, en dehors même des circuits conventionnels de transmission du savoir. S'organiser pour échanger des savoirs et des savoir-faire, à l'échelle de son quartier, et sans moyens financiers particuliers, voilà bien une démarche « populaire » au sens non élitiste du terme. Et pour l'heure, ces réseaux fonctionnent suivant une sorte de toile relationnelle qui est sans doute d'une nature proche de la toile *high tech*, mais en démontrant qu'il est possible de se passer du recours permanent à Internet. Les « laissés-pour-compte du cyberspace », rappelle Bernard Bel (ou ceux qui délibérément écartent l'utilisation de cet espace)

savent aussi mettre en jeu leurs propres techniques de communication pour faire face aux changements économiques, culturels et sociaux.

Car on ne remplacera jamais la relation humaine. Ni ange, ni bête, Internet, nous dit Marcel Carvalho, fait gagner du temps, et sans doute de l'argent, dans la structuration de la société civile à l'échelon local comme à l'échelle internationale. En ce qui concerne l'expérience de l'Alliance des éditeurs indépendants pour une autre mondialisation dans le cadre de laquelle a été réalisé le présent livre, il est bien des coéditeurs complexes, mettant en jeu de nombreux éditeurs du monde entier (la collection « *Les mots du monde* » ou la collection « *Enjeux planète* »), que nous n'aurions jamais pu mener sans le recours quotidien au courrier électronique avec sa caravane de fichiers attachés. Mais rien ne serait advenu sans un minimum d'occasions de rencontres réelles entre les éditeurs. Internet ne peut en aucun cas remplacer les face-à-face, le dialogue physique, ces occasions d'enthousiasme commun que le numérique ne traduira jamais : la conjonction d'une parole et d'une moue, la sympathie, l'antipathie, l'ajustement immédiat des pensées et des réactions, l'idée qui naît à deux et qui ne reviendra pas, la chaleur du vent par les fenêtres de la salle de réunion, les visites de terrain, la réalité sous nos yeux, le ressenti, la volonté. « Les "bits" ne sont pas comestibles, écrit Nicholas Negroponte cité par Márcio de Souza, et ne sont donc pas capables de mettre un terme à la faim. Les ordinateurs sont amoureux, ils ne peuvent pas résoudre des questions complexes comme le droit à la vie et à la mort. »

Le danger d'une communication dématérialisée et inhumaine ne concerne pas, loin de là, que l'univers des associations, mouvements ou groupes militants. Éric Faÿ, spécialiste du management, raconte comment le développement des NTIC dans le milieu des entreprises industrielles françaises finit par fabriquer des muets, des collègues qui ont perdu le sens de la parole authentique. « Avec l'arrivée des outils de communication électronique, dit-il, le travail devient de plus en plus efficace mais

aussi de plus en plus formalisé, dématérialisé, et... les communications plus difficiles», ce qui est quand même un comble ! Éric Faÿ dénonce également « le cloisonnement auquel conduit le fait de ne plus communiquer qu'à travers les systèmes. Un cloisonnement qui rend le dialogue rare et, de ce fait, étouffe la vie ». Et montre le côté hautement discutabile des économies que les entreprises pensent pouvoir tirer des NTIC, supposées supprimer les rencontres.

Autre motif de vigilance : tout popularisé que soit aujourd'hui l'accès à Internet, il se heurte à un élément culturel non négligeable : maîtriser, faire le tri, ne pas rentrer en dépendance suppose un savoir culturel que les catégories les plus défavorisées de la population n'ont pas toujours. « Le réseau Internet est assurément un instrument aux multiples facettes, nous dit Márcio de Souza, qui nécessite un travail de sélection, de compréhension et de discernement et, de la part de l'utilisateur, un minimum de bagage culturel... L'informatique et les technologies de communication avancées ne sont pas nécessairement synonymes de démocratisation de la connaissance, ce sont simplement des moyens qui en facilitent l'accès. »

Ici réside l'intérêt de la contribution d'Étienne Galliard, qui clôt cette deuxième partie. À tous ceux qui pourraient croire que les NTIC ne sont guère qu'un cadre permettant de gagner du temps et de démultiplier les possibilités de l'expression humaine sans en modifier la nature, Étienne Galliard rappelle l'ampleur des mutations, souvent positives, que ces nouvelles technologies provoquent. En matière d'écrit, il s'agit tout simplement d'une révolution, largement appropriée par les générations les plus jeunes. Le numérique entraîne aujourd'hui de nouveaux liens entre l'oral et l'écrit, entre l'individu et le collectif, entre le simple et le complexe, entre les différentes disciplines de la pensée. Il introduit, par l'hypertexte, une lecture à trois dimensions, et de nouveaux espaces de narration. « Les NTIC, écrit-il, permettent une infinité de nouvelles pratiques communicationnelles, elles fluidifient indéniablement les correspondances,

NI ANGE, NI BÊTE

facilitent la création et la communication du plus grand nombre. Elles aident l'émergence d'un monde qui communique plus vite, mieux, et qui a accès à un nombre toujours plus considérable de connaissances.» Mais, ajoute-t-il, et c'est là l'essentiel, « ce n'est certainement pas parce que de nouveaux espaces, de nouveaux outils sont à disposition du plus grand nombre qu'automatiquement progresseront les valeurs de l'humanisme.»

Médias associatifs, Internet et nouveaux outils de communication citoyenne au Brésil

Márcio Vieira de Souza

Au moment où le Brésil s'engageait timidement, au début des années quatre-vingt, sur la voie de la démocratie, la société civile a cherché à s'approprier les nouveaux moyens de communication pour promouvoir la construction de la citoyenneté. Cette démarche active a œuvré pour la démocratisation de la communication dans une société où l'information est largement monopolisée par quelques grands groupes de communication. Mais si le travail en réseau initié par le Forum national pour la démocratisation de la communication a porté ses fruits (loi sur la télévision câblée, naissance de médias associatifs), l'Internet reste un espace à conquérir pour que la démocratisation des moyens de communication continue de favoriser le débat démocratique et citoyen.

Le système de communication existant au Brésil est l'un des plus concentrés du monde capitaliste : 80 % des moyens de communication sont sous le contrôle d'à peine neuf familles (parmi

lesquelles Marinho pour Globo, Bloch pour Manchete, Saad pour Bandeirantes, Abravanel pour SBT) et plus de 95 % d'entre eux appartiennent au domaine privé. Cependant, ce système de quasi-monopole a commencé à susciter un mouvement de contestation et de réflexion depuis le début des années quatre-vingt dans une société brésilienne qui possédait peu d'expérience démocratique.

Le Front national pour les Politiques démocratiques de communication a été le premier mouvement de la société civile à dénoncer le monopole de la communication au Brésil¹ à un moment où le mouvement des *Diretas já*² encourageait la démocratisation et la consolidation des mouvements sociaux. Et même si le retour à la démocratie fut lent et progressif, ces changements restent indissociables d'un contexte international qui vit la fin de la logique de la guerre froide et d'une grande partie des démocraties populaires, l'apparition de la mondialisation et des nouvelles technologies.

Un travail de réseau pour la démocratisation de la communication

Un épisode particulier de la vie politique brésilienne est venu accélérer l'émergence de nombreux mouvements de la société civile luttant en faveur de la démocratisation de la communica-

1. Marcio Vieira de Souza, *As vozes do silêncio: o movimento pela democratização da comunicação no Brasil*, Florianópolis/Paris, Diálogo/FPH, 1996.

2. La dictature militaire instaurée en 1964 par un coup d'État s'assouplit peu à peu à la fin des années soixante-dix (amnistie politique, retour des exilés, etc.). En 1984, lors des meetings et des manifestations du mouvement des *Diretas-já* (littéralement « élections-maintenant »), des millions de Brésiliens réclament l'élection de leur président au suffrage universel direct (note du traducteur, NT).

3. En 1989, lors du second tour de la première élection présidentielle directe depuis 1960, Luís Inácio da Silva, dit Lula, leader du Parti des travailleurs, affronte Fernando Collor de Melo, le candidat de la droite qui reçoit l'aide et l'appui sans limites de la chaîne de télévision Globo. Collor est élu le 17 décembre avec 53 % des voix. Il démissionnera fin 1992 avant d'être destitué pour corruption et association de malfaiteurs (NT).

tion: il s'agit de la manipulation du débat du second tour de l'élection présidentielle en 1989, entre les candidats Collor et Lula³, manipulation qui déclencha l'indignation dans tout le pays. Avec lui, les premiers comités pour la démocratisation de la communication apparurent en 1990 et permirent d'organiser, dès 1991, le Forum national pour la démocratisation de la communication (FNDC).

Ce Forum est un réseau thématique de réflexion qui inclut des organisations, des associations et des réseaux avec leurs propres identités et objectifs (partis politiques, syndicats, radios libres, vidéos populaires, chrétiens, journalistes, etc.). Les organisations syndicales, liées surtout aux métiers de la communication, dominent l'organisation du Forum. Aussi, la différence de la composition sociale du Forum et du Front réside dans la diversité des organisations qui y participent. Le Forum regroupe, en plus des organisations syndicales et étudiantes présentes dans le Front, d'autres acteurs sociaux (travaillant principalement dans les radios libres et la vidéo populaire) qui agissent dans le domaine des nouvelles technologies de communication. Ces acteurs sociaux stimulent l'organisation et le rôle des comités, qui représentent de véritables « laboratoires d'idées et d'expériences » pour le Forum. Ainsi, les organisations syndicales composées principalement de journalistes de la presse écrite et de la radio, ont fortement contribué à la mise en place des comités dans de nombreux États du pays tout comme le monde universitaire a collaboré à cette construction dans un rôle d'animation et de coordination des débats.

En développant le concept des réseaux d'information⁴, le Mouvement pour la démocratisation de la communication, constitue un réseau de communication ou un « réseau des réseaux » de communication, à la fois sur le plan physique

4. Pour en savoir plus sur le concept de réseaux, décrit par les sciences sociales dès les années quarante mais qui fut mis en pratique et fréquemment utilisé avec des significations différentes au cours des deux dernières décennies, on peut se référer au texte de Scherer-Warren, *Metodologia de redes no estudo das ações coletivas e movimentos sociais*, 1995.

(réseau technique) et sur le plan politique (réseau d'acteurs sociaux qui discutent, échangent et élaborent de nombreuses propositions pour une action commune) de l'organisation. Ces réseaux ne cherchent pas seulement à informer, mais aussi à dialoguer, à échanger et à susciter des politiques publiques de communication. Le flux d'informations provenant d'acteurs sociaux multiples et non d'un acteur unique, centralisateur et vertical.

Le Forum doit élaborer une stratégie pour se rapprocher d'autres acteurs sociaux et d'autres réseaux comme l'Abong (Association brésilienne des organisations non gouvernementales) et les organisations féministes, écologistes, de valorisation de la culture afro-brésilienne, des travailleurs ruraux sans terre, etc. Dans ce même esprit, un autre défi est de rompre avec le corporatisme et de parvenir à ce qu'une grande partie de la société civile brésilienne, non spécialisée en communication, fasse de la démocratisation de la communication une des luttes prioritaires de la démocratisation du pays, point fondamental pour l'action en faveur de la citoyenneté et de la démocratie brésiliennes.

Les effets de la crise économique mondiale au Brésil et la victoire à deux élections présidentielles consécutives de Fernando Henrique Cardoso et de son parti le PSDB⁵, ont permis d'instaurer un processus politique dominé par les oligarchies régionales et libérales. Cette hégémonie a miné la dynamique de lutte institutionnelle en faveur de la démocratisation de la communication et a affaibli le Forum national pour la démocratisation de la communication, qui finit par se disloquer à la fin des années quatre-vingt-dix. Pourtant, malgré les difficultés, la société civile et le mouvement pour la démocratisation de la communication continuent à s'organiser en ce début de millénaire. Ainsi, la dissolution du Forum a facilité l'apparition de nombreux

5. Fernando Henrique Cardoso (FHC), candidat en 1994 du Parti social de la démocratie brésilienne qui a le toucan comme emblème et la social-démocratie pour ambition, est élu dès le premier tour, loin devant Lula, le candidat du Parti des travailleurs. FHC sera réélu en 1999 dans les mêmes conditions (NT).

regroupements et de réseaux spécifiques, parmi lesquels *Abraço* (Association brésilienne des radios associatives). Ce mouvement des radios associatives s'est renforcé dans tout le Brésil grâce à la baisse des coûts des équipements nécessaires à la création d'une radio. *Abraço* lutte pour la légalisation des radios libres et reçoit l'appui de nombreuses ONG. En outre, des réseaux, des groupes d'appui et des sites d'analyse critique des médias au Brésil œuvrent en faveur de la démocratisation de la communication et sont désormais présents sur Internet, comme le Réseau brésilien de communication citoyenne (RBC) ou l'« Observatoire de la presse ».

La lutte pour le contrôle public de l'infrastructure de communication

Le contrôle public de l'infrastructure de la communication est stratégique, puisque c'est par les autoroutes de la communication que circulent tous les flux de l'information. De nos jours, une nouvelle classification prévaut, proposant de réfléchir sur le rôle de l'État, du marché et d'une troisième force encore mal définie, mais dont le potentiel est considérable : la société civile⁶. Cette évolution du rapport d'opposition entre le « contrôle étatique » et le « privé » offre donc une nouvelle dimension à la définition de ce qui appartient au domaine public. Par exemple, une organisation sociale, une fondation et une association peuvent être reconnues d'utilité publique. De nos jours, une institution normalement publique peut avoir une vocation privée, c'est-à-dire qu'elle est utilisée uniquement à des fins commerciales, servant les intérêts d'une minorité privilégiée. Mais de même, le renforcement de la société civile a permis l'émergence de nombreuses ONG et associations sans but lucratif, pourtant de droit privé.

6. Wolfe, 1992. Pour approfondir le concept de société civile, on peut se référer à l'article de Leonardo Avritzer, *Além da dicotomia Estado/Mercado*, 1993, qui revient sur ce concept développé par Habermas, Cohen et Arato.

La redéfinition de ce qui appartient au « domaine public », la fin de la privatisation de l'État et la prise de conscience sociale du secteur privé représentent des étapes qui firent partie de la lutte menée par le Forum national en faveur de la démocratisation de la communication pour la loi de la télévision par câbles. L'idée de « contrôle public », c'est-à-dire de l'ascendance du public sur le privé, se distingue du contrôle étatique, bureaucratique, administratif et restrictif, car elle fait notamment appel à la création de relations et d'institutions. Les institutions tournées vers le « contrôle public » constituent des espaces adéquats pour un pacte permanent, un « forum médiateur » qui établit des relations entre les organisations représentatives de la société⁷.

Les négociations pour le projet de loi de la télévision par câbles et pour la composition du Conseil de communication sociale ont révélé une étonnante maturité de la part des membres du Forum et des dirigeants d'entreprises, qui ont appris ensemble à maîtriser de manière innovante les réalités du marché et l'intérêt public. Des stratégies inédites et des discours de persuasion originaux ont été utilisés, soit pour affronter le monde de l'entreprise et l'État (par exemple dans la « guerre du câble »), soit pour négocier ou réaliser des alliances stratégiques (avec des dirigeants d'entreprises et la Telebrás⁸) dans l'objectif du contrôle public des communications au Brésil. Les acteurs en présence ont également reconnu l'importance d'agir sur les points de consensus⁹. Malheureusement à ce jour, le Conseil de communication sociale n'a toujours pas pu être constitué en raison des résistances des éléments conservateurs des pouvoirs législatif et exécutif.

La démocratisation de la communication audiovisuelle et l'essor des médias associatifs

7. Herz, 1992.

8. La Telebrás est la compagnie nationale de télécommunication brésilienne (NT).

9. Souza, 1996.

Au début des années quatre-vingt-dix, les nouvelles technologies (vidéo, radio, informatique) n'étaient accessibles qu'à une minorité de Brésiliens. Les mouvements de vidéos populaires, les radios libres et les réseaux de communication électronique qui existaient depuis le milieu des années quatre-vingt, se développèrent surtout dans le cadre de la création des réseaux appuyés par des ONG. Cependant, le Brésil a connu quelques cas exemplaires dans lesquels ces technologies furent utilisées en faveur de la citoyenneté.

Un des cas les plus retentissants d'utilisation citoyenne de ces nouvelles technologies de communication et notamment des antennes paraboliques et des magnétoscopes, mena à la démission du ministre Ricupero qui avait tenu des propos diffamatoires sur le peuple sans savoir qu'il était filmé. Alors que le ministre devait intervenir publiquement sur la chaîne de télévision Globo, il en vint à tenir en coulisses des propos méprisant le peuple, sans se rendre compte que pendant qu'il attendait le début du programme, les caméras de Globo fonctionnaient et les antennes paraboliques des foyers captaient ces images. Quelques citoyens brésiliens, propriétaires d'antennes paraboliques et de magnétoscopes, ayant enregistré ces images, les retransmirent à des chaînes de télévision concurrentes. Le ministre dut donner sa démission. Dans un même registre, le fait que n'importe quel citoyen puisse acheter très facilement une caméra vidéo et la simplicité d'emploi de cet équipement ont créé l'occasion pour les groupes et les organisations de la société civile d'enregistrer leurs histoires quotidiennes, leurs expériences et leurs revendications¹⁰.

Plus récemment a éclaté au Brésil le scandale des « *precatórios* » sur la chaîne du Sénat qui est le fruit de la lutte du mouvement pour la démocratisation de la communication. Le terme de « *precatórios* » désigne la falsification des titres publics des

10. Márcio Vieira de Souza, *Comunicação cidadã*, Ancapital, Florianópolis, 1997.

gouvernements des États et des municipalités. Ce scandale gagna une grande popularité chez les téléspectateurs brésiliens. Ces derniers assistaient en direct sur la chaîne du Sénat aux révélations des personnalités mêlées à la « mafia des titres », comme s'il s'agissait de la *novela* de vingt heures¹¹. La chaîne du Sénat, retransmise sur le réseau câblé, recevait plus de cent appels téléphoniques par jour de téléspectateurs donnant leur opinion et demandant des informations sur la Commission d'enquête parlementaire.

La loi de 1995 qui oblige les concessionnaires des réseaux câblés à mettre à la disposition de tous les abonnés six chaînes d'accès public et gratuit (à savoir trois chaînes législatives, la chaîne du Sénat, la chaîne de la Chambre des députés et la chaîne de la Justice; une chaîne éducative; une chaîne universitaire et une chaîne communautaire) représente une victoire du Forum national pour la démocratisation de la communication. Cette loi lançait une série de défis à tous ceux qui s'intéressaient à la démocratisation de la communication dans le pays, car il devenait essentiel d'occuper cet espace en raison du nombre croissant d'abonnés au réseau câblé. À ce jour, des chaînes associatives se sont implantées dans plus de dix capitales d'État, dont Porto Alegre (la pionnière), Rio de Janeiro, São Paulo, Brasília, Belo Horizonte, Curitiba et Florianópolis. Quarante autres villes brésiliennes possèdent en 2002 leur chaîne communautaire.

Dans un même état d'esprit, l'ONG *Diálogo Cultura e Comunicação* fut à l'origine du mouvement de création de la chaîne communautaire TV Floripa, qui regroupa une quarantaine d'organisations réunies au sein de l'« Association des organisations utilisatrices de la chaîne communautaire de Florianópolis ». Toute l'organisation, la communication et la diffusion du mouvement qui lutta en faveur de la création de la

11. La *novela* ou *telenovela* est un feuilleton télévisé brésilien qui se décline chapitre après chapitre pendant deux ou trois mois, voire plus. La *telenovela* est regardée quotidiennement par des millions de téléspectateurs, en particulier celle de vingt heures sur Globo (NT).

chaîne communautaire TV Floripa se firent par Internet. Outre les forums de discussions et la diffusion d'événements, Internet offrait également de nombreux sites qui possédaient des informations et des liens sur les chaînes associatives qui existaient déjà au Brésil. Cette chaîne commença ses retransmissions à titre expérimental le 17 décembre 1997, sur le canal 14 du réseau satellite de la Net (réseau commercial lié à Globo). Elle peut aujourd'hui être regardée potentiellement par 30 000 abonnés à Florianópolis, soit environ 200 000 personnes. De plus, elle est diffusée gratuitement dans près de soixante écoles publiques et privées de la capitale de l'État de Santa Catarina. Cette chaîne constitue donc un espace fondamental pour le dialogue communautaire, culturel et éducatif de la ville. La pérennisation de cet espace de citoyenneté et de démocratie exige la participation active d'ONG, d'associations de quartiers, de syndicats, de mouvements sociaux, culturels et écologiques, bref, de l'ensemble de la société civile.

Internet pour une nouvelle communication citoyenne ?

Le système capitaliste est l'expression la plus achevée de la pensée positiviste et matérialiste comme manière de structurer le réel en normes et paradigmes, qui privilégient l'économique et organisent la société en classes dans laquelle règne la pensée matérialiste. La connaissance ne peut cependant pas se résumer exclusivement au rationnel, ce qui entraîne l'exigence de comprendre puis de rendre compte de toutes les dimensions de la réalité¹². Le système capitaliste, qui repose sur la concurrence, crée pourtant des espaces qui peuvent être mis à profit pour la démocratisation de la communication. En effet, l'apparition et la baisse des coûts des nouvelles technologies, la multiplication des chaînes de retransmission et des équipements, facilitent de

12. José Manuel Moran, "Interferências dos meios de comunicação no nosso conhecimento", in *Revista brasileira de comunicação*, Intercom, São Paulo, 1994.

plus en plus la production et la diffusion d'un programme. Les moyens de communication développent des formes évoluées de communication sensorielle et multidimensionnelle qui intègrent des langages, des rythmes et des chemins différents d'accès à la connaissance¹³. Ces transformations, on ne peut le nier, peuvent contribuer à l'enrichissement de la diversité culturelle, idéologique et éducative des populations et créer un espace favorable au développement de la créativité humaine.

De même, l'apparition d'Internet et des technologies liées au multimédia stimule l'interactivité et la créativité humaine. Les nouvelles technologies de communication peuvent être propices à la création de nombreuses alternatives, de nombreux projets et de programmes virtuels trouvant leur utilité dans la vie réelle et quotidienne de notre futur proche, comme par exemple les divers projets d'universités virtuelles développés de par le monde. Ces projets utilisent les nouvelles technologies de transmission de l'information par vidéoconférences, téléconférences et cours vidéo. Elles permettent de relier par exemple les universités aux entreprises pour des sessions de formation, comme dans le cas du programme d'enseignement à distance développé par le cours d'ingénierie de production de l'université fédérale de Santa Catarina¹⁴. D'autres programmes d'enseignement à distance utilisent couramment Internet comme moyen de transmission des cours et des débats entre professeurs et étudiants¹⁵.

Reste que le défi est de savoir comment l'humanité pourra utiliser les caractéristiques de l'ère digitale pour construire un monde écologiquement durable, économiquement viable et socialement juste. Negroponte écrit à ce propos : « Comme nous marchons en direction de ce monde digital, toute une partie de la population se sentira, ou sera de fait, privée de ses droits. [...] »

13. *Ibid.*, p. 34.

14. Ricardo Barcia et Dulce Cruz, *Universidade virtual: a experiência da UFSC*, Mimeo, Florianópolis, 1997.

15. Lire à ce propos, sur l'université virtuelle du Bellevue Community College, Myra Gormley, *Virtual universities offer genealogy and surfing classes*, 1997.

Les bits ne sont pas comestibles et ne sont donc pas capables de mettre un terme à la faim. Les ordinateurs sont amoraux, ils ne peuvent pas résoudre des questions complexes comme le droit à la vie et à la mort. Pourtant, la vie digitale porte en elle de nombreux motifs de satisfaction. Ainsi, comme la force de la nature, l'ère digitale ne peut être ni bafouée ni retenue prisonnière. Elle dispose de quatre caractéristiques essentielles qui détermineront son succès final : la décentralisation, la mondialisation, l'harmonisation et l'évaluation¹⁶. » S'agissant d'Internet, il suffit donc de vouloir et d'utiliser notre créativité en faveur de la citoyenneté.

Márcio Vieira de Souza

A été formé en communication sociale et journalisme à l'Unisinos, université du Rio Grande do Sul, avec une spécialisation en « éducation populaire » et en « éducation et mouvements sociaux » à l'Université fédérale du Santa Catarina. Il a fait dans le cadre de cette même université une maîtrise en sociologie politique et un doctorat en Ingénierie de production dans le domaine de la communication. Actuellement professeur de l'université du Vale d'Itajaí dans l'État du Santa Catarina, il collabore également à l'université fédérale du Santa Catarina et à l'Unip/les-Sc. Il est un des créateurs et animateurs de l'ONG Diálogo – Cultura e Comunicação, fondée en 1993, et auteur de plusieurs ouvrages sur la communication et la gestion des connaissances.

16. Nicholas Negroponte, *A vida digital*, Companhia das Letras, São Paulo, 1995.

Construction et réappropriation des savoirs : des communautés virtuelles à la mobilisation sociale sur les enjeux de la naissance en Inde et en France

Bernard Bel

Les savoirs dans le domaine de la naissance et de la petite enfance sont étroitement contrôlés par le corps médical qui impose un certain nombre de pratiques contestables sinon dommageables. À côté, des savoirs ancestraux persistent, des pratiques « alternatives » tentent d'émerger, et l'Internet permet un développement des discours et des lieux d'expression des parents et des sages-femmes refusant le modèle dominant. S'inspirant de Paolo Freire, Bernard Bel montre comment la confrontation de ces savoirs qui s'ignorent permet seule leur nécessaire réappropriation par les parents du monde entier.

Dans les sociétés modernes, les chemins de la naissance et de la petite enfance se réduisent de plus en plus à une voie unique balisée par de nombreuses « prises en charge » qui déresponsabilisent les parents devenus tributaires du savoir des profession-

17. Madeleine Akrich, « Les femmes emprisonnées ou libérées par les techniques », Colloque *Accouchement, quelle place pour les femmes ?*, *Les Dossiers de l'obstétrique*, n° 317, 2003.

nels¹⁷. En France, le public assiste avec une certaine résignation au démantèlement des petites unités obstétricales au profit des « usines à bébés ». Cette politique de rentabilisation économique s'appuie sur un discours prétendument sécuritaire reposant sur une confusion du risque médical avec le risque médico-légal. Pourtant, avec des statistiques périnatales parmi les plus mauvaises d'Europe, la France est victime du syndrome de « mal-naissance »... Malgré l'abondance de données scientifiques favorables à l'accouchement à domicile pour les grossesses à faible risque¹⁸, les parents qui font ce choix (comme la loi les y autorise), ou ceux qui militent pour l'ouverture de maisons de naissance, sont taxés de passéisme, quand ce n'est pas de « sectarisme »¹⁹. En Inde rurale, l'énorme déclin de la mortalité infantile depuis l'Indépendance, s'est produit pour ainsi dire sans hospitalisation de la naissance²⁰. Aussi, des groupes de citoyens, parents, professionnels et associations travaillent-ils, dans le cadre de « coopératives de savoirs » non hiérarchisées, à la reconstruction d'une « culture de la naissance » et à se donner

18. Henci Goer, *L'accouchement à domicile – mythes et réalités*, 1995. <http://naissance.ws/docs/homebirth-fr.htm>, traduction de “Home birth”, in H. Goer, *Obstetrical myths versus research realities – A guide to the medical literature*, Bergin et Garvey, Westport, 1995. Voir aussi Marjorie Tew, *Safer Childbirth? A Critical History of Maternity Care*, Free Association Books, Londres, 1998.

19. La loi anglaise interdit à un médecin d'utiliser l'argument fallacieux de la sécurité pour dissuader une femme d'accoucher à domicile. Autrefois marginalisé à 1 % des naissances, l'accouchement à domicile a doublé pour atteindre aujourd'hui 20 % (taux comparable à la moyenne des Pays-Bas) dans une ville comme Torbay (SW). Source : Françoise Bardes, “Changing birth”, *Les Dossiers de l'obstétrique*, novembre 2000. Document en ligne en français : <http://naissance.ws/docs/changer-naissance.htm>.

20. Pauline Kolenda, “Fewer Deaths, Fewer Births”, *Manushi*, mars-avril 1998. En 1994, la mortalité périnatale des femmes indiennes était entre 3 et 5 pour mille contre 0,05 à 0,25 pour mille dans les pays industrialisés (Bajpai, Vd. Smita ; Sadgopal, Dr. Mira (ed.), *Her Healing Heritage*, Centre for Health Education Training and Nutrition Awareness, Ahmedabad, 1996.) Selon l'Unicef, la mortalité infantile avant l'âge d'un an était en 1995 de 8,1 %, soit quatre fois plus élevée que la moyenne mondiale. Ces chiffres ne nous renseignent pas directement sur la mortalité infantile périnatale.

les moyens d'exercer leur liberté de choix en faisant valoir leurs droits dans le contexte médico-légal d'aujourd'hui. Cette contribution explore quelques points d'articulation entre le travail de « proximité » des associations et celui des « communautés virtuelles » de l'Internet.

Systèmes de relations sociales autour de la naissance en France et en Inde

Pour agir efficacement, il est nécessaire de bien comprendre la topologie du terrain. Les associations qui œuvrent en faveur d'une amélioration des conditions de la naissance recrutent des personnes investies aussi bien dans ce qu'on appelle la société primaire (celle qui s'intéresse aux personnes, à la relation interpersonnelle, au domaine privé et au symbolisme) que dans la société seconde (celle qui s'intéresse au domaine public, aux fonctions sociales et aux lois)²¹. Trois situations illustrent cette analyse :

– De nombreuses associations ont vu le jour en France dans les années soixante-dix/quatre-vingt pour soutenir l'action de sages-femmes accompagnant des naissances à domicile. Il s'agissait d'abord pour les nouveaux adhérents d'entrer en contact avec une sage-femme et d'établir une relation de confiance mutuelle. Les parents bénéficiaient aussi d'un système d'entraide contribuant à la construction d'un « tissu social » comparable à celui qui existe là où la naissance d'un enfant est encore vécue comme un événement domestique à part entière. Tout cela relève de la socialité primaire. En même temps, ces associations portaient des revendications relevant de la « socialité seconde » : reconnaissance du travail des sages-femmes, rémunération plus équitable (comparativement au coût démesuré d'un accouchement en structure), meilleures conditions de travail... Dans

21. Terminologie empruntée à : Alain Caillet, « La société civile qui vient », in J.-L. Laville et al., (eds.) *Association, démocratie et société civile*, La Découverte/MAUSS/CRIDA, Paris, 2001.

de nombreux cas, les parents investis pendant la gestation de leur enfant faisaient preuve d'une relative ingratitude après l'accouchement. L'énergie mobilisatrice fonctionnait donc, pour les parents, sur le mode sporadique de la primarité alors que celle des sages-femmes et du noyau militant permanent de l'association fonctionnait sur le mode de la secondarité.

– Le nombre d'accompagnants des naissances à domicile a diminué drastiquement en France (seulement une trentaine en 2002). Sages-femmes et médecins ne sont plus les uniques interlocuteurs des futurs parents car les sources d'information se sont diversifiées grâce à l'Internet. D'autres formes d'associations hybrides de soutien à la naissance et au parentage ont donc vu le jour²². Elles cherchent à mettre en place des réseaux de parents « conscients et responsables », mais dans une perspective primaire souvent plus vaste que celle de l'enfantement, car elle englobe des questions d'éducation, de santé et de mode de vie. Les associations sont aussi confrontées à des situations qui relèvent de la socialité seconde : par exemple, les problèmes rencontrés par des parents confrontés à une équipe obstétricale qui rejette leur projet de naissance, ou après une intervention médicale subie sans information préalable, ou encore face au refus, par un officier d'état civil, d'une déclaration de naissance sans certificat médical...²³ Les associations parentales sont le plus souvent impuissantes à faire face à de telles situations, par manque de compétence médicale, technique et juridique²⁴.

22. <http://naissance.ws/contacts.htm>

23. Article 56-1 du Code civil : « La naissance de l'enfant sera déclarée par le père ou, à défaut du père, par les docteurs en médecine ou en chirurgie, sages-femmes, officiers de santé ou autres personnes qui auront assisté à l'accouchement ; et, lorsque la mère sera accouchée hors de son domicile, par la personne chez qui elle sera accouchée ». L'exigence d'un certificat médical est donc une pratique abusive (Cf. Gamelin-Lavois & Herzog-Evans, *infra*, 2003).

24. Sophie Gamelin-Lavois et Martine Herzog-Evans, *Les droits des mères (1) : La grossesse et l'accouchement ; Les droits des mères (2) : Les premiers mois*, L'Harmattan, Paris, 2003.

Voir <http://perinatalite.chez.tiscali.fr/livre-droit/presentation.htm>.

25. Tulsi Patel, "Popular culture and childbirth, perceptions and practices in

– En Inde rurale, le tissu social est intact et les naissances s'intègrent dans une « culture populaire²⁵ » qui ne justifie pas la création de réseaux parentaux. Toutefois, les sages-femmes traditionnelles sont de plus en plus confrontées au discours séculaire des autorités médicales, quand elles ne sont pas réduites au rôle de rabatteuses vers les centres de santé. Si elles continuent à bénéficier de l'estime populaire, à titre individuel (perspective primaire), ces sages-femmes ont beaucoup de difficultés à faire reconnaître leur statut social, leurs compétences et leurs besoins (perspective seconde).

Une mobilisation sociale à grande échelle pourrait éviter certaines relations de pouvoir, comme la mainmise des médecins sur la pratique des sages-femmes. Ces initiatives se heurtent à la difficulté d'agréger les intérêts catégoriels (les projets de maisons de naissance occultent souvent la liberté de pratique de l'accouchement à domicile²⁶). Par ailleurs, les relations de pouvoir, au sein d'une équipe obstétricale, ne se réduisent pas à des luttes corporatistes au sein de la hiérarchie (des sages-femmes, d'autres professionnels non-médecins, parfois aussi les conjoints ou l'entourage des parturientes, jouent un rôle dans les situations de violence obstétricale²⁷). Or, une large mobilisation n'est possible que si elle s'appuie sur une plate-forme consensuelle²⁸.

Les enjeux de l'information pour le travail militant

Des tentatives ont vu le jour pour instaurer une synergie entre les divers groupes de soutien à une naissance libre et respon-

rural Rajasthan", in B. Bel, J. Brouwer, B. Das, V. Parthasarathi, G. Poitevin, (eds.), *Communication Processes*, 2, (à paraître). Voir aussi Janet Chawla, *Child-bearing and Culture*, Indian Social Institute, New Delhi, 1994.

26. <http://naissance.ws/liste/maisons-naissance.htm>

27. Hélène Vadebonceur, « Les gestes obstétricaux violents », Colloque *Accouchement, quelle place pour les femmes ?* Naissance et Citoyenneté, Paris, 7 décembre 2002, *Les Dossiers de l'obstétrique*, 2003.

28. <http://naissance.ws/etats-gen/plateforme.pdf>

29. <http://www.fraternet.org/naissanceetlibertes>

30. <http://www.birthcenter-europe.net>

sable : une fédération française²⁹ regroupe quelques associations parentales ; un réseau européen³⁰ a travaillé sur les maisons de naissance... Ces institutions gérées par des sages-femmes libérales auraient pour vocation première de leur fournir des conditions de travail et un cadre médico-légal mieux adaptés aux demandes croissantes d'accompagnements de naissances en dehors des unités de soins obstétricaux³¹. Il est donc dans leur intérêt de convaincre les familles que la maison de naissance est une alternative sécuritaire à l'accouchement à domicile, ce qu'aucune statistique n'est en mesure de confirmer³². Au Kerala, en 2001, des centaines de sages-femmes traditionnelles ont défilé dans les rues, avec l'appui d'une ONG locale, pour demander à pratiquer dans les hôpitaux, au nom de la « sécurité » qu'est supposée assurer la technologie, mais aussi pour bénéficier d'un emploi stable et correctement rémunéré, démarche comparable à celle des promoteurs de maisons de naissance en France.

Sans courant d'opinion fortement majoritaire, est-il légitime d'espérer une évolution des pratiques dans une société démocratique ? Les associations de consommateurs sont un exemple de contre-pouvoir capable de faire évoluer les pratiques sans s'appuyer au préalable sur une évolution radicale des mentalités. La grande saga de la « malbouffe », qui s'est prolongée par la remise en question du schéma de l'agriculture productiviste, et au-delà, par la revendication d'un droit de regard « citoyen » sur

31. <http://www.maisondenaissance.info>

32. L'étude de Wiegiers et al. montre qu'à risque obstétrical comparable les niveaux de sécurité de l'accouchement à domicile et en « centre de naissance » sont identiques, alors que l'accouchement en structure aboutit à de nombreuses interventions inutiles. A. Wiegiers, MJNC Keirse, J. van der Zee, GAH Berghs, <http://www.bmj.com/cgi/content/full/313/7068/1309>, 1996. Voir aussi Raymond G. DeVries, Rebeca Barroso, "Midwives among the machines: Recreating midwifery in the late 20th Century", in H. Marland & AM. Rafferty (eds.), *Midwives, Society and Childbirth: debates and controversies in the modern period*, Routledge, London, 1997. <http://www.stolaf.edu/people/devries/docs/midwifery.html>.

les rouages de l'économie mondiale, a commencé suite aux scandales de la « vache folle » et du « poulet aux dioxines ».

Dans notre domaine, l'indignation se manifeste ponctuellement dans des situations qui atteignent la dignité, et parfois l'intégrité physique, des femmes soumises aux protocoles médicaux. En France, une partie importante des contentieux soumis à l'Association des victimes d'accidents médicaux (AVIAM) concerne l'obstétrique: c'est là que se situent l'énergie et le terrain de l'action...

Il faut agir vite, en disposant d'un maximum de ressources documentaires, scientifique et juridique. Soutenir les usagers « sans états d'âme », sachant que le soutien moral pourra être assuré par les groupes qui se consacrent à la reconstruction du tissu social. Depuis 1960, au Royaume-Uni, l'Association for Improvements in the Maternity Services (AIMS), se bat sur ce terrain. Des actions d'envergure ont suscité la création d'une commission parlementaire dont les travaux ont débouché sur une évolution appréciable des pratiques. L'AIMS n'a jamais compté plus d'un millier de membres. L'Alliance francophone pour l'accouchement respecté (AFAR) a pour vocation de travailler sur les mêmes bases que l'AIMS, en misant encore plus sur les technologies de l'information.

Les limites de la communication moderne dans la construction d'un savoir autonome

Ce serait faire preuve de naïveté que d'espérer une évolution profonde des mentalités par le seul artifice des outils de communication modernes. Ils prétendent mettre leurs utilisateurs en prise directe avec la réalité. Mais cette réalité, à l'état brut, est celle d'un monde reconstruit sur les écrans: un monde « totalitaire » puisqu'il s'expose sans aucun outil qui permette de prendre distance et, au besoin, corriger sa perspective³³. Il paraît

33. Lucien Sfez, *Critique de la communication*, Seuil, Paris, 1992.

34. Armand Mattelart, *Le Monde diplomatique*, août 2003.

important d'observer comment les « laissés-pour-compte du cyberspace »³⁴ mettent en jeu leurs propres techniques de communication pour faire face aux changements économiques, culturels et sociaux.

Dans les campagnes du Maharashtra, les sages-femmes traditionnelles (*suin*), majoritairement bénévoles, ont pris conscience de la nécessité de se rencontrer, de partager leur vécu et d'exprimer ensemble le besoin de reconnaissance explicite de leur rôle auprès des femmes enceintes³⁵. Bien que la médicalisation des accouchements soit encore très marginale dans la plupart des villages, une vision médicale s'est imposée avec le recul de l'analphabétisme. Par exemple, les jeunes femmes estiment que la position en décubitus dorsal, imposée dans les maternités, garantit confort et sécurité, alors que les études scientifiques prouvent que la liberté de déambulation et les positions verticales qu'elles adoptent spontanément sont bien plus favorables à la physiologie de l'accouchement³⁶. Leur situation est comparable à celle des femmes occidentales qui se rendent à la maternité sans aucune connaissance des protocoles qui peuvent leur être imposés – parmi lesquels une position de travail susceptible de ralentir la progression et de provoquer une détresse fœtale³⁷.

L'information brute fournie par un médecin, une sage-femme, un magazine pour parents, un forum électronique..., a donc besoin d'être examinée de manière critique et confrontée aux études scientifiques. « Il s'agit de [transformer] l'information en

35. Hema Rairkar, "Midwives on the move in Maharashtra", in B. Bel, J. Brouwer, B. Das, V. Parthasarathi, G. Poitevin (eds.), *Communication Processes*, (à paraître).

36. Andréine Bel, *Three viewpoints on the praxis and concepts of midwifery: Indian dais, cosmopolitan obstetrics and Japanese seitai*, 1998. <http://www.bioethics.ws/dais/daicomp.htm>.

37. Claude Didierjean-Jouveau, *Pour une naissance à visage humain*, Jouvence, St-Julien-en-Genevois, 2000.

38. Valérie Peugeot, « Angélisme et diabolisation, la fin du simplisme : les opportunités, risques, ambivalences des TIC », in V. Peugeot (éd.), *Réseaux humains, réseaux électroniques : de nouveaux espaces pour la communication électronique*, Éditions Charles Léopold Mayer, Paris, 2001.

connaissance, et donc en pouvoir, dans une société où la connaissance devient la première source de richesse et le vecteur de nouvelles hiérarchies³⁸. »

Il est très difficile de promouvoir un discours sur la grossesse et l'accouchement qui ne repose pas exclusivement sur un savoir-faire médical orienté vers la détection, l'anticipation et le traitement des pathologies³⁹. Relativiser ce discours pathologisant, en mettant l'accent sur les notions de libre choix et de consentement éclairé, permet d'éviter les complications dues au non-respect de la physiologie. Il reste que la rédaction d'un projet d'accouchement (une pratique encouragée par le corps médical au Royaume-Uni) est souvent perçue comme un *casus belli* à l'encontre de l'équipe obstétricale.

La médecine obstétricale (qui constitue l'essentiel du bagage théorique de la sage-femme moderne) est certes habilitée à intervenir dans les situations de complications: présentation dystocique, arrêt de la progression, souffrance fœtale. Mais le grand public ignore qu'un grand nombre d'interventions de routine supposées anticiper ou éviter ces situations ont été reconnues inefficaces ou contre-productives⁴⁰.

Le changement de perspective auquel nous avons fait allusion consiste à reconnaître que le savoir en matière d'accouchement est avant tout celui qui s'est inscrit dans les gènes des femmes au cours de millénaires d'évolution. À la pensée unique médicale, ce savoir autonome substitue une articulation intelligente des

39. Avec des conséquences négatives mesurables. Voir par exemple : Michel Odent, « L'effet "nocebo" des consultations prénatales », *Naître et Grandir*, juin-juillet-août 2001. <http://perinatalite.chez.tiscali.fr/odent-nocebo.htm>.

40. Henci Goer, *The Thinking Woman's Guide to a Better Birth*, Berkley, New-York, 1999. Ainsi, par exemple, l'épisiotomie provoque des déchirures du 2^e et 3^e degré, qu'elle était supposée prévenir, une perte sanguine comparable à celle d'une césarienne, et une cicatrice douloureuse avec parfois de graves conséquences sur la vie sexuelle du couple. Or, 51 % des femmes, en France, subissent cet acte chirurgical mutilatoire (6 % en Suède, 0 % pour celles qui accouchent à domicile avec une liberté de mouvement et sans ocytocine).

41. Ivan Illich, « Un facteur pathogène prédominant : l'obsession de la santé parfaite », *Le Monde Diplomatique*, mars 1999.

différents « niveaux de réalité » irréductibles des acteurs d'un même événement⁴¹ : la réalité du vécu des parents dans une naissance, celle qui est perçue par les accompagnateurs professionnels, enfin l'éclairage des études scientifiques⁴². Il y a là un principe radicalement révolutionnaire de validation des savoirs⁴³.

Modes de communications producteurs de communautés de savoirs

La prise de conscience de la valeur du savoir indigène, et du danger de son éradication face aux pressions médiatiques et institutionnelles, a incité les sages-femmes et les acteurs sociaux de leurs communautés à développer leurs propres outils de communication. Bien qu'ils ne s'appuient sur aucun support technologique, ces outils ressemblent à ceux qui permettent, dans un tout autre contexte, de « donner corps » aux « communautés virtuelles » de l'Internet. Ainsi des ateliers d'auto-apprentissage, forums de libre parole, chants populaires et autres formes de communication sociale répondent à un besoin collectif d'intégrer des éléments psychologiques et symboliques : valeurs, émotions, langage, mentalités, représentations⁴⁴.

Nous allons maintenant résumer les étapes de la formation d'une communauté virtuelle et de son « incarnation » dans la réalité sociale, depuis l'usage individuel du courrier électronique jusqu'aux démarches collectives au service d'un changement sociétal.

La technique de routage du courrier électronique autorise l'implication minimale des auteurs de messages, dont l'identité peut être masquée ou falsifiée. Ce désinvestissement est souvent décrié comme symptomatique d'un refus individuel d'assumer la

42. <http://users.swing.be/carrefour.naissance/Articles/refl/TextDebat14mars2002.htm>

43. <http://naissance.ws/docs/inde/naissance-inde-fr.htm>

44. De nombreux chants de sages-femmes sont traduits et commentés dans Rairkar (à paraître), *supra*.

responsabilité des écrits. C'est également une manière de protéger sa vie privée, fortement menacée par la capacité de réplique, de diffusion et de récupération des informations circulant sur les réseaux électroniques. Les internautes avisés se protègent en ne livrant qu'un minimum de signes distinctifs.

Une relation affective peut s'établir sur la base d'informations par défaut (les préjugés sociaux et culturels) et d'inférences logiques à partir d'indices très vagues⁴⁵. De nombreux sujets timides ou introvertis trompent ainsi leur solitude en développant des amitiés virtuelles avec des inconnus. Il n'est pas exclu que ces échanges enferment un peu plus les auteurs dans leur isolement. C'est pourquoi les informaticiens ont imaginé des techniques permettant le respect de l'anonymat, sur des forums électroniques ou des listes de discussion, sans que les auteurs puissent pour autant se soustraire à leur responsabilité légale⁴⁶. Cette responsabilité s'étend (en France) aux modérateurs de listes, qui doivent respecter les lois de la presse écrite, étant assimilés à des directeurs de publication. Les questions d'anonymat et de responsabilité légale déterminent la forme que prennent les échanges sur les listes de discussion et les forums⁴⁷. Nous distinguons trois types de listes : privées, semi-privées, et publiques.

Pour nous, une liste privée est formée d'individus recrutés par cooptation. Chaque nouvel arrivant est parrainé par un membre de la liste qui se porte garant du respect de la charte de bonne conduite (caractère confidentiel des informations échangées...). Nous avons participé à la création de deux listes privées dont une pour des sages-femmes, des médecins et quelques parents.

45. Bernard Bel, "Electronic mail, personal and social communication – two case studies, part 1: Paul@nowhere", in B. Bel, J. Brouwer, B. Das, V. Parthasarathi, G. Poitevin (eds.), *Communication Processes*, (à paraître).

46. L'hébergeur d'une liste de discussion oblige l'abonné à fournir un certain nombre de données personnelles en échange du droit d'utiliser un « pseudo » et un mot de passe personnels qui lui permettent ensuite de communiquer, s'il le souhaite, de manière anonyme.

47. Un forum est comparable à une liste dont les messages ne sont pas expédiés aux abonnés, mais consultés en archive.

48. <http://fr.groups.yahoo.com/group/liste-naissance>

Une liste semi-privée comme *Naissance*⁴⁸ fait l'objet d'un appel à participation publique. Nous demandons aux nouveaux participants de se présenter nominativement en exprimant ce qu'ils attendent de leur participation à la liste. La présentation est diffusée sur la liste, chaque membre ayant un droit de veto sur l'acceptation du postulant. Elle est ensuite mise en ligne dans une base de données accessible aux seuls membres de la liste. Il est indispensable que les présentations soient nominatives.

La liste publique *Re-Co-Naissances*⁴⁹ a vu le jour en réponse aux besoins de rendre publics les fils de discussion de la liste *Naissance* qui concernent des stratégies de mobilisation sociale. La liste *Maisons de Naissance*⁵⁰ propose un débat public sur les projets de maisons de naissance dans les pays francophones.

Les archives des listes privées et semi-publiques sont accessibles aux seuls membres de la liste. Ce n'est pas le cas des listes publiques. Ces listes sont équivalentes à des forums de discussion sur des thèmes d'intérêt général, chaque message pouvant devenir une page de référence, citée par d'autres pages web. L'adhésion à une liste publique se fait de manière anonyme et sans aucune restriction. En revanche, les participants doivent signer nominativement leurs messages (précisions sur leur statut familial ou professionnel), afin que tout message référencé ait une signification hors du contexte du fil de discussion.

Sur aucun type de liste nous n'avons fait le choix de modérer la circulation des messages, sachant que tout manquement au code de bonne conduite exposerait l'auteur des messages à une exclusion⁵¹.

De la communauté virtuelle et l'auto-apprentissage à la mobilisation sociale

49. <http://fr.groups.yahoo.com/group/Re-Co-Naissances>

50. <http://fr.groups.yahoo.com/group/maisondenaissance>

51. Des auteurs pris en défaut à la suite de leur adhésion sous une fausse identité ont quitté spontanément la liste.

Le groupe fondateur de la liste *Naissance*, en avril 1999, échangeait des idées autour du thème de la « malnaissance ». Au printemps 2002, la liste comptait 118 abonnés. En 2004, elle s'est stabilisée à 200 abonnés, avec un trafic de 30 messages quotidiens répartis sur environ cinq fils de discussion simultanés.

Le « corps » de la liste *Naissance* s'est constitué dans les rencontres entre adhérents de la liste, après une première entrevue en octobre 2000. En août 2001, un groupe de 60 adultes et enfants est réuni à Forcalquier, sans aucun agenda préalable⁵². Les participants se sont assis en cercle pour une première expérience de « forum de libre parole », se présentant et dressant la liste des sujets qu'ils souhaitaient débattre. Il n'y pas besoin de modérateur pour faire circuler la parole, chacun se plaçant dans une attitude d'écoute empathique et non-jugeante. Inspiré par les expériences d'auto-éducation de Paolo Freire, ce mode d'échange est à la fois celui de la liste *Naissance* et celui que nous avons pu observer dans les « ateliers d'auto-apprentissage » (self-learning workshops) des animateurs sociaux au Maharashtra.

Pour Paolo Freire, notre connaissance se limite à la capacité de « problématiser » la réalité naturelle, culturelle et historique dans laquelle nous sommes plongés. La problématisation est l'antithèse d'une approche fondée sur la « résolution de problèmes ». Pour résoudre un problème, un expert prend une certaine distance avec la réalité, en analyse ses différents constituants, invente des moyens de résoudre les difficultés de la manière la plus efficace possible, et finalement décrète une ligne de conduite. Cette manière de procéder distord la réalité de l'expérience humaine en la réduisant aux seules dimensions qui se prêtent à un traitement comme de simples problèmes à résoudre. Alors que problématiser, selon Freire, revient à laisser le soin aux acteurs de codifier la réalité dans son ensemble, au moyen de symboles qui leur permettent ensuite d'exercer une

52. D'autres rencontres ont suivi : <http://naissance.ws/rencontres>.

53. Paolo Freire, *Education for Critical Consciousness*, Continuum, New York (1^{re} édition 1973), 2002. Voir aussi Denis Von der Weid et Guy Poitevin,

conscience critique et de devenir des agents de transformation de leur réalité sociale. Devenir des sujets, plutôt que des objets, de leur propre histoire⁵³.

Les travaux de la liste *Naissance* se sont orientés rapidement vers la construction d'un portail Internet au service du grand public et de toutes les associations, selon une approche « citoyenne » : libre, informée, et responsable⁵⁴. La question de la création d'une association s'est posée concrètement lorsqu'un collectif de 37 associations a présenté sa plate-forme de propositions aux États généraux de la naissance⁵⁵. Le succès de cette entreprise a été l'indicateur d'une mobilisation sociale plus forte autour des revendications pour une naissance « à visage humain ».

Naissait alors l'Alliance francophone pour l'accouchement respecté (AFAR)⁵⁶ qui se fixait pour tâche d'organiser chaque année une campagne de sensibilisation sur un thème précis, dans le cadre de la Semaine mondiale de l'accouchement respecté (SMAR).

L'émergence d'une démocratie active productrice d'une culture de la naissance

La discussion du projet d'association commune a suscité une réflexion sur la notion de « citoyenneté ». Le terme anglais « démocratie active » (active democracy) nous semble mieux refléter le concept original de « citoyenneté », car il exprime l'idée d'un « pouvoir citoyen » non hiérarchisé, auto-organisé, en contraste avec la démocratie « formelle » du système politique, à laquelle il convient d'ajouter la démocratie « passive » du marché – le pouvoir des consommateurs. Le discours néolibéral impose l'idée qu'un état d'équilibre pourrait être atteint en

Inde : les parias de l'espoir, L'Harmattan, Paris, 1978. Et le site du Centre for Cooperative Research in Social Science : <http://www.ccrss.ws>

54. <http://naissance.ws>

55. Le 6 juin 2003. <http://naissance.ws/etats-gen>

56. <http://www.afar.info>

opposant au pouvoir des institutions les contre-pouvoirs des consommateurs et associations d'usagers. Le concept de « démocratie active » est nettement distinct de celui de démocratie « participative », nouvelle tarte à la crème des programmes électoraux... en fait, un produit dérivé de la « recherche-action participative » (Participatory Action Research, PAR) vieux de trois décennies en Asie du Sud-Est : « La mise en œuvre et la méthodologie de la PAR libèrent l'énergie créatrice des gens, instaurent un système d'acquisition de connaissances, et mettent en action une dynamique politique cohérente, d'un point de vue écologique, dans chaque culture, ce qui peut amener à un nouveau type de chemin transitoire vers le développement durable. On peut aussi y voir un signe précurseur d'une nouvelle structure étatique qui serait participative, pluraliste, vraiment démocratique, et favorable aux "graines" émergentes du niveau "micro". [...Ces processus] ne suivent pas les principes de formation conventionnelle des États socialistes ou capitalistes, ni les traditions des institutions de la démocratie parlementaire "représentative" ou de la bureaucratie. [...] La PAR a pour objectifs un meilleur partage du pouvoir, un meilleur équilibre entre l'État et les organisations de la base, ainsi que, bien entendu, entre les hommes et la nature⁵⁷. »

Dans le mouvement de la naissance en Europe, une stratégie participative typique est l'émergence de groupes de parents s'associant aux actions proposées par les professionnels, comme par exemple le soutien inconditionnel aux projets de maisons de naissance gérées exclusivement par des sages-femmes, ou encore la résistance à la fermeture des petites maternités. À l'opposé, le concept de démocratie active implique une méthodologie de « recherche-action coopérative » à la fois auto-éducative et productrice d'une « culture »⁵⁸. C'est un processus dynamique

57. Poona Wignaraja, Susil Sirivardana (eds.), *Readings on Pro-Poor Planning Through Social Mobilisation in South Asia. Vol. I: The Strategic Option for Poverty Eradication*, Vikas, New Delhi, 1998.

58. <http://ccrsw.ws/subaltern.htm>

de conscientisation et d'acquisition de pouvoir, processus « chaotique » (bien que constructif), alors que la démocratie participative ne fait qu'ordonner une meilleure répartition et délégation des pouvoirs.

« L'intégration résulte de la capacité de s'adapter à la réalité plus la capacité critique de faire des choix et de transformer cette réalité⁵⁹. ». La production d'une « culture de la naissance » ne peut pas se dissocier de celle d'un « tissu social de la naissance » dans lequel sont imbriqués tous les niveaux de réalité de ses acteurs.

Bernard Bel

Né en 1949, Bernard Bel travaille comme ingénieur de recherche au Laboratoire Parole et Langage (CNRS). Jusqu'en 1994, il s'intéressait principalement à la conception d'outils de recherche en musicologie et en composition assistée par ordinateur, ainsi qu'aux études transculturelles sur les arts du spectacle. Mis à disposition du Centre de Sciences Humaines de New Delhi, de 1994 à 1998, il a coordonné le programme de recherche « Culture, Communication et Pouvoir ». À la fin de ce séjour, il a secondé son épouse Andréine dans une enquête sur les pratiques des sages-femmes traditionnelles de l'Inde rurale. De retour en Europe, il s'est engagé dans la promotion d'une approche « citoyenne » de la périnatalité. Il est actuellement secrétaire de l'Alliance Française pour l'Accouchement Respecté (www.afar.info) et responsable du portail Naissance (www.naissance.ws).

59. Paolo Freire, *op.cit.*, 2002.

Vivafavela.com.br : une expérience brésilienne d'accès au numérique dans la lutte contre la pauvreté⁶⁰

Bernardo Sorj

La fracture numérique n'est pas forcément une fatalité. Au Brésil, l'introduction de l'usage d'Internet au cœur des favelas montre que techniquement, et même financièrement, les pauvres peuvent avoir accès aux technologies les plus sophistiquées. Reste à savoir pour quel usage social...

Dans la majorité des grandes villes brésieliennes, 20% de la population environ vit dans des conditions précaires. L'essentiel de cette population s'agglutine dans de grands ensembles « résidentiels », qui, en particulier à Rio de Janeiro, reçoivent le nom de *favelas*. Bien que les favelas soient assez différentes entre elles, leur principale caractéristique commune tient à leur origine – l'invasion de l'espace urbain – et au fait qu'elles se développent dans une large mesure en tournant le dos à l'État. Ceci s'exprime tant au niveau légal (ni le système de propriété, ni celui de la construction ne suivent le modèle établi par le droit positif et l'administration) qu'au niveau de l'accès limité aux services urbains et publics (eau courante, égout, propreté urbaine, électricité, services de santé, police, justice, lignes téléphoniques et

60. Article reproduit et adapté avec l'aimable autorisation des *Cahiers du numérique*, Éditions Hermes-Lavoisier, volume 2, n° 3, 2001.

câble). Tous ces phénomènes ont été aggravés et accentués dans les deux dernières décennies par l'installation de bandes de trafiquants de drogues dans nombre de favelas.

Bien qu'il existe d'importantes différences sociales *inter-favelas* et *intra-favelas*, elles concentrent la population la plus pauvre des grandes villes, avec un grand nombre d'immigrants venant de régions rurales et présentant des niveaux de scolarisation très faibles. La favela illustre de manière exemplaire le processus de double stratification sociale qui caractérise le Brésil : sur le plan économique, cela s'exprime dans la distribution inégale des revenus monétaires et sur le plan du rapport à l'État, cela se traduit par un accès très différencié aux services publics.

Au Brésil l'expansion de l'utilisation des ordinateurs et d'Internet a été exponentielle, tout en reflétant l'hétérogénéité sociale et régionale du pays⁶¹. Selon Pyramid Research, il y avait au Brésil un total de 10,5 millions d'utilisateurs en mai 2001, 16 millions à la fin de 2001, et 23,6 en 2002, la prévision pour 2005 étant de près de 46 millions. Ce nombre représente environ le tiers du total des utilisateurs en Amérique latine. En ce qui concerne le commerce électronique professionnel (*business to business*, B2B), le Brésil représente plus de la moitié du chiffre d'affaires de l'Amérique latine.

Les utilisateurs d'Internet se concentrent dans les grandes villes (Rio de Janeiro, São Paulo et Curitiba hébergent 68 % du total des internautes brésiliens, selon la compagnie Jupiter Media Metriz), et dans leur immense majorité, les utilisateurs appartiennent aux groupes de revenus les plus élevés. L'augmentation du nombre d'utilisateurs dans le futur signifiera sûrement l'inclusion d'un nombre croissant de citoyens des groupes moins favorisés, mais la grande majorité de ceux-ci continuera à être en marge de l'Internet.

L'inégalité dans la distribution et l'accès à la télématique pose la question classique de la « fracture numérique ». Pour rendre

61. Cf. Jacques A. Wainber, 2001.

possible l'expansion de la télématique dans les couches les plus pauvres de la population, on doit faire face aujourd'hui à trois défis :

– Le défi de l'accès matériel aux ordinateurs personnels, qu'il s'agisse d'unités d'utilisation communes ou privées, ce qui implique plus particulièrement de surmonter les difficultés liées à l'infrastructure défaillante en termes de téléphones fixes et de câblage dans l'espace de la favela et celles qui tiennent aux coûts d'achat des ordinateurs personnels ;

– Le défi de la formation élémentaire à l'utilisation de la télématique qui, outre le préalable de l'alphabétisation de l'utilisateur, implique l'accès à des cours ou au moins à des sessions d'orientation de base pour utiliser l'ordinateur et l'Internet ;

– Le défi de l'existence de contenus spécifiques qui soient en rapport avec les besoins des utilisateurs.

Ce dernier point est central, parce que, bien que beaucoup de sites et de services offerts sur Internet en plus du courrier électronique présentent un intérêt théoriquement universel, dans la plupart des cas ils sont conçus en fonction des secteurs de la population qui a le plus grand pouvoir d'achat. Ceci vaut également pour les programmes et les produits multimédias éducationnels.

L'effort public d'intégration des secteurs les plus défavorisés de la population dans l'utilisation d'Internet au Brésil se fait par les programmes d'informatisation des écoles publiques. Les programmes semi-publics de vente d'ordinateurs à bas prix n'ont pas eu un impact important, soit parce que les ordinateurs vendus à un prix proche de 350 \$ ne disposaient pas de disque dur, soit parce que les équipements plus complets financés par des banques publiques ou des entreprises privées impliquaient un niveau d'endettement trop élevé pour les secteurs les plus pauvres.

Les ONG et la diffusion de l'Internet

Au Brésil, plusieurs ONG, en particulier dans les villes de São Paulo et de Rio de Janeiro, ont développé des programmes pour démocratiser l'accès à Internet. Ces programmes ont pour objectif fondamental de faciliter l'accès à des ordinateurs dans des quartiers où est concentrée la population la plus pauvre et d'offrir des cours de formation. À São Paulo, les trois principales ONG dans ce secteur sont : Sampa.org, Telecentros et le Comité pour la démocratisation de l'Internet-São Paulo (CSI-SP). À Rio de Janeiro, il y a aussi la « centrale » du CDI, qui a conclu un accord avec Microsoft pour obtenir un accès gratuit aux logiciels de la marque, ainsi que le projet Viva Rio.

La spécificité de ce dernier projet centré autour du site viva-favela.com.br, est de chercher une solution intégrée à tous les problèmes relatifs à la diffusion de la télématique dans les groupes populaires : de l'infrastructure matérielle jusqu'à la production de contenus spécifiques, en passant par la formation. Avant de passer à la description détaillée du projet, une courte introduction sur l'ONG Viva Rio est nécessaire, en particulier pour expliquer les programmes préexistants qui sont mobilisés et transformés par l'usage de l'Internet.

Viva Rio

Viva Rio, l'une des principales ONG du Brésil, a récemment été choisie dans une étude internationale de l'OIT comme un cas exemplaire, en raison du caractère novateur de ses activités. Plusieurs de ses cadres et son principal responsable proviennent d'une autre ONG (ISER – Institut d'études de la Religion), orientée vers des activités de recherche et de promotion sociale. ISER dans les années quatre-vingt/quatre-vingt-dix a lancé une étude sur la violence dans la ville de Rio de Janeiro. En 1993 apparaît Viva Rio, initialement associée à des campagnes contre

la violence qui dévastait alors la ville, et elle a rapidement étendu ses activités aux secteurs suivants :

– Sécurité publique – notamment la recherche et les campagnes pour le désarmement, la qualification policière, la formation de jeunes pour collaborer à la prestation de services publics et la sécurité communautaire dans les favelas.

– Les droits de l'homme – avec en particulier les « guichets des droits » (boutiques de droit), qui offrent une orientation juridique et une médiation des conflits, et la formation d'« Agents communautaires de citoyenneté ».

– L'enseignement et le sport, pour les jeunes ayant abandonné l'enseignement formel en fin de primaire et de secondaire. Cette activité mobilise des agents locaux responsables pour les salles et pour l'accompagnement des étudiants, avec 400 salles utilisées durant l'année 2000, distribuées dans des favelas et des quartiers défavorisés. Le programme s'appuie sur le matériel didactique de télé-enseignement de la Fondation Roberto Marinho. Un autre volet d'activité, précurseur du Vivafavela, est le « Club de l'informatique » qui vise à former les jeunes des favelas à l'utilisation d'ordinateurs en collaboration avec les associations locales d'habitants. Viva Rio développe aussi une large gamme d'activités dans le domaine de l'éducation sportive, y compris la réalisation de championnats et de « Jeux pour la paix ».

– Développement communautaire : programme de crédit (Viva Cred) pour les micro-entreprises dans les favelas ; organisation et promotion de la production des favelas – en particulier des ouvrières couturières – dans la perspective du commerce équitable ; formation en jardinage et enseignement en matière environnementale ; construction solidaire de maisons pour les victimes d'inondations ; programmes de défense de l'écologie...

Outre ces programmes, Viva Rio lance tous les ans des campagnes de mobilisation de l'opinion publique, généralement liées au thème de la sécurité publique, qui bénéficient d'une vaste répercussion médiatique.

Viva Rio compte sur l'appui d'importants organismes patronaux et syndicaux et son exécutif comprend d'importants chefs d'entreprises, en particulier dans le secteur de la communication. Son fonctionnement est assez décentralisé, chaque programme étant dirigé par des coordinateurs qui mobilisent un vaste réseau d'ONG locales. L'origine de son budget est variée, et bien que, durant les dernières années, l'apport des fonds publics ait été fondamental, la tendance récente indique un accroissement des sources internationales et privées⁶². Comme nous le verrons, les projets associés à *Vivafavela.com* pourront être transformés en source de revenus pour Viva Rio.

Vivafavela.com.br

Comme nous l'avons indiqué, Viva Rio a fait ses premiers pas dans le secteur de la télématique, à travers des télé-salles et des clubs d'informatique. Aucun des deux schémas ne comportait une utilisation innovante des nouvelles technologies de l'information. Aussi, au début de l'année 2000, la direction de Viva Rio a décidé qu'il serait important de créer un site avec des informations et des services orientés vers la population des favelas.

Avec l'appui initial de *Globo.com*, un portail lié au groupe Globo, le site *vivafavela.com.br* a été créé en 2000. Le choix même du nom faisait déjà un pari implicite sur la valorisation sémantique du mot « favela », qui pour la majorité de la population a des connotations négatives. Avec le temps nous saurons si le pari est gagné et si le choix de ce nom était approprié.

Durant la première année de *Vivafavela*, le travail a porté sur l'organisation des bases techniques, sur la conception du site et sur le début de la production de contenus. Le premier domaine à avoir connu un développement systématique a été l'information journalistique locale, avec des informations sur les activités

62. Le site www.vivario.org.br présente une analyse détaillée des budgets Viva Rio, origine et utilisation.

dans la favela et des renseignements sur l'emploi, les loisirs, les sports, la santé et l'éducation, et des articles sur l'histoire des personnages des favelas. Ceci a été réalisé par une équipe de journalistes avec l'appui de collaborateurs locaux amateurs. Le site comporte une rubrique « Ici le Nordeste » avec des informations destinées à la population originaire de cette région, population qui est généralement la plus pauvre dans la favela, et qui est fortement structurée au plan associatif. La principale limitation du secteur journalistique est évidemment l'impossibilité de divulguer des informations relatives à l'impact de l'activité des groupes marginaux et des trafiquants de drogues.

Dans le premier semestre 2001, Viva Rio a obtenu l'appui de la Banque interaméricaine de développement et de la Commission européenne pour des programmes de formation et de promotion des micro-entreprises dont les performances peuvent être améliorées par le biais de vivafavela.com. Plus récemment, Viva Rio a obtenu l'appui de la Banque mondiale pour la création de plus de douze « stations du futur ».

Comme il est impossible de développer de manière détaillée l'historique de chacun des produits et des services qui sont aujourd'hui associés à vivafavela.com, nous avons choisi une présentation systématique de ce qui, en réalité, n'a pas été le résultat d'une planification préalable mais bien le fruit d'une recherche *ad hoc* de solutions aux problèmes qui sont apparus et la mise à profit des contacts et des opportunités au fil du développement des projets.

L'accès aux ordinateurs personnels et à l'Internet

Le premier problème rencontré pour accéder à l'Internet est l'absence d'infrastructure de communication dans les favelas, qu'il s'agisse des accès à des lignes téléphoniques ou de systèmes avancés de fibre optique. Ce problème a été soumis à un chef d'entreprise qui souhaitait expérimenter une technologie israélienne sans fil, dont il est le représentant au Brésil. Il s'agit

d'offrir l'accès à l'Internet au travers d'une petite antenne installée dans les ordinateurs. Cette antenne peut capter les émissions effectuées depuis une antenne plus grande même à une distance de plusieurs kilomètres. La technologie s'est montrée tout à fait efficace, en permettant une communication plus rapide que celle fournie par le système téléphonique. Cette technologie sera mise à la disposition de la population de la favela. Le premier jour où furent ouvertes les inscriptions pour avoir accès à cette technologie, plus de 200 personnes se sont inscrites. Le prix de la mensualité pour accéder à Internet pour un nombre d'heures illimité, sera moins élevé que ceux de la plupart des autres fournisseurs d'accès sur le marché et il n'impliquera aucun coût téléphonique. Viva Cred offrira des financements pour l'achat de l'antenne.

Pour permettre l'accès aux ordinateurs personnels, Viva Rio a développé deux solutions: les « télé-centres » – c'est-à-dire les points d'accès collectifs – et la vente d'ordinateurs d'occasion. Les télécentres comprennent trois types d'unités: les stations du futur, le club d'informatique et les bibliothèques communautaires virtuelles.

Les stations du futur sont des espaces situés dans des lieux centraux des favelas, chacun disposant de vingt-cinq ordinateurs, où il est possible de payer pour l'utilisation d'Internet, de l'ordinateur et de l'imprimante, et où sont donnés des cours pour tous les âges dans les domaines et applications les plus variés. Le succès de cette modalité d'accès a dépassé les espérances, les stations du futur sont occupées en permanence, spécialement par des jeunes et des enfants, avec des files à toute heure. Tout indique que les stations du futur seront capables de s'autofinancer, y compris en permettant un retour sur l'investissement initial. Enfin, il est important de signaler que les responsables de ces stations du futur et des cours offerts sont dans leur majorité des habitants de la favela elle-même.

Les clubs d'informatique et les bibliothèques communautaires virtuelles fonctionnent dans des centres communautaires et

religieux. Les premiers offrent des cours d'informatique à différents niveaux et orientent les utilisateurs. Les seconds, avec l'appui de ressources publiques, mettent à la disposition des centres communautaires un accès à des bibliothèques en ligne. Au total, ce sont près de cinq cents télécentres qui devaient être opérationnels en 2001.

Les télécentres ne résolvent pas le problème de l'accès à l'ordinateur personnel. Pour permettre à la population la plus pauvre d'acheter un ordinateur à bas prix, Viva Rio, avec l'appui d'associations patronales, va recueillir des ordinateurs d'occasion et les envoyer au Centre technologique de la ville de Petrópolis, où une activité de vérification et de reconditionnement a été mise en place pour assurer que ces ordinateurs seront en état de marche et supporteront un accès à Internet et l'usage d'un traitement de texte. Les PC reconditionnés à Rio de Janeiro devaient être vendus aux habitants des favelas à un prix situé autour de 120 US\$.

Nouveaux contenus, nouveaux services

Il est important de se rappeler que, dans une société comme la société brésilienne, fortement inégalitaire, où les créateurs de sites proviennent dans leur intégralité des secteurs sociaux moyens et hauts, il est naturel que l'offre de produits reflète le monde des classes moyennes. C'est sans doute ici, dans le développement de produits et des services adaptés à la population de plus faible revenu, que se joue le futur de la lutte contre la fracture numérique. C'est l'existence de contenus et de services adaptés aux problèmes et aux nécessités de la population pauvre qui permettra de transformer l'*interconnecté* en *interacteur*. Comme nous l'avons indiqué précédemment, la production d'informations journalistiques positives sur les favelas a été un premier pas dans cette direction, car habituellement la favela ne fait la une des journaux que lorsqu'elle est associée à la criminalité ou à une catastrophe.

Un second pas a été fait avec l'introduction du commerce électronique (B2B) dans les favelas. Viva Rio a vérifié que les prix payés par la majorité des commerçants dans la favela pourraient baisser si les achats étaient faits conjointement. Ceci est possible, sans engendrer les complications et les coûts bureaucratiques des coopératives d'achat, par le biais du B2B. En s'associant à l'un des principaux portails brésiliens de B2B, Viva Rio a créé une communauté d'acheteurs dans les domaines de la construction civile, de l'habillement, de l'alimentation et des produits de santé. Le renforcement de la capacité de négociation devrait se traduire par une diminution des prix de l'ordre de 10 à 15 %. L'objectif est d'arriver, dans un délai d'un an à un chiffre d'affaires de 6 millions de dollars et à 40 000 transactions par mois. À l'origine, les commandes d'achats seront effectuées par les canaux les plus divers, centralisés et consolidés par le site vivafavela.com.br et envoyés au portail de commerce électronique. Viva Cred offrira un financement aux commerçants. Évidemment le grand défi est que la réduction de coûts pour les commerçants se reflète dans le prix final aux consommateurs.

Viva Rio développe actuellement trois services supplémentaires qui devraient être disponibles dans les prochains mois dans le secteur de l'éducation, de la formation et de l'emploi. Dans le secteur de l'éducation, un système de soutien pour les cours à distance est créé pour les participants. Ce type de soutien est très important parce que la majorité des utilisateurs sont des jeunes que les parents ne peuvent pas orienter, et qui n'ont pas suffisamment de temps au contact de professeurs qualifiés. En matière d'emploi, il s'agit d'un dispositif qui devait être mis en place avec une institution d'origine syndicale qui se consacre à chercher du travail pour les chômeurs et qui éprouve des difficultés à gérer la demande en raison des files considérables dans ses bureaux. Les personnes pourront utiliser www.favela.com.br pour s'inscrire et obtenir un rendez-vous pour un entretien et ainsi faciliter et améliorer l'efficacité du travail administratif. Dans le secteur de la formation, des cours pour la formation de

micro-entrepreneurs sont en préparation en matière de technologies de l'information et de l'Internet, de façon à augmenter leur capacité de gestion comptable et administrative.

Il convient enfin de mentionner la campagne publicitaire de *vivafavela.com.br* qui caractérise l'Internet comme un espace de rencontres entre les différents secteurs de la société, qui permet aux secteurs de classe moyenne d'« entrer » dans la favela et de prendre part aux actions communautaires. Le slogan « la communauté de la favela dans la communauté de l'Internet » cherche à transformer Internet en un point de rencontre, en un médiateur social entre les classes moyennes et les vraies favelas.

Un des résultats inattendus mais apprécié de l'entrée de Viva Rio dans le monde de l'Internet a été l'impact sur l'institution elle-même. Comme nous l'avons vu, les programmes ont augmenté les synergies entre eux ainsi que l'image même que les participants ont de l'institution. Tous les programmes, qui précédemment fonctionnaient en bonne partie de manière auto-centrée, s'orientent aujourd'hui dans le sens d'une recherche de solutions qui utilisent l'Internet de façon à augmenter l'efficacité du travail réalisé. À son tour, l'Internet fournit aux participants de l'institution une image actualisée en permanence du travail effectué. Dans le futur, cette transformation, dans la mesure où elle tendra d'une certaine manière à se reproduire dans d'autres institutions, devrait conduire les ONG à chercher des membres capables d'accompagner le langage et les possibilités de l'Internet.

Le cas de Viva Rio montre, à notre sens, que l'inattendu, l'initiative et la volonté d'agir sur la société ouvrent un espace de liberté, de transformation sociale dont les limites ne sont pas fixées *a priori*. Comme le montre l'expérience de *vivafavela.com.br*, il est possible de mobiliser pour un même objectif les intérêts et les ressources des groupes sociaux dominants, y compris les entreprises qui souhaitent pénétrer le marché, et ceux des habitants des favelas. Souvent la reproduction de l'inégalité a un caractère inertiel, reflétant plus

l'inexistence d'initiatives créatrices que la volonté d'exclusion du système ou de ses groupes dominants.

En même temps, il faut reconnaître que, si les initiatives et les innovations de Vivafavela n'étaient pas appelées à s'intégrer ultérieurement à des politiques publiques qui la diffuseraient à l'échelle nationale, l'expérience toucherait à ses limites, inhérentes au travail de toute ONG. Mais ces limitations n'invalident pas son rôle fondamental à deux niveaux en particulier :

– En tant que terrain d'expérimentation de l'innovation sociale sur une échelle réduite mais significative. Ce rôle est fondamental en raison de la tendance de l'État à lancer des projets pharaoniques, dont l'utilité et les conséquences sont discutables. Il est aussi important vis-à-vis des grandes entreprises qui ont souvent une vision homogénéisante du marché/monde et qui cherchent à imposer des solutions qui ne s'adaptent pas à la diversité des situations locales.

– En tant qu'articulateur social, en générant un canal par lequel les demandes des secteurs populaires aboutissent à une offre de contenus et de services, en identifiant et en organisant les rôles des divers intervenants des secteurs privé et public.



Bernardo Sorj

Bernardo Sorj (besorj@attglobal.net) est professeur de sociologie à l'université fédérale de Rio de Janeiro. Il a été professeur invité dans plusieurs universités étrangères et a occupé récemment les chaires Sérgio Buarque de Holanda, à la Maison des Sciences de L'Homme et Simón Bolívar, de l'Institut des hautes études d'Amérique latine. Il est consultant pour des organisations internationales et a écrit de nombreux ouvrages dont : A Democracia Inesperada, brasil@povo.com – a luta contra a desigualdade na sociedade da informacao, A Nova Sociedade Brasileira, A Construção Intelectual do Brasil Contemporâneo, en collaboration avec D. Pecaute, Métamorphoses de la représentation politique au Brésil et en Europe, et, en collaboration avec David Goodman et John

Wilkinson, From Farming to Biotechnology – A theory of Agroindustrial Development.

Références

Valenti, Et, *Internet al Sud*, Chaux et chanson, Montevideo, 1999.

Rifkin, Jeremy, *L'Âge de l'accès*, la Découverte, Paris, 2000.

Wainber, Jacques À, *Casa Grande e Senzala com Antena Parabolica*, Edipucrs, Porto Alegre, 2001.

Castells, Manuel, *The Rise of the Network Society. The Informational Age: Economy, Society and Culture*, Vol. 1, Cambridge, 1996.

Les réseaux d'échanges réciproques de savoirs, nouveau modèle de communication en France ?

Denis Pansu

Les thèmes de la communication du savoir et du savoir sur la communication, sont au cœur du projet des réseaux d'échanges réciproques de savoirs. La transmission du savoir y est envisagée comme une expérience essentiellement relationnelle, où tour à tour chacun des acteurs est offreur, demandeur et médiateur de savoirs. L'émergence d'Internet éclaire sous un jour particulier cette expérience. Ces deux outils ont émergé à la même période mais la rencontre ne s'est pas encore réellement produite. Derrière la question du partage de l'information se dessine celle d'un rapport problématique au savoir lié aux nouvelles technologies.

Ouverts à l'échelle du quartier, les réseaux d'échanges réciproques de savoirs qui se sont développés récemment en France et en Europe permettent aux personnes de se relier pour se transmettre des savoirs cognitifs et des savoir-faire. Dans le même temps, des savoir-être ayant trait à la relation à autrui se construisent : l'acquisition d'un contenu de savoir et l'apprentissage du système qui facilite cette relation, sont concomitants.

Outre l'abolition de la distinction entre enseignant et apprenant, la caractéristique de cette pédagogie est d'instituer l'acte d'apprendre comme le résultat d'une médiation réalisée par une tierce personne, neutre, entre l'offreur d'un savoir et le demandeur d'un savoir. La fonction de « médiateur » transforme la manière de comprendre le collectif dans lequel on est et les savoirs qu'il mobilise. Savoir « faire réseau » devient alors un savoir sur la communication, et un savoir sur la communication du savoir...

La nécessité d'une évolution de la relation au savoir

Le fonctionnement des systèmes éducatifs classiques est bien souvent inadapté. Depuis cinquante ans, ce système doit faire face à la croissance du nombre de personnes à former (enfants comme adultes) ; pourtant le mode de transmission du savoir est resté le même qu'il y a un siècle. Par conséquent, la manière de partager le savoir entre les individus évolue relativement peu, que ce soit au sein d'associations, de l'administration ou des entreprises. On peut faire l'hypothèse qu'il y a une relation de cause à effet entre un mode de transmission verticale du savoir – de maître à élève – et la difficulté à échanger des informations entre pairs, qui plus est, entre personnes de différents niveaux hiérarchiques ou sociaux. Il est donc nécessaire de faire évoluer cette relation au savoir, et de comprendre qu'échanger de l'information renforce la personne plutôt qu'elle ne la fragilise. On constate aujourd'hui, dans des contextes très concurrentiels, que des acteurs d'un même secteur admettent d'échanger des informations sensibles entre eux ; ce n'est pas pour autant qu'ils mettent en danger leur intégrité ou leur performance.

D'une façon plus générale, nos sociétés étant résolument entrées dans l'ère de la société informationnelle, tout individu subit un accroissement phénoménal de flux d'informations, favorisé par le développement des techniques d'information et

de communication, qu'il s'agisse du consommateur face à la multitude des chaînes de télévision câblées, du chercheur face à la multiplicité des réseaux de recherche et de leurs productions éditoriales, de l'enseignant dépassé par la masse d'informations qui a trait à sa propre discipline. Un professeur de technologie en collège, désarmé devant la multitude des nouveaux métiers qu'il ne pouvait connaître de lui-même, nous avouait récemment que son statut de « maître du savoir » n'était plus viable. L'école et les autres lieux d'enseignement doivent donc évoluer vers une coexistence d'enseignement « classique », d'auto-apprentissage et de formation tout au long de la vie.

L'émergence des réseaux d'échanges réciproques de savoirs

Les réseaux d'échanges réciproques de savoirs sont nés des interrogations d'une jeune institutrice en banlieue parisienne qui a décidé de s'appuyer sur les connaissances de ses élèves. Plutôt que de demeurer dans une relation à sens unique (institutrice – élèves), elle a préféré reconnaître ses propres ignorances et solliciter les avis de ses élèves sur des sujets qu'elle ne maîtrisait pas. Elle a fait de même lors de visites sur les lieux de travail de personnes habitant la même commune : après avoir présenté son métier, le professionnel qui recevait la classe, a engagé un dialogue avec les élèves qui eux-mêmes ont émis des suggestions sur les pratiques de travail du professionnel. De ces moments inédits d'échanges s'est forgé peu à peu un ensemble de pratiques qui furent ensuite déployées à l'échelle d'un quartier entre les habitants.

De l'école, le réseau s'est ainsi transposé au quartier. L'expérience montre que toute personne est capable d'offrir et de demander un savoir ; mais au-delà, toute personne est capable de transmettre un savoir et de réfléchir à cette transmission. La pédagogie n'est donc plus réservée aux professionnels de l'ensei-

gnement, de la même façon que l'écriture un jour ne fut plus l'apanage du seul sage du village ou du seul moine copiste.

Au gré des relations et des situations, une dizaine de réseaux d'échanges réciproques de savoirs se sont constitués dans différentes communes de la région parisienne, et chaque réseau de quartier a entretenu des relations suivies avec les réseaux similaires des autres quartiers. Confrontés à la nouveauté de leur expérience, agissant sans modèles pré-établis, les membres des réseaux se sont régulièrement rencontrés pour s'exposer mutuellement leurs difficultés, leurs incertitudes et leurs ignorances face à une forme d'échange de savoirs dont ils ne trouvaient pas d'équivalent en France. C'est ainsi que ce réseau de réseaux a progressivement élaboré un nouveau savoir-faire fondé sur l'information partagée : une forme pragmatique de communication à partir des ignorances et donc des savoirs de chacun.

On pourra certainement trouver d'autres trajectoires similaires dans d'autres domaines ou en d'autres lieux du monde ; il est toutefois à noter que cette expérience s'est déroulée de bout en bout en suivant une philosophie d'ouverture ; toute personne pouvait participer à ces réseaux quelle que soit sa condition sociale, religieuse ou politique et surtout quel que soit son niveau d'instruction. Aujourd'hui, plus de 600 réseaux existent en France ; ils se développent en Europe et sur d'autres continents (jusque dans des camps de réfugiés), ce qui semble témoigner de leur pertinence au-delà d'un contexte culturel spécifique.

Le triptyque offreur – demandeur – médiateur

L'innovation des réseaux d'échanges réciproques de savoirs réside dans la transmission entre deux personnes selon un principe de multi-réciprocité ouverte : celui qui offre pouvant demander à une autre personne que celle qui lui demande ; c'est en cela que la forme du réseau ouvert trouve son sens et se démarque du troc nécessairement limité entre un nombre res-

treint d'interlocuteurs. Ainsi, je peux transmettre la réalisation d'une recette de cuisine à mon voisin qui souhaite mieux connaître la pensée d'un philosophe et trouvera satisfaction auprès d'une autre personne qui est intéressée par la pratique du traitement de texte sur ordinateur, etc.

Dans ce processus, le médiateur a pour rôle de faciliter la mise en relation et d'identifier précisément les attentes de l'offreur et celles du demandeur. Cette triangulation permet d'asseoir une relation où chacun, apprenant comme enseignant, pourra trouver satisfaction, sans quiproquo, dans l'échange d'un savoir. De fait, la fonction de médiation pédagogique n'est plus réservée à l'institution (l'école).

De nombreux réseaux ont développé l'échange des savoirs tout en constituant une équipe de médiateurs issus le plus souvent des personnes les plus actives du réseau. L'existence d'une équipe d'animation renforcée présente des limites: cela demande des moyens, cela survalorise les animateurs et peut favoriser, de la part des autres participants, une attitude de consommation du réseau. Toute personne dans un réseau d'échange réciproque de savoir, a vocation à être médiateur. Passer du « tous offreurs – tous demandeurs » (Charte des réseaux d'échanges réciproques de savoirs) au « tous offreurs-demandeurs-médiateurs » apporte une dimension déterminante au réseau: celui qui est amené à mettre en relation un offreur et un demandeur de savoirs est enrichi d'une « conscience du réseau », qui l'ouvre au savoir-même sur la communication.

La médiation dans l'élaboration d'un méta-savoir

Au-delà de la conscience du réseau dans lequel on est inséré, une autre dimension apparaît: celle de l'expertise pédagogique qu'un individu peut acquérir en tant que médiateur. L'offreur d'un savoir est déjà confronté à la problématique de l'enseignant quand il se prépare à rencontrer la personne en situation de demande. Il y a chez lui une peur de ne pas être à la hauteur qui

va le forcer à reformuler ce qu'il connaît (ce qui l'amènera par ailleurs à mieux connaître ce qu'il croyait savoir).

Dans la mise en relation qu'il effectue, il va devenir émissaire de ce réseau humain, promoteur d'une relation de confiance. Le médiateur est alors co-auteur de la relation et donc du réseau. Mais il y a un autre apprentissage qui profite aux trois (offreur, demandeur et médiateur), c'est le dialogue qui va s'établir à propos de la façon dont le savoir a été transmis et reçu. Quel que soit le niveau de satisfaction du demandeur, il va émerger de ce dialogue des points de vue illustrant une expertise pédagogique en devenir.

On voit bien, dans ce processus, la richesse de l'acquis dont bénéficie tant l'offreur que le demandeur et la valorisation d'un médiateur qui aura facilité l'expression d'une telle intelligence.

Le réseau ouvert d'échanges de savoirs fondés sur la réciprocité est donc un lieu propice à l'invention de méta-savoirs. Ceci est encouragé, dans les réseaux d'échanges réciproques de savoirs, sous deux formes : se réunir régulièrement entre offreurs, demandeurs et médiateurs pour échanger sur les savoirs échangés et l'animation d'inter-réseaux au cours desquels des acteurs de différents réseaux partagent leurs pratiques. Cela s'enrichit également d'échanges avec d'autres acteurs partenaires (associations, institutions, etc.), les réseaux ayant intérêt à toujours cultiver l'ouverture pour éviter la sclérose.

Consommation vs partage

La relation au savoir en Europe a été longtemps une relation de consommation. Cela est en train de changer. L'accroissement du nombre d'individus instruits et en capacité de communiquer fait que l'acquisition et la communication du savoir n'est désormais plus l'apanage d'une élite. Aujourd'hui chacun est un émetteur potentiel d'information ; de nombreuses réponses aux besoins des citoyens peuvent être trouvées, grâce aux réseaux d'échanges, dans une relation de proximité, notamment à

l'échelle du quartier. C'est une forme de partage du savoir qui a une grande qualité écologique, celle de ne pas mobiliser des moyens techniques superflus en optimisant la recherche des réponses locales. Ce qui n'exclut pas, d'ailleurs, l'ouverture sur le monde car il existe également des circuits courts (personne migrante insérée dans un réseau de quartier qui de fait ouvre le réseau à une autre culture).

L'expérience des réseaux d'échanges réciproques des savoirs, développée en Europe, peut être extrêmement utile à nombre d'institutions, d'administrations publiques et d'entreprises qui, si elles veulent garder une pertinence dans leur action, doivent inventer de nouvelles formes de partage du savoir, plus fluides, moins verticales, moins dépendantes d'« expertises » sans lien avec le facteur humain et les personnes concernées par leur activité. Les entreprises, en particulier, risquent aujourd'hui de conserver une organisation obsolète si elles n'investissent pas sur la capacité de chacun à se poser comme porteur à part entière des projets qu'elles défendent. On constate même que l'apport de technologies nouvelles est contre-productif si le mode d'organisation n'évolue pas et surtout si ces technologies ne s'insèrent pas dans une démarche de valorisation des savoirs et des compétences de chaque individu. Quant aux collectivités territoriales, elles sont confrontées aujourd'hui au besoin d'une démocratie plus participative. La concentration des pouvoirs étant associée à une concentration des savoirs, il y a aujourd'hui peu d'effet de subsidiarité active permettant de prendre en compte les savoirs d'acteurs à différents échelons d'une collectivité nationale (citoyens, élus, responsables techniques, etc.).

Dans la plupart des cas, un réseau d'échanges réciproques de savoirs n'aura pas à gérer un décalage entre le discours et les actes de la personne. L'ouverture du réseau, fondée sur l'initiative de chaque offreur et demandeur, permet un phénomène d'auto-régulation ; les personnes qui ne se situent pas dans cette réciprocité s'éloignent d'elles-mêmes du réseau. On voit là tout l'intérêt de ce que l'on peut appeler l'économie du réseau ouvert

qui permet de concentrer l'énergie sur la dynamique du réseau plutôt que sur son contrôle.

Création collective, intelligence collective

Il s'agit maintenant de mieux définir ce que signifie partager le savoir. Sous la dénomination de savoir, on parlera de savoir cognitif, mais également de savoir-faire, et pourquoi pas de savoir-être, trois types de savoirs souvent intimement liés. L'expérience des réseaux d'échanges de savoirs montre que le partage n'est pas toujours le fait d'un échange entre deux personnes mais peut également s'élaborer à plus de deux. Le nombre des ateliers d'écriture organisés dans les réseaux témoigne de l'approche dynamique et collective du partage d'un savoir. On vérifie la loi du réseau : sa valeur est égale au carré du nombre de ses membres et non pas simplement à la somme des personnes présentes. Ce que l'on constate dans une telle démarche de création collective, c'est la force de l'apprentissage dans l'action. On voit là émerger une forme d'apprentissage fondée sur une expérience vécue. On est donc loin de la transmission d'un savoir désincarné dont l'enseignant n'est pas toujours le véhicule le mieux impliqué.

La création collective permet d'un côté de multiplier les possibilités de transmission d'un savoir et de l'autre, elle permet à chaque individu d'appréhender son propre rôle dans le réseau et de percevoir la force du collectif dans l'acquisition du savoir. Par ailleurs, le fait de se situer en offreur et demandeur dans un échange en groupe facilite les relations entre des personnes de contexte très différent (niveaux d'instruction, origine sociale, langue, etc.). La réciprocité systématique inspire le respect de chacun, quel que soit son apport. C'est aussi dans de telles situations que l'on se laisse surprendre à découvrir une personne sous un autre jour. On sort ainsi des représentations préétablies et l'on découvre plus rapidement la personnalité de chacun.

Pour les réseaux d'échanges réciproques de savoirs, échanger sur les échanges est un élément clé dans la vie du réseau et du développement de l'intelligence collective. Ce temps d'échange est d'abord un temps de régulation, de compréhension des pratiques de chacun et d'invention de nouvelles pratiques en réponse aux difficultés rencontrées. C'est aussi un temps de restitution – élément de l'apprentissage et démarche de simple respect des autres – permettant de prendre connaissance de la diversité des échanges réalisés. Savoir « faire réseau » devient alors un savoir sur la communication et un savoir sur la communication du savoir.

Les réseaux de proximité et Internet : un mariage pour plus tard

On peut se demander pourquoi les réseaux d'échanges réciproques des savoirs n'ont que très peu cédé à la tentation d'une transposition sur Internet. Ce n'est pas très étonnant, en fait, si l'on comprend que leur philosophie s'appuie avant tout sur une relation de proximité géographique, philosophie qui conduit nombre de ses membres à refuser l'échange à distance. Cette position, à notre sens, a de l'avenir, car le besoin d'ancrage local s'accroît proportionnellement à la capacité de mobilité de l'individu. Quand nous circulons loin et dialoguons avec des gens des antipodes, la relation de proximité géographique est une chose équilibrante. Les temps de relation avec le lointain, grâce à Internet, sont devenu hyper-rapides, mais rien ne remplacera les « temps lents » de la relation de proximité. Par ailleurs, les temps d'hyper-communication appellent aussi des temps de non-communication (ce que certains appellent le droit à la déconnexion). Ces différents va-et-vient constituent une sorte de « pulsation du réseau » aussi indispensable qu'une pulsation cardiaque.

Les réseaux d'échanges réciproques de savoirs, dans leur simplicité de moyens, demeurent donc un besoin et un mode de

communication non passéiste à l'heure de la société informationnelle. Ils répondent aux attentes multiples de ceux qui n'appartiennent pas aux élites du savoir : voyager par la rencontre des habitants de son quartier, redécouvrir ses racines, apprendre une technique quotidienne, chercher du sens...

Leur position à l'égard des nouveaux outils de communication relève par ailleurs clairement de la crainte d'une perte de contrôle vis-à-vis d'une interface technique et des réseaux électroniques, qui sont désormais le support de la majeure partie des flux d'informations. Ces craintes se sont exprimées dès les premiers projets d'utilisation d'Internet dans les réseaux d'échanges, et aujourd'hui encore, très peu de membres des réseaux utilisent Internet. La méfiance est également motivée par la difficulté du maniement des outils de communication électronique, la difficulté à maîtriser un environnement bureau-tique conçu avant tout par des techniciens.

Ce problème est certes en voie de résolution, l'évolution de l'informatique étant désormais davantage déterminée par les attentes des utilisateurs plutôt que par celles des techniciens, et la technique étant appelée à s'effacer au profit d'usages courants ne nécessitant pas d'apprentissage spécifique. On peut également penser que l'évolution des techniques nous permettra d'échanger de l'information sous des formes beaucoup plus diversifiées, donc appropriables par un plus grand nombre d'utilisateurs : solutions qui permettront à de nombreuses personnes de dépasser leur difficulté avec l'écriture, nouveaux modes de production et de transmission audio-visuelle qui viendront compléter beaucoup plus fortement l'apport ou l'utilité de l'écrit.

Du réseau de quartier aux réseaux de mouvements auxquels ils ont peu à peu adhéré en passant par les inter-réseaux, les réseaux d'échanges réciproques de savoirs ont éprouvé la capacité du réseau ouvert dans un monde en forte transformation. Ils ont su décomplexer de très nombreuses personnes dans leur relation au savoir, permettant parfois à certains de sortir de situations de blocage. Leur dynamique s'est étendue à d'autres pays que la

France, puis à des pays non francophones ; on constate donc que l'intérêt de ces pratiques se vérifie au-delà du contexte culturel dans lesquelles elles sont apparues. Le projet proposé par les réseaux d'échanges constitue certainement une réponse pertinente dans un monde où la fonction de médiation se développe dans tous les domaines.

Penser de nouvelles formes pour échanger les savoirs a conduit les animateurs de ces réseaux à réfléchir à de nouvelles pratiques d'organisation, appelées « gestion des connaissances » dans l'univers des réseaux informatiques. Il est très probable que les méthodes de mise en relation de personnes autour d'un savoir et les pratiques d'échanges sur les échanges inspirent déjà des concepteurs de logiciels et des bâtisseurs de réseaux qu'ils soient humains ou électroniques.

Mais la vraie dimension consistera à penser, dans les années à venir, l'articulation entre la valeur d'un réseau humain tel que le Réseau d'échanges réciproques de savoirs et celle d'un réseau électronique tel qu'Internet.

Denis Pansu

Animateur de réseaux et praticien de la médiation informationnelle, Denis Pansu est impliqué depuis de nombreuses années dans l'accompagnement de réseaux sociaux traitant de l'échange de savoirs et des usages innovants des technologies de l'information et de la communication. Il travaille à la croisée des univers économique, public et associatif.

Références

- Héber-Suffrin, Claire, *Échanges de savoirs*, Éd. Desclée de Brouwer, 1992.
Héber-Suffrin, Claire, *Les Savoirs, la réciprocité et le citoyen*, Éd. Desclée de Brouwer, 1998.
Elias, Norbert, *La société des Individus*, Fayard 1991.
Cyrulnic, Boris, *L'ensorcellement du monde*, Odile Jacob, 1997.

Borocco, Nicole, Salmona, Hélène et Delay, Jean-Pierre, *Une histoire dans la*

ville : un réseau d'échanges réciproques de savoirs à Evry, Éditions Matrice, 1996.

Illich, Ivan, *Une société sans école*, Seuil 1971.

63. Inep, recensement de ministère de l'Éducation nationale, 1999.

64. Les États-Unis cumulent 62 millions de connexions ; le Japon 12,1 ; le Canada 8,9 ; la Grande-Bretagne 6 ; l'Allemagne 5,8 ; l'Australie 3 ; la Suède 2,4 ; le Brésil 2,1 ; la Norvège 1,4 ; l'Espagne 1,3 million, etc. (in *NUA Internet Survey e Data Folha*, 1999).

Éducation et communication dans un monde globalisé

Cristiana Tramonte et Márcio Vieira de Souza

La mondialisation de l'information est en train de transformer les liens multiformes qui existent entre enseignement et communication. Toutefois les nouvelles technologies de la communication et de l'information peuvent former le citoyen aussi bien à la violence et à la fermeture qu'au dialogue et à l'ouverture. Au Brésil, des expériences innovantes utilisent ces nouveaux outils d'éducation à travers l'enseignement à distance, les sites Internet culturels afro-brésiliens et l'enseignement des langues étrangères.

Le Brésil est un pays de profondes contradictions : 25 millions de personnes dans la misère pour 170 millions d'habitants, le tiers des écoles primaires sans électricité, guère plus de 7 % de Brésiliens détenteurs de matériel informatique, et seulement 3,3 % dotés de l'accès à Internet⁶³. Pourtant, le Brésil est un des pays où le réseau Internet s'est le mieux développé, un réseau qui rapporte gros à ses propriétaires. En termes de connexion, le Brésil occupe la huitième position dans le monde⁶⁴. Il est donc bien compréhensible que, malgré beaucoup de méfiance, on ait eu, au Brésil, l'idée d'utiliser les nouvelles technologies pour permettre de renforcer les savoirs et les identités culturelles des couches les plus défavorisées de la population. Trois exemples : l'enseignement à distance, l'enseignement des langues étrangères, les sites d'affirmation culturelle.

Internet et l'enseignement à distance

L'enseignement à distance basé sur Internet est tout à la fois un outil et une logique de travail, un accès au savoir, à l'information et à la communication, ainsi qu'une méthode d'apprentissage. Ce type d'enseignement est facilité par la deuxième génération d'Internet, laquelle se caractérise par un débit plus rapide, un potentiel multimédia et une interdisciplinarité considérable. Encore absent des écoles primaires, l'enseignement à distance a fait ses premiers pas dans le secondaire, avec le programme *Proinfo* du ministère de l'Éducation nationale. Près du quart des écoles publiques et privées du secondaire ont aujourd'hui un accès à Internet et les deux tiers d'entre elles possèdent une salle et du matériel informatique. Il reste néanmoins beaucoup à faire, car l'arrivée des ordinateurs ne signifie pas nécessairement le développement d'activités informatiques. Dans le privé, les élèves s'exercent déjà sur des logiciels, tandis que dans le public, ils attendent encore l'accès à Internet.

Cependant, l'enseignement à distance progresse. Il existe, pour les universités publiques, un réseau national, *Unirede*, qui soutient les projets de la chaîne « TV Escola » et de *Proinfo* dans les domaines de la méthodologie et de la formation. Les universités privées investissent également dans Internet et l'enseignement à distance. Une partie d'entre elles a fondé le réseau de l'Université virtuelle brésilienne (Rede UVB). D'autres projets importants d'enseignement à distance fonctionnent au Brésil (Université fédérale de Santa Catarina, en partenariat avec l'Institut technologique du Massachusetts, *Univir* de l'université de Rio de Janeiro, et les universités de Brasília et de São Paulo avec l'« école du futur »). Cet enseignement ne remplacera pas seulement l'enseignement classique, mais représentera un puissant outil d'appui pédagogique et un grand espoir pour tous ceux qui n'auraient pas accès à l'éducation et à la connaissance. Une

65. Elisabeth Trauer, *Alemão: uma lingua estrangeira na escola catarinense?*, UFSC, Florianópolis, 1994.

association brésilienne d'enseignement à distance (Abed) s'est constituée, notamment pour répondre à ces défis.

Démocratiser l'accès aux langues étrangères

Savoir si l'« ère de l'information » va profiter à l'enseignement au Brésil dépend avant tout de la place qui va être accordée au professeur, à la pédagogie et à la démocratisation de l'accès au savoir, qui est une affaire de citoyenneté: le Brésil a vécu une longue période d'élitisme scolaire, d'exclusion et d'inégalité sociale. L'accès aux langues étrangères, longtemps réservé à une portion privilégiée de la population, est un des éléments de sortie de cet élitisme, un enjeu d'ouverture et un enjeu interculturel: au début du XX^e siècle, la colonisation européenne fut assez intense dans le sud du Brésil pour créer des colonies de peuplement qui, malgré tout, préservaient la langue et la culture d'origine. La colonisation des Allemands et des Italiens dans l'État de Santa Catarina a entraîné la création d'une société plurilingue avec une seconde langue maternelle – langue du pays d'origine –, dont la préservation était fondamentale pour l'identité de ces populations⁶⁵. Ce trait culturel aurait donc dû être pris en compte lors de l'élaboration des politiques d'enseignement des langues étrangères.

66. *L'umbanda* est une religion afro-brésilienne fortement influencée par des cultes catholiques et amérindiens (NT).

Internet, vecteur de l'intolérance comme du dialogue

En ce début de millénaire, deux grandes tendances se manifestent : l'individualisme accompagné du racisme d'une part, le fondamentalisme et les fanatismes de tous ordres d'autre part. Dans ce creuset social et philosophique où des positions extrêmes se radicalisent, la civilisation côtoie la barbarie. Sur Internet, l'intense développement technologique abrite ainsi des formes brutales et primitives de xénophobie, d'intolérance et d'incapacité absolue à dialoguer et à faire coexister les différents univers culturels, religieux, ethniques ou sociaux. En contrepoint, et grâce à Internet lui-même, certains groupes humains proposent d'autres alternatives, d'autres processus de communication et de démocratisation de la connaissance. L'action des groupes de *candomblé* au Brésil est en ce sens exemplaire. Ces groupes, qui entendent affirmer la culture et l'identité afro-brésiliennes face à tous ceux qui veulent l'étouffer, manifestent leurs préoccupations pédagogiques et communautaires en recourant aux sites Internet. Des sites, consacrés aux *terreiros* de *candomblé* et de *l'umbanda*⁶⁶ qui affirment non seulement leur attachement à la tradition (origines culturelles, négritude, racines « authentiques ») mais aussi à la modernité, car en se situant dans le cyberspace, ils prouvent qu'ils ne cherchent pas à se replier sur eux-mêmes. Cette nouvelle logique témoigne d'un effort de cohabitation entre modernité et tradition, et d'une démarche d'ouverture envers l'ensemble de la société. Tout en développant l'informatisation, elle fait de la communication électronique un outil de dialogue, de démocratisation du savoir et de construction de l'identité.

Parmi les nombreux sites que l'on peut sélectionner à partir des mots clés *candomblé*, *orixás* et religion *afro-brésilienne*, il faut cependant faire le tri pour identifier les groupes qui agissent dans

67. Noam Chomsky, *Jornal em tempo*, Belo Horizonte, 1998.

68. Pierre Lévy, *Cyberculture*, Odile Jacob, Paris, 1997.

un but associatif et d'affirmation culturelle, et ceux qui ont avant tout des pensées commerciales et sensationnelles. Le réseau Internet est assurément un instrument aux multiples facettes, qui nécessite un travail de sélection, de compréhension et de discernement et, de la part de l'utilisateur, un minimum de bagage culturel. L'informatique et les technologies de communication avancées ne sont pas nécessairement synonymes de démocratisation de la connaissance, ce sont simplement des moyens qui en facilitent l'accès. Umberto Eco compare le réseau informatique à un labyrinthe lorsque l'individu ne dispose pas des références, du savoir ou de la formation culturelle suffisants pour faire le tri et comprendre les informations reçues. Il affirme en outre que l'excès d'informations sans références équivaut à un vide d'informations. Le linguiste Noam Chomsky⁶⁷ pense, lui, que l'information n'est pas synonyme de connaissance, en montrant qu'une population souffrant de carences intellectuelles ne manque pas d'informations mais de moyens de compréhension. L'éducation, les processus de construction du savoir et de l'analyse critique représentent donc des éléments indispensables pour accompagner l'ère de l'information et pour former un citoyen capable de reconnaître, découvrir, choisir et exercer un esprit critique.

La cyberculture comme appui au mouvement social

Pierre Lévy, dans son livre *Cyberculture*, soutient la thèse que « l'émergence du cyberspace est le résultat d'un vrai mouvement social, avec son groupe dirigeant (la jeunesse urbaine scolarisée), ses mots d'ordre (connexion, création de communautés virtuelles, intelligence collective) et ses aspirations cohérentes »⁶⁸. Nous croyons, comme Pierre Lévy, que la démocratisation du cyberspace et sa contribution à la démocratisation de

69. *Ibid.*

70. Pierre Lévy, *Qu'est-ce que le virtuel?*, La Découverte, Paris, 1998.

la société ne résident pas simplement dans l'accès au matériel informatique ou dans un accès au contenu, au média ou à l'information, mais bien dans un « accès de tous aux processus d'intelligence collective, [...] au cyberspace comme système ouvert de cartographie dynamique du réel, d'expression des particularismes, d'élaboration des problèmes, de confection du lien social par un apprentissage réciproque, et de libre navigation des savoirs »⁶⁹. Il s'agit donc d'utiliser les médias, l'informatique et Internet comme espaces de dialogue et d'élaboration des informations en transformant la connaissance en instrument de « cybercitoyenneté ».

« Il faut rapidement humaniser la technologie avant qu'elle ne nous déshumanise », estime le philosophe Martin Buber. Le virtuel permet à la société de réfléchir sur le monde qu'elle désire dans un futur proche. Pierre Lévy écrit ce qui aurait pu constituer une réponse à Martin Buber : « Le virtuel est le mouvement par lequel se construit et continue à se créer notre espèce. Cependant, il est fréquemment perçu comme inhumain et déshumanisant, comme le plus horrible des changements en cours. En l'analysant, en y pensant, en l'exaltant parfois, j'ai essayé de l'humaniser⁷⁰. » Nous devons, ajoute-t-il, donner un sens au virtuel, en inventant un « nouvel art de l'hospitalité » car « la plus importante morale des nomades doit devenir, dans ce moment de fin de la territorialité, une nouvelle dimension esthétique, le propre trait de la création ». L'utilisation de ces éléments, des médias et de la connaissance en faveur du bien social renforce la citoyenneté et la démocratie.

Combattre l'exclusion numérique pour une citoyenneté active

Véronique Kleck

Bien des municipalités et des structures associatives tentent aujourd'hui, en France, de familiariser à l'utilisation des nouvelles technologies de l'information les groupes les plus marginalisés et de mettre les réseaux numériques au service de la citoyenneté. Une démarche nécessaire et essentielle pour la démocratie, mais qui n'aboutit que lorsque l'innovation technologique s'appuie sur des réseaux humains, et lorsque le contenu des échanges est en rapport direct avec les besoins quotidiens de ces groupes.

Le saccage de nos ressources vitales, les crises financières larvées, la montée des extrémismes et sa traduction meurtrière dans le terrorisme, les guerres, les mafias, traduisent une grave perte de sens : nous ne savons plus pourquoi nous vivons. Les technologies ne sont pas étrangères à cette situation : elles l'ont en partie générée et aujourd'hui la confortent. Elles ont bouleversé nos rapports au temps et à l'espace, modifié nos représentations du monde et multiplié nos interrogations.

Les plus faibles subissent en priorité les effets ravageurs de cette révolution informationnelle. C'est particulièrement vrai dans le monde du travail grâce à la numérisation et à la robotisation (on peut produire toujours plus avec toujours moins de labour humain). Aussi les plus pauvres sont-ils les plus déconcertés face à cette mutation. Leurs craintes sont profondes et sont, comme chez tous les êtres humains, sources d'intolérance, de violence et de souffrance.

Les situations d'exclusion et de violence ne sont pas réservées aux pays du Sud. Tous les pays du Nord les vivent à des degrés divers et les réponses n'apportent pas les solutions espérées. L'État et le secteur public sont tous les jours un peu plus affaiblis. Nombreux sont les acteurs qui dénoncent cette dérive. Mais si l'histoire récente nous a obligés à prendre conscience des coûts sociaux des politiques ultra libérales, personne n'évalue aujourd'hui les coûts de la crise démocratique planétaire. Pourtant Manhattan comme Bagdad devraient nous ouvrir les yeux.

C'est dans ce monde que s'inscrit l'exclusion numérique, phénomène qui peut sembler paradoxal puisqu'il donne le statut d'« exclus » à la très grande majorité de la communauté humaine ! À l'ère des sociétés en réseaux, cette nouvelle forme d'exclusion ne fait que s'ajouter et renforcer toutes les autres. Elle est géographique, générationnelle, économique, sociale, et avant tout profondément culturelle. Les technologies de l'information et de la communication sont en effet le reflet des valeurs dominantes des sociétés qui les produisent et les utilisent : elles constituent aujourd'hui des outils de profit, le bras armé du capitalisme de marché. À ceux, donc, qui entendent participer à la construction de sociétés solidaires de défendre les usages citoyens et non marchands de ces technologies.

Car les plus démunis n'ont aucun droit de priorité pour accéder aux réseaux et à leurs potentiels, bien au contraire ! Or nous considérons qu'il ne peut y avoir de hiérarchie entre les besoins humains tels que la santé, l'habitat et l'éducation, tous aussi essentiels. La communication, l'information, la connaissance ne seront jamais des luxes. C'est simultanément que l'individu doit pouvoir accéder à ces biens car ils sont tous nécessaires à sa survie et interagissent entre eux : la connaissance est au cœur du développement économique et social.

71. VECAM – veille européenne et citoyenne sur les autoroutes de l'information et le multimédia – appellation de l'association en 1995 qui s'est transformée en « réflexion et action pour l'Internet citoyen ».

De même que toutes nos sociétés ont intégré la nécessité vitale du « savoir lire », de nouveaux savoirs sollicitant toutes les capacités du cerveau humain vont être tout aussi nécessaires à l'intégration à la vie en société. Si la maîtrise de ces outils est indispensable à la vie en collectivité humaine, il est urgent de s'intéresser en priorité à ceux qui ont déjà les plus lourdes difficultés à y vivre.

En 1995, la Fondation Charles Léopold Mayer et la lettre *Transversales science culture* publiaient une *déclaration pour une maîtrise sociale des autoroutes de l'information et de la communication*, disponible sur le site www.vecam.org, et à la suite de laquelle fut créée l'association VECAM⁷¹. Depuis une dizaine d'années, VECAM a pu observer à quel point l'approche politique des NTIC a changé. On est passé du stade de fortes résistances (largement dues à la simple ignorance) à un mouvement de balancier entre optimisme béat et pessimisme forcené. Aujourd'hui, nous connaissons plutôt une confiance exagérée dans les bienfaits du progrès technologique.

L'enjeu du développement de ces technologies est avant tout un enjeu politique; c'est l'exercice démocratique et le renouveau de la citoyenneté active qui peuvent en être menacés ou renforcés. De nombreux acteurs l'ont compris, qui œuvrent quotidiennement à permettre aux publics les plus marginalisés de rester acteurs de leurs propres vies.

Tout l'intérêt de cette approche de « l'exclusion numérique » est de nous obliger à partir non de la technologie mais de la société, des sociétés telles qu'elles sont aujourd'hui, des hommes et des femmes qui les composent. On peut voir alors comment les technologies peuvent contribuer à rendre ces vies meilleures, si tel est leur pouvoir – ce qui reste à démontrer.

72. www.arrondissement.com

Pour une culture de la participation

L'enjeu essentiel de la lutte contre l'exclusion numérique réside à nos yeux dans la *formation des citoyens et de tous les citoyens à la culture de la participation*. Les technologies de l'information et de la communication peuvent constituer un outil puissant au service des plus faibles pour apprendre, leur permettre de faire des choix, de résister et de peser sur l'organisation de la société.

Il est possible, pour cela, de susciter l'émergence de communautés virtuelles locales d'information et de permettre une initiation à la logique du fonctionnement en réseau pour développer les échanges de proximité. Il ne s'agit pas seulement d'apprendre à surfer sur Internet et à y trouver l'information recherchée pour satisfaire des besoins individuels. L'apprentissage de l'échange, de la confrontation, du débat et de la construction collective que permettent ces outils renforce les identités locales et stimule la participation. Un exemple : à Montréal (Canada), un portail intitulé « Arrondissement.com » facilite l'exercice de la citoyenneté des résidents des différents quartiers de la ville en leur offrant un meilleur accès aux ressources communautaires et aux services publics, et des contenus pertinents pour les personnes défavorisées. Les liens de proximité créés par le portail permettent à l'ensemble des habitants de se percevoir comme une communauté visible et autonome, où sont promues des valeurs de solidarité, de concertation et d'harmonisation des ressources. Ici, les outils permettent de transformer l'utilisateur de contenu en *fournisseur* de contenu, ce qui fait l'essence même de la création d'une « cybercollectivité ». Afin d'atteindre cet objectif, la sensibilisation et la formation des acteurs locaux font partie intégrante du déploiement d'Arrondissement.com⁷².

73. www.mairie-brest.fr

Ainsi les réseaux électroniques peuvent-ils – doivent-ils – s'appuyer sur les réseaux humains préexistants. Cela peut se traduire par la mise en réseau d'écoles, de centres culturels, d'espaces multimédia, ou par le biais de forum ou de listes de discussion ; et ceci parallèlement à une implantation rapide d'équipements multimédia interactifs, pour permettre aux habitants de s'en saisir, de se familiariser avec leur usage et d'exprimer à travers eux leur esprit critique et leur créativité. La ville de Brest a fait preuve, dans ce domaine, d'une grande capacité d'innovation, notamment pour permettre que les initiatives des personnes, associations, groupes d'habitants disposent d'un espace d'initiative où leur projet soit soutenu, valorisé, mis en relation avec d'autres. Deux exemples, parmi une grande diversité de projets : l'atelier d'écriture en plein air « *Au pied de ma tour* » dans un quartier d'habitat populaire qui en 2003 est devenu le premier point wi-fi/sans fil au pied des tours à Brest ; et la Fondation Lou Salomé qui accompagne les enfants soignés du cancer, et porte un projet pour les usagers qui sont les dizaines d'enfants hospitalisés à Brest. Avec un budget faible (15 centimes d'euro par an et par habitant) une vingtaine de projets voient ainsi le jour chaque année à Brest, contribuant à créer du lien et à réduire la fracture entre les personnes habiles avec les outils de la société de l'information et une majorité qui en reste éloignée⁷³.

Une politique locale d'usage des NTIC au service de la démocratie ne peut intervenir que dans le prolongement ou en accompagnement d'une politique de citoyenneté active, au terme d'un travail de longue haleine, visant à former à la participation et à accompagner les initiatives de terrain. Pour cela, le relais associatif joue un rôle essentiel. On sait que la vie associative est un lieu privilégié d'apprentissage du collectif et de la participation. Mais les associations sont aussi les relais naturels d'une politique active de sensibilisation de la population aux

74. www.centres-sociaux.asso.fr

75. Un programme mené en référence aux pratiques d'apprentissage cognitif

NTIC. C'est ce que montre par exemple l'expérience de la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France. Ce réseau national comprend plus de 1 000 centres sociaux dont environ 300 disposent aujourd'hui d'un espace public multi-média. Certaines fédérations régionales et départementales ont entamé une réflexion sur un usage des NTIC au service du projet social des centres. La Fédération nationale encourage cette approche et facilite les échanges d'expériences entre les animateurs, parfois isolés : rencontres, repérage, diffusion des bonnes pratiques, mise en place d'outils d'échanges entre les animateurs⁷⁴.

Car nous savons qu'il n'y aura pas de démocratie participative sans égalité d'accès et d'usage. L'évolution des comportements politiques dépend en effet d'une démocratisation de l'information. Pour participer activement à la vie politique, il faut en connaître les enjeux et identifier les décisionnaires et c'est en cela qu'Internet peut devenir un formidable outil de citoyenneté. Le fait que les citoyens puissent consulter à tout moment une information mise à jour régulièrement est déjà un énorme progrès. On comprend dès lors tout l'enjeu de poursuivre la politique d'offre d'accès pour tous qui fait l'unanimité des politiques. Mais si la promotion d'une égalité d'accès est nécessaire, elle reste insuffisante. Il convient d'assurer parallèlement une égalité d'usage par la mise en place d'un dispositif humain d'accompagnement et de formations.

L'association ATD Quart Monde a ainsi développé, au service des plus démunis, plusieurs types de projets concernant les nouvelles technologies : pour permettre à des enfants, des jeunes, des adultes de découvrir ces nouvelles technologies, d'apprendre à manipuler ces outils ; pour aider à la création, au sein même des

avec Seymour Papaert, l'inventeur du langage logo, et en lien avec un laboratoire du MIT, aux États-Unis, fortement investi dans les dynamiques de quartier.

76. www.atd-quartmonde.org/intern/wsis

77. Office public d'aménagement et de construction de la Ville de Moulins (Allier).

populations défavorisées, d'une expression propre, individuelle et collective, moyen de construction et de transmission d'une expérience de vie particulière⁷⁵; pour permettre à des personnes engagées contre la misère d'échanger leurs savoirs et savoir-faire, grâce au « réseau Quart Monde », une expérience de télécommunication informatique entre les universités populaires Quart Monde en Europe. Ce dernier réseau s'est étendu aux jeunes engagés dans Jeunesse Quart Monde (projet Yodem), puis aux enfants rencontrés dans le cadre de bibliothèques de rue (projet Tapori). En appui à tous ces projets, des ateliers « découverte de l'informatique » permettent à des personnes vivant des situations difficiles d'approprier l'outil informatique. Elles partagent des activités avec d'autres. Elles reprennent confiance dans leurs capacités. Au-delà de la maîtrise de l'outil, ce qui est en jeu, c'est de faire des activités avec d'autres, en se sentant respecté. De se sentir au cœur du monde et de la société. En ce sens, l'ordinateur, outil de communication, se révèle aujourd'hui un allié puissant pour briser la solitude dans laquelle la misère enferme⁷⁶.

Autre nécessité de la démocratisation de l'usage des nouveaux outils : la mise en place des points d'accès à Internet doit être privilégiée *dans des lieux existants* ; la création de nouvelles structures d'accueil est à éviter. Il s'agit d'installer des ordinateurs connectés dans des lieux publics ou semi publics de proximité déjà utilisés et visités par les habitants. Certaines politiques encore très rares ont été jusqu'à privilégier l'équipement direct des logements sociaux. Un exemple de ces politiques est celui de « Moulins Habitat » : l'OPAC⁷⁷ de la ville de Moulins, dans le centre de la France, a développé une politique d'accès à Internet originale : 2 700 locataires de Moulins-Sud (Habitations à Loyers Modérés), ont un accès illimité à Internet *via* leur poste de télévision. Moulins Habitat a développé une interface simple et conviviale pour les habitants, qui donne accès à une messagerie interne (gardiens, voisins, office) et l'accès à Internet. Ce

78. www.moulinshabitat.fr

79. www.emmaus.asso.fr

dispositif global comprend une formation gratuite à domicile (une à trois heures) et l'ouverture d'un centre multimédia dans le centre social du quartier. L'objectif de Moulins Habitat est de déployer ce dispositif sur l'ensemble des 6 000 logements que comptent le quartier de Moulins Sud et de développer les contenus. L'intégration dans la société de l'information se manifeste là par une intégration dans la vie sociale du quartier⁷⁸.

Le « droit à l'accès pour tous » n'est qu'une étape : à quoi sert-il d'avoir accès à quelque chose qui n'est d'aucune utilité pour la vie quotidienne, pour le développement humain, culturel, social ? Certes, ces nouvelles technologies permettent déjà aux plus pauvres (*via* souvent le relais d'associations) de communiquer entre eux et avec d'autres. Mais, pour sortir de la misère, ils ont aussi besoin de trouver, par le biais de ces technologies des « outils » *dans tous les domaines (travail, logement, santé, droit, culture...)* qui correspondent à leurs aspirations autant qu'à leur expérience de vie. Il faut ainsi développer des contenus utiles pour l'éradication de la misère et/ou utiliser la technologie au service de besoins immédiats des populations exclues. En France, certains foyers Emmaüs sont ainsi équipés d'ordinateurs et de scanners qui permettent la numérisation des papiers des sans domicile fixe ou encore offrent une domiciliation virtuelle via une adresse électronique⁷⁹.

L'égalité d'accès est nécessaire mais insuffisante. Il faut mener des politiques actives pour créer « les capacités à utiliser l'information ». Dans ce but, beaucoup de municipalités ont choisi de s'appuyer sur les établissements scolaires. Le rôle des écoles est ici primordial, mais aussi celui des bibliothèques municipales publiques, avec leur responsabilité dans la préservation et la construction d'un savoir, bien public de l'humanité.

La ville de Marseille a été pionnière dans ce domaine, avec son « *École de la deuxième chance* », un projet qui relève à la fois

80. www.e2c-marseille.net/sommpresentation.htm

81. www.5mauront.org

de la politique de lutte contre l'exclusion et de la politique de la ville. Son objectif: assurer, par l'éducation et la formation, l'insertion sociale et professionnelle de jeunes de 18 à 25 ans, sortis du système scolaire depuis au moins un an, sans diplôme ni qualification. L'E2C intervient au cœur des quartiers les plus sensibles, en partenariat étroit avec les entreprises et tous les acteurs sociaux intervenants dans son environnement. Il s'agit d'un projet expérimental et innovant, dédié à un public en grande difficulté, de jeunes adultes en situation d'exclusion et avec un très faible niveau de connaissances générales⁸⁰.

Il s'agit, en réalité, de créer les conditions pour que les citoyens soient non seulement participants mais véritablement acteurs au niveau local comme au niveau global. Être acteur, cela suppose l'accès au savoir et donc à l'information, à la responsabilité et au passage à l'acte. Il s'agit alors pour tout individu de *devenir producteur d'information et pas seulement consommateur* ou récepteur passif. Toujours à Marseille, l'association *Version 5* relève le défi de construire la... plus longue page web du monde! Initié dans un quartier défavorisé, le projet doit surtout aider à la réinsertion de ses habitants. Il s'agit de mettre en ligne un gigantesque collage d'histoires, de chansons, de billets d'humeur ou de poésies écrites par les jeunes du quartier Mauront, par leurs parents et les habitants des autres quartiers. Le but est de créer du lien social en utilisant les outils de communication. Les ateliers informatiques permettent, entre autres effets, de prévenir la délinquance des jeunes. L'association permet ainsi à cet arrondissement où règne l'exclusion sous toutes ses formes d'accéder ■■■ nouvelles technologies. Peu importe donc si, au final, l'objectif de longueur fixé à cette plus longue page web n'est pas atteint. L'essentiel est d'avoir pu fédérer les énergies du quartier autour d'un projet commun⁸¹.

Toutes ces actions n'auront aucun impact sur l'éradication de la misère si on ne s'attaque pas à la remise en cause du modèle

82. www.mit.edu/~fca/index.htm

ultra libéral qui produit cette pauvreté. C'est dans ce cadre politique que s'inscrit l'ensemble de la réflexion sur l'évolution des systèmes de communication : derrière la participation se profile la question du partage du pouvoir, question qui oblige à repenser l'essence même de l'exercice de ce dernier.

L'urgence immédiate est de corriger la manière d'aborder les technologies de l'information et de la communication. Il faut cesser de vouloir plaquer, par le haut, ces outils sur la société telle qu'elle est ; cette approche dissocie le social du technologique, le politique de l'économique et privilégie trop exclusivement la solvabilité des usagers et les retours sur investissement. L'équipement des publics et des structures en informatique et connectique ne suffit pas à lui seul à créer du lien social. Car, comme l'écrit Federico Casalegno, « l'humanité a communiqué pendant des milliers d'années... Ainsi, les nouvelles technologies, pour être efficaces, doivent considérer l'utilisateur et le garder au centre de l'univers qu'elles créent : les nouvelles technologies doivent apprendre des vieilles dynamiques sociales pour être efficaces⁸². »

Il y a donc un choix politique à faire pour privilégier les valeurs fondant nos comportements sociaux et les usages suscitant de nouvelles créativité, renforçant le lien social et favorisant des processus d'intelligence collective. Aux côtés de l'Internet marchand existe un Internet solidaire. À nous de le renforcer par les politiques appropriées.

Véronique Kleck

Actuellement directrice de la préparation du sommet mondial des villes et des pouvoirs locaux sur la société de l'information, Véronique Kleck a occupé précédemment les fonctions de conseillère technique en charge des Technologies de l'information et de la communication (TIC) au cabinet du ministre français de l'Économie solidaire. Elle a fondé l'association VECAM (www.vecam.org) et a assuré pendant six ans les fonctions de directrice de l'association.

Elle en est aujourd'hui secrétaire générale. Ses activités professionnelles antérieures se sont exercées au Conseil des communes et régions d'Europe, à l'Assemblée nationale française et au Parlement européen. Elle a également enseigné le droit public et les relations internationales à l'université de la Sorbonne et à l'institut d'études politiques de Paris. Vkleck@vecam.org.

83. La dictature militaire brésilienne instaurée en mars 1964 par un coup d'État s'assouplit peu à peu à la fin des années soixante-dix (amnistie politique, retour des exilés, etc.). Il faut attendre 1985 pour voir un président civil élu par un Collège électoral mis en place par la dictature, et 1989 pour le retour aux élections présidentielles au suffrage universel (NT).

Outils techniques et pratiques de réseau : Les ONG brésiliennes et le courrier électronique

Marcelo Carvalho

Les conditions historiques de la naissance des ONG brésiliennes, l'immensité d'un territoire caractérisé par de très fortes inégalités sociales et économiques, expliquent à la fois l'efficacité de la communication électronique de ces organisations et les limites d'un usage exclusif. Si l'Internet est devenu un outil indispensable dans le combat des ONG féministes, dont il a profondément transformé les modalités d'actions, il nécessite cependant des pratiques spécifiques et ne peut éluder d'autres modes de communication.

Si la reconnaissance et la visibilité sociale des ONG dans le contexte brésilien se sont construites au cours des années quatre-vingt, l'histoire de ces organisations a commencé pendant la dictature militaire⁸³, sous le signe de la clandestinité et à partir de cercles de communication informels, de tentatives de coordination, de réunions discrètes et de formation de réseaux d'actions basés sur des relations personnelles. Leilah Landim analyse l'apparition des premières ONG du Brésil comme un mouvement de « création de réseaux horizontaux entre certains acteurs de la société brésilienne ; d'établissement de relations avec des organisations internationales, essentiellement non gou-

84. Leilah Landim, *Experiência militante: histórias das assim chamadas ONGs*, in *Ações em Sociedade*.

vernementales [...] ; et d'existence de relations directes avec des groupes sociaux formant les bases de la société »⁸⁴.

Ces premiers temps sont marqués par la contribution décisive de l'aile progressiste de l'Église catholique avant 1964 et des promoteurs de la théologie de la Libération. Les futures organisations avaient besoin de se distinguer de leurs matrices religieuses, sécularisant leurs motivations et leurs pratiques, réalisant leur autonomie, tout en maintenant les alliances d'origine. C'est pourquoi elles investissaient dans un nouveau type d'intellectuel, formé au contact direct des groupes populaires, un nouveau type de penseur *engagé et au service de*, et non plus simplement académique.

À la fin des années soixante-dix, ces organisations au nombre croissant allaient fournir un destin aux ex-militants d'organisations marxistes, disparues ou en crise. Il s'agissait de personnes qui avaient été victimes de la répression par la dictature, exilées ou emprisonnées, dont quelques leaders du mouvement étudiant des années soixante. Au cours des années quatre-vingt, les débats se multiplient autour de l'identité collective commune de ces organisations ; des instances de représentativité et de réconciliation sont mises en place au nom des intérêts partagés par l'ensemble des organisations : réunions, colloques, publications et consultations se développent au niveau international. De telles rencontres mettent en contact des acteurs de différentes nationalités qui se reconnaissent au travers de leur profil et de leurs styles de travail semblables, ainsi que dans la formulation des discours et des problématiques, toujours avec la médiation des agences de financement des pays développés. À la charnière des années quatre-vingt/quatre-vingt-dix, les activités des ONG augmentent rapidement et recherchent une meilleure diffusion.

Analyser le champ d'action des ONG brésiliennes à ce moment-là, estime L. Landim, n'est possible qu'en prenant en compte, d'une part leurs relations avec les « agences européennes, canadiennes et nord-américaines (majoritairement non-gouvernementales et liées aux Églises chrétiennes) » qui les

finançaient, et d'autre part « avec des groupes, des organisations et des mouvements sociaux composés presque toujours de secteurs subalternes de la population [...]. L'histoire des ONG et de leur consolidation au Brésil est donc également liée à l'histoire des investissements dans la construction d'un circuit international d'agents et d'organisations, autour d'idéaux et de projets aux horizons communs. »

Il faut donc se replacer dans le contexte des réseaux dépassant les organisations et partageant les mêmes objectifs et intérêts pour comprendre à quel point la communication fait partie, intensément, du quotidien de ces organisations.

Un contexte de mondialisation libérale

Les réseaux s'articulent aujourd'hui dans un contexte où le système économique est de fait international, établi sur le principe de l'action des investisseurs qui redirigent constamment leurs ressources de place boursière en place boursière, déplaçant autour du monde des sommes incroyables et le plus souvent virtuelles. Si le mode de production reste essentiel, la recherche et la détention de l'information est l'un des principaux objectifs des acteurs économiques dans leur nouvelle phase d'accumulation de capitaux. L'extraordinaire progrès technologique en cours depuis la seconde moitié du vingtième siècle produit une redéfinition spatio-temporelle. Les déplacements se font plus vite, les distances sont vaincues avec plus de facilité. Désormais les actions locales reflètent les décisions du climat global, qui à leur tour, interviennent dans la sphère locale.

Si, d'un côté, les agents du marché financier international utilisent les nouvelles technologies de communication *pour être présents dans plusieurs lieux simultanément*, la lutte contre l'ultra-libéralisme menée par des groupes militants exige aussi *d'être présente sur tous les fronts*. Les espaces sont *déformés*, les distances vaincues et le temps d'action devient immédiat par le va-et-vient des courriers électroniques. Ce qui se révèle particulière-

ment intéressant dans un pays immense, où les régions très éloignées des grands centres et les territoires pauvres sont les zones oubliées du système. Les contrastes sociaux brésiliens, les inégalités d'accès aux biens et la diversité même des régions finissent par gêner la communication entre les partenaires des mouvements de la société civile, certains étant reliés au réseau informatique international, tandis que d'autres affrontent encore des difficultés pour téléphoner. Cette situation provoque des écarts dans une organisation qui exige, en raison des circonstances, de vivre dans *des temps différents*, celui des actions et des réponses immédiates et celui, plus long, de la réflexion entre un événement et la réaction.

Le temps nécessaire à la mise en place des actions en réseau diminue avec le courrier électronique. Analyser les trois processus de communication, la lettre, le téléphone et le courrier électronique est de ce point de vue éclairant. On envoie des lettres par courrier. Quelques jours s'écoulent entre la rédaction et la lecture de la lettre. Il s'agit de conversations étirées. Le téléphone, lui, apporte la proximité d'un contact personnel presque en temps réel, établi par le parcours des impulsions électromagnétiques. La réaction de l'interlocuteur vient juste après que l'on a parlé. Le contact par courrier électronique possède des caractéristiques communes aux deux processus précédents. Il s'agit d'une communication écrite, comme une lettre, mais qui ne mobilise pas toute la chaîne du courrier. Le message écrit est envoyé par la ligne téléphonique, circulant avec la rapidité de ce support. La différence essentielle réside dans l'option proposée à l'émetteur de diriger son message vers un ou plusieurs destinataires, une communication entre deux personnes ou avec une multitude.

Le message électronique a été utilisé pour sa rapidité, sa souplesse et sa capacité de toucher plusieurs destinataires simultanément, comme un outil de propagation de l'information qui favorise véritablement l'organisation et la mobilisation. Nilza Iraci, de l'ONG Geledés, confirme que l'outil de communication

le plus utilisé par l'organisation pour informer, prendre des rendez-vous et organiser des stratégies est le courrier électronique, au moyen des carnets d'adresses électroniques, des listes de diffusion et de discussion, comme la « Liste des femmes noires », créée pour stimuler la phase de préparation de la « Troisième conférence mondiale contre le racisme ». La Liste fut l'un des deux outils principaux de divulgation et d'information employés pour les étapes préparatoires de la conférence, devenant une référence pour les mouvements d'Amérique Latine et des Caraïbes, ainsi que pour d'autres mouvements sociaux brésiliens. Le Réseau national de santé utilise également le courrier électronique comme principal moyen de contact et d'information de ses membres dans les onze États brésiliens où il est présent. Carla Batista (éducatrice de SOS Corps, directrice du Forum des femmes du Pernambuco et secrétaire adjointe de la Coordination des femmes brésiliennes, AMB) confirme la préférence donnée aux messages transitant par courriers électroniques : « Les informations sur les réunions, les discussions relatives aux propositions susceptibles d'être débattues dans les réunions, tout s'est effectué sur Internet. » Jacira Melo (ex-directrice de la communication du Réseau national féministe de santé et du planning familial et aujourd'hui une des directrices de l'ONG institut Patricia Galvão communication et média) explique que l'organisation, en juin 2000, de la Conférence nationale des femmes, aurait nécessité beaucoup plus de temps sans Internet. Plus de 6000 femmes, de tous les États brésiliens, ont pu être réunies en moins de six mois, ponctués par de multiples rencontres préparatoires.

Un mode de communication en plein essor

Pour de nombreuses régions et populations dans le monde, Internet est quelque chose de très récent, inexistant ou encore peu accessible. Carla Batista (SOS Corpo) fait « partie de la génération qui n'utilisait que peu Internet. Au début, Internet

paraissait extrêmement compliqué. Nous avions ici seulement un ordinateur connecté et une personne qui savait s'en servir. À cette époque, il était très rare d'entrer en contact avec nos partenaires au moyen d'Internet. Nous utilisions le téléphone et la télécopie. [...] Dorénavant, la plupart de nos partenaires ont leur adresse électronique et un accès à un ordinateur. Mais il s'agit d'un privilège, de nombreux groupes de femmes avec lesquels nous travaillons dans l'État du Pernambuco accèdent à leurs courriers électroniques dans de petites boutiques qui louent l'utilisation d'un ordinateur. »

Très rapidement, ce nouveau moyen de communication s'est intégré aux autres dans le quotidien des organisations de la société civile, comme le souligne Jacira Melo (Réseau national de santé) : « Depuis trois ans environ, l'outil de communication le plus utilisé est le message électronique, non seulement par les membres du Réseau mais aussi par ses principaux interlocuteurs, professionnels de la santé, chercheurs et groupes dans les universités. Il représente un outil de communication très efficace et facilement accessible, qui a été privilégié. Le Réseau possède un important catalogue qui contient déjà presque 5 000 adresses. Le Réseau produit également une information imprimée et envoyée à plus de 300 membres référencés, ainsi que deux bulletins d'information électroniques. » Le *Redefax*, qui porte sur la santé et les droits reproductifs, fut envoyé la première année, « en faible nombre par courrier électronique et au nombre de mille par télécopie. Après six mois, le nombre d'envois du bulletin Redefax par télécopie passa à 800, puis à 500 et aujourd'hui à 120 seulement. »

Un outil pour coproduire des documents de référence

L'alternance permanente d'informations et d'opinions sur un sujet précis facilite la prise de décisions, les prises de positions collectives et la rédaction de documents de synthèse sur tel

mouvement ou telle campagne. Magaly Pazello (membre du Réseau Dawn à l'Ibase) témoigne à ce propos : « Nous utilisons énormément tous les outils Internet, comme les courriers électroniques, les listes de discussions et les chats. [...] Les contenus des documents et des articles sur un sujet circulent dans le réseau et serviront à élaborer une prise de position, qu'elle soit politique, administrative ou autre. Les arguments sont formulés de cette manière et construits collectivement *via* Internet. »

Si le courrier électronique se révèle souvent un outil de communication et d'organisation décisif, une analyse des styles de rédaction des courriers électroniques révélerait sans doute que le style employé, particulièrement entre les partenaires, se caractérise par un ton informel. Ce ton, cette écriture *en construction* (en référence aux courriers électroniques contenant des suggestions, des idées et des questionnements), correspondent bien à ce nouvel outil de communication et contribueront à renforcer son caractère de forum informel de discussion et de décision, facilitant une fluidité des idées.

Cependant, ce caractère informel ne signifie pas un manque de sérieux ou d'intérêt. Bien au contraire, puisque le fait d'être écrit (dans une civilisation de l'écriture, qui privilégie l'écrit par rapport à ce qui est entendu ou simplement vu sans être lu) donne au texte du courrier électronique un caractère presque officiel, une preuve incontestable d'une communication effectuée, d'un enregistrement de ce qui a été décidé, car le courrier électronique laisse une trace (copie dans le dossier des messages envoyés).

Densité et accélération des temps de la communication

Internet contribue à cette réorganisation des statuts des *espaces* et des *temps* sociaux. C'est un espace où se développe une liberté *intéressante*. C'est aussi toutefois un espace congestionné. Si on espérait que la technologie apporterait une quelconque

rédemption en augmentant la quantité de temps libre, cet espoir s'éloigne de plus en plus. L'espoir d'un temps plus extensible a laissé place à des *temps* de plus en plus saturés d'informations.

La circulation facilitée par Internet entraîne un climat d'intimité réduit dans le courrier électronique. Les informations importantes comme les messages personnels, mais aussi les textes de journaux envoyés par des connaissances, les propositions de participation à des listes de discussion, la publicité parviennent au même niveau dans la boîte de réception des messages.

La dispersion n'est pas l'unique danger immédiat. La nouvelle temporalité accélère le mode de travail, impose à tout le monde des réactions rapides, parfois immédiates. Le sentiment d'*être en retard*, le décalage par rapport à son propre rythme, l'angoisse d'impuissance face au flux d'informations qui nous parvient, sont les caractéristiques de l'époque dans laquelle nous évoluons, responsables de notre *sentiment de culpabilité*.

Cependant, être le plus rapide, accompagner le rythme des réseaux numériques paraît essentiel pour figurer dans les premiers (une exigence bien contemporaine). Les organisations de la société civile, les entreprises privées et les instances des gouvernements se livrent une course à la première action ou réaction. L'expérience de l'ONG Centre féministe d'études et d'assistance (Cfemea) témoigne de l'obligation d'agir rapidement, comme le souligne Michelle Barbosa, responsable de la communication politique du centre: « Quelques-unes de mes collègues mènent des actions de plaidoyer au Congrès national. Quand elles savent qu'un important projet de loi est approuvé, elles envoient immédiatement des messages par courrier électronique et renseignent les responsables des organisations de femmes sur ce projet. Il est crucial dans ce cadre d'être les premiers informés et d'alerter les autres, et réciproquement. »

Carla Batista témoigne de l'expérience assez semblable de SOS Corpo, à propos d'un « réseau-éclair »: « La municipalité de

85. Capitale de l'État du Pernambuco, situé dans la région Nordeste (NT).

Recife⁸⁵ présenta un projet de loi qui devait modifier le système de protection sociale de ses fonctionnaires. Les partenaires homosexuels devaient bénéficier de la même protection sociale que les hétérosexuels. Ceci déclencha une vive polémique dans la presse et le Forum des femmes du Pernambuco, dont je fais partie, mena une cyber campagne soutenue. Nous rédigeâmes un texte court et objectif sur le sujet et nous l'envoyâmes par courrier électronique à tous nos contacts. Chaque personne qui recevait ce message le dupliquait et le renvoyait à son tour. Ainsi, en trois ou quatre jours, une multitude de courriers électroniques vint soutenir le projet de la municipalité, qui reçut des messages du monde entier. Pour nous qui participons aux mouvements de la société civile, aujourd'hui mondiale, le courrier électronique représente un instrument indispensable. »

Les besoins complémentaires de la communication citoyenne

Toutefois, les outils Internet ne se substituent pas entièrement aux autres formes de communication et, la plupart du temps, on complète leur utilisation par la télécopie et par le téléphone. Comme le rappelle Nilza Iraci, de l'ONG Geledés, pour la participation au forum social mondial: « Il a fallu de nombreux appels téléphoniques, en particulier en Afrique et en Amérique Centrale, puisque les personnes ont une certaine difficulté à répondre rapidement en ligne. »

Les rencontres humaines conservent un rôle essentiel. Les réunions ont acquis une autre fonction, dans la mesure où elles représentent, en partie, un développement de ce qui a été décidé par courrier électronique. Grâce à celui-ci, les textes sont élaborés et les positions définies avant même la rencontre. Comme le suggère Carla Batista, de SOS Corpo: « Les réunions sont très importantes pour déclencher un processus. Mais le processus se construit à partir de la communication par Internet. Toute la coordination pour finaliser notre participation au Forum social

mondial, par exemple, s'est faite par Internet. [...] Comme de nombreux pays sont concernés, nos réunions sont plus espacées dans le temps. »

Jacira Melo, du Réseau national santé, fait part d'une situation inverse: « Internet nous a poussés à nous rencontrer. C'est un outil fondamental, qui n'a pourtant pas remplacé la relation directe, le tête-à-tête et le débat plus animé. En effet, la formulation d'une réflexion collective, d'une pensée politique, se construit lorsque des personnes sont assemblées. Et l'énergie de personnes réunies est irremplaçable. Quand nous avons besoin d'approfondir une position, d'aller plus loin dans la réflexion collective, de définir une stratégie qui intègre cette réflexion instantanément, se développant de telle manière, il est alors indispensable que les personnes soient dans le même espace. Peut-être, ultérieurement, nous pourrions faire différemment. Une autre génération, qui sait? ». D'ailleurs, les membres du Réseau national de santé, lors de l'évaluation de la participation à l'organisation du second Forum social mondial, ont pris conscience de ne pas avoir utilisé Internet pendant l'événement: « Avant le Forum, oui, nous avons utilisé les outils Internet pour divulguer l'événement, l'agenda et la liste féministe, pour que les gens arrivent à Porto Alegre bien informés et avec une idée de la coordination. Mais pendant le Forum même, nous n'avons pas utilisé Internet. Il y a vraiment eu un déficit à ce niveau. »

Selon Mídia Matos (membre du Mouvement de coordination des femmes de l'Amazonie, Mama), bien que la communication avec ses membres associés et les institutions partenaires se fasse, en grande partie, par courrier électronique, il existe des lieux où la communication doit prendre d'autres formes: « Nous sommes organisées dans tous les États de la région amazonienne brésilienne⁸⁶. Nous travaillons beaucoup avec les habitants des zones rurales et des villages amérindiens avec qui, dans la plupart des

86. La région nord du Brésil, sept États, couvre 45 % du territoire national (NT).

cas, nous n'avons pas de moyens d'entrer en contact, à moins d'envoyer des lettres, car il n'y a pas de téléphones. Là où nous pouvons envoyer des courriers électroniques, nous téléphonons ensuite pour nous assurer que le message est bien arrivé. Parfois, l'organisation ne dispose plus momentanément d'accès à Internet, en raison d'un problème technique ou bien je dois envoyer le même courrier électronique à plusieurs reprises pour obtenir une réponse. Ces difficultés de communication ralentissent tout, portent préjudice au travail dans la mesure où nous devons, souvent, repousser des décisions en attendant une réponse. »

Les nécessaires accompagnements et formations

Nilza Iraci, de l'ONG Geledés, se félicite de la souplesse et du faible coût de la communication par courrier électronique, tout en soulignant que « les compétences pour l'emploi de cet outil important sont encore insuffisantes, ce qui conduit à sa sous-utilisation. » Elle poursuit : « J'ai mené quelques projets dans le domaine des compétences dans les nouvelles technologies de la communication, des médias et des plaidoiries pour les femmes noires. Ces projets ont été développés après que l'on eut constaté qu'un des problèmes majeurs lié à l'utilisation d'Internet et qui concerne les femmes en général, et les femmes noires en particulier, réside dans ce que j'appelle la « technophobie », c'est-à-dire l'opinion ancrée que ces outils sont destinés uniquement aux personnes brillantes. J'ai mené ces projets sur l'utilisation des services des réseaux numériques, parallèlement à des débats sur l'importance et la signification de l'accès aux nouvelles technologies et aux systèmes de communication existant et sur leur rôle dans l'amélioration de la mobilisation et de l'organisation des femmes noires. »

On retrouve chez Jacira Melo le même souci professionnel d'accompagner des partenaires exclus d'Internet : « Le Réseau a élaboré une stratégie pour une utilisation plus concrète des

outils Internet, principalement dans les régions Nord et Nordeste. Nous avons mis en place pour nos partenaires des ateliers sur l'utilisation du courrier électronique, portant d'ailleurs moins sur la manière de l'utiliser que sur une présentation visant à faire prendre conscience de l'importance de cet outil. Nous avons organisé de nombreux ateliers en 1997, 1998 et au cours du premier semestre 1999. Même pendant la Rencontre nationale du réseau national de santé, réunissant plus de cent personnes venues de tout le Brésil, nous avons trouvé du temps, le midi si besoin, consacré entièrement aux ateliers d'utilisation du courrier électronique. Le résultat fut éloquent: nous avons constaté rapidement que l'ensemble des partenaires utilisait cette forme de communication. »

■ Le mot de la fin pourrait revenir à Magaly Pazello (membre du Réseau Dawn à l'Ibase): « Une personne qui n'utilise pas ou peu les ressources d'Internet se met en marge des discussions et décisions majeures. » Le réseau a donc décidé de développer un Intranet... mais des incompatibilités entre différents systèmes en rend le développement problématique. Même pour les plus aguerris en matière de nouvelles technologies, des formations, sinon le recours à de la sous-traitance, s'avèrent indispensables.

Comme tant d'autres progrès technologiques par le passé, Internet a établi, malgré sa relative nouveauté, une relation de quasi-dépendance. Comme en témoignent les réactions quand il fut demandé aux personnes interrogées si elles parvenaient à imaginer la communication entre l'organisation où elles travaillent et ses partenaires sans les outils Internet. « NON!!! », répondit tout simplement l'une d'entre elles. D'autres se souviennent de l'époque antérieure, où « ne pas être à la mode » ne représentait pas un désavantage si flagrant. Les exemples contraires traduisent plus le manque de ressources financières (organisations petites ou récentes), la carence d'infrastructure élémentaire (lieux retirés où le réseau téléphonique n'est pas encore totalement installé) ou les différents défauts techniques. Les outils Internet ont redéfini les ren-

contres physiques, qui restent néanmoins indispensables, dans la mesure où elles sont précédées d'intenses débats et d'accords précis. Internet est devenu un outil de travail quotidien, comme la feuille de papier et le stylo, jusqu'à ce qu'une nouvelle technologie surgisse à l'horizon.

Marcelo Carvalho

Formé en journalisme et en cinéma à l'université fédérale Fluminense, Marcelo Carvalho est également licencié de « communication pour le tiers secteur » à l'université fédérale Cândido Mendes, et en Art et philosophie à la PUC de Rio de Janeiro. Marcelo Carvalho est actuellement journaliste et dessinateur à l'IBASE (Instituto de Análises Sociais e Econômicas) et a participé au projet Ibase/Timor-Est, pays dans lequel il a résidé et travaillé dans l'appui aux communautés et aux politiques de développement et d'éducation populaire. Il a écrit et réalisé un moyen métrage Chão de Estrelas (« le plancher des étoiles »).

87. Y. Shenhav, "Manufacturing Rationality – The Engineering Foundations of the Managerial Revolution", Oxford University Press, 1999.

88. N. Wiener, *Cybernétique et société*, Deux Rives, Paris, 1948, 1952.

89. S. Pène, A. Borzeix, B. Fraenkel, et al., *Le Langage dans les organisations*, L'Harmattan, Paris, 2001.

Dialogue et entreprise virtuelle **Alice dans la *Virtual Global Company***

Éric Fay

Dans l'entreprise occidentale, le statut de la parole, déjà fortement affecté par le taylorisme, est encore amoindri par le développement des modes de travail sur Internet. Les NTIC seraient-elles en passe de nous transformer en simples muets ?

Structuré par l'organisation scientifique du travail, le monde du travail a longtemps été, et demeure, le monde de la parole proscrite. Non pour favoriser une meilleure organisation du travail mais pour permettre un meilleur contrôle, voire une répression des mouvements naissants⁸⁷. Pourtant, depuis plus de vingt ans la circulation des informations s'intensifie dans l'entreprise occidentale. Cette dernière en espère des gains en termes de fluidité, de réactivité, de flexibilité⁸⁸, d'efficacité, mais certainement pas en termes d'expression des êtres humains. Cependant, avec des justifications et des fortunes diverses, des formes participatives s'essaient⁸⁹. L'entreprise découvre l'intérêt et l'efficacité du travail en équipe, des groupes de projet, des équipes semi-autonomes, dans lesquels les personnes engagent parfois de véritables dialogues. Mais le risque est que, focalisées sur la production, les objectifs de performance, les personnes impliquées dans ces groupes, passent à côté de la rencontre de l'autre comme personne. Alors, la tête prise par les objectifs de l'entreprise, elles en arrivent à ne pas savoir, vouloir ou pouvoir prendre le risque d'une expression authentique. Comme l'information qui circule dans l'entreprise taylorienne, le dialogue devient alors paradoxalement une activité sans âme et, du coup,

frustrante. Qui ne s'est plaint une fois ou l'autre de la réunion-nite ?

Aujourd'hui ces questions se reposent dans un contexte totalement nouveau. Il n'est pas rare de trouver des entreprises tertiaires où chacun est équipé d'un ordinateur ; ordinateur connecté au réseau interne et ouvrant, *via* Internet, sur le monde. Dans cette nouvelle forme d'organisation du travail, l'être humain peut passer sa journée derrière son écran à recevoir, traiter, stocker, diffuser des informations. Va-t-il, dans ce contexte, se voir enfermer dans une caverne numérique ? Pourra-t-il encore adresser la parole à quelqu'un ? Comment trouvera-t-il les voies originales qui lui permettront de rester ouvert à l'autre comme personne ? C'est pour répondre à ces questions que j'ai pris le parti de raconter une histoire, celle d'Alice.

Alice est assistante d'ingénieur dans une entreprise du secteur de l'électronique mondialement implantée. Elle va nous rapporter comment sa façon de travailler et de communiquer avec les ingénieurs de son site à Villeneuve (nom fictif) et avec les personnes du Laboratoire de recherches à Toulouse (nom fictif) a changé lorsque sont arrivés les nouveaux systèmes d'information et de communication. Nous l'écouterons, en particulier, nous raconter comment elle a vécu avec ses collègues l'arrivée et le déploiement de la gestion électronique des documents (Ged) ; comment, grâce à Christian, le chef de projet, elle a pu progressivement s'approprier cet outil qui a fait disparaître tous les documents écrits et a soulevé de nombreuses questions nouvelles, y compris celle du devenir de son propre poste. En toile de fond, Alice nous rappellera les grands événements qui ont secoué la compagnie pendant ces années. Pour finir, nous l'écouterons nous rapporter comment il est devenu difficile de travailler depuis que la direction mondiale a décidé d'interdire aux

90. W. H Davidow, M. S. Malone, *The virtual organization*, New-York, HarperCollins, 1992.

ingénieurs la plupart des déplacements en avion alors qu'ils travaillent avec les quatre coins de la planète. Ce n'est plus comme avant...

La posture de ce récit est phénoménologique. C'est-à-dire qu'elle vise, à travers le récit recomposé d'un personnage fictif, à faire sentir au lecteur ce qu'éprouvent au travail un grand nombre de personnes confrontées à une entrée dans l'univers de la communication électronique. Nous percevons comment, avec l'arrivée des outils de communication électronique, le travail devient de plus en plus efficace mais aussi de plus en plus formalisé, dématérialisé, et les communications plus difficiles. Mais, à travers Christian, un chef de projet qui écoute, répond aux questions, des collègues qui trouvent des solutions inattendues, des managers qui se démènent pour faire vivre le site, nous pourrions sentir comment la vie se maintient. La vie est pourtant difficile. Ce chapitre comportera aussi, à partir de cette posture phénoménologique, une critique du modèle théorique et idéologique de « l'entreprise virtuelle » prôné par certains⁹⁰ et vécu par d'autres. Alice et ses collègues travaillent, en effet, de plus en plus avec les quatre coins du monde, dans la *Virtual Global Company*, c'est ainsi que parlent les ingénieurs. Depuis que ces derniers n'ont plus le droit de se déplacer, tout se fait par mail, on se comprend mal, il y a beaucoup d'erreurs, c'est vraiment difficile. Pourtant l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication, telles la Gestion électronique de documents (Ged), n'avait pas, jusque là, signifié l'arrêt des rencontres, des échanges en face à face.

Récit d'Alice

« Je m'appelle Alice, je suis assistante d'Alain, ingénieur méthodes et process sur le site de Villeneuve en France. Nous travaillons dans des bureaux paysagers, la machine à café est gratuite, nous y entendons les uns et les autres parler de leurs travaux. C'est comme cela que la première fois j'ai entendu deux

ingénieurs, Christian et Thomas, parler de “j’aide”, c’était le nom d’un nouveau système électronique. Christian parlait du prototype. Leur conversation était... bizarre... il y avait quelques mots que je comprenais: protocole, serveur, station, débit, réseau, fonctionnalités... mais cela me semblait loin, technique... Oui, je m’en souviens, ils étaient plongés dans la technique. À la fin j’ai demandé à Christian ce qu’il était en train de mettre en place. C’est un système de gestion électronique des documents, m’a-t-il dit. Tu comprends, on perd tellement de temps à chercher un dossier, et si celui qui l’a rangé dans son armoire est parti en vacances, c’est toute la fabrication qui peut s’arrêter. Et puis il a continué, dans cinq ans ce sera le “zéro papier”; tout ce que toi et Alain (l’ingénieur avec qui je travaillais à l’époque) vous faites, les plans, les notes techniques... sera stocké sur un serveur et immédiatement disponible pour tous ceux qui en ont besoin. Zéro papier! Tous les documents disponibles! J’ai eu un peu de mal à y croire... d’un autre côté j’étais effectivement frustrée et énervée d’attendre toujours trois jours les documents d’Agnès, c’était sa façon de faire... Avec tous ces agacements, la doc [documentation], c’était “la galère”. Christian a ajouté que chaque document serait au bon moment, au bon endroit, dans le format désiré... le rêve! »

Le dialogue au temps du prototype

« Quelques semaines plus tard, Christian est venu parler avec Alain de cette application prototype de Ged. Alain était bluffé: tous les documents disponibles d’un simple clic..., mais il craignait aussi que tout le monde aille modifier les documents de tout le monde, que cela parte dans la nature, chez le concurrent. Il m’a dit ensuite qu’il n’avait pas vraiment envie de rentrer dans ce nouveau système mais que si je le voulais je pourrais le faire pour lui, ce serait bien. J’étais plutôt pour, c’était une façon de valoriser ma fonction d’assistante, mais je lui ai demandé une

formation. C'est ainsi que fin 1992, j'ai fait partie de la petite équipe pilote qui allait tester le système prototype. Il y avait Gérard, un dessinateur, Christian, le chef de projet et Thomas, un informaticien. D'une certaine façon, c'est vrai que l'on a réussi à faire un scénario de travail qui nous a permis de commencer à voir comment cela allait pouvoir se passer. Nous avons bien compris qu'il n'y aurait plus de perte de temps et plus de perte de documents. Mais quand même c'était plus compliqué que trois clics de souris. Christian nous expliquait les manipulations assez vite, avec une foule de mots que je ne comprenais pas. Je me demandais bien comment j'allais pouvoir m'y mettre. D'autant plus qu'il fallait aussi apprendre à scanner les docs papier, classer tout les documents. Je me souviens que nous avons soulevé des questions auxquelles Christian ne pouvait répondre. Par exemple, on ne voyait pas comment on allait imprimer les documents avec ce système; et puis question de sécurité, il avait beau dire, cela nous inquiétait un peu que tout soit sur un serveur. Je ne savais pas si cela allait finalement déboucher un jour. Christian nous a demandé de tirer avec lui toutes les leçons de ce prototype. Ce n'était pas ce dont nous avions rêvé, loin de là... »

Lorsqu'il donne lieu à un dialogue de qualité, le temps du prototype permet de passer du rêve à la réalité et de mieux apprécier les besoins et les options pour le système futur. C'est le moment d'une certaine désillusion, du passage d'inquiétudes « fantasmées » à des inquiétudes et souhaits plus réalistes.

L'introduction du nouveau système

« Un an plus tard, poursuit Alice, Christian nous a réunis, nous les membres de l'équipe proto, pour nous présenter le nouveau système que nous allions mettre en place. C'était le même que celui qu'utilisaient les unités en pointe de notre société aux États-Unis. Christian nous a demandé d'être les porte-parole du

projet dans nos équipes. Entre-temps nous avons vécu une réorganisation importante. Nous, les assistantes d'ingénieur, nous avons été regroupées dans un même service, le service des systèmes d'information techniques (Sit), sous la responsabilité de Monique C. Cela ne nous a pas vraiment plu mais nos responsables ne nous ont pas laissé le choix. Ces derniers nous ont dit qu'au début, nous les assistantes, travaillerions avec le même ingénieur, mais que l'on pourrait travailler pour d'autres ingénieurs si l'une d'entre nous s'absentait pour un enfant malade, ou pour un congé maternité. Christian a eu du mal, mais il a réussi à élargir l'équipe projet à quelques ingénieurs. De plus, la grande nouveauté c'est que ce projet allait aussi concerner Toulouse où se trouvent le Laboratoire de recherches et le service de lancement des produits nouveaux. Les managers disaient qu'il fallait des outils de gestion qui supportent les processus transversaux, comme celui du lancement des nouveaux produits pour lequel je travaille.

En un an, Christian et Thomas ont fait un énorme travail. Avec eux nous nous sommes mis d'accord sur le parcours des documents, la structure des dossiers, les principales responsabilités de chaque service. Nous avons vu arriver les nouvelles stations de travail et Christian nous a formés au nouveau système. Il expliquait clairement cette fois. Les écrans du système étaient nouveaux, il y avait des menus dans des fenêtres. Il nous a donné une documentation vraiment bien faite, a pris le temps de bien nous expliquer. Et puis chaque fois que nous avions une difficulté pour introduire les documents, un petit coup de fil et il venait nous voir ou nous dépannait au téléphone. Au début pourtant je rêvais la nuit de cette Ged, des écrans, des fenêtres. J'étais perdue, je ne savais plus où j'étais; ou alors je saisissais tout et tout disparaissait, impossible de retrouver, volatilisé, tout à refaire... Pour les autres, c'était parfois encore plus difficile mais cela s'est mis en place. »

La qualité de la formation, la présence et la disponibilité du chef de projet qui était aussi le formateur ont largement contribué à faciliter l'apprentissage d'Alice, à diminuer ses craintes. Quoique important, le travail réalisé par l'équipe du projet va pourtant montrer ses limites incontournables parce que face à une telle nouveauté, tout ne peut être anticipé.

Le groupe Gesdoc

« Au bout d'un an, tout était en place et nous avons démarré. Pourtant, pas mal de choses n'allaient pas bien. Quelques mois plus tard, Christian nous a invités à une réunion de lancement du groupe des gestionnaires de documentation. Il y avait un chercheur, nous nous sommes demandé si nous étions des cobayes. Christian et le chercheur nous ont expliqué que ce groupe permettrait à chacun de dire ce qu'il avait à dire, de faire part de ses difficultés, d'expliquer ce qu'il savait aux autres, que le chercheur était là pour comprendre nos difficultés et voir comment nous pouvions en parler ensemble. Ce serait un groupe qui se réunirait régulièrement. Nous nous sommes mis d'accord pour deux heures toutes les six semaines. Dès la première réunion, des points importants ont été évoqués. Nicole qui arrivait de Toulouse et qui était connectée sur un serveur de Toulouse voulait savoir si elle allait avoir accès au système Ged. Christian a répondu que le système était accessible de tous les sites et tous les ordinateurs de la compagnie. Philippe, un ingénieur méthodes et process s'est alors exclamé "c'est la virtual global factory!" ».

Pour ma part, j'ai dit que je trouvais que le travail était compliqué, quatre fois plus long qu'avec le proto, si on ne se trompe pas. Thomas m'a demandé ce qui me gênait : la durée des opérations de saisie ou les écrans du logiciel. J'ai réfléchi un temps et ai répondu que celui qui utilise ce système a vite fait d'oublier ce qu'il avait fait avant. À la réunion suivante, j'ai d'ailleurs pu expliquer que c'étaient les fenêtres qui se superposaient et, que,

du coup, on ne savait plus où on en était. Parfois il fallait aller cliquer mais la fenêtre était cachée et je ne savais plus où elle était. Thomas a arrangé cela. »

Contrairement à toutes les méthodes de conduite de projet qui ont un début et une fin, Christian et le chercheur ont innové en offrant un espace de parole libre dans le temps du post-projet. La première réunion confirmait que tous avaient des choses à se dire pour s'accorder sur le sens des nouveautés, que les difficultés qui mettaient mal à l'aise pouvaient se dire et des solutions concrètes être envisagées.

« À la deuxième réunion il y avait Gérard, un dessinateur de Toulouse. Jacques, un ingénieur méthodes et process, qui venait pour la première fois l'a alors rencontré et a été vraiment heureux de le voir. Cela faisait pourtant trois ans qu'il lisait son nom sur les papiers sans le connaître ! Pour ma part, j'ai dit que cela me choquait qu'il n'y ait pas d'ingénieurs des approvisionnements avec qui nous travaillons pourtant beaucoup. Christian a demandé qui est concerné dans ce service, on a pensé à Isabelle Marchand. Ensuite nous nous sommes mis d'accord pour que chaque service soit représenté par quelques porte-parole et pour qu'il n'y ait pas de décision prise concernant un service en l'absence de ses représentants. »

Ce groupe permet aussi que l'on sorte de l'organisation bureaucratique cloisonnée, que le travail reprenne un peu de son sens lorsque l'on a fait connaissance, dans une rencontre, avec ceux pour qui et avec qui l'on travaille.

« Jacques a ensuite repris la parole au sujet d'une opération qu'il devait faire dans ce système : "Ça marche bien, c'est rodé, par contre derrière que se passe-t-il si je reviens en arrière deux jours après, s'il y a un échange suite à une erreur ? C'est peut-être tout c... ce que je viens de dire..." ». Christian et Thomas l'ont rassuré en lui disant que c'était enregistré dans l'historique et que c'était le dernier document qui servait de référence. Cela me

concernait aussi dans mon travail avec Alain. J'ai dit que je n'arrivais pas à voir comment le faire. Nadine m'a répondu que cela se passe comme pour les ordres de modification de produits. Christian m'a proposé de venir le faire une fois avec moi. Là, j'ai bien assimilé la procédure.

Nous avons ensuite abordé le chapitre de la gestion des "nouvelles versions des programmes informatiques des produits". Là tout le monde s'est mis à parler, les uns questionnaient, les autres expliquaient... Le chercheur nous a fait remarquer que des nouveautés comme celles-là, nous en aurions toujours et que cela valait le coup de pouvoir en parler entre nous. Nous avons approuvé. Alors Frédérique, une collègue, a posé une question: "En fait les paquets de dossiers que l'on s'envoie, ils sont où?", c'est vrai je me le demandais aussi. Christian lui a répondu qu'ils étaient dans la base de données sur le serveur. L'envoi c'est, en fait, un code d'état qui change dans la base documentaire. Le chercheur a souligné que c'était un point difficile parce que l'information est dématérialisée. Nadine a aussi soulevé la question de l'interface entre le système de gestion des nomenclatures techniques (Pspec) et la Ged: "au moment des nouvelles versions quand tu te 'paluches' tous les documents dans Pspec, à la fin de la journée tu es 'croûton'..." Christian, malheureusement, n'a rien pu obtenir pour améliorer cela, c'était trop cher à programmer.»

L'inquiétude vis-à-vis de la nouveauté, la difficulté éprouvée d'une opération, l'incertitude d'une nouvelle situation, la difficulté de la dématérialisation, la pénibilité d'un travail..., tous ces points appelaient effectivement un dialogue entre les uns et les autres, pour se renseigner, se rassurer, se dire ce que l'on trouvait pénible. *A contrario*, lorsque la parole ne peut se dire, c'est le corps qui vocifère dans les symptômes, nous dit la psychanalyse⁹¹.

91. C. Dejours, « Analyse psychodynamique des situations de travail et sociologie du langage », in J. Boutet (Ed), *Paroles au travail*, L'Harmattan, Paris, 1995.

« À la réunion suivante, reprend Alice, la situation a été plus difficile du fait de l'absence des ingénieurs. Thomas voulait que les ingénieurs introduisent leurs documents directement dans le système, à nous ensuite de les classer. Au tableau il nous a montré que cela ferait une opération de quatre, cinq minutes au lieu de quatre jours ! Mais, pour Christian, il y avait un passif avec la doc, les ingénieurs n'en voulaient pas. Thomas a argumenté qu'il n'y a pas de valeur ajoutée pour nous à introduire les documents des ingénieurs. Frédérique pensait que c'était effectivement un boulot de singe. J'ai souligné qu'il fallait montrer aux ingénieurs que si on leur demandait de le faire ce n'était pas pour leur refiler du boulot. D'un autre côté le management avait dit bien clairement que la doc c'était l'affaire de notre service (Sit). Thomas voulait que l'on revoie cela avec Monique notre responsable, ce qui a rendu Christian soucieux. Nadine a alors lâché : "si cela se passe comme cela, nous qu'est-ce qu'on va faire, on va se croiser les bras (rires). Je plaisante". Thomas lui a répondu que quand le Laboratoire de recherches introduirait ses docs, les ingénieurs ici le feront. "Et nous on ira pointer à l'ANPE", reprit Nadine. Il faut dire que quelques jours avant la réunion nous avions appris que la direction avait décidé une réorientation de l'activité de notre unité et que 100 personnes sur 180 devraient trouver à se reclasser dans la compagnie d'ici un an et demi. Thomas, son schéma à l'appui, soutenait qu'il nous fallait avoir un rôle à valeur ajoutée, vérifier les paquets de documents par exemple. Finalement, Christian a été d'accord pour parler de cette question de répartition des rôles en réunion de management.

Cela n'a pas avancé. À la réunion suivante nous avons appris que c'était le statu quo parce que "la doc c'est Sit". Thomas a relancé la question en disant que ce n'était pas logique que les assistantes fassent les... basses besognes. Francis, un nouvel ingénieur, a souligné qu'ils avaient un faible apport à s'occuper de cela et qu'on lui avait dit qu'avant les ingénieurs faisaient

tout et que maintenant “la doc c’est Sit”. Le chercheur est alors intervenu. Pour lui, un nouveau système pouvait permettre de changer l’organisation mais l’on pouvait aussi décider que l’on avait d’autres priorités. Moi, j’ai souligné que cela mûrirait en son temps, mais Francis maintenait que le discours du management c’est que ce n’est pas à l’ingénieur de créer le document Ged. L’échange en est resté là. »

Thomas, tout informaticien qu’il soit, voit le but de la réorganisation comme étant la mise en place d’une forme géométriquement pure donc performante. Dans ce schéma, la Ged remet partiellement en cause le rôle des assistantes. L’ingénieur préfère consacrer son temps à des tâches plus nobles que la gestion de la documentation. Les assistantes sont partagées entre l’idéal de faire un travail noble, « à valeur ajoutée », et la crainte que ce système ne réduise une part importante de leur travail à un moment où il va falloir réduire les effectifs de l’unité. L’échange a du mal à progresser en s’appuyant sur la bonne nouvelle que crée ce système, il y a peu d’ouverture sur ce sujet. Les conditions d’un vrai dialogue ne sont pas là : les ingénieurs ne sont pas représentés à la troisième réunion ; Francis s’en tient, à la quatrième, au discours du management ; Thomas a en tête un modèle qui allie, de façon abstraite, efficacité et technique.

« À la réunion suivante, le chercheur nous a fait remarquer combien nous avions du mal à nous accorder sur la répartition des rôles entre assistantes et ingénieurs, à faire des propositions là-dessus. Nous avons convenu que ce sujet était lié au dialogue que chaque assistante pouvait avoir avec les ingénieurs. Véronique, la plus ancienne des assistantes, a pris la parole pour dire que, depuis que nous ne travaillions plus en binôme entre assistantes et ingénieurs, le dialogue se perdait. D’ailleurs, nous n’avons plus de réunions entre assistantes et ingénieurs ; nous échangeons à travers les systèmes (le mail, la gestion de projet, la Ged, ...). Francis a rétorqué que l’on avait besoin des systèmes. Christian a demandé à Geneviève, la plus récente d’entre nous,

comment elle sentait les choses. Je n’imaginai pas que c’était cloisonné comme cela, a-t-elle répondu. Finalement, nous avons convenu qu’il faudrait se voir plus souvent, se resserrer les coudes. Dans la foulée nous avons décidé de nous rapprocher du bureau d’études, d’aller faire la prochaine réunion chez eux à Toulouse. »

Alice rapporte clairement le cloisonnement auquel conduit le fait de ne plus communiquer qu’à travers les systèmes. Un cloisonnement qui rend le dialogue rare et, de ce fait, étouffe la vie. Ce cloisonnement a pu ici se dire et, d’une certaine façon, se dépasser : en décidant de se rendre, pour la prochaine réunion à Toulouse, les membres du groupe retrouvent alors une dynamique d’ouverture.

« Cette réunion, poursuit Alice, m’a laissé un souvenir mémorable. Il y avait plusieurs personnes du bureau d’études dont Pierre et Bertrand. Le chercheur s’est excusé d’avoir nommé des gens dans ses restitutions, lors de la dernière réunion. Cela nous a surpris, il y a eu un moment de silence. Après cela, nous nous sommes mis au travail mais ce n’était plus tout à fait pareil. Isabelle, ingénieur des approvisionnements, a dit qu’elle s’arrachait les cheveux pour retrouver des informations sur les cartes électroniques XB. Nous avons tous ensemble travaillé sur la structure de classement. Christian a laissé l’échange se poursuivre de lui-même, chacun a contribué, les ingénieurs du bureau d’études étaient très clairs dans leurs explications. Thomas a reconnu qu’il s’était trompé, Francis qu’il avait mal compris. En se rappelant que tout cela devait faciliter la relation avec les fournisseurs, chacun a fait des suggestions, on en a discuté, c’est devenu plus clair progressivement. Nous avons finalement trouvé une bonne structure qui convenait à tout le monde.

92. E. Faÿ, « Du traitement de l’information au commerce de la parole. Pour un management délibératif des processus ouverts dotés de réseaux informatiques », Thèse de doctorat en sciences de gestion, Université Jean-Moulin Lyon-III, 31 mars 1999, dir. Alain-Charles Martinet, 353 p.

Nous étions alors à la moitié du chemin, Christian a souligné que l'on arrivait à la question du "qui fait quoi?". Il s'est exprimé posément en demandant qui allait entrer les documents dans la base documentaire, soit le bureau d'études..., soit Sit, mon service. Pierre a souhaité que Sit le fasse à cause de la complication liée à l'organisation en projets avec recouvrement de phases. Thomas a dit qu'alors il y avait des risques d'erreurs. On en arrive à la question du contrôle, répondit Christian. Alors Isabelle, sans hésiter, a répondu que c'était elle qui contrôlerait avec Vincent, que c'était son rôle, qu'elle le ferait. À la fin de cette réunion nous étions tous contents. Cela s'était très bien passé. »

Après l'intervention du chercheur qui a ouvert à l'inattendu, créé un lien, l'échange s'est poursuivi dans l'écoute et le respect de chacun. On peut parler ici de délibération, un dialogue qui conduit à l'accord sur un choix. Une délibération ouverte à l'inattendu, au vivant, où la solution de classement se découvre en chemin et où se découvre une solution imprévue dans la répartition des rôles. Ainsi organisé, le travail garantit la qualité des informations et justifie le rôle des assistantes. Nous sommes loin du schéma théorique que proposait Thomas. Ces personnes ont pu organiser leur travail sans en perdre la parole⁹².

Vers l'entreprise virtuelle ?

« Malheureusement, poursuit Alice, l'année suivante, Christian a dû prendre d'autres responsabilités. Monique, notre responsable, a repris le groupe en disant que l'on n'avait plus besoin de travailler avec les ingénieurs. Elle a défini un programme de travail pour ces réunions. C'était plus structuré, nous avons avancé sur plusieurs points, mais elle n'écoutait pas vraiment nos difficultés concrètes, comme par exemple celle de savoir comment faire pour gérer les outils de test. Elle était persuadée que la réponse se trouvait dans le manuel ISO, il n'y avait

pourtant rien sur ce sujet dans ce manuel. Finalement le groupe ne s'est plus réuni parce que le management a décidé de reprendre la réflexion sur les processus, dans le cadre des groupes de travail liés à la mise en place du système de gestion intégrée (l'ERP: Enterprise resource planning). Nous avons continué avec la Ged organisée comme elle l'était, jusqu'à la transformation de notre activité. Nos managers se sont, en effet, beaucoup démenés pour faire venir l'activité d'assemblage et de services de communication sur le site. Cela a permis de remplacer, en partie, la production des composants qui a été arrêtée et confiée à une filiale, externalisée comme on dit.

Je vois Christian de temps en temps. C'est difficile pour lui maintenant. Il travaille avec des clients en Suède, à Singapour et coordonne le travail entre l'Allemagne, le Texas et la Californie. Tout cela par mail ou par téléphone. Depuis septembre 2001, la conjoncture est difficile et la direction générale a interdit les voyages en avion, il faut utiliser les moyens modernes de communication. C'est pas simple, m'a rapporté Christian, on tombe au téléphone sur des gens qui ont eu deux heures d'embouteillages en voiture pour arriver au travail, qui ont mille autres questions à traiter. Il faut les convaincre de nous aider en essayant de comprendre leur contexte; sans les voir, c'est bien difficile. Assez souvent ils ne se comprennent pas bien, ils ne voient pas le contexte de l'autre, il y a du travail à refaire. Certaines périodes, m'a dit Christian, cela va jusqu'à 20% de notre travail. Pourtant, m'a-t-il rapporté, le jour où j'ai pu aller en train voir mes clients de Hollande tout est devenu plus simple avec eux. Cela a été aussi un très bon moment pour parler avec les deux collègues qui étaient partis avec moi. »

93. J. Ellul, *Le Bluff technologique*, Hachette, Paris, 1990.

94. Y. Lasfargue, *Techno mordus, Techno exclus, Vivre et travailler à l'ère du numérique*, Éd. Organisation, Les Échos, Paris, 2000.

95. Ph. Breton, *L'Utopie de la Communication*, La Découverte, Paris, 1992.

96. I. Asimov, *Face aux feux du Soleil*, Paris, J'ai lu, 1957, 1970.

Le virtuel comme idéologie

Ce dont souffre Christian et que nous rapporte Alice, c'est, il me semble, de l'idéologie du virtuel. Le « Bluff technologique » qu'avait dénoncé J. Ellul⁹³, prend aujourd'hui le visage du virtuel. Comme l'a repéré, en observateur averti, Y. Lasfargue, le discours des « technoparleurs » se fait entendre dans les colloques internationaux (en particulier le colloque annuel de Davos qui regroupe les dirigeants de grandes entreprises) qui fournissent à tout un chacun les slogans de l'année, que répèteront les consultants dans toutes les entreprises... Aujourd'hui le technologiquement correct s'impose à tous d'autant plus qu'il est alimenté par la publicité omniprésente.

Ces « technoparleurs » font la promotion d'une nouvelle forme d'organisation dispersée aux quatre coins de la planète où les limites du temps et surtout de l'espace sont dépassées grâce à la communication électronique⁹⁴. Pour cela, ils se fondent sur un schéma totalement abstrait de l'organisation où tous les échanges sont considérés comme des échanges d'informations⁹⁵. Il y a peu, l'on vantait l'avenir radieux d'un commerce électronique qui supplanterait le commerce de la parole. Des faiseurs de révolutions d'un nouveau genre cherchent à conduire sans ménagement vers ce changement inéluctable : travailler et communiquer exclusivement par les moyens électroniques.

Cette organisation virtuelle va, qui ne le remarque ?, de pair avec la globalisation de l'économie. Ces gourous du virtuel font, de plus, écho à la vision d'Asimov⁹⁶ qui, en 1957, décrivait, dans *Face aux feux du soleil*, Solaria comme une planète où toutes les communications se feraient par système vidéo-électronique et où la rencontre physique serait taboue. Cet imaginaire du virtuel illustre et soutient la peur phobique de la rencontre de l'autre. Par un renversement inouï, virtuel devient une qualité et réel un fait dépassé, « has been ». Un nouveau mot a été inventé pour parler de la rencontre la plus simple et naturelle : « le présenciel » et celui-ci doit devenir l'exception. Ainsi se trouvent

justifiées les pratiques les plus drastiques de réduction des échanges en face-à-face dont on n'a retenu qu'une seule chose : le coût. À nouveau, l'organisation s'oppose à la parole, dans l'hyper communication électronique, cette fois-ci. Cette vision n'est pourtant pas unanimement partagée. Partant, par exemple, du constat que l'organisation virtuelle ne sait pas résoudre la question de la confiance, quelques-uns cherchent à articuler judicieusement le travail à distance et les rencontres en face-à-face ; à regrouper le travail sur des sites pour faciliter les rencontres entre les personnes ; à penser la complémentarité des médias : mettre, par exemple, un numéro de téléphone sur la page d'accueil d'un site Internet ; à valoriser les relations personnelles au regard de la communication électronique impersonnelle.

Alice, Christian, ..., plongés dans la société de l'information, veillent chaque jour à ne pas en perdre la parole ; la parole prise dans sa dimension la plus humaine : pouvoir s'adresser, en confiance, à quelqu'un qui vous écoute. Ils veillent à ne pas se laisser enfermer dans la caverne numérique, à garder le sens de l'autre. L'enjeu pour eux, c'est de ne pas être réduits à un rouage fortement communicant mais faiblement parlant d'un système de production global ; le neurone excité ou déprimé d'un gigantesque cerveau ; ou le lieu où se noueraient, en leur chair, les anxiétés en provenance de toute la planète, au point, parfois, de paralyser leur faculté de penser et d'agir. Alice, Christian..., par leurs mots, leur façon d'être et de faire, nous indiquent une voie quand il nous est demandé de participer à l'organisation de notre travail avec les nouvelles technologies ; ou, plus quotidiennement, lorsque nous travaillons dans les grandes organisations productives de ce temps... à la frontière du village mondial.

Éric Fay

Après avoir travaillé dans l'industrie et le conseil, Éric Fay est professeur à l'EM Lyon. Dans sa thèse en Sciences de gestion « Du trai-

tement de l'information au commerce de la parole », il recherche des façons de gérer et d'organiser qui ne maltraitent pas la parole des sujets humains. Il vient de publier *Information, Parole et Délibération. L'entreprise et la question de l'homme* aux Presses de l'Université Laval (Sainte-Foy, Québec), 2004, où il suggère de redécouvrir l'importance de la parole humaine dans toute sa profondeur alors que se développe l'usage intensif des technologies de l'information. Pour cela, il s'appuie principalement sur la psychanalyse et la phénoménologie.

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication et l'univers de l'écrit

Étienne Galliard

Les nouvelles techniques d'information et de communication ont provoqué une mutation profonde dans les modes d'expression humaine et dans le rapport à l'écrit. Elles ont créé de nouveaux espaces de convivialité et de relation, ouverts notamment aux générations les plus jeunes, permis de mieux appréhender la complexité du monde tout en la redoutant moins. Elles ne sont pas pour autant la solution à tous les problèmes et le souci de préserver l'humain doit rester essentiel.

Au cours des siècles derniers, les efforts d'alphabétisation en Occident ont fait « naître à l'écrit » un nombre croissant de citoyens, ce qui a eu d'énormes conséquences sur la façon même dont on écrivait. Aujourd'hui, étape supplémentaire dans l'évolution de l'écriture, l'apparition des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) révolutionne la graphosphère, dans des proportions que l'on a pu qualifier de considérables. L'implantation fulgurante de ces technologies nouvelles dans nos pratiques communicationnelles semble générer une mutation globalement risquée pour l'écriture, tant certaines d'entre elles mélangent d'oralité le médium écrit.

On ne peut pas se satisfaire, bien sûr, d'une réflexion sur les mutations de l'écrit qui ne prendrait pas en compte les mutations des fonctions sociétales de l'écrit, c'est-à-dire : mettre en forme des connaissances, les transmettre, et même, par la narra-

tion, représenter la réalité. Les NTIC interrogent avec force le champ du politique et du social, notre avenir. Comment en effet nos sociétés occidentales, basées culturellement et historiquement sur une transmission des savoirs par l'écriture, gèrent-elles la numérisation et la mise en réseau de l'information écrite ? Les NTIC ne pourraient-elles pas devenir, potentiellement, un formidable outil de mise en cohérence de ces connaissances ? Enfin, à un niveau plus intime, les nouvelles technologies de la communication n'offrent-elles pas à l'individu de nouveaux espaces d'expression du moi, de nouvelles façon de s'appréhender, de revisiter le rapport à l'altérité ?

Traitement de texte, courriels, autres innovations – les mutations de l'écrit

Le traitement de texte

Le traitement de texte, même s'il a vieilli depuis l'apparition des technologies de réseau, n'en a pas moins constitué, en matière d'écrit, une des innovations les plus importantes du XX^e siècle. En effet, la numérisation de l'écrit, sa « dématérialisation », a été une révolution qui a accéléré les mutations autant au niveau de la création de l'œuvre – l'auteur change ses pratiques, et donc plus ou moins sensiblement son écriture – qu'au niveau, bien entendu, de la production de l'objet livre.

On a pu comparer l'apparition du traitement de texte à l'invention de l'imprimerie ; le comparatif est évocateur de l'importance de la révolution engagée, mais certainement faux.

97. Le rouleau de papyrus, ou *volumen*, que le lecteur déroule pour prendre connaissance des colonnes de texte alignées les unes à côté des autres, est concurrencé à partir du 1^{er} siècle par le codex, un cahier cousu, qui doit son expansion aux premiers chrétiens qui l'ont adopté pour diffuser le texte des Évangiles.

98. Voir le dossier spécial du magazine *Lire*, numéro 284, intitulé « Comment la technologie modifie l'écriture ? » dont s'inspire largement le présent article.

En effet, l'imprimerie a révolutionné la diffusion de l'écrit dans le monde. Elle n'a pas, à proprement parler, bouleversé la façon dont on écrivait, ni même l'agencement du texte. Il semblerait plus juste de prendre comme comparatif le passage du rouleau au codex⁹⁷, entre le premier et le IV^e siècle après JC : cette innovation-là a bel et bien été synonyme de révolution mentale, le texte écrit se découpant désormais en séquences (les pages), et intégrant la linéarité.

Mais voici donc la révolution du traitement de texte. Pierre-Marc Biasi, généticien des textes pense que « le papier oblige à une pré-élaboration mentale de la phrase, de sa structure et de ses mots avant même qu'elle soit couchée sur la feuille, quand l'ordinateur, parce qu'il efface sans laisser de traces, vous libère de cette retenue ». Ainsi, l'écran serait devenu une « surface mentale sans égale ».

Jean Rouaud, prix Goncourt 1990, reconnaît bien volontiers « que [ses] phrases ont tendance à s'allonger et [qu'il] introduit plus de complexité dans leur construction » ; d'autres, comme Daniel Picouly, sont portés, sur traitement de texte, à plus de concision. Quoi qu'il en soit, tous s'accordent à reconnaître un impact de l'outil sur leur écriture : plus longue, ou plus courte, plus ample ou plus ramassée, l'écriture répond à un autre rythme. Nancy Houston : « Un texte sur l'écran, on le prend à bras le corps beaucoup plus facilement... Si je trouve que la musique n'est pas là et que le rythme est trop pantouflard, je n'hésite pas, je brouille tout et je bouscule la chronologie⁹⁸. »

D'autres apprécient le traitement de texte pour la distance supplémentaire qu'il semble induire : il est vrai que, du tracé d'un doigt dans le sable, en passant par la tenue d'un stylet puis d'un stylo, pour aujourd'hui arriver à l'interface du clavier, l'être humain n'a cessé de s'éloigner physiquement, corporellement de l'écriture, de ses signes. Cela implique-t-il une distanciation affective ?

Qu'arrivera-t-il le jour où les techniques de retranscription vocale seront parfaitement au point ? Où l'écrivain n'aura plus

besoin de sa main pour écrire ? Quelles pourront être alors les frontières entre écriture et oralité ?

Quoi qu'il en soit, le traitement de texte facilite l'acte d'écriture, rend l'acte créatif plus immédiat, plus accessible. Il s'agit là probablement d'un outil permettant de ce fait une vraie démocratisation de la création.

La correspondance numérique

L'apparition des « correspondances connectées », et en particulier du courrier électronique, a été un bouleversement considérable dans notre façon de correspondre par écrit. Les volumes de courrier postal, au plan professionnel comme au plan personnel, ont diminué de façon très significative, les documents numérisés empruntant les réseaux informatiques pour arriver à leur destinataire sans contrainte de temps ou d'espace.

Le courrier électronique a lui aussi changé la façon dont on écrit à son correspondant. Il semblerait que la rédaction soit moins développée, et l'on observe une tendance générale au raccourci et une négligence des formules de politesse. Le courrier électronique n'est pas une lettre, il n'en a pas le caractère protocolaire, ni même la dimension juridique. L'écrit professionnel non numérique, sur support papier, a probablement, du fait de l'importance prise par le courriel, renforcé son caractère juridique, contractuel, officiel, sa mission de mémoire aussi. Dans la même logique, en Occident, on revoit le fax investi d'une nouvelle importance ; il se positionne en intermédiaire entre le courrier électronique et la lettre papier. Envoyer un fax est un acte communicationnel qui a pris depuis l'implantation massive du courriel, une nouvelle signification.

L'immédiateté de la correspondance numérisée permet, nous apprend le psychologue Édouard Zarifian, « le passage à l'acte pulsionnel ». La distanciation n'est pas aussi importante avec un courriel qu'avec une lettre ; la fulgurance des échanges, l'immédiateté de la délivrance et de la réception, inscrivent le courrier électronique dans un rythme là encore nouveau. Si l'échange

d'informations en est sans doute facilité, l'importance symbolique de ces informations en est diminuée. Recevoir un courrier électronique est une chose, recevoir une lettre manuscrite contenant les mêmes informations en est une autre. Même si, dans ce dernier cas, le destinataire ne manquera pas, dans son appréciation, d'intégrer le caractère extraordinairement désuet de cette correspondance, qu'il l'apprécie ou non.

La correspondance numérique, qui relève de l'univers de l'écrit, n'en est pourtant pas moins fortement imprégnée d'oralité. C'est, par excellence, l'expression la plus actuelle des écritures métissées; parcourues d'expressions orales, s'organisant parfois en véritables joutes verbales (les chats, les salons de discussions en sont une puissante illustration), la frontière est ici ténue entre monde de l'écrit et monde de l'oral.

En plus d'intégrer des composantes de l'oralité, les correspondances numériques intègrent aussi des caractères propres à la « métacommunication », qui passe par tout ce qui n'est ni écrit ni verbal. Ainsi, comment ne pas voir dans les « smileys », ces signes typographiques agencés de façon à composer un visage plus ou moins souriant, un message communicationnel supplémentaire, faisant intervenir dans la correspondance un visuel renvoyant à l'état émotionnel du rédacteur ? Certes, les modulations sont limitées – du sourire franc aux pleurs, ou peu s'en faut – et répondent au principe basique d'accumulation (plus on est triste, plus on ajoute de parenthèses pour signifier la grimace). Mais il s'agit tout de même bien d'une tentative réussie, parce qu'universellement comprise sinon utilisée, d'intégrer dans la correspondance une nouvelle dimension destinée à rendre le message encore plus complet. L'écriture numérique a ainsi constamment la tentation de déborder la graphosphère; loin d'être excluante, elle se métisse pour arriver à mieux transmettre le message.

Par la possibilité technique de lier au message des documents – ces annexes que constituent les fichiers attachés peu-

99. « c.c. », de « Carbon Copy ».

vent être, paradoxalement, l'objet principal – le courrier électronique a la possibilité de faire entrer la vidéo et l'audiosphère dans l'envoi. On sent bien ici que le message, à la base écrit, s'entoure d'autres modes d'expression qui le complètent, jusqu'à se décentrer; ce n'est plus le message écrit qui est central, mais potentiellement chacun des éléments, qui se complètent mutuellement.

La correspondance change aussi par la possibilité technique d'adresser le même courrier simultanément à plusieurs destinataires. L'utilisation du champ « c.c.⁹⁹ », qui permet d'envoyer à un destinataire secondaire le message, a sans doute une influence dans la façon dont on s'adresse au correspondant. Instantanément, n'importe quelle personne possédant un ordinateur connecté au réseau, peut contacter un nombre considérable d'interlocuteurs; ce grand, ce nouveau pouvoir est précieux pour la défense des droits de l'être humain (pétitions, etc.), pour la démocratisation de nos sociétés. Il est certes utilisé pour bien d'autres fins, commerciales, entre autres.

Le SMS, correspondance numérique

Une des innovations technologiques les plus importantes de ces dernières décennies dans le domaine de la communication est sans conteste l'apparition et le fulgurant développement du téléphone portable.

Encore plus marqué par l'oralité, le SMS (message écrit envoyé par et reçu sur un téléphone portable) est aujourd'hui une des formes d'écriture numérique les plus couramment utilisées par les jeunes générations. Des millions de messages sont échangés tous les ans en France. L'écriture utilisée est très profondément adaptée aux contraintes technologiques: les messages sont courts, les abréviations et autres « oralisations » fréquentes. Il est vrai que malgré la reconnaissance intuitive qu'offre maintenant un grand nombre de téléphones portables, la saisie par un doigt du texte peut être laborieuse.

Les NTIC ont modifié l'écriture, qui répond à un rythme fondamentalement différent, alors que d'autres sphères, d'autres logiques (orales, visuelles) métissent dorénavant le message écrit. La dématérialisation, mais aussi l'éloignement physique de l'homme par rapport à son écriture, induisent des modifications de fond dont on estime mal encore les conséquences. Si l'écrit se modifie, il est bien certain que les fonctions qui lui sont attribuées se modifient aussi. C'est là peut-être que résident les enjeux sociétaux les plus importants et qu'il faut prendre la mesure des mutations des fonctions de l'écrit.

La mise en forme des connaissances et la transmission – les mutations des fonctions de l'écrit

Hypertexte et pensée complexe

Parce qu'il rend accessible l'information, qu'il facilite les recherches, l'hypertexte est un formidable outil de démocratisation des savoirs.

Les innovations les plus significantes, les plus bouleversantes et les plus créatrices en nouvelles écritures, et globalement en nouvelles pratiques de l'écrit, c'est au lien hypertexte qu'on les doit. La possibilité de pénétrer dans un texte, d'atteindre de nouveaux développements, de nouveaux horizons en cliquant sur un mot clef, a donné aux textes numériques une profondeur, une dimension que n'a pas le texte imprimé, isolé d'autres contenus sinon par les références citées et par celles qui sont intimes au lecteur. L'exercice de lecture, tout comme celui d'écriture, sont donc profondément modifiés par la banalisation du lien hypertexte.

Il permet le passage d'une lecture en deux dimensions à une lecture en trois dimensions. Il se distingue par son caractère dynamique et non linéaire. Pierre Lévy, le philosophe du cyberspace, retient quelques caractéristiques principales attachées

100. *Le défi du XXI^e siècle. Relier les connaissances*, Seuil, Paris.

à l'hypertexte. Tout d'abord, l'hypertexte est en constante (re)construction et (re)négociation. Il est la résultante, instable et provisoire, d'un travail collectif de lecture et d'écriture. Le principe d'hétérogénéité veut que les liens et les nœuds de l'hypertexte peuvent être de nature différente. Les cibles sont tantôt des textes, tantôt des images, tantôt des sons. Les liens sont logiques, analogiques, idéologiques, etc. Puisque la structure de l'hypertexte permet à chaque nœud de réseau de déboucher sur un nouveau réseau, l'hypertexte répond au principe d'emboîtement des échelles. L'hypertexte n'a ni principe unitaire, ni moteur interne. Il est alimenté de l'extérieur, par adjonction de nouveaux liens, connexion avec de nouveaux réseaux, redistribution des connexions existantes. Enfin, le principe de mobilité des centres stipule que l'hypertexte n'a pas de centre ou, ce qui revient au même, une infinité de centres qui se déplacent dans le réseau en sautant d'un nœud à l'autre.

Ce qui est très marquant, c'est qu'il y a de fortes convergences entre les principes régissant le fonctionnement de l'hypertexte et le paradigme de la pensée complexe. Edgar Morin l'affirme tout au long de son œuvre: «L'intelligence qui ne sait que séparer, brise le complexe du monde en fragments disjoints, fractionne les problèmes. Du coup, plus les problèmes deviennent multidimensionnels, plus il y a incapacité de penser leur multidimensionnalité; plus les problèmes deviennent planétaires, plus ils deviennent impensés. Incapable d'envisager le contexte et le complexe planétaire, l'intelligence devient aveugle et irresponsable¹⁰⁰.» La pensée complexe, elle, embrasserait la complexité, le multidimensionnel, le planétaire. C'est à croire que l'hypertexte est l'outil idéal du développement de la pensée complexe!

101. Ce raisonnement doit beaucoup à l'analyse d'Olivier Maulini, de la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'Université de Genève. (<http://www.unige.ch/fapse/SSE/teachers/maulini/simul.html>)

102. Voir le site de l'association Mélusine, www.melusine-transgraphe.asso.fr

Ceci dit, certaines des caractéristiques de l'hypertexte ne sont pas, elles, complètement inédites ; le texte linéaire n'est certainement pas le contraire de l'hypertexte, mais sa matière première. En outre, le principe du système de navigation par l'intermédiaire de mots clefs a été popularisé il y a bien longtemps, par les encyclopédies.

Pour aller encore plus loin, on pourrait même affirmer que toute action consistant à donner du sens à un texte quelconque revient à le relier, à le connecter à d'autres textes, et donc à construire un hypertexte !

Hyperécriture et hyperlecture

Ce qui est indubitablement nouveau avec Internet, c'est la généralisation et la radicalisation de l'usage de l'hypertexte. On pourrait même avancer que ce qui change, c'est non seulement la nature du texte, mais aussi le statut du lecteur, qui finalement participe activement à la production du texte qu'il est en train de lire, puisqu'il en compose les éléments en passant d'un texte à l'autre, en choisissant tel lien plutôt que tel autre. Son « hyperlecture » devient en quelque sorte une écriture.

Ainsi le passage du texte à l'hypertexte questionne nos sociétés, parce qu'il met à mal la distinction entre écriture et lecture, entre émission et réception du texte, et donc du savoir¹⁰¹.

L'association Mélusine¹⁰², qui propose à ses membres de réfléchir et de discuter sur toutes les questions liées à l'écriture et à la création multimédia, précise sa philosophie dans son manifeste :

« Grâce à la structure informatique on peut exprimer une pensée dans laquelle chaque idée est replacée dans plusieurs champs de connaissance différents. L'ordinateur fait éclater le schéma linéaire. D'autre part cette philosophie tend à unifier les domaines de la connaissance en cherchant à faire converger des cheminements scientifiques, métaphysiques et religieux, en suscitant les passerelles entre les disciplines, matérialisées par les intersections entre les textes, permise par l'informatique. À la

structure complexe de l'ordinateur correspond une pensée fondamentalement synthétique et globalisante. »

Il y aurait donc de nouvelles formes d'écriture à inventer, et qui s'inventent, adaptées à l'hypertexte, et rendant mieux la complexité de notre monde. Il s'agit d'utiliser pleinement les possibilités de l'ordinateur pour écrire des œuvres philosophiques, littéraires ou scientifiques, non linéaires, dont la structure complexe ne trouverait son expression idéale que sur l'ordinateur. Dans cette optique, certains mots, certaines phrases ou certains passages seraient communs à plusieurs passages de l'œuvre. Les générations les plus jeunes, celles à venir, sauront sans doute s'emparer de ces potentialités-là, et explorer plus avant le champ de l'hyperécriture.

Mais le texte linéaire a encore beaucoup d'atouts ; dans ce monde de plus en plus complexe, ce qui simplifie est une force aux yeux du plus grand nombre. Ainsi, la lecture linéaire est agréable ; le lecteur s'inscrit dans un cadre mental qu'il maîtrise : la page, la succession de pages. Lire en liens, c'est une autre complexité, le cadre mental est par excellence potentiellement illimité. Pas forcément confortable.

Transmission des savoirs

La lecture en liens, le vagabondage, favorisent *a priori* le parcours sur l'objectif, le passage d'information en information, sur l'organisation des informations. N'est-ce pas là un danger ? Quels sont la transmission des connaissances, l'enseignement, rendus possibles par la lecture hypertextuelle ?

Pour qu'il y ait transmission de connaissance, de savoirs, il faut qu'il y ait une transformation de ces savoirs pour qu'ils se transmettent mieux, et plus vite. Cette transformation n'est pas toujours réalisée dans le fouillis d'Internet ; on lit de façon hétérogène, passant d'un niveau de pédagogie à un autre sans transition, puisque l'unification nécessaire pour faciliter l'acquisition de connaissances n'est pas possible ; elle est habituelle-

ment le fait d'un « enseignant », au sens large, on pourrait dire même d'un « médiateur ».

Dans le cadre de nos systèmes scolaires, les savoirs sont soumis à une triple conversion : ils sont désyncrétisés, découpés en éléments de plus en plus fins ; ils sont dépersonnalisés, c'est-à-dire isolés des conditions initiales de leur invention et de leur utilisation ; ils sont enfin programmés, c'est-à-dire inscrits dans une progression linéaire et systématique, censée mener les élèves du simple au complexe. Rien de tout cela dans une lecture hypertextuelle. C'est pour cela, de toute façon, que l'Internet ne remplacera jamais l'enseignant, que l'accès à tous les contenus des plus grandes bibliothèques n'assurera pas l'acquisition des connaissances. On peut même s'alarmer de ce que ce surf sur les océans de connaissances n'affaiblisse le raisonnement et les processus de mémorisation.

Une vraie pédagogie de la transmission des savoirs par les NTIC reste à inventer ; si de nombreux pédagogues s'y attachent, il semble que nous raisonnions encore avec des référents inadaptés, alors que les jeunes générations acquièrent très rapidement des réflexes basés sur la pratique « naturelle » des NTIC.

De nouveaux espaces de narration

À une époque où l'autofiction triomphe dans les formes narratives occidentales, où le roman en particulier peut être investi comme un espace où la réalité de l'individu doit se dire, les nouvelles technologies de l'information et de la communication offrent de nouveaux espaces d'expression et de nouveaux moyens de parler de soi à d'autres. De réelles possibilités, donc, de vivre autrement et mieux, ses identités.

103. Voir « Les Homepages, nouvelles écritures de soi, nouvelles lectures de l'autre », article consultable à l'adresse : www.comu.ucl.ac.be/RECO/GRReMS/annaweb/nouvelles_ecritures_de_soi.htm

Les écritures narratives en réseau

Le principe des romans collectifs qui naissent sur la toile – qui consiste à participer à sa réalisation en complétant ce que l'internaute précédent a apporté à l'œuvre commune – proche de celui du cadavre exquis cher aux surréalistes, ouvre aussi de nouveaux espaces de narration, jusqu'alors peu explorés, parce que peu facilités par les « anciennes » technologies. La mise en réseau des écrivains a permis l'émergence d'écritures en réseau. Mais si l'on écrit pour raconter, on écrit aussi beaucoup pour se raconter, d'où la multiplication des *homepages* et des *blogs*.

Les homepages

Les *homepages* – des sites Internet consacrés à leurs auteurs, principalement des adolescents – permettent en particulier cette mise en scène de soi. Ces constructions multimédiatiques sont des récits de soi contemporains. Ce qui est particulièrement original dans ce processus, c'est que ces récits s'élaborent autant dans la création/écriture/réalisation de son site personnel qu'à travers la découverte/lecture/consommation d'autres *homepages*.

Annabelle Klein, de l'Université de Louvain-la-Neuve, affirme que « ces deux pôles (création/découverte, écriture/lecture, production/consommation) sont étroitement imbriqués puisque par définition les pages personnelles sont loin d'être isolées. L'écriture, au sens large, d'une *homepage* évolue le plus souvent en tenant compte des réactions des internautes qui la visitent. La lecture d'autres pages est également très dynamique puisqu'il est toujours possible d'y laisser des commentaires, d'entrer en contact avec son auteur, de se lier à cette page »¹⁰³.

Il semblerait que les pages personnelles en tant qu'espace d'autopromotion et d'autodéfinition de soi « n'ont pas de véritable équivalent social, contrairement à d'autres activités internetiques comme le mail, le chat, le forum ».

Blog intime

Dernièrement, l'hebdomadaire *Newsweek* s'interrogeait sur l'importance du phénomène du « blog », diminutif donné au weblog. Difficile à décrire, le « blog » est un journal personnel en ligne, construit la plupart du temps dans un ordre chronologique inversé (le plus récent venant en premier), et qui inclut de multiples liens vers d'autres sites, en particulier vers d'autres blogs. Le blog est donc un journal « intime » numérique livré à la lecture de tous, qui peut, là aussi, s'enrichir d'images et de sons.

Les bloggers donnent réalité à un Internet composé de pages personnelles (le weblog n'est rien d'autre qu'une homepage spécialisée) où chacun peut virtuellement se raconter, mais aussi se rencontrer ; condition *sine qua non* de l'émergence du village mondial : la rencontre par les NTIC.

La page web représente sans doute une ouverture publicitaire individuelle dont l'équivalent reste difficile à trouver. Le rapport au savoir est très profondément questionné par la pratique des homepages ; le savoir de chacun peut être présenté sur la scène publique, et ainsi valorisé. Les homepages fonctionnent alors comme des instruments facilitant « une maïeutique de soi ».

Il est aussi important de noter, avec Annabelle Klein, que la homepage est, « contrairement à tous les espaces internautiques qui s'effectuent en direct, un espace de communication asynchrone ».

Le temps ne devient proprement humain que dans la mesure où il est articulé de manière narrative (Paul Ricoeur). « On peut définir ces nouveaux dispositifs de présentation de soi sur Internet comme des lieux qui favorisent l'acte par lequel chacun prend conscience de son vécu et de son parcours et influence dès lors son propre processus identitaire ».

Les NTIC permettent donc une infinité de nouvelles pratiques communicationnelles, elles fluidifient indéniablement les correspondances, facilitent la création et la communication du

104. Cybersondage, novembre 2001.

plus grand nombre. Elles aident l'émergence d'un monde qui communique plus vite, mieux, et qui a accès à un nombre toujours plus considérable de connaissances. Mais ce n'est certainement pas parce que de nouveaux espaces, de nouveaux outils, sont à disposition du plus grand nombre qu'automatiquement progresseront les valeurs de l'humanisme.

Organiser des connaissances, raconter et se raconter, transmettre des savoirs... Les NTIC, en permettant l'émergence de nouvelles écritures, de nouvelles pratiques de l'écrit, questionnent donc aussi les fonctions sociétales qui se rattachent traditionnellement dans nos sociétés occidentales à l'écriture. Elles offrent indéniablement de nouveaux potentiels, même si certains savoirs sont aussi de fait, en danger (47 % des sondés affirment qu'ils perdent leur orthographe en utilisant le traitement de texte et le courrier électronique¹⁰⁴).

Les nouveaux espaces de narration – y compris d'expression du moi – sont aujourd'hui à la mode. On peut y voir de nouveaux espaces d'expression sociologiquement durables; quoi qu'il en soit, l'interface du réseau offre à « je » et à autrui un autre biais pour se dire, se présenter et se représenter. Ces espaces ne viennent pas en remplacement d'autres lieux de sociabilisation, mais s'y ajoutent. Il n'y a pas, *a priori*, à les redouter.

On ne peut s'empêcher de s'interroger, face aux réactions ou à l'absence de réactions de nos autorités et de nos élites, sur la capacité de compréhension par nos sociétés des enjeux que recouvrent les NTIC. On se souvient tous des critiques alarmistes qui ont accompagné la banalisation de l'usage de l'Internet en France à la fin des années quatre-vingt-dix. Pourtant, ces réactions conservatrices au plus mauvais sens du terme ne doivent pas faire oublier le formidable potentiel des NTIC; il nous est possible de nous en emparer pour tenter de rendre notre monde plus humain et plus solidaire.

L'école, bien sûr, est en tout premier lieu attendue sur ces questions. Il y a là aussi, un contrat pédagogique à renégocier, qui s'inspirerait sans doute des méthodes dites « alternatives »,

Troisième partie

**Révolution de la communication,
médias et mondialisation :
les enjeux du contrôle citoyen**

Introduction à la troisième partie

Subir ou maîtriser ?

Michel Sauquet

L'idiote du village mondial – vous, moi qui ne produisons pas l'information de masse mais qui la consommons – l'idiote du village est-il soluble dans la communication mondialisée ? En parcourant le monde des savanes africaines, du sertão brésilien ou des campagnes indiennes, on peut en douter, comme on peut douter, parfois, de l'existence même de la mondialisation. Pourtant, les *telenovelas* atteignent un nombre croissant de villages perdus du Nordeste, la presse locale indienne en langue vernaculaire explose, ainsi que nous l'explique Per Ståhlberg (phénomène que l'on peut observer aussi en Afrique) – et en Europe, les « vingt-heures » standardisés n'ont pas encore fini, malgré leur indigence en termes de contenu, d'avoir de l'*audimat*. Tous ces supports véhiculent une vision du monde paradoxale, reposant sur ce que Ulf Hannerz, cité par Ståhlberg appelle la double « méta-culture » de la similarité et de la différence : d'un côté, il y a bien uniformisation des modes de présentation des mêmes informations, avec, comme le suggère Michel Wieviorka dans sa réflexion sur les dilemmes de la communication, « cette image d'un monde réconcilié avec lui-même par la seule magie des communications modernes et, plus largement, de la globalisation » ; de l'autre, il y a souvent survalorisation médiatique de la différence et même de l'opposition entre

les diverses cultures. Voilà bien la matérialité de l'idéologie ambiguë du « choc des civilisations » popularisé il y a dix ans par Samuel Huntington. Une idéologie développée par les mêmes qui, nous dit Armand Mattelart, « alignent la liberté tout court sur la liberté de faire du commerce ».

Mais, comme le rappelle bien à propos Valérie Peugeot dans les pages qui suivent, la faute n'est pas à rechercher, comme toujours, chez les autres. Nous ne sommes pas à l'abri de notre propre propension à nous couler dans le moule. Nous sommes facilement la proie de ce que V. Peugeot appelle cet « engouement juvénile » pour la science et la technologie, ou de ce que Luis Santoro, évoquant les adeptes de l'« Internet total » qui font preuve, selon lui, d'une « technophilie » quasi pathologique qu'il n'hésite pas à qualifier de « nouvelle religion ». Un engouement, ou une naïveté, qui nous fait trop souvent perdre tout esprit critique et nous fait partager cette illusion, véhiculée par les récents discours entendus lors du Sommet des Nations unies sur la « société de l'information » en fin 2003, que cette nouvelle société est la nouvelle formule d'un monde en manque d'idéologie pour résoudre les problèmes de l'emploi, de la pauvreté, du sous-développement...

Cette illusion est d'autant plus dangereuse que le champ de l'information et de la communication est aujourd'hui investi par des logiques économiques peu soucieuses de placer la dignité de l'être humain au cœur de nos préoccupations. La question du statut de « bien public » de l'information et de la communication, celle de la nécessaire lutte contre la marchandisation de la culture sont traitées abondamment, dans cette dernière partie, notamment par Armand Mattelart, Valérie Peugeot ou Luis Santoro qui, citant McCheney rappelle que « le système médiatique et la communication numérique peuvent accentuer les tendances antidémocratiques de l'économie et de la politique préoccupées uniquement par la logique du marché. »

La mondialisation et l'explosion des formes nouvelles de communication vont-elles ou non laminer les citoyens brésiliens,

indiens, européens ? Voilà qui tient avant tout à l'intensité de la pratique de la démocratie. Les citoyens ne peuvent-ils vraiment que subir ? Ont-ils, aujourd'hui, la volonté et la possibilité d'exercer un contrôle sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication ? Ont-ils toutes les chances d'être noyés dans la surabondance que soulignent ci-après Valérie Peugeot et Luis Santoro ?

Selon nos auteurs, la réponse à toutes ces questions dépend, certes, du dynamisme des instances organisées de la société civile, mais aussi du comportement d'autres acteurs essentiels. D'abord, bien entendu, elle dépend de la manière dont sont conçues les politiques publiques. Dans une comparaison fort instructive entre le cas de l'Inde et celui du Brésil, Dipankar Sinha se penche sur l'écart entre les discours officiels, très « branchés », prônant une société de l'information conçue pour aider à la résolution des problèmes des plus marginalisés, et une pratique qui ne parvient pas à faire des technologies de l'information un outil « incluant » au service de tous. Ceci sans doute parce que, en Inde surtout, on part d'un modèle technologique tout fait à quoi l'on essaie *ensuite* de sensibiliser et de former les citoyens, oubliant que la grande masse des ruraux n'ont même pas l'électricité, plutôt que de partir des réalités et des besoins des plus pauvres.

Aux côtés de l'idiot du village mondial, nous voyons cheminer, sous la plume de Ståhlberg pour l'Inde ou de Santoro pour le Brésil, un autre corps professionnel qui, selon la manière dont il exerce son métier, peut aider ou nuire à la démocratie : le corps journalistique. Le développement de médias alternatifs, s'appuyant souvent, comme le montre Santoro, sur les possibilités d'Internet, peut être un des moyens d'accès non à la masse de l'information, mais à sa partie pertinente. Nul besoin d'insister, en effet, sur l'enjeu principal de l'information aujourd'hui, qui n'est nullement sa quantité, mais sa qualité et son utilité.

Ainsi la communication, dans le prétendu village mondial, est-elle l'objet des pressions multiples de forces sociales ou de logiques économiques qui cherchent à l'investir. Comme l'affirme Michel Wieviorka à la fin de cette troisième partie, le monde contemporain est dominé par la double poussée de l'individualisme moderne et des identités culturelles, cette dernière poussée étant souvent liée à des tendances communautaristes. Entre fermeture communautaire et ouverture démocratique, les acteurs de la communication, médias, innovateurs techniques, médiateurs, militants d'une nouvelle citoyenneté, ont aujourd'hui une responsabilité écrasante : canaliser l'énergie issue de l'explosion de la communication dans une direction plus humaniste que mercantile, vers des usages, avant tout, respectueux de l'Homme.

Vers quel « Nouvel ordre mondial de l'information » ?

Armand Mattelart

Parler de communication dans le contexte de la mondialisation, c'est se confronter à la confusion qui règne dans l'emploi des termes. Communication, globalisation, mondialisation sont ainsi réappropriées par les tenants du tout libéral comme par les défenseurs d'une solidarité universelle. Dès lors, entre un processus de marchandisation du monde, qui assimile libre-échange à liberté de communication, et la pratique de l'exception culturelle, qui se refuse à faire de la culture un produit comme les autres, la communication est un enjeu majeur de notre époque.

« Je le dis d'entrée: ma philosophie personnelle m'incitera toujours à être un adepte enthousiaste de la diversité, du métissage et du multiculturalisme... Là où certains redoutent l'uniformisation, je vois au contraire vibrer un monde plus divers, plus ouvert, plus tolérant. » Non, cette citation n'est pas reprise de l'ouvrage d'un anthropologue, mais d'un article publié à la une du quotidien *Le Monde*, en avril 2001, par le patron de Vivendi-Universal, deuxième méga groupe multimédia de la

planète qui, quelques mois plus tard, entrait en crise en même temps que l'économie de la bulle spéculative. Voilà qui devrait inciter pour le moins à être vigilant sur le sens des mots et à s'interroger sur le lieu d'où parlent leurs usagers. Car l'uniformité du monde commence par la confusion entretenue autour de la langue. À l'instar de beaucoup d'autres termes, celui de diversité tend de plus en plus à se transformer en fourre-tout. La diversité qui est appelée à la barre pour légitimer les stratégies de concentration des industries de la culture et de l'information prend une tout autre signification lorsqu'elle se convertit en ingrédient des discours d'accompagnement des politiques publiques formulées par quelques États en vue de soustraire les œuvres cinématographiques et la diffusion télévisuelle aux règles de base en vigueur pour les marchandises. Ou encore lorsqu'elle sert de signe de ralliement aux réseaux de résistance animés par la société civile organisée en vue de construire une alternative au projet de réorganisation techno-globale de la planète. Rien d'étonnant à ces usages polymorphes de la notion. Car les façons de nommer le monde et son devenir constituent plus que jamais un enjeu central de l'affrontement entre des projets antagonistes d'intégration des sociétés singulières dans un ensemble supranational qui les dépasse, et, selon les cas, les enrichit ou les appauvrit.

L'emprise des universaux de la communication

Dans son *Abécédaire de la philosophie*, Gilles Deleuze s'inquiétait au début des années quatre-vingt-dix de la manière dont la publicité, le marketing et le management, qu'il réunissait sous l'appellation « disciplines de la communication », avaient fait main basse sur le terme « concept » pour l'embrigader au service des opérations du pragmatisme marchand. Un thème sur lequel il est revenu dans un ouvrage au titre emblématique, écrit en collaboration avec Félix Guattari, *Qu'est-ce que la philosophie ?* Cette expropriation sémantique d'un concept lié originellement au travail de réflexivité et de prise de distance face à la société

existante lui paraissait bien traduire l'ascension irrésistible des « universaux de la communication » qui accompagnent et légitiment la promotion de l'entreprise et de ses valeurs de performance au rang de paradigme de la nouvelle « société de contrôle ». Le « modèle de l'usine » préside au redéploiement des formes de la régulation sociale : un contrôle flexible, à court terme, à rotation rapide, mais continue et illimitée. L'esprit managérial prend le pas sur les mécanismes hiérarchiques de la contrainte et de l'injonction qui, inscrits dans le marbre des institutions, ont longtemps été les seuls à régir une société carburant à la discipline. « La famille, l'école, l'armée, l'usine ne sont plus des milieux analogiques distincts qui convergent vers un propriétaire, État ou puissance privée, mais des figures chiffrées, déformables et transformables, d'une même entreprise qui n'a plus que des gestionnaires. »

Les retournements symboliques des mots vont de pair avec la prolifération de néologismes dont la vitesse de mise en circulation rend difficile, sinon impossible, la distanciation citoyenne. Au nombre des « universaux de la communication », il en est un qui occupe une place stratégique dans les représentations du monde : la globalisation, terme directement emprunté au vocabulaire anglo-saxon. Bien que cette sémantique du global ait fait ses premiers pas dans les années soixante, à l'aube de l'ère des satellites de transmission mondiale, sous la plume du médiologue canadien Marshall McLuhan, inventeur du cliché « village global », elle ne s'est imposée qu'un quart de siècle plus tard. L'interconnexion généralisée en temps réel de la sphère financière ainsi que l'accélération de la mise en réseau interne et externe des entreprises dites globales en vue d'adapter leur gestion à la dimension de « l'atelier unique » (Adam Smith) et du « marché-univers » (Marx), ont été déterminantes dans la popularisation météorique du terme. Dans l'unicité de la pensée globalisante tendent désormais à se fondre et à perdre leur mémoire, les termes « universel », « cosmopolite », « international », « mondial », « planétaire », tous termes qui ne sont pas

équivalents, car ils ont connoté au cours de l'histoire de l'humanité des projets secrétés par une multiplicité d'acteurs. Cette réduction au seul vocabulaire de la globalisation pour désigner la sphère supranationale, est tellement vraie que se sont vite estompées les velléités critiques dont ont fait preuve certains pays dans les années quatre-vingt, en forgeant dans leur langue une expression propre pour nommer la nouvelle phase du processus d'intégration mondiale. Cela a été par exemple le cas de nations aussi diverses que la Corée du Sud ou l'Iran qui, après avoir utilisé l'expression « ouverture au monde », se sont ralliées, toutes deux, à celle de globalisation. Certes, nul ne peut guère nier que ladite globalisation recouvre des phénomènes bien réels qui signalent un changement d'échelle dans l'histoire des collectifs humains. Mais il s'agit aussi d'un mot piégé. Son intronisation dans les références médiatiques se prévaut de la non-identification du lieu concret de son origine, le lieu d'où parlent ses inventeurs et ses opérateurs. Le même flou a permis que, à partir des manifestations contre le groupe des pays les plus industrialisés (G7) à Gènes, en juillet 2001, se naturalise dans les médias de langues latines la dénomination « mouvement anti-mondialisation » pour désigner les opposants au modèle ultra-libéral de réordonnement du monde. Là, en outre, il y a un autre rapt sémantique. Les concepts de « mondialisation » et de « mondialisme » (*worldism*) sont, en effet, nés au début du XX^e siècle, portés par les réformateurs sociaux et les défenseurs d'une solidarité universelle dans le respect des diversités. Les écrits des continuateurs des penseurs de la Renaissance indienne, tel Sri Aurobindo, auteur de *L'idéal de l'unité humaine*, qui rassemble un ensemble d'articles publiés à Madras au cours de la Première guerre mondiale, sont une très belle illustration d'une conscience visionnaire qui plaide pour une « Unité dans la diversité ».

Communiquons! Globalisons! Le fait que *communiquer* et *globaliser* aient été tous deux érigés à partir des années quatre-vingt en verbes intransitifs est hautement significatif de cette

évacuation du sens des mots au profit d'innovations sémantiques en provenance des espaces marchands. Cette nouvelle configuration du langage courant masque à peine la réalité : la technoutopie d'une modernité dépourvue d'un projet de société a balayé le rêve émancipateur d'un projet de modernité fondé sur le désir d'en finir avec les inégalités et les injustices. Les « maîtres du monde » incitent d'ailleurs ouvertement à croire que cet idéal est révolu. En lieu et place d'un véritable projet social, le déterminisme techno-marchand qui institue la communication sans fin en héritière du progrès sans fin. La performance des systèmes de transmission numérique s'est trouvée propulsée en paramètre de l'évolution de la « grande famille humaine » vers l'ultime phase de son histoire. Le marché comme la technique se muent en « forces de la nature ». Telle est en tout cas la représentation dominante des techniques d'information et de communication au seuil du troisième millénaire. Cette croyance de nature eschatologique marque l'aboutissement d'une longue trajectoire du concept de communication qui a perdu progressivement son sens premier de communion et de partage créateur de valeurs. Avec cette promotion de la communication en centre de gravité de l'ordre social et économique, une vision instrumentale et ancillaire de la culture a commencé à faire sens sous toutes les latitudes. Aux contours imprécis de cette notion déjà polymorphe, les acteurs de la géoéconomie ont ajouté l'ambiguïté de la terminologie globale. Jouant tantôt la partition de la « convergence culturelle » des consommateurs et la fin de l'hétérogénéité culturelle – déclinaison du discours des « fins » (du social, du politique, de l'histoire, de l'idéologie) –, tantôt l'antienne de la diversité, de la fragmentation et de la segmentation (c'est le sens de la notion de glocalisation, lancée par les théoriciens du management japonais pour désigner l'alliance global/local), le discours managérial sur ladite culture globale remplit une fonction matricielle dans la gestion symbolique du modèle économique et social lié à la nouvelle phase de la déterritorialisation marchande.

Un nouvel ordre chasse l'autre. Dans les années soixante-dix, le Mouvement des pays non alignés avait revendiqué dans le cadre de l'Unesco un « Nouvel Ordre mondial de l'information et de la communication » au motif de l'échange inégal Nord/Sud en matière de flux culturels et informationnels. La crise du modèle de développement/progress infini sapait alors l'idée qu'il n'y avait point de salut pour le tiers-monde si ce n'est dans le décalque de la modernisation occidentale. La sociologie fonctionnaliste américaine des années cinquante et soixante n'avait-elle pas été jusqu'à assimiler modernisation et occidentalisation (*westernization*) ? Les systèmes de valeurs des sociétés dites traditionnelles ou sous-développées, considérés depuis les premiers temps de l'impérialisme colonial comme des handicaps, se voyaient à nouveau évincés comme lieu d'alternatives, de nouvelles voies vers une croissance radicalement redéfinie. Dans la seconde moitié des années quatre-vingt, avec l'ouverture de l'espace satellitaire transfrontières et les processus de déréglementation et de privatisation des systèmes audiovisuels et des réseaux de télécommunications, le contexte politique et technologique a changé radicalement. En 1995, le groupe des pays les plus industrialisés (G7) s'est réuni à Bruxelles pour débattre du mode d'implantation des nouvelles techniques de communication. En proclamant l'avènement de la « Société globale de l'information » par le truchement des autoroutes de l'information, il a fait miroiter la promesse d'un « Nouvel ordre de l'information ». Cinq ans plus tard, réuni à Okinawa, le G7 a reconnu qu'il existait une « fracture digitale » et monté une « Task force » pour la juguler.

Extrapoler l'exception culturelle

L'Union européenne, qui constitue le marché audiovisuel le plus solvable de la planète, est devenue le laboratoire des stratégies de régulation/dérégulation du statut particulier réservé à la culture et aux industries culturelles. Le différend qui l'a opposée

et continue à l'opposer aux États-Unis sur la question du déséquilibre des échanges audiovisuels (8,2 milliards de dollars en 2000) et des mesures susceptibles d'y remédier est une leçon de choses qui dépasse largement l'espace culturel européen. Une remarque préalable : nombre de pays européens alignaient depuis longtemps déjà une histoire en matière de politiques nationales en la matière. Car si l'expression « exception culturelle » est relativement nouvelle, l'idée ne l'est guère puisqu'elle date de l'entrée de la société moderne dans l'ère des médias audiovisuels. La création du service public de la radio-télévision reposait déjà sur le postulat selon lequel il est possible d'échapper à la logique marchande, ou, tout au moins, de la baliser, et de servir une mission pédagogique et citoyenne, qui s'incarne dans la devise *Éduquer, Informer, Distraire*. Bien avant, le cinéma avait vu naître le concept de politique publique dans le domaine des industries culturelles. Dans l'entre-deux-guerres, alors que s'amorçait l'internationalisation et la massification des produits culturels, la république de l'Allemagne de Weimar, la France et le Royaume Uni avaient limité l'importation des films des « majors » de Hollywood et inauguré des politiques de quotas en vue de construire une industrie cinématographique nationale.

Les négociations sur les échanges commerciaux ont fait glisser la question des « produits de l'esprit » de l'Unesco, organisme créé à cette fin en 1946, vers un organisme technique, le Gatt, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (auquel a succédé l'Organisation mondiale du commerce ou OMC). La culture et la communication ont ainsi été incorporées à la nomenclature des « services ». C'est sur cet horizon technocratique qu'une première partie de bras de fer s'est engagée fin 1993, autour de la légitimité des politiques nationales de soutien à la production et à la diffusion de films et de programmes. La négociation s'est soldée par l'exclusion pure et simple des productions audiovisuelles et culturelles des accords de libre-échange. À cette occasion, l'argumentation libre-échangiste a tenté d'opérer un déplacement dans la définition même de la liberté d'expres-

sion des citoyens, désormais concurrencée par la « liberté d'expression commerciale » dont on veut faire un nouveau « droit de l'homme ». Cela crée une tension constante entre la loi empirique du marché et la règle de droit, entre la « souveraineté absolue du consommateur » et celle du citoyen, garantie par ses agoras délibératives. Cette revendication, en clair, cherche à repousser les limites imposées par la société à la « colonisation » de la sphère publique par les logiques marchandes. Comme principe d'ordonnement du monde, cette notion de liberté d'expression commerciale est indissociable du vieux principe, mis en circulation par la diplomatie américaine au début de la guerre froide, du *free flow of information*. La doctrine managériale de l'entreprise sur la globalisation recycle ce principe qui aligne la liberté tout court sur la liberté de faire du commerce, et fait de la *global democratic marketplace*, le critère de la démocratie, rendant par là obsolète, voire archaïsante, toute pensée qui continue à croire que le principe du *free flow of information* n'est pas nécessairement synonyme de justice et d'égalité entre les peuples. Aux yeux de ces acteurs qui cherchent à réduire la liberté de parole à la liberté d'expression commerciale, ne trouvent grâce ni les interrogations sur le rôle que doit jouer l'État dans un aménagement des systèmes d'information et de communication qui préserve les voies de l'expression citoyenne des logiques de l'exclusion marchande et technologique, ni celles qui ont trait à la nouvelle fonction des diverses organisations de la société civile comme facteur de pression décisif pour exiger de l'autorité publique cet arbitrage.

Le département d'État américain a surtout médité l'échec de sa thèse libre-échangiste. N'ayant pas réussi à démanteler les systèmes de protection et de soutien à l'audiovisuel existant dans l'Union européenne, les États-Unis ont entrepris de contourner l'obstacle à partir d'une stratégie en sept points :

1. Éviter un renforcement des mesures « restrictives » (quotas de programmes, par exemple) et veiller à ce que ces mesures ne s'étendent pas aux nouveaux services de communication.

2. Améliorer les conditions d'investissement pour les firmes des États-Unis en libéralisant les régulations existantes.

3. Éviter la dramatisation inutile des « querelles métaphysiques » sur les questions de l'identité culturelle et rechercher plutôt les zones d'intérêt commun.

4. Lier les questions audiovisuelles et le développement des nouveaux services de communication et de télécommunication dans le sens de la déréglementation.

5. S'assurer que les restrictions actuelles en matière culturelle ne constituent pas un précédent pour les discussions qui s'ouvriront dans d'autres enceintes internationales.

6. Multiplier les alliances et les investissements des entreprises américaines en Europe.

7. Rechercher discrètement l'adhésion aux positions américaines des opérateurs européens affectés par les quotas et les réglementations (télévisions privées, industrie publicitaire, opérateurs de télécommunication).

Cette stratégie a été depuis lors mise en œuvre point par point. On en veut pour preuve la pression exercée en vue de déplacer les débats vers des organismes susceptibles de mieux assurer l'idée d'une plus grande déréglementation. Cela a été notamment l'enjeu des négociations, qui se sont déroulées pendant trois ans dans le cadre de l'OCDE (organisation qui regroupe les 29 pays les plus riches du monde), relatives à l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) destiné à libéraliser les régimes encadrant les investissements étrangers dans chaque pays. Négociations qui ont été suspendues en avril 1998 grâce à la mobilisation de plus de 600 organisations non gouvernementales dans quelque 70 pays, reliées entre elles par Internet. Un des autres axes majeurs de la stratégie est d'empêcher que ne se propage l'effet de démonstration de l'Accord du Gatt de 1993. Il s'agit d'éviter que le modèle de politique audiovisuelle de l'Union européenne fasse des émules. De là, le lobbying et les pressions exercées tout spécialement auprès des autorités des ex-pays communistes afin de les écarter

de cette voie dans un contexte d'essor des alliances et des investissements américains dans cette région. Cette ligne de conduite dépassant largement cette seule sphère géographique, on a, au besoin, recours au chantage auprès des candidats à l'OCDE ou à l'OMC. La signature de traités bilatéraux est souvent l'occasion d'y glisser en contrebande la question des échanges de produits culturels. On l'a encore vu en 2002 en Corée du Sud où les États-Unis qui renégocient un traité de commerce ont émis le vœu de voir disparaître les mesures prises dans ce pays pour encourager le développement de l'industrie audiovisuelle nationale.

L'avancée des thèses libre-échangistes s'est parfois faite avec la complicité des instances de l'Union européenne. L'on peut en voir les retombées dans les débats sur l'implantation de la « Société globale de l'information ». Au nom de la convergence numérique (*digital*) entre la télévision, l'ordinateur et le téléphone, le commissaire aux télécommunications a proposé de fusionner les régimes de régulation applicables à l'audiovisuel et aux télécommunications, et de soumettre les deux à une méthode « simplifiée » dictée par les « forces du marché ». Donc mettre sur le même pied une communication téléphonique et un produit culturel. L'enjeu étant la disparition du traitement particulier réservé aux « produits de l'esprit ». À cette aune, la notion de diversité culturelle se dilue dans l'élargissement de la gamme de produits offerts sur le marché.

De fragiles conquêtes

L'accord de 1993 sur l'exception culturelle est loin d'être acquis dans les faits. D'une part, la coloration politique des gouvernements de l'Union européenne a beaucoup changé depuis cette date. À chaque renégociation périodique sur la reconduction de la politique des quotas de programmes et celle des aides à la production des films, le consensus risque d'exploser. Fin 1999, l'Union européenne a abandonné la notion « d'exception

culturelle » pour celle de « diversité culturelle » sous prétexte que la première connotait une stratégie défensive. Elle espérait surtout masquer les désaccords et éviter d'aller au fond du problème. Le débat sur la future constitution européenne a démontré combien cette question était loin de faire l'unanimité dans la communauté. D'autre part, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'a pas renoncé à intégrer les « services audiovisuels » au nouveau cycle de négociations portant sur les services. Beaucoup de gouvernements de pays du Sud sont enclins à interpréter les politiques dites d'exception comme traduisant un problème propre aux seuls grands pays industriels désireux de protéger leur propre marché. C'est le cas plus particulièrement de pays qui possèdent d'importantes industries culturelles nationales, tel le Brésil avec le groupe Globo, qui exporte nombre de feuilletons ou *telenovelas*. Et lorsque les chambres de députés réussissent à débattre de la nécessité d'une politique publique s'inspirant du principe de l'exception culturelle, la loi adoptée est tellement amendée et tronquée que le projet originel en devient méconnaissable. À la fin des années quatre-vingt-dix, ce fut le cas du Mexique, autre pays à héberger un grand groupe audiovisuel (Televisa), à propos de la production cinématographique. Dans ces deux pays, le contraste est en tout cas flagrant entre la décennie des années soixante-dix, caractérisées par la mise en place de politiques publiques de soutien à la création cinématographique, et les deux décennies suivantes, marquées par leur abolition sous la pression de l'ultra-libéralisme.

En 2002 et 2003, les mouvements sociaux réunis lors des deuxième et troisième Forum social mondial, organisés dans la ville brésilienne de Porto Alegre, ont désenclavé le principe de l'« exception culturelle ». Elle s'est intégrée au vaste débat sur les « biens publics communs » pour lesquels la notion de service public doit prévaloir sur les mécanismes du marché : éducation, santé, culture, environnement, eau. Cette nouvelle philosophie du développement s'avère d'autant plus stratégique que

s'ouvrent des débats sur la forme que devrait prendre la future « société de la connaissance ». C'est ainsi que le déséquilibre des flux en la matière a incité le système des Nations unies à organiser en décembre 2003, à Genève au siège de l'Union internationale des télécommunications (UIT) et avec la contribution majeure de l'Unesco, un « Sommet mondial de la société de l'information ». Reconnaissant désormais la place croissante qu'occupent les organisations de la société civile dans l'espace public transnational en voie de formation, ces institutions des Nations unies les ont invitées à participer à la formulation de l'ordre du jour de cette réunion. Ces organisations citoyennes ne sont certes pas dupes des risques de récupération de leurs revendications. Mais elles ont accepté l'offre comme une occasion de faire valoir l'idée que, avant de parler de « fracture numérique ou digitale », autre appellation devenue consensuelle dans les sphères du pouvoir, il convient de rapatrier le débat vers les causes des fractures sociales grandissantes. Seule manière d'éviter que la nouvelle société promise ne se convertisse en

libi.
 ■ ■ ■
 ■ ■ ■

Armand Mattelart

Professeur en sciences de l'information et de la communication à l'université de Paris-VIII, Armand Mattelart est l'auteur de nombreux ouvrages édités en plusieurs langues, consacrés aux médias, à la culture et à la communication, plus spécialement dans leur dimension internationale et historique. Parmi les derniers en date notamment : La Communication-monde (La Découverte, 1992, 1999 < poche >), L'Invention de la communication (La Découverte, 1994, 1997 < poche >), Histoire des théories de la communication (en coll. avec Michèle Mattelart), (La Découverte, 1995, 2002 < 3^e éd. >), La Mondialisation de la communication (PUF, 1996, 2002, 3^{ème} éd.), Histoire de l'utopie planétaire (La Découverte, 1999, 2000 < poche >), Histoire de la société de l'information (La Découverte, 2001, 2003 < nouvelle éd. >) ;

Introduction aux Cultural Studies (en coll. Avec Erik Neveu), La Découverte, 2003. Armand Mattelart a débuté sa carrière universitaire comme enseignant-chercheur à l'université catholique du Chili, à Santiago, en sociologie de la population et en sociologie des médias, et est resté dans ce pays entre 1962 et 1973. Expert en développement social du Programme des Nations unies pour le développement (1967-1973). Durant les trois années de la présidence (1970-73) de Salvador Allende, il a participé de près aux projets de réforme des médias. Expulsé par la dictature du général Pinochet, il a réalisé un documentaire long métrage (La Spirale, 1976) sur cette période de l'Unité populaire chilienne, en collaboration avec Chris Marker. Resté en contact étroit avec l'Amérique latine, il y donne régulièrement des cours et mène des recherches en liaison avec des équipes universitaires en Argentine, au Brésil et au Mexique.

Références

Mattelart, Armand, *La Mondialisation de la communication*, PUF, Paris, 2002, 3^e édition (trad. en anglais: *Networking the World 1794-2000*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 2000; trad. en brésilien: *A globalização da comunicação*, Bauru, Edusc, 2000).

Mattelart, Armand, *La Communication-monde*, La Découverte, Paris, 1999 (éd. poche) (trad. en anglais: *Mapping World Communication*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1994; trad. en brésilien: *A Comunicação-mundo*, Vozes, Petropolis, 2001, 4^e éd.).

Mattelart, Armand, *Histoire de l'utopie planétaire. De la cité prophétique à la société globale*, La Découverte, Paris, 2000 (éd. poche). (trad. en brésilien: *A Historia da utopia planetaria*, Sulina, Porto Alegre, 2002).

La souris qui accouchait d'une montagne : tentative de décryptage des mutations à l'œuvre à l'ère de l'information

Valérie Peugeot

À l'heure de la mondialisation et de l'explosion du numérique, la démocratie peut tout gagner ou tout perdre, selon la maîtrise que peuvent et veulent exercer les citoyens sur les nouveaux outils. La fascination pour les nouvelles technologies est porteuse des illusions les plus dangereuses, tout comme le fait de les sous-estimer nous priverait d'indéniables possibilités de renouveler le débat démocratique.

Il est un petit jeu qui ne trompe pas. En tapant dans « Google »¹ les mots *e-democracy* et *démocratie électronique*, je découvre un univers foisonnant : depuis un colloque international² jusqu'à la préparation des prochaines élections américaines³ en passant par des logiciels de vote en ligne⁴ et le portail francophone sur la cyberdémocratie⁵, l'offre ne manque pas pour

-
1. Google est un moteur de recherche sur Internet : www.google.fr
 2. www.issy.com/statiques/e-democratie
 3. www.e-democracy.org
 4. www.entrouvert.org/rubrics/17
 5. www.democratie-electronique.org

l'internaute qui serait pris d'un doute démocratique, après avoir regardé, par exemple, le journal télévisé. La démocratie vacille, qu'à cela ne tienne, les réseaux et le numérique vont lui rendre sa puissance et sa vertu. Je m'amuse à voir ce petit « e » qu'un phénomène de mode a pris pour habitude de placer devant nos mots, le parant de pouvoirs surnaturels. Car la e-démocratie n'est pas seule; des ami(e) s lui tiennent compagnie dans cette classe de surdoués: la e-administration, le e-learning, la e-social inclusion... Au pays des « e » tout est neuf, tout est potentiellement plus beau, plus fort, plus efficace surtout !

Un premier réflexe me donne envie de fuir, mais je chéris trop la démocratie pour la laisser aux mains de quelques chétifs « e », « cyber » et autres « digital ». Et j'entreprends de démêler ce qui tient de la grande illusion collective de ce qui peut se rattacher à une transformation réelle de nos sociétés.

Parler de démocratie électronique revient, aux yeux de nombreuses personnes, à parler vote électronique et vote en ligne. Combien de politiciens n'ont pas rêvé de pouvoir se rapprocher de leurs électeurs par l'intermédiaire de l'ordinateur, de renforcer le nombre des votants, et ce faisant, de faire face à la béance de l'abstention, de motiver l'électeur, plus enclin à manier la souris qu'à marcher 200 mètres jusqu'à son bureau de vote...

Or, pour l'instant un constat s'impose: depuis le premier vote en ligne en Arizona à l'occasion des primaires démocrates de mars 1999 au cours desquelles la participation s'était révélée bien supérieure aux taux usuels, le vote en ligne déçoit. La France a mené en juin 2003 son premier test en grandeur nature en permettant aux Français vivant aux États-Unis – un public que l'on pressentait *a priori* friand de ce type de procédure) – d'élire leurs représentants au CFSE (Conseil supérieur des Français à l'étranger⁶). Le résultat a été bien en deçà des espérances, puisque le taux de participation est passé de 14 à 16,5 %.

Mais surtout les dangers en sont bien connus: avantage donné aux classes moyennes et supérieures (les classes populaires dis-

6. www.01net.com/article/209814.html

posant rarement d'un ordinateur à la maison), risque de pressions par son entourage sur le votant qui n'est plus protégé par l'isoloir, dévalorisation symbolique du temps de vote, qui s'effectue entre un achat de lessive en ligne et un jeu en réseau...

Auditionné, en prévision de la nouvelle loi française sur la société de l'information, sur l'opportunité de mettre en place le vote en ligne en France, Emmanuel Raviart, l'un des principaux développeurs du logiciel libre de consultation en ligne Glasnost, s'est déclaré opposé à l'idée. Il considère en effet que ces procédures n'ont de sens que lorsqu'elles s'inscrivent dans une communauté (entreprise, quartier, ville...) d'une taille suffisamment réduite pour que le citoyen garde un contrôle sur le vote.

Peu importe que le vote en ligne séduise ou non le citoyen ; la question n'est pas là. La poser en ces termes, c'est, nous semble-t-il, nous tromper sur l'essence de la démocratie dite représentative, et c'est surtout bien mal diagnostiquer les causes de ses dérives. Le divorce entre l'électeur et la classe politique n'est pas qu'une question d'urne, même si cela passe par l'abstention, le vote extrême ou le vote blanc qu'il exprime : l'urne n'est que le révélateur d'un dialogue interrompu bien en amont du temps du vote. Aucun vote électronique ni même en ligne⁷ ne remplacera deux éléments essentiels de la démocratie représentative : d'une part, la qualité du débat démocratique qui prépare le vote, aujourd'hui totalement vidé de son sens par le jeu médiatique ; d'autre part, la proximité entre l'électeur, le candidat ou l'élu demain.

Peut-on en conclure que la rencontre entre démocratie et numérique constitue un non-événement, une non-histoire ? Qu'une fois dissipé le phénomène de mode, la démocratie se retrouve aussi fragile et nue qu'avant ?

7. Le vote électronique est celui qui s'accomplit dans le lieu de vote habituel, mais en utilisant une urne électronique en lieu et place du bulletin papier. Le vote en ligne s'effectue quant à lui depuis un ordinateur distant du bureau de vote, qui peut se trouver soit au domicile de l'électeur, soit dans des lieux publics tels que des points d'accès publics à Internet ou dans des bus itinérants destinés aux personnes ne disposant pas d'ordinateurs personnels.

Sortir du positivisme inconscient

Loin s'en faut. La révolution informationnelle non seulement interagit avec nos modes d'organisation sociaux et politiques, mais elle le fait à de multiples niveaux, tout aussi structurants les uns que les autres. Et le sens de cette interaction ne nous est pas donné ; nul ne sait si nos sociétés en ressortiront renforcées dans ce qu'elles ont de meilleur (ou de moins mauvais) ou si au contraire elles perdront au passage les zones de paix éphémères portées par la démocratie. Ce sens est à inventer ensemble. Ce qui implique, pour commencer, de sortir d'un positivisme récurrent qui hante nos responsables politiques. Il est vertigineux de voir, en ce début de XXI^e siècle, à l'heure où les biotechnologies, le nucléaire et les technologies de l'information se combinent et se recombinent à l'infini, à quel point les discours dominants restent empreints de l'engouement juvénile pour la science et la technique des encyclopédistes du XIX^e !... Combien d'Hiroshima et de Tchernobyl faudra-t-il pour que nous apprenions que la techno-science doit se penser, se maîtriser, être asservie à des objectifs de société et non livrée à sa propre spirale emballée ? Tout se passe comme si 1989, avec la fin de la dernière grande idéologie porteuse d'une narration d'un futur meilleur, avait laissé le champ libre à la techno-science pour nous apporter un semblant de sens sans lequel l'humanité ne se reconnaît pas comme telle. Paradoxe de cette religion d'un nouveau genre, ce sont ses grands prêtres qui nous ramènent à la réalité : lorsque certains « hackers » s'emparent de nos systèmes, dévorent le cœur de nos ordinateurs, ces surdoués entre les surdoués de la programmation nous donnent une leçon féroce d'humilité. S'introduisant dans l'intimité de nos machines, ils pointent la fragilité de ces constructions électroniques qui secrètent un sentiment de surpuissance chez grand nombre d'entre nous. Mais nos sociétés, plutôt que d'y voir le signe de leur faiblesse reflété dans un code, préfèrent stigmatiser ce qu'ils considèrent être de

l'ordre du vandalisme. Un vandalisme qui, oh! scandale, s'attaque à la nouvelle richesse qu'est l'information.

Les discours qui entourent le Sommet mondial de la société de l'information (SMSI)⁸, sont significatifs, en matière de positivisme. Ce sommet onusien qui se déroule en deux temps – Genève 2003 et Tunis 2005 – est le premier à porter sur la scène mondiale les enjeux liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC). La toute première phrase du projet de Déclaration de principe est édifiante, puisque les signataires y « affirment (leur) volonté et détermination communes d'édifier un nouveau type de société, la société de l'information [...] ». Le mythe de l'homme nouveau sauvé par la science est de retour!

Et on a beau décortiquer les textes lénifiants du projet de Déclaration et du projet de Plan d'action, pas une seule ligne sur les risques éventuels liés à ces fameuses technologies. Depuis Bruxelles en 1995 où le G7 promettait de résoudre à coup de « TIC », entre autres problèmes, celui de l'emploi, la tonalité du discours officiel n'a pas changé: quand elles ne volent pas au secours de l'emploi, c'est à celui du développement des pays les plus pauvres, ou de la lutte contre le terrorisme international...

Des libertés publiques fragilisées

Et pourtant les risques sont là. Contentons-nous de pointer ceux qui menacent directement nos démocraties.

Le premier s'attaque à leur essence même, au socle de nos libertés publiques. Nous assistons, sous couvert de syndrome post-11 septembre, à une offensive radicale de la part de plusieurs pays, les États-Unis en tête mais aussi la Russie et d'autres États, sur le front de ladite « cyber-criminalité » et du « cyber-terrorisme ». Le Conseil de l'Europe a adopté en 2001, un traité⁹ sur la cyber-criminalité qui est lourd de risques. Entre autres choses, il contraint les hébergeurs de site Web et les fournisseurs

8. www.itu.int/wsis

9. <http://conventions.coe.int/Treaty/FR/Treaties/Html/185.htm>

d'accès à Internet à des obligations de conservation de données, obligations qui ouvrent la voie à des usages abusifs de données personnelles. En France, la loi sur la sécurité quotidienne, adoptée en novembre 2001, va dans le même sens. Quand ce ne sont pas des législations régressives, le droit laisse un flou juridique qui permet des usages abusifs de nos adresses électroniques. Qui d'entre nous n'a pas été victime de *spams*, de détournements d'adresse par des robots de promotion publicitaire ? Même si certaines législations font obligation aux entreprises d'introduire dans leur message publicitaire la possibilité pour le destinataire de ne plus recevoir ces courriers, combien encore ne respectent pas cette règle ? La notion de boîte aux lettres électronique comme espace privé a encore du chemin à faire. Bref les libertés civiles chèrement conquises doivent non seulement être protégées, mais réinventées à l'heure des technologies de l'information et de la communication.

Bien public de l'information : reconnaître l'abondance, inventer l'économie de demain

Toujours au rayon des risques, citons ceux qui sont liés à la disparition de notion de bien commun et à la réduction inéluctable du domaine public. Nous touchons ici aux questions fondamentales dites de droit de la « propriété intellectuelle ». Celui-ci regroupe un ensemble de législations telles que le droit d'auteur, le copyright, le droit des marques, le droit des brevets, le droit de la copie privée, etc. Qu'on le veuille ou non, ce champ est totalement transformé par la rencontre entre trois éléments : l'information, le numérique et les réseaux.

L'information n'est pas une donnée spécifique de nos civilisations. Comme série signifiante de signes, elle a toujours existé, depuis les fresques de la grotte Chauvet jusque dans les codes génétiques de tout être vivant. La rupture réside dans le fait que cette information est désormais systématiquement révélée (c'est le cas du code génétique), stockable à l'infini par le biais de la

numérisation, reproductible pour un coût proche du néant, et diffusable en temps quasi instantané par le biais des réseaux électroniques. C'est cette combinaison entre stockage, reproduction et diffusion (autrement dit entre numérisation et réseaux) qui est source de bouleversement. Celui-ci opère d'abord dans l'ordre économique. En effet, l'information, à la différence d'autres biens ou services, a cette vertu particulière que celui qui la possède et l'échange ne s'en départ pas pour autant. En apprenant à mon voisin le temps qu'il fera demain, je continue de savoir qu'il fera beau. En reproduisant un disque pour mon ami, je continue de pouvoir écouter ma musique préférée. Ceci n'a rien de nouveau, mais jusqu'ici le support constituait un obstacle sur la voie du partage de l'information. Pour partager ma musique, il fallait que je me défasse de mon disque, à moins d'en copier le contenu sur une cassette de qualité plus que douteuse, donc en dégradant la musique. Aujourd'hui un disque est reproductible en conservant sa qualité pour un coût presque insignifiant : le prix d'un disque laser vierge est marginal par rapport au coût d'un disque acheté pré-enregistré. Ce dernier inclut dans son prix, les coûts de fabrication (rémunération des artistes, de la production...), de marketing, des réseaux de diffusion... Mais le support et la reproduction n'entrent qu'à la marge dans son prix de revient. Plus encore, je peux utiliser les réseaux tels Internet et les techniques dites du *peer to peer*¹⁰ pour faire circuler ces mêmes musiques (cela vaut pour des films, des documents écrits, sonores, des logiciels...), en me passant totalement du support matériel.

Ces biens, qui peuvent se partager et se diffuser à l'infini, confrontent l'humanité à une situation inédite dans son histoire, celle de l'abondance. L'abondance n'est pas aujourd'hui spécifique au champ de l'information. À l'échelle de la planète,

10. Le *peer to peer* est la technique utilisée par des réseaux tels que Kasaa, Gnutella, réseaux dans lesquels les utilisateurs mettent à disposition de la communauté leurs disques et échangent ainsi librement des morceaux de leur choix.

l'humanité détient largement de quoi répondre aux besoins fondamentaux de ses populations (alimentation, eau...). Mais en matière d'information nul ne peut se réfugier derrière les alibis de la répartition géographique des facteurs de production ou du sous-développement pour masquer les problèmes de redistribution. Les réseaux, en déterritorialisant et en permettant une transmission quasi instantanée de l'information, rendent son abondance criante.

Or l'ensemble de nos systèmes de gestion économique, marchands ou non, ont historiquement été pensés et développés pour faire face à une situation de rareté. De fait, les réactions quasi « réflexes » des acteurs privés et publics consistent à recréer de la rareté là où il y a abondance. Pour ce faire, ils restreignent artificiellement l'accès¹¹ à ces biens. Et c'est là que le droit de la propriété intellectuelle intervient comme guichet d'entrée. Ce droit n'est pas nouveau, loin s'en faut (rappelons-nous Beaumarchais scandalisé par l'usage de son œuvre fait par ses comédiens et qui en réaction fondait l'ancêtre de la Société des auteurs compositeurs dramatiques¹²), mais son rôle tend à se transformer considérablement. Destinée initialement à protéger le créateur d'une œuvre de l'esprit (que celle-ci soit une œuvre d'art, une invention scientifique, une marque...), à lui permettre de poursuivre son travail de création et donc à protéger l'innovation au cœur du développement d'une société, certains de ces dispositifs sont en train de se transformer en instrument de la marchandisation systématique des connaissances. C'est en effet tout l'équilibre entre créateur, diffuseur et usager qui est en cause, et derrière l'équilibre non moins fondamental entre sphère marchande et bien public (traditionnellement protégé par ce que l'on appelle le domaine public) qui est mis à mal.

11. Pour une démonstration détaillée du passage à un modèle économique de l'accès : Jeremy Rifkin, *L'âge de l'accès : la révolution de la nouvelle économie*, Éd Pocket, 2002.

12. La première loi sur le droit d'auteur en France date de 1791. Cf. www.sacd.fr/societe/historique.

Un appareillage juridique pour recréer de la rareté

Les législations, jurisprudences et dispositifs techniques « de limitation de l'accès » se renforcent chaque jour un peu plus. Prenons quelques exemples dans l'actualité récente :

– En 1998, le Congrès américain a voté la prolongation de la durée du droit d'auteur de 20 ans, sous la pression de Walt Disney, réduisant d'autant le domaine public. Une œuvre est désormais protégée pendant toute la durée de la vie de l'auteur plus 70 ans, et lorsqu'il s'agit d'une organisation pour une durée de 75 à 100 ans; une législation dont la Cour suprême a confirmé la constitutionnalité en janvier 2003¹³.

– En 2001, la Justice américaine condamne Napster, site d'échange gratuit de musiques en ligne, à fermer, ou à passer en mode marchand, c'est-à-dire à vendre la musique accessible à travers son site.

– En mai 2001, l'Union européenne adopte une directive intitulée EUCD (European Union Copyright Directive), qui limite drastiquement la possibilité de procéder à des copies privées. La France est en train d'adopter la loi qui lui permet de se mettre en conformité avec cette directive. Ainsi dans quelques mois, il me sera interdit de recopier un morceau de mon disque laser pour pouvoir l'écouter dans ma maison de campagne ou sur mon lecteur MP3 dans le train qui m'amène au bureau¹⁴.

– En septembre 2003, les majors américaines attaquent en justice les usagers des réseaux dits de *peer to peer*¹⁵.

– Fin septembre 2003, l'Union européenne, poussée par les multinationales du logiciel, adopte une législation sur le « brevetage des logiciels ». Ces derniers, jusqu'ici protégés par le droit d'auteur, tombent désormais sous un régime qui favorise les grandes entreprises détentrices de portefeuilles de brevets,

13. www.wired.com/news/politics/0,1283,57220,00.html

14. Pour une analyse des conséquences de cette directive pour les usagers : <http://eucd.info>

15. http://news.com.com/2100-1023_3-5072564.html

américaines pour les trois quarts, au mépris des PME, et qui mettent en danger les logiciels libres¹⁶.

En première lecture, et c'est ce que le secteur privé souvent relayé par les médias tente de nous faire croire¹⁷, il peut sembler qu'il s'agit d'un réflexe sain du monde de l'entreprise qui essaye de survivre « dans un environnement changeant » pour reprendre le terme usité dans les milieux managériaux. À y regarder de plus près, la question est beaucoup plus grave et ne peut être comprise sans la remettre en perspective avec les tendances lourdes de l'ultra-libéralisme. Au niveau macro, il y a continuité entre les tentatives de marchandisation de l'éducation, de la culture et de l'information. L'information est avant tout un vecteur : vecteur de savoirs, de connaissances¹⁸, de culture.

Les batailles actuelles à l'OMC sont de ce point de vue révélatrices. L'enjeu de Doha sur les médicaments génériques est typique : nous sommes là à l'articulation entre une question de santé publique majeure (la lutte contre des pandémies entre autres), et des intérêts économiques attachés à des brevets. Le problème n'est plus le coût de fabrication du médicament (des pays du Sud comme l'Inde ou le Brésil peuvent en supporter les investissements industriels) mais dans la rente servie au créateur de cette information que constitue la formule chimique, la composition d'un médicament. Nous sommes typiquement dans un cas où les intérêts des créateurs (ici le laboratoire), des distributeurs (souvent le même laboratoire mais pas nécessairement dans le cas du médicament générique) et les usagers (les malades) de cette information sont en conflit et où le

16. Voir entre autres : <http://swpat.ffii.org> ; <http://www.april.org>

17. Pour un article équilibré sur la question de l'industrie du disque, des réseaux et du « piratage », cf. *Libération*, 6/7 septembre 2003, « Les 5 fléaux qui frappent l'industrie du disque ».

18. Pour une définition et une différenciation des savoirs, des connaissances et de l'intelligence cf. André Gorz, *L'immatériel : connaissance, valeur et capital*, Éd. Galilée, 2003.

déséquilibre au profit du premier est devenu tellement flagrant qu'il a entraîné une réaction solidaire de la part des pays du Sud.

Au niveau micro, ces tendances se traduisent localement par des injonctions de rentabilité chaque fois plus fortes qui pèsent sur les établissements publics et les empêchent de verser gratuitement dans le domaine public des œuvres de l'esprit pourtant financées sur fond public.

Prenons l'exemple des bibliothèques municipales. Nombreuses sont ces dernières qui ont entrepris depuis quelques années un travail considérable de numérisation de leurs documents, en particulier des documents anciens, donc depuis longtemps tombés dans le domaine public du point de vue du droit d'auteur. Il s'agit donc de documents libres de droits, numérisés sur fonds publics, mais qui la plupart du temps ne sont accessibles qu'en en payant l'accès, au nom de l'autonomie financière de ces établissements. Le même raisonnement s'applique aux publications scientifiques des laboratoires publics de recherche.

Nous nous trouvons là au cœur d'un enjeu de démocratie mondiale : jusqu'où laissera-t-on des logiques économiques dépouiller les acteurs publics de leur capacité d'action, que ce soit en matière de santé publique, d'environnement ou de culture, au nom de la liberté du commerce ?

Quant on voit la difficulté à organiser une contre-réaction dans des domaines aussi fondamentaux dans le quotidien des gens que celui de la santé, on imagine sans mal la complexité à mobiliser une résistance dans des champs tels que la culture, l'éducation ou *a fortiori* la liberté des codes sources. À titre d'indication, la manifestation en août dernier à Bruxelles contre la directive de brevetage des logiciels a réuni moins de 1000 personnes... On voit bien qu'à l'intérieur même des mouvements sociaux et citoyens, la question n'a pas encore été évaluée à sa juste place ni mise en cohérence avec d'autres enjeux tout aussi fondamentaux.

Une résistance intrinsèque

Et pourtant, ce qui est particulièrement intéressant et motivant dans ces mutations à l'œuvre, c'est qu'elles sont intrinsèquement porteuses d'alternatives, parfois radicales. Nous quittons là le champ des risques attachés à ladite « société de l'information », pour entrer non pas dans celui des opportunités, ou encore « bonnes pratiques » pour reprendre le langage onusien, mais dans celui de l'émergence de nouveaux modèles de société potentiels.

Se pencher sur le logiciel libre et sur la communauté qui le porte est de ce point de vue passionnant. Rappelons brièvement ce qu'est un logiciel libre : il s'agit d'un programme dont le code, c'est-à-dire la série de commandes passées par l'homme à l'ordinateur, est libre. Cette liberté pour l'utilisateur est multiple : celui-ci peut exécuter, copier, distribuer, étudier, et surtout modifier et améliorer le logiciel¹⁹ à volonté. À première vue, il est difficile de comprendre en quoi ceci est révolutionnaire. D'autant que de fausses idées circulent sur le logiciel libre qui empêchent d'en voir la portée sociétale. Le terme anglais de « free software » induit en effet une confusion majeure. « Free » en anglais peut s'employer dans le sens de libre comme dans celui de gratuit.

Or c'est uniquement à la liberté que se référaient les fondateurs du mouvement du logiciel libre. Le fait qu'il ne faille pas payer pour utiliser le code (puisque'il n'y a pas de brevet) a encore renforcé cette confusion. Mais le logiciel libre n'en est pas moins coûteux, parfois même très coûteux ! En effet et c'est là ce qui est intéressant, les entreprises du logiciel libre développent un modèle économique alternatif : au lieu de se rémunérer sur la propriété du code, ils vendent les services qui vont dans l'adaptation du logiciel aux besoins spécifiques du client. Ce faisant ils arrivent à concilier un double processus : mener une activité

19. Pour une définition plus complète : <http://www.gnu.org/philosophy/free-sw.fr.html>

économique de production et non de rente, génératrice d'emplois, d'une part; contribuer à enrichir la communauté d'autre part, en nourrissant le bien public de l'information puisque leurs codes sont librement accessibles et réutilisables.

Le modèle du logiciel libre contribue ainsi à dessiner les contours d'une économie de l'ère informationnelle qui prendrait acte du caractère abondant de l'information décrit plus haut, sans chercher à recréer de la rareté artificiellement.

Autre particularité du logiciel libre et non le moindre, son mode d'élaboration. Nous sommes là aux antipodes de l'économie concurrentielle promue par tous nos économistes comme la source première de la croissance. Un logiciel libre est généralement initié par un tout petit nombre de programmeurs passionnés de l'informatique libre (autrement dit des « hackers »), qui portent ce projet le plus souvent dans le cadre de leur temps libre. Une fois définies les fonctionnalités de base du logiciel, son développement est ouvert à la communauté mondiale des programmeurs libres, qui peuvent tous proposer un bout de code supplémentaire ou un correctif au logiciel existant. Ce développement coopératif s'appuie sur les réseaux, indispensables aux échanges au sein de communautés qui peuvent compter plusieurs milliers de membres (c'est le cas du logiciel libre le plus connu, Gnu-Linux). Le rôle des initiateurs du logiciel se transforme considérablement: ils doivent alors arbitrer entre les propositions reçues, décider de les intégrer ou non au code principal, surtout veiller à la cohérence et à la lisibilité du logiciel au fur et à mesure que des strates de codes se rajoutent.

Dernière particularité: le mode de rémunération des développeurs de logiciel libre. On constate souvent que dans cette communauté, le critère premier de rémunération est le plaisir (de réaliser une prouesse informatique), la reconnaissance sociale (par la communauté des hackers) qui en découle. Le critère financier vient loin derrière. Ce qui ne veut pas dire que des développeurs n'ont pas créé leur entreprise dont ils tirent leur salaire, mais encore une fois cette rémunération ne découle pas

tant de la création de logiciel elle-même, que des services périphériques, donc bien en aval.

On commence à voir se dessiner à travers ces quelques éléments sur le logiciel libre un modèle de société où la coopération prend le pas sur la compétition, où la reconnaissance l'emporte sur la rémunération, et où l'activité économique est réconciliée avec le bien public... Ce mouvement, car il s'agit bien d'un mouvement social d'un nouveau genre, mérite à tout le moins qu'on ne le tue pas dans l'œuf, à coup de brevets.

Ceci pointe un autre des paradoxes du « Sommet mondial de la société de l'information » (SMSI) mentionné plus haut. Si le terme « société de l'information »²⁰ semble désormais rentré dans les mœurs, et utilisé de tous, sa signification n'en demeure pas moins discutable. Né à la fin des années soixante-dix, il s'est imposé au cours des années quatre-vingt-dix, au moment même de la sortie du système bipolaire. L'expression est totalisante, à l'image du capitalisme triomphant de cette décennie. Totalité du singulier: comme si le monde convergeait vers un seul et unique modèle de société, et non pas vers un composite multi-forme de « sociétés ». Totalité de « l'information » pensée comme alpha et oméga de la société. Le paradoxe réside dans le fait qu'on discute de tout dans l'enceinte du SMSI apparemment très ambitieuse sauf des mutations que nous venons de décrire et des perspectives qu'elles ouvrent à l'humanité.

La culture de la coopération, terreau de la démocratie participative

Si nous poursuivons la piste des pratiques coopératives, nous retrouvons très directement nos enjeux démocratiques. En effet, nombreux sont ceux, dont je fais partie, qui depuis des années

20. Voir entre autres le « papier pour débattre » de la campagne CRIS (communication right in the information society) <http://www.crisinfo.org/live/index.php?section=4&subsection=2&doc=9>. On se reportera également aux travaux d'Armand Mattelart, tels que *Histoire des théories de la communication*, La Découverte, 1977-95.

appellent à ce que la démocratie représentative se nourrisse de formes de démocratie participative, dans laquelle le citoyen soit plus directement aux prises avec la décision publique (par le biais de consultation, concertation, co-décision, interaction avec le tissu associatif et la société civile, etc.). Sans rentrer ici dans une analyse des multiples expériences de démocratie participative menées à travers le monde, nous constatons souvent que ces dernières se heurtent à deux obstacles récurrents : la difficulté des élus à abandonner des parcelles de leur pouvoir, considérant qu'ils sont la seule source de légitimité de par leur mandat ; la difficulté des citoyens à s'impliquer dans des processus jugés opaques, complexes, inaccessibles.

L'un et l'autre ont à voir (en partie pour le moins) avec les enjeux des réseaux numériques. Nos élus sont imprégnés en effet d'une vision hiérarchique et purement représentative du pouvoir. Pendant qu'ils s'accrochent à une légitimité de délégation, de multiples univers – les mouvements des mouvements sociaux et citoyens²¹ bien entendu, mais les entreprises aussi – expérimentent de nouveaux modes d'organisation en réseaux, inspirés parfois des modèles coopératifs du logiciel libre mentionnés précédemment²², et susceptibles de donner à chacun une place, une responsabilité différente dans l'organisation collective. Tant que les partis politiques, écoles de nos élus, conserveront un mode de fonctionnement interne intégralement basé sur la compétition, il ne faudra pas s'étonner qu'une fois arrivés au pouvoir, ils reproduisent ces modèles et soient incapables d'interagir avec leurs électeurs sur un mode participatif.

Quant à l'implication citoyenne dans la vie publique, elle nous confronte à la question médiatique. Le rôle des médias dans la société s'est considérablement dégradé, comme l'ont montré récemment, à nouveau, les manipulations médiatiques autour de

21. Voir l'ouvrage de Fabien Granjon, *L'Internet militant, mouvement social et usages des réseaux télématiques*, Éditions Apogée, 2001.

22. Voir en particulier le travail de Jean-Michel Cornu sur les pratiques coopératives, <http://jmichelcornu.free.fr/cooperation/index.html>

la guerre en Irak. Historiquement considérés comme formant un contre-pouvoir, les grands médias constituent aujourd'hui un pouvoir à part entière, solidaire du pouvoir politique et économique. La question des médias alternatifs et communautaires n'est pas nouvelle. Rappelons-nous que c'est autour de cette question que les États-Unis sont sortis de l'UNESCO dans le milieu des années quatre-vingt.

Mais l'arrivée des réseaux donne une autre dimension à cette piste alternative. En effet, il est devenu techniquement beaucoup plus simple de créer un média alternatif, sous forme d'un journal ou d'une radio en ligne et surtout le potentiel de diffusion de ces médias alternatifs est sans commune mesure. Déjà de nombreuses ONG et associations ont mis en place des sites où des « sans voix » trouvent une capacité d'expression à travers le Web²³. Des médias alternatifs se sont constitués, tels Indimedia²⁴, le plus connu, ou encore « Les pénélopes »²⁵, agence de presse féminine multilingue. Mais l'enjeu va au-delà : il est essentiel pour la vie démocratique, en particulier au niveau local, que des groupes d'habitants, des associations puissent prendre la parole à travers le Web.

Quelques très rares collectivités locales l'ont compris. C'est le cas de la mairie du XIII^e arrondissement à Paris, qui a ouvert dans son site Web, un espace dans lequel les associations de son territoire peuvent écrire directement les contenus de leur choix, sans possibilité de censure technique ou politique de la part de la mairie. C'est aussi le cas de la municipalité de Brest qui aide les associations à mettre en place des sites dits de copublication, c'est-à-dire des sites sur lesquels des citoyens peuvent proposer directement du contenu. Il y a aujourd'hui à Brest une trentaine

23. C'est le cas de Viva Favela, qui travaille dans les favelas carioca (voir l'article dans cet ouvrage), de RavalNet (<http://www.ravalnet.org/ravalnet>) qui travaille avec des jeunes dans un quartier désavantagé de Barcelone, de Vecam à travers le projet « Fragments du monde », (<http://www.fragmentsdumonde.org>) qui suscite la prise de parole de jeunes francophones...

24. <http://www.indimedia.org>

25. <http://www.penelopes.org>

de sites de copublication, qui sont autant d'espaces ouverts à l'expression des habitants. La ville de Brest va plus loin en mettant en place des formations aux outils de co-publication et à l'écriture en ligne. En effet, toutes les expériences montrent que les obstacles dans l'appropriation des outils informatiques et télématiques, en particulier par les personnes ne disposant pas d'un fort bagage éducatif, sont moins dus à la manipulation technique qu'à des problèmes de confiance en soi (« ce n'est pas pour moi, je ne saurai jamais », entend-on souvent) et de capacité d'écriture pour un public. Le changement de paradigme ne réside pas dans le fait d'avoir des citoyens « branchés », mais des citoyens capables de s'exprimer à travers cette nouvelle génération d'outils et de les mobiliser au profit d'une reconquête de leur place dans la cité.

Nous formulons, pour conclure, l'hypothèse que la démocratie pensée à l'heure du numérique ne peut qu'être le résultat d'un processus cumulatif à quatre dimensions :

- le refus des régressions démocratiques, en particulier dans le champ des libertés publiques ;
- le développement d'une culture de la coopération et de la participation, source de richesses pour la société ;
- l'acquisition par le citoyen de capacités cognitives en matière d'information et la possibilité pour ce dernier de devenir un créateur autonome d'information ;
- la liberté pour chacun de contribuer (ou non) au bien public de l'information.

De cette combinaison peuvent sortir les contours d'une démocratie réellement renouvelée, dans laquelle le citoyen trouvera du sens à s'impliquer, à devenir acteur... et le cas échéant à voter !

■ ■ ■ ■ **Valérie Peugeot**

Diplômée de Sciences politiques, Valérie Peugeot travaille et milite depuis quinze ans dans le monde associatif, autour des enjeux de renouvellement démocratique et de citoyenneté active. Europe politique, mondialisation, sortie de la société salariale, alternatives à la société de marché sont quelques-uns des thèmes sur lesquels elle s'est engagée. Aujourd'hui, elle coordonne les activités de l'association VECAM – Réflexion et action pour l'Internet citoyen (<http://www.vecam.org>). Cette association cherche à promouvoir les usages sociaux et démocratiques des TIC (technologies de l'information et de la communication) et à anticiper les changements de société générés par l'entrée dans l'ère informationnelle. Elle est également membre du comité de rédaction de la revue Transversales Sciences Culture (<http://www.globenet.org/transversales>).

**Vers une société de l'information « incluante »
dans le contexte de la mondialisation :
essai de comparaison entre les politiques
indienne et brésilienne**

Dipankar Sinha

Beaucoup de traits rapprochent l'Inde et le Brésil sur la scène mondiale. Et tous deux, géants parmi les pays du Sud, veulent être présents dans la construction de la société de l'information. Entre un discours officiel qui entend, surtout au Brésil, répondre aux besoins des plus démunis, et la mise en pratique, l'écart est souvent béant, mais ne doit pas conduire à un pessimisme excessif. Les politiques publiques devraient aujourd'hui se fonder davantage sur le facteur humain, plutôt que de chercher à plaquer un ensemble technologique tout fait sur les populations à coup d'actions de sensibilisation et d'équipement en matériel. Chacun des deux pays a ses atouts et ses faiblesses ; la connaissance mutuelle des démarches concernant la société de l'information peut nourrir leur réflexion et leurs motivations.

Une tendance toute récente de la réflexion sur la société de l'information met un fort accent sur le lien entre celle-ci et la

« société civile ». Ces deux réalités font l'objet chacune d'une abondante littérature, mais bien peu de ponts étaient établis jusqu'ici entre les deux. Or ces ponts sont essentiels. La société de l'information est là, et pour longtemps. Mais à quel prix ? N'est-ce pas aux dépens des groupes humains au service de laquelle elle est censée être ? Les pays du tiers-monde, dans leur recherche désespérée d'un « développement » dont ils ont été si longtemps privés, et dans celle d'un rapprochement avec le niveau technologique des pays industrialisés, ont un peu vite considéré la société de l'information comme le bon moyen pour sauter les étapes de la rigueur des processus de développement. Plutôt que de fonder la société de l'information sur des bases locales saines, ils l'ont abordée comme un « raccourci » vers la prospérité, une sorte de kit où se trouvent largement sous-estimés les besoins des hommes, leurs choix, leurs capacités d'accès ; ils en ont fait un slogan certes chic au plan politique, mais désastreux pour la démocratie.

Trois questions de base nous paraissent en effet devoir être posées lorsque l'on raisonne « société de l'information » : 1. qui génère et qui possède l'information et les connaissances (sont-elles utilisées au profit de quelques-uns ou peuvent-elles bénéficier à tous) ? 2. Comment le savoir est-il diffusé et distribué, et avec quels gardiens ? 3. Comment son utilisation aide-t-elle réellement les groupes sociaux à réaliser leurs objectifs ? Qui sont les mieux et les moins bien placés pour tirer avantage de ce savoir ?

Le Brésil et l'Inde fournissent une illustration frappante de la nécessité de se poser ces questions. Tous deux font partie de la catégorie des pays à bas revenu (PNB de moins de 735 dollars par tête et par an), et tous deux ont un système politique fondé sur un principe démocratique, avec une pluralité des partis. Dans les deux cas, la création d'un « *empowering environment* » dépend de deux préalables : d'une part travailler au développement à la base ; d'autre part conférer à la société civile un rôle actif dans le débat sur la construction de la société de l'information, en plaçant l'homme et la citoyenneté en son centre, en cherchant à

voir comment elle peut devenir un « espace incluant » dans lequel toutes les catégories sociales ont leur mot à dire.

Tenir compte du degré de préparation des sociétés à l'usage des technologies de l'information

Dans une déclaration faite en préparation du Sommet mondial de Genève (décembre 2003) sur la société de l'information (SMSI/WSIS), le groupe « WSIS Civil Society Plenary » a lourdement insisté sur l'enjeu de la participation de la société civile dans les débats du Sommet : à la fois pour donner un caractère « participatif » aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), et pour forger le concept d'une société de l'information « centrée sur l'homme, incluyente et équitable. » La déclaration dénonce en effet comme fallacieuse l'idée suivant laquelle les processus de décision peuvent être « technologiquement neutres » ; les politiques fondées sur cette idée sont socialement catastrophiques et très difficiles à corriger après coup.

Le *General Information Technology Report* (GITR) de 2003-2004 utilise le concept, fort important en ce qui concerne notre sujet, de « *readiness* », qui désigne la capacité d'un pays à intégrer les nouvelles technologies et la société de l'information. Un tableau général de l'indice de *readiness* de tous les pays du monde y est joint, dans lequel l'Inde occupe la 37^e place (après avoir occupé la 54^e l'année précédente), tandis que le Brésil arrive au 29^e rang. Les deux pays sont nettement plus proches l'un de l'autre pour ce qui est de deux sous-indices, concernant toujours le degré de préparation à intégrer les TIC, celui de l'administration publique (« *government readiness* ») et celui du secteur des affaires (« *business readiness* ») : l'Inde et le Brésil se situent respectivement à la 33^e et à la 32^e place pour l'administration, et à la 37^e et 24^e place pour le monde des affaires. Lorsque l'on s'intéresse ensuite à l'indice de préparation à l'utilisation des TIC concernant les individus, on trouve le Brésil au 45^e rang et l'Inde au 70^e. Les critères utilisés pour juger de ce niveau de pré-

paration sont le taux d'alphabétisation (57 % en Inde contre 85 % au Brésil d'après le *World Development Report*), le degré de connexion, les modes et les lieux d'accès à Internet. Commentant ces chiffres, le *General Information Technology Report*, après avoir rappelé que « les TIC ne peuvent à elles seules promouvoir la croissance économique mais sont un élément crucial dans une stratégie globale », se penche sur le cas de l'Inde : « L'Inde est un pays doté d'une extraordinaire diversité socio-économique ; la révolution des TIC a accentué certaines inégalités [...], une large majorité de la population n'ayant encore ni l'accès ni la culture et l'éducation nécessaires pour bénéficier des nouvelles technologies. ». Une manière de rappeler aux dirigeants indiens leurs responsabilités en ce qui concerne l'usage des TIC pour qu'elles ne creusent pas encore davantage des écarts sociaux iniques, ce que l'on peut souhaiter de la même façon pour les gouvernants brésiliens.

Créer un *empowering environment*

Un autre élément de comparaison intéressant entre les deux pays est celui du fameux indice de développement humain pour lequel, alors que le Brésil est au 65^e rang, l'Inde ne se place qu'au 127^e. La différence entre ces chiffres n'est pas étrangère au fait que, à notre avis, le Brésil a mieux fait son travail au cours des dernières années pour ce qui est des relations entre *empowering environment* et société de l'information, et des efforts faits pour placer le social au cœur du discours sur le développement.

La notion de société de l'information incluante va bien au-delà de celle, très à la mode, sinon carrément tarte à la crème, d'« écart numérique » (*Digital Divide*). Quand seuls quelques groupes privilégiés de la société bénéficient des TIC et quand l'immense majorité reste à l'écart, les gouvernants adoptent généralement une attitude consistant soit à cacher le phénomène, soit à le justifier de manière tordue, en mettant invariablement en cause le *Digital Divide*, qui est cependant bien loin de

tout expliquer. Parmi les raisons de ces inégalités, on trouve non seulement le faible degré de développement humain, mais aussi la réticence de bien des dirigeants du tiers-monde à accorder à la construction de la société de l'information un caractère d'enjeu public, à comprendre ce qu'elle représente en termes de révolution des mentalités et pas seulement des techniques, et à accepter de partager le pouvoir avec les citoyens. Toute stratégie qui ne comporte pas la prise en compte des mutations dans la culture, dans les représentations, que supposent les TIC, ne fait qu'accroître le caractère excluant de la révolution de l'information.

L'empowering environnement que nous avons évoqué plus haut, cet environnement propice au renforcement du pouvoir des citoyens, recouvre des éléments multiples : il concerne notamment les relations de la personne avec un contexte social, culturel, politique, économique... Si l'on admet (Couto, 1998) qu'il a deux dimensions, l'une psychologique (s'appliquant aux individus et aux groupes lorsqu'ils accroissent la maîtrise de leur propre vie), et l'autre politique (s'appliquant à la participation démocratique à la vie de la collectivité), on peut distinguer trois étapes dans *l'empowerment* : celle du développement d'une estime pour soi-même ; celle du développement d'un sens critique à l'égard de l'environnement social et politique ; enfin celle des efforts collectifs vers une action politique et sociale. Dès lors, le processus de mobilisation est étroitement lié à la prise de conscience du fait que les problèmes individuels ont des origines communes, collectives, et donc appellent des solutions collectives. Il faut, pour aller vers davantage d'« inclusion », que les politiques soient conscients de ce dernier phénomène, que les personnes soient formées, et pas seulement les leaders, ensuite que l'on améliore les accès et les infrastructures liées aux TIC. Construire une société de l'information incluante suppose de replacer les groupes sociaux au centre des stratégies, de leur assurer un large degré de participation (seulement possible s'ils sont suffisamment formés et si l'accès aux technologies est équi-

table), et de se fonder aussi sur les ressources et les savoirs locaux. C'est une tâche très sensible pour les deux pays, que la tradition démocratique soit très ancienne comme en Inde ou plus récente comme au Brésil. Elle était déjà très délicate pour Fernando Henrique Cardoso, l'ancien président du Brésil et pour le premier ministre indien Narasimha Rao, qui tous deux ont joué un rôle pionnier mais controversé en introduisant des réformes économiques libérales dans leurs deux pays; elle l'est tout autant pour les dirigeants actuels. Accorder les pratiques au discours est toujours un exercice difficile.

La coopération régionale et internationale

Le Brésil et l'Inde ont pris simultanément quelque initiatives, au cours des dernières années, pour marquer l'importance des questions d'information. Le lancement en décembre 1999 d'un *Programme national brésilien pour une société de l'information* a été suivi de peu par le *Information Technology Act* promulgué en Inde en octobre 2000, puis par le *Convergence Act* l'année suivante, qui était supposé faciliter, au moins dans son esprit, la pénétration d'une société de l'information dans le sous-continent. Toutes ces mesures relèvent d'ailleurs largement d'efforts faits par les deux pays pour accroître leur compétitivité sur la scène internationale, pour s'ajuster aux temps nouveaux, délaissant les discours passés sur la « souveraineté informationnelle. »

Au niveau international, le Brésil et l'Inde explorent actuellement les voies d'une coopération multilatérale et régionale sur l'information. Ils ont été par exemple, avec la Chine, parmi les participants-clé du *Policy Forum on Using Knowledge for Development* qui a eu lieu en Grande Bretagne en avril 2001. Au cours de ce forum, ils ont mis en débat la possibilité de faire de leurs pays respectifs des « courtiers en savoir », et discuté de stratégies publiques « dynamiques et à l'écoute des besoins » pour apporter notamment les bénéfices des TIC aux populations

rurales les plus pauvres, dans une optique de « partage des savoirs ».

Les dures réalités de l'environnement politique mondial ont cependant contraint l'Inde à restreindre sa recherche de coopération à un niveau simplement régional, et ceci dans des conditions difficiles. On est loin aujourd'hui du rôle qu'avait l'Inde dans les années soixante-dix, lorsqu'elle était en première ligne du combat international pour un « Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication ». Avec le déclin du mouvement des Non-alignés et la stagnation de l'instance régionale de coopération économique (SAARC²⁶), la position de l'Inde au niveau régional est affaiblie.

Le Brésil a plutôt émergé, quant à lui, comme leader sur le plan des TIC dans le paysage latino-américain. C'est au Brésil par exemple qu'ont été mises au point deux déclarations importantes, celle de Florianópolis sous l'égide de l'Unesco en juin 2001 (Déclaration du programme régional sur la société de l'information²⁷), et celle d'Itacuraca en octobre 2000 sur l'éthique de l'information. La première désigne l'information et la communication comme « piliers centraux » d'une économie globale et d'une société fondée sur le savoir, rappelle que tout ne peut être résolu par le seul marché et insiste sur le rôle de l'éducation, de l'emploi, de la participation citoyenne, de la transparence dans les administrations et de l'ouverture démocratique. La deuxième met l'accent sur les questions d'éthique et sur les attentes du continent latino-américain, dont les pays entendent être traités comme « membres à part entière de la société de l'information. »

Le scénario indien

Un détail des chiffres du *General Information Technology Report* (GITR) cité plus haut est intéressant pour caractériser la

26. South Asian Association for Regional Cooperation.

27. Déclaration II, voir références à la fin du chapitre.

situation indienne. Le sous-indice de *readiness* concernant l'environnement politique et réglementaire place l'Inde au 16^e rang mondial, alors que son indice global de *readiness* ne la place qu'au 37^e. Cela veut dire d'abord que la force de l'Inde réside dans sa capacité à faire évoluer son régime politique avec une certaine régularité et de manière non-violente, dans la stabilité de ses modes de gouvernance, et dans le maintien global de l'ordre et du respect de la loi, toutes choses importantes pour l'établissement d'une société de l'information. Malgré bien des hauts et des bas, et au fil de scrutins périodiques depuis 1952, l'Inde a montré au monde qu'il est possible de prendre l'habitude de donner une dimension électorale à la gouvernance. Mais la démocratie exige davantage que des élections périodiques. Elle exige un esprit de partenariat entre la société civile et l'État, et c'est sans doute cela qui, plus qu'au Brésil, a manqué en Inde.

Le préambule au plan d'action du *Information Technology Act* déjà mentionné dans cet article décrit les TIC comme un « outil qui va aider l'Inde à devenir une nation forte, prospère et ayant confiance en elle. » Fort bien. Mais ceci peut-il être réalisé sans prendre en compte la voix et la volonté de la population ? Quant à elle, la « *National Task Force on Information Technology* » créée par arrêté en mai 1988 dresse une liste de 108 recommandations, dans un « *Information Technology Action Plan* », allant des questions de télécommunications aux questions de finance et de fiscalité en passant par le développement rural, la défense nationale, les ressources humaines... L'objectif est de « stimuler et de galvaniser les énergies du peuple indien, en lui donnant foi dans la capacité des TIC à aider tout à la fois le développement personnel et le développement national. » Ici encore, on ne peut qu'être d'accord, mais cette stimulation peut-elle venir d'en haut, ou doit-elle émerger du terrain ?

Il y a eu ces temps derniers une véritable prolifération d'éléments d'infrastructure d'information et de communication en Inde, en lien direct avec le « *National Agenda of Governance* » mandatant le gouvernement indien pour prendre les initiatives

susceptibles de faire du pays, à terme, une « superpuissance » en matière de TIC. Le Convergence Act signalé plus haut cherche à provoquer, dans cette perspective, un véritable tournant en proposant la fusion de trois ministères clés, celui des Télécommunications, celui de l'Information et de la radio-TV (*broadcasting*), et celui des Technologies de l'information. Il demande par ailleurs le remplacement de trois anciennes lois indiennes²⁸ pour rénover la législation en la matière. Une autre initiative concerne le développement d'une « ossature d'équipement informatique » (*Informatics Infrastructure Backbone*), et la mise en place de connexions et de passerelles entre tous les niveaux d'infrastructure informatique : local, national, global.

Le problème, c'est que toutes ces initiatives sont fondées sur le postulat que c'est à la population de s'adapter à une société de l'information toute faite. Pour l'y aider, un outil politique singulier, l'*Operation Knowledge*, désigne les TIC comme étant la nouvelle frontière du savoir, qui prendrait en compte et orienterait toutes les autres sphères du savoir. Dans le cadre de cette opération, le gouvernement a dégagé des crédits d'incitation destinés aux établissements d'enseignement pour l'achat d'ordinateur, la mise à niveau des connaissances et des savoir-faire en matière de TIC, la mise sur pied de systèmes d'éducation à distance, etc. Il est quand même pittoresque de noter que les hommes et femmes politiques indiens, qui n'ont jamais été capables de hisser le pays à un niveau d'alphabétisation acceptable se mettent en quatre, à présent, pour arriver à une « alphabétisation numérique universelle » (*universal computer literacy*) ! Que, l'électrification des zones rurales restant encore à faire, le Groupe de travail sur l'Information et la Technologie, constitué par le département ministériel du même nom, évoque, à toutes les échelles de la nation, des services publics formés à l'usage d'Internet (« *web-enabled* »), et à l'écoute des citoyens (« *citizen-oriented* »). Et que

28. Le *Indian Wireless & Telegraph Act* de 1885, le *Cable Television Regulation Act* (1995) et le *Telecom Regulatory Authority Act*.

bien que le minimum d'équipements adéquats reste un lointain rêve pour la plupart des écoliers des campagnes, le gouvernement parle encore d'installer des ordinateurs pour faciliter l'enseignement. On touche là du doigt le fossé entre le discours et la réalité, même si l'on ne veut pas mésestimer la valeur des objectifs proposés par les gouvernants.

Le contexte brésilien

Les premiers pas vers une société de l'information « incluyente » au Brésil ont été faits lors de la mise en place, à la veille du millénaire, du Programme national sur la société de l'information, déjà signalé. Ce programme, dont on attend beaucoup pour le développement global du pays, vise à intégrer, coordonner et soutenir l'amélioration des usages des TIC pour contribuer à « l'inclusion sociale de tous les Brésiliens dans la nouvelle société. » Le Programme appelle à la construction d'une société plus juste, basée sur la préservation des identités culturelles et la richesse de la diversité, et à un développement durable, participatif, qui respecte les différences entre les régions du pays et leur équilibre mutuel. Le chapitre « Identité culturelle » insiste par exemple sur les « contenus nationaux » dans les réseaux numériques, et parle même de fierté nationale. Pour tout cela, le programme invite de manière très directe et officielle la société civile à être un des acteurs incontournables qui doit tenir son rôle dans le partage des responsabilités et garantir que dans toutes les mesures prises l'intérêt public soit respecté. Ceci est consigné notamment dans un document important appelé « Livre vert », sorte de manuel de construction, au Brésil, d'une nouvelle société de l'information.

Le programme brésilien sur la société de l'information avance un certain nombre de propositions assez précises. Premier thème, par exemple : la question de l'« emploi pour tous ». Le programme part du principe que les emplois traditionnels connaissent de profonds changements, quand ils ne sont pas

purement et simplement éliminés par l'entrée dans l'Âge de l'information, et demande que l'on tire profit des avancées technologiques en générant (et en définissant) de nouvelles opportunités d'emploi, et en créant une main d'œuvre qualifiée, bien identifiée quant aux compétences, compétitive et décidée à rester au pays plutôt que de céder à la tentation du *brain drain*. Une telle stratégie prend largement en compte les besoins des minorités marginalisées et des groupes à faible revenu qui souffrent, tout en bas de l'échelle sociale. Autre thème : celui de l'éducation, seule à même de transformer la connaissance en savoir, qui doit préparer le terrain de la société de l'information et disposer d'outils linguistiquement adaptés, en l'occurrence en portugais. Enfin, naturellement, la nécessité d'étendre l'usage des TIC bien au-delà des élites est rappelée à plusieurs reprises.

Ainsi, lorsque l'on compare les deux discours officiels, brésilien et indien, sur la société de l'information, on trouve davantage présente, dans le premier, la préoccupation du développement humain, en même temps qu'il reconnaît les contraintes et les difficultés de manière plus franche, ce qui l'amène à impliquer bien davantage la « société civile ».

Les enjeux du passage de la « société industrielle » qui a dominé jusqu'ici à la « société post-industrielle de l'information » sont fondamentaux pour des pays comme l'Inde et le Brésil qui ne sauraient se soustraire à la construction d'une telle société. Les pays développés qui dans le contexte mondial actuel détiennent les clés de la politique économique globale, sont très en avance sur les autres dans cette construction. Les pays du Sud doivent en tenir compte, car il ne leur est plus possible d'imaginer construire une société de l'information exclusivement locale et de la considérer comme une affaire intérieure. Pourtant, elle doit être pertinente avec ce niveau local et correspondre aux besoins des populations de base. Il y a objectivement tension entre ces deux soucis, mais la tension n'est pas telle qu'elle pourrait servir de prétexte à ne rien faire.



Dipankar Sinha

Lecteur en sciences politiques à l'université de Calcutta et de Hony, auxiliaire à l'Institute of Development Studies, Kolkata, il a aussi été en poste à l'université de Kalyani et au Scottish Church College de Calcutta. Ses travaux portent sur le lien entre le développement et la communication, à la fois sur le plan mondial et sur le plan local, dans les sociétés post-coloniales, dont l'Inde. Son premier ouvrage, *Communicating Development in the new world order* (Kanishka, New Delhi) est paru en 1999. Son dernier ouvrage (en bengali), *Media Culture* (Kolkata, Dey's Publishing) est paru en 2003. Ses recherches actuelles portent sur le rôle de la communication dans la mondialisation.

Références

- Declaration I, *Shaping Information Societies for Human Needs*, WSIS Civil Society Plenary, Geneva, 8 décembre 2003.
- Sinha, Dipankar (ed), "Is 'Information Society' a Useful Concept for Civil Society?", *Media Development* 4, 2002.
- Noronha, Frederick, "Going Beyond the Digital Divide Orthodoxy". *Human Development Report*, UNDP-Oxford University Press, Delhi, 2003.
- Information Society in Brazil: Green Book*, Ministry of Science and Technology, Government of Brazil, Brasilia, 2000.
- Information Technology Plan*, Ministry of Information Technology, Government of India, New Delhi, 2000.
- Information Technology Action Plan*, Ministry of Information Technology, Government of India, 2000, in *The Indian Journal of Public Administration*, Vol. XLVI, n° 3, juillet-septembre 2000.
- Dutta, Soumitra, Lanvin, Bruno et Pana, Fiona (eds.), *The Global Information Technology Report: Readiness for the Networked World 2002-2003*, Oxford University Press, New York, 2003.
- Morais, Lecio et Saad-Filho, Alfredo, "Snatching Defeat from the Jaw's of Victory: The 'Losers' Alliance' and the Prospects for Change in Brazil", *Capital & Class* 81, automne 2003.

Sen, Amartya, *Development as Freedom*, Oxford University Press, Delhi, 2000.

Sinha, Dipankar, *Communicating Development in the New World Order: A Critical Approach*, Kanishka, New Delhi, 1999.

World Development Report 2003, The World Bank-Oxford University Press, Washington, 2003.

World Development Report 2004, The World Bank-Oxford University Press, Washington, 2004.

Richard A. Couto, "Community Coalitions and Grassroots Policies of Empowerment", *Administration and Change*, Vol.30, n° 5, novembre 1998.

Presse écrite et communication interculturelle : la mondialisation s'écrit aussi en hindi

Per Ståhlberg

L'émergence d'une presse locale de langue vernaculaire en Inde, accompagnant un renouveau culturel, notamment hindou, n'est pas sans poser des questions du point de vue de la mondialisation des pratiques de communication et d'information. En effet, l'étude du travail des journalistes d'un quotidien hindi à succès, le *Dainik Jagran*, montre que le journalisme vernaculaire est en fait caractéristique de la production médiatique mondiale. À ce titre, les journalistes de Lucknow, ville du nord de l'Inde, tout en travaillant pour des journaux que certains considèrent comme des outils du renouveau nationaliste, participent d'une production culturelle globale. Ce qui vient nuancer leur positionnement dans l'espace de la mondialisation de la communication.

L'irruption de la presse locale sur la scène indienne

À la mi-2002, le conflit chronique entre l'Inde et le Pakistan au sujet de la province du Kashmir avait atteint des dimensions menaçantes. Pour suivre le déroulement du conflit à travers la presse indienne accessible sur Internet, je m'en tenais de façon irréflectée aux journaux de la presse d'élite, considérant qu'ils

29. J'utilise cet exemple principalement pour illustrer l'importance croissante de la presse vernaculaire. Le fait que le Premier ministre donne une interview exclusive au *Dainik Jagran* peut bien sur être interprété simplement comme une faveur envers un journal loyal politiquement.

avaient le meilleur accès aux sources pertinentes. Je consultais donc des quotidiens comme *The Times of India*, *The Hindu*, *l'Indian Express* ou les magazines *Frontline*, *India Today* ou *Outlook*, en négligeant les nombreux journaux de langue hindi également disponibles sur Internet. Mais je m'aperçus un jour qu'une interview du Premier ministre indien Atal Behari Vajpayee dans *Outlook* était en fait une reprise d'une interview publiée la veille dans un journal hindi, le *Dainik Jagran*. C'est un fait significatif qu'un premier ministre indien au bord d'une possible guerre donne ses positions exclusives au *Dainik Jagran* et non pas à un des prestigieux journaux de langue anglaise²⁹. Mais ce n'est en fait pas surprenant. Si le Premier ministre indien accorde une interview exclusive, il y a désormais de grandes chances que ce soit à un journal de langue indienne. Il est également remarquable qu'une publication de langue anglaise ait besoin de s'inspirer d'un quotidien hindi. D'après un stéréotype qui prévaut parmi de nombreux adeptes de la presse d'élite, l'inverse aurait été la procédure habituelle. Les journaux vernaculaires seraient ainsi remplis d'informations locales, triviales, accompagnées des nouvelles de la veille, plagiées et mal traduites à partir d'un quotidien de langue anglaise. Je l'ai beaucoup entendu dans mon travail de terrain auprès de journalistes travaillant en anglais. Mais cette représentation est remise en question dans les rédactions des journaux hindi qui font l'actualité, obligeant la presse de langue anglaise à suivre.

L'évolution de la presse écrite indienne accompagne les mutations politiques

Jusqu'à une époque récente, les journaux de langue anglaise, traitant de sujets nationaux et généralement considérés comme une presse d'élite, avaient une position dominante en Inde. En

30. Cet essai est une version adaptée du chapitre 7 de *Lucknow Daily: How a Hindou newspaper constructs society* (Stockholm Studies In social Anthropology, 2002) avec l'aimable autorisation de l'éditeur.

termes de diffusion, de technologie et de profits, ils étaient traditionnellement en avance sur la presse de langue vernaculaire de la plupart des régions. Mais cela a changé de façon radicale au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Les journaux de langues indiennes se sont énormément développés, multipliant leurs éditions locales et augmentant leur diffusion. Ils sont souvent rentables financièrement et produits à l'aide d'un équipement moderne³⁰. Cette augmentation du nombre de journaux fait partie de ce que Robin Jeffrey a appelé en 2001 « la révolution du journal indien ». Le nombre de journaux publiés et la diffusion totale des quotidiens en Inde se sont considérablement accrus depuis la fin des années soixante-dix. Les journaux de langue vernaculaire à diffusion régionale ont connu beaucoup plus de succès que les journaux de langue anglaise au profil national. Les centres d'édition et d'impression de journaux se sont multipliés développant ainsi le lectorat jusqu'aux habitants des petites villes et zones rurales. L'une des implications de cette transformation structurelle c'est que les préoccupations journalistiques se sont déplacées: de l'intérêt presque exclusif pour la politique nationale vers des événements plus proches des lecteurs.

Cette transformation des médias de masse indiens est donc significative d'un point de vue politique et culturel. Aujourd'hui, les Indiens lisent le journal comme jamais. Ils le lisent dans une langue qu'ils comprennent bien et ils peuvent y lire des sujets traitant des événements locaux comme des affaires étrangères. Surtout, les enjeux politiques des niveaux locaux et régionaux sont couverts de façon intensive dans les médias à

31. Le Ram Janmabhumi (le lieu de naissance de Ram) est un mouvement qui visait à détruire une mosquée dans la ville d'Ayodhya pour la remplacer par un temple hindou. La mosquée du XVI^e siècle, Babri Masjid, aurait été située à l'emplacement des ruines d'un temple censé marquer le lieu de naissance du dieu RAM. La campagne s'est développée au milieu des années quatre-vingt et augmenta les tensions entre hindous et musulmans, causant de nombreuses violences. Le 6 décembre 1992, lorsque fut détruite la mosquée, des émeutes explosèrent à travers le pays, faisant des milliers de morts et de blessés.

forte diffusion. Et au moment où les affaires politiques indiennes se transféraient dans une grande proportion de New Delhi aux centres régionaux, la presse régionale de langue indienne se développait (Brass, 1994). La politique locale trouvait ainsi sa propre sphère publique (Ståhlberg, 2002).

Une presse locale qui attise les particularismes ?

Alors que la presse indienne de langue anglaise a longtemps été perçue comme un modèle pour les pays en voie de développement (Hachten, 1993), les journaux imprimés dans des langues accessibles à la majorité de la population ont souvent été considérés comme problématiques sur les plans politique, professionnel et éthique. La presse de langue hindi a notamment acquis une réputation de soutien inconditionnel au mouvement nationaliste hindou. Les journaux régionaux ont été accusés de jouer un rôle central dans l'attisement des passions hindoues et l'exacerbation de la violence entre les communautés religieuses. Et ce, du fait de reportages inappropriés ou de l'impression de fausses rumeurs. Dans la polémique d'Ayodhya sur l'emplacement de la mosquée Babri Masjid qui a hanté l'Inde depuis le milieu des années quatre-vingt, la presse hindi est considérée comme l'un des principaux responsables³¹. À en juger par les gros titres et les coupures de journaux, ces accusations ne semblent pas infondées.

De ce point de vue, les journaux indiens, en anglais et en hindi, constituent deux médias bien distincts, aux parcours parallèles se croisant peu. Ainsi, analysant comment les uns et les autres traitent les événements d'Ayodhya, Rajagopal (2001) décrit ces médias de deux langues différentes comme un public divisé, abordant l'événement de manière très différente. Je reconnais que cette division est particulièrement claire si l'on considère le journalisme en termes de carrière professionnelle et d'arrière-plan social des journalistes (Ståhlberg, 2002). Mais dans le même temps, je pense que presses de langue anglaise et

en Hindi se nourrissent l'une l'autre. Elles opèrent comme des images contrastées dans le même champ social de production culturelle (Bourdieu, 1993). Leurs positions respectives dans ce champ ne sont pas stables mais en perpétuelle discussion et recomposition. Mon propos n'est pas de dire que la presse de langue anglaise a été reléguée à une position secondaire dans le champ social du journalisme indien, mais que la supériorité de l'élite de langue anglaise et sa domination dans la sphère publique ne sont plus évidentes. Quelques reporters politiques de quotidiens de langue anglaise à Lucknow ont reconnu qu'ils ont parfois des problèmes à obtenir des informations de la part des hommes politiques et qu'ils étaient quelques peu négligés en comparaison avec les journalistes de la presse hindi. Les journalistes hindi ne seraient pas seulement proches du peuple (comme ils le proclament souvent) mais, occasionnellement, ils apparaissent aussi plus proches du pouvoir.

Une communication locale qui participe de la mondialisation ?

Les *mass media* sont souvent considérés dans une perspective de mondialisation culturelle. Le flux d'informations, d'images, d'idées et de savoirs sur de longues distances, au travers des frontières, est largement dépendant des différentes formes de *mass media*. Grâce aux technologies de communication, les gens peuvent se représenter les événements sans avoir à quitter leur place. Des choses qui pendant longtemps ont été séparées sont désormais liées. Si l'on analyse une interconnexion globale, un monde intégré par un réseau de télécommunications interférant dans la vie quotidienne de chacun, les technologies médiatiques sont des instruments cruciaux.

Il est évident que le *Dainik Jagran* a également un rôle dans ce réseau global d'information, en tant que receveur et émetteur.

32. Un autre développement récent dans les médias de masse indiens qui freinerait la mondialisation est l'apparition des chaînes de télévision spécifiques à

Ses lecteurs quotidiens à Lucknow y trouvent des informations qui arrivent à la rédaction *via* des agences de presse internationales. Et si le *Dainik Jagran* publie des exclusivités, il y a des chances qu'elles soient transmises à un public distant, que ce soit par des reprises dans la presse de langue anglaise ou par les correspondants indiens d'organismes de presse internationaux. Ainsi les photographies du *Dainik Jagran* à propos des événements d'Ayodhya ont été reprises dans le monde entier.

Mais les « sceptiques », qui voient essentiellement la mondialisation comme un mythe (Held. *et al.*), trouveraient facilement un cas d'école dans les pages du *Dainik Jagran*. En effet, la croissance des journaux en hindi et autres langues vernaculaires n'apparaît pas de prime abord comme un approfondissement de l'interconnexion mondiale. Les préoccupations locales, régionales, voire nationales, de cette presse la placeraient plutôt à l'opposé de la mondialisation. Après tout, le flux d'informations en provenance de l'extérieur de l'Inde est plutôt maigre : la section internationale du *Dainik Jagran* représente moins d'une demi-page chaque jour. Et c'est seulement à l'occasion des événements les plus exceptionnels que les reporters de Lucknow se transforment en acteurs du réseau mondial de l'information. Dans leur tournée quotidienne, ils trouvent rarement des sujets qui seront repris en dehors de leur région. Les journalistes hindi travaillent ainsi avec un média de masse qui ne connaît pas de frontières techniques mais dont la réalité concrète est étroitement liée au contexte local. Dans leur pratique professionnelle, les relations de face-à-face sont beaucoup plus fréquentes que les connexions mondiales. Et du fait que la presse vernaculaire a mis fin à la domination de la presse de langue anglaise, plus cosmo-

une langue et à une région qui ont largement supplanté les réseaux pan-indiens (Sonwalkar, 2001). La télévision indienne par câble a de plus une dimension locale avec des cablo-opérateurs qui équipent plutôt des petites communautés avec des chaînes TV qui sont aussi parfois produites localement (Mishra, 1999).

polite (Hannerz, 1996), la sphère publique indienne serait ainsi devenue moins globalisée³².

Mais cette conclusion est un peu rapide. La définition de la mondialisation culturelle comme un flux d'images et d'informations parcourant les distances doit être combinée avec un autre aspect : les informations passent au travers d'un média. En effet, les nouvelles technologies de communication ne font pas que faciliter le flux d'informations, elles en façonnent aussi le contenu (Tomlinson, 1999). Ainsi, la mondialisation médiatique nous fait partager les mêmes images d'un bout à l'autre de la planète (nous regardons les mêmes *soap opera*, vidéos clip, événements sportifs, et nous lisons des comptes rendus similaires sur les mêmes guerres ou les mêmes élections), ces images étant produites dans des formes similaires. C'est pourquoi il est pertinent d'analyser la presse hindi dans son rapport à la mondialisation sous cet angle : le mode de communication qui donne forme aux articles quotidiens dans le *Dainik Jagran* prend une forme qui est très répandue dans le monde. Comme Peter Golding l'observait il y a déjà vingt ans, « ce qui frappe le plus dans les analyses comparatives de l'information, c'est la similarité des produits disponibles dans le monde entier ».

Les techniques et valeurs communes du journalisme comme mode de production culturelle mondial

Pour aller plus loin, il est utile d'utiliser le cadre théorique proposé par Appadurai en 1996. Il a étudié les relations entre les cinq dimensions des flux culturels mondialisés qu'il a nommées « ethno-perspective », « média-perspective », « techno-perspective », « finan-perspective » et « idéo-perspective ». Le critère « média-perspective », en particulier, croise la diffusion globale des imaginaires et la diffusion mondiale de la capacité de production et de dissémination de ces imaginaires. Mais je m'inté-

resserai plutôt à deux autres dimensions, la « techno-perspective » et l'« idéo-perspective ».

L'état de la presse vernaculaire doit beaucoup aux nouvelles technologies, la presse offset, l'édition électronique et la communication informatique sont récemment devenues abordables. Mais la « techno-perspective » ne se réduit pas aux inventions des dernières décennies. Le journal, en tant que forme technique d'une production culturelle, n'a pas été réinventé à chaque fois dans tous les lieux de la planète où il est apparu. Le colonialisme britannique l'introduit en Inde avec d'autres institutions de la modernité : la bureaucratie, les lignes de chemin de fer et le système éducatif (Dirks, 2001). Cette technique mondiale peut tout à fait être omniprésente tout en étant invisible sous la forme de mode de production indigène. Dans la « media-perspective », le flux global est souvent évident : une information nous provient de l'étranger et nous dit quelque chose qui concerne d'abord les gens sur place. Mais les habitants de Lucknow en prenant leur journal le matin ne se disent pas qu'ils peuvent le faire grâce à des technologies et catégories définies ailleurs et que d'autres personnes à travers le monde se procurent leur journal local dans des conditions très similaires.

L'autre dimension des flux mondialisés de la culture, pertinente dans l'analyse des pratiques des journalistes de Lucknow, concerne les valeurs. Pas celles qui sont imprimées dans le journal, mais celles qui sous-tendent les choix éditoriaux. Je suis convaincu qu'un journaliste de Lucknow peut avoir une conversation fructueuse sur des sujets professionnels avec un autre journaliste de n'importe quel endroit du monde. Ils partageraient probablement le sens du rôle crucial du journalisme dans leur société respective : représenter les gens, scruter le pouvoir, enquêter sur les malversations et favoriser l'émergence d'une opinion publique par la diffusion d'informations importantes. Les valeurs qui fondent le rôle professionnel du journaliste semblent être diffusées mondialement avec les grands concepts d'une perspective mondiale éclairée : « démocratie », « égalité »

ou « droits de l'homme » : tout ce que Appadurai a regroupé sous le concept « idéo-perspective ».

C'est donc un point crucial que le fait que la technologie et les idéaux du journalisme soient entrelacés (Goldin, 1979). Combinant « techno-perspective » et « idéo-perspective », on peut donc parler du journalisme comme d'un mode de production culturelle pratiqué mondialement. John W. Meyer et son équipe ont avancé que les sociétés contemporaines organisées en État-nation sont, de façon surprenante, similaires sur de nombreux points. En dépit de différences historiques et de pratiques locales propres, on retrouve presque partout des modèles rationnels et consensuels qui structurent la vie sociale. Le journalisme est l'un de ces schèmes institutionnels perçus comme nécessaires dans une société moderne et repris dans le monde entier. Tout comme un État a besoin d'un parlement, d'école, de cours de justice, une société contemporaine ne peut se passer de médias de masse. À ce titre, les journalistes de Lucknow sont ancrés dans cette culture commune, leurs pratiques ne pouvant se comprendre dans le seul contexte local.

Une communication globale caractérisée par deux « méta-cultures » concomitantes

Pour poursuivre dans une perspective macro-anthropologique, la discussion de Hannerz (1996) sur la coexistence de deux « méta-cultures » qui façonnent la mondialisation de la modernité est utile. Il distingue une « méta-culture » de similitude d'une « méta-culture » qui souligne la diversité et les différences.

33. Le mode de diffusion de ces modèles n'entre pas le champ de cette étude. Son étude demande probablement une approche nécessitant plusieurs expériences. Par exemple, plusieurs des journaux de Lucknow ont consulté des spécialistes de Mumbay (Bombay) pour réorganiser leur travail ou utiliser les nouvelles technologies. Un des modes de diffusion passe ainsi certainement par les exemples des réussites des journaux du sud de l'Inde.

La « méta-culture » de la similarité consiste en la diffusion de pratiques sociales d'institutions et d'organisations décrites par Meyer. Hannerz s'appuie sur un article de Strang et Meyer (1993) dans lequel ils avancent que la théorisation – en tant que développement et caractérisation de catégories abstraites ainsi que mode de création de relations-type – encourage la diffusion de pratiques similaires. Ainsi les gens qui travaillent dans un journal vernaculaire du nord de l'Inde n'essayent pas de donner une forme unique au journal qui soit adaptée au local. Ils ne transforment pas non plus leurs pratiques en fonction des traditions locales. En général, ils sont convaincus que ce qui marche partout ailleurs va fonctionner chez eux. Lorsque les quotidiens hindi au cours des années quatre-vingt-dix commencent à mettre en place des pages à destination des femmes, s'adjoignent des reporters spécialisés en environnement, publient les cours de la bourse ou lancent des éditions Internet, ce n'est pas à la demande de leurs lecteurs mais c'est parce qu'ils se conforment clairement à un modèle global³³.

L'autre « méta-culture » souligne les différences vis-à-vis des autres. Des modes de vie qui se perpétuaient de façon non-réfléchie, se voient attribuer de nouvelles significations qui valorisent les différences entre les cultures. Les journaux locaux ou régionaux ont augmenté le nombre des représentations de la société. Les journaux hindi de Lucknow écrivent largement sur des gens, des lieux et des événements qui n'ont aucun intérêt pour la plupart des lecteurs du reste du monde. C'est pourtant l'un des effets de la mondialisation culturelle : une plus grande prise de conscience des particularités locales. C'est un exemple de cette tendance qui fait que « la modernité globalisée est souvent reproduite dans la diversité locale » (Sahlins, 1993).

Les rapports de la presse hindi avec le mouvement nationaliste hindou illustrent bien ce dialogue entre ces deux « méta-cultures » de la différence et de la similarité. Le mouvement Hindutva en Inde est un exemple typique de l'émergence d'un renouveau culturel particulariste dans le contexte de la mondia-

lisation (méta-culture de la différence). Leur revendication d'une identité indoue unique est souvent formulée en des termes universalistes (Hansen, 1999). Une presse de langue vernaculaire qui se positionne comme proche du peuple, en opposition à des médias plus cosmopolites, peut être un atout pour ce type de mouvement de renouveau culturel. De plus, le nationalisme hindou et le mouvement de promotion de la langue hindi ont une histoire commune (King, 1994). Le lien entre la presse hindi et l'Hindutva n'est donc pas sans fondement. Mais au cours de mon travail de terrain je n'ai pas été frappé par la prédominance des journalistes aux sympathies Hindutva au sein de la rédaction. Et même si le *Dainik Jagran* a la réputation d'être fidèle au BJP (ce qui est reconnu par la plupart des journalistes), on y trouve de façon surprenante plusieurs journalistes qui se déclarent ouvertement opposés à la philosophie politique de ce parti. Dans le même temps, ces journaux ne se bornent pas à développer une conscience radicale des différences et oppositions culturelles. Leurs informations locales sont couplées à des informations d'intérêt national et international et ce avec des imaginaires mondialisés. Même si ces éléments sont présents en petite proportion, la mondialisation constitue tout de même un horizon pour un quotidien hindi. Revoyant ses premiers travaux sur le journalisme (dans *Imagined communities*, 1991) Benedict Anderson concluait en 1998 qu'« il serait contre-nature pour un journal de s'en tenir aux seuls événements de l'environnement politique dans lequel il est publié ».

Comme outil de formation des représentations collectives dans le monde moderne, la forme journalistique est donc un exemple de ce qu'Anderson appelle une « sérialité détachée ». Elle ouvre au monde dans un vocabulaire standardisé qui « est plus important que toute division formelle du journal entre les informations locales et internationales » (*ibid.*). Les journaux parlent d'hommes politiques, de citoyens, de travailleurs et de bureaucrates, or ce sont des catégories que l'on trouve dans le monde entier. Les journaux de Lucknow s'intéressent peut-être

principalement à des événements de leur zone de diffusion, mais ils savent que ces différents types d'événements se produisent ailleurs et qu'ils peuvent occasionnellement les couvrir. Il n'y a pas de différence fondamentale dans la façon dont les gens et l'information sont conceptualisés. En ce sens, la presse hindi s'intéresse à des particularités locales mais avec un discours qui considère « le monde comme un tout et l'individu comme un cas particulier d'une même humanité » (Held *et al.*, 1999). Une après-midi, à la fin de mon travail de recherche, alors que je me trouvais à la rédaction du *Dainik Jagran* et que la plupart des journalistes rédigeaient leur papier quotidien, l'un d'entre eux a levé la tête et a demandé à la cantonade « mondialisation, comment ça s'écrit en hindi ? ».

Per Ståhlberg

Per Ståhlberg a un Ph.D d'anthropologie sociale de l'université de Stockholm (Suède). Sa thèse portait sur le journalisme régional de l'Uttar Pradesh, en Inde, pour lequel il a mené l'enquête dans les bureaux éditoriaux de Lucknow. Il a étudié la culture professionnelle et la pratique quotidienne du journalisme comme profession globale dans un contexte culturel particulier. Il enseigne actuellement l'anthropologie à l'université de Stockholm.

Références

Anderson, Benedict, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Verso, Londres, 1991.

Anderson, Benedict, *The Spectre of Comparisons: Nationalism, Southeast Asia and the World*, Verso, Londres et New York, 1998.

Appadurai, Arjun, *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1996.

Bourdieu, Pierre, *The Field of Cultural Production: Essays on Art and Literature*, Polity Press, Cambridge, 1993.

Brass, Paul, *The Politics of India Since Independence*, Cambridge University Press, 1994.

- Castells, Manuel, *The Information Age. Economy, Society and Culture: Volume 1: The Rises of Network Society*, Blackwell Publisher, Oxford, 1996.
- Dirks, Nicholas B, *Castes of Mind: Colonialism and the Making of Modern India*, NJ, Princeton, et Princeton University Press, Oxford, 2001.
- Engineer, Asghar Ali, "Press on Ayodhya 'kar seva'", *Economic and Political Weekly*, 18 mai 1991.
- Golding, Peter, "Media professionalism in the Third World: the transfer of an ideology", in *Mass Communication and Society*, James Curran, Michael Gurevitch and Jane Woollacott (éd), Sage, Beverly Hills, CA, 1979.
- Hachten, William A, *The Growth of Media in the Third World*, Iowa State University Press, Ames, 1993.
- Hannerz, Ulf, *Transnational Connexions: Culture, People, Places*, Routledge, Londres et New-York, 1996.
- Hansen, Thomas Blom, *The Saffron Wave: Democracy and Hindu Nationalism in Modern India*, Oxford University Press, Delhi, 1999.
- Hasan, Zoya, *Quest for Power: Oppositional Movements and Post-Congress Politics in Uttar Pradesh*, Oxford University Press, Delhi, 1998.
- Held, David, Anthony McGrew, David Goldblatt et Jonathan Perraton, *Global Transformations: Politics, Economy and Culture*, Polity Press, Cambridge, 1999.
- Jeffrey, Robin, *India's Newspaper Revolution: Capitalism, Politics and the Indian-Language Press 1977-99*, Oxford University Press, Delhi, 2000.
- King, Christoffer R., *One Language, Two Scripts: the Hindi Movement in Nineteenth Century North India*, Oxford University Press, Bombay, 1994.
- Meyer, John W., John Boli, George M. Thomas et Francisco O. Ramirez, "World society and the nation-state", *American Journal of Sociology*, 1997.
- Mishra, Samina, "Dish is life: cable operators and the neighbourhood", in *Brosius and Butcher*, 1999.
- Nandy, Ashish, Shikha Trivedi, Shail Mayaram et Achyot Yagnik, *Creating a Nationality*, Oxford University Press, Delhi, 1995.
- Rajagopal, Arvind, *Politics after Television: Hindu Nationalism and the Reshaping of the Public Sphere in India*, Cambridge University Press, Cambridge, 2001.
- Sahlins, Marshall, "Goodbye to Tristes Tropes: ethnography in the context of modern world history", *Journal of Modern History*, 1993.
- Sonwalkar, Prasun, "India: makings of little cultural/media imperialism?", *Gazette*, 2001.

Ståhlberg, Per, "The illicit daughter: Hindi-language newspapers and the regionalisation of the public sphere in India", in *Contesting "Good" Governance: Crosscultural Perspectives on Representation, Accountability and Public Space*, Eva Poluha et Mona Rosendahl (éd), Routledge/Curzon, Londres et New-York, 2002.

Ståhlberg, Per, "Lucknow Daily: How a Hindi Newspaper Constructs Society", *Stockholm Studies in Social Anthropology* 51, Almqvist & Wiksell International, Stockholm, 2002.

Strang, David et John W. Meyer, "Institutional conditions for diffusion", *Theory and Society*, 1993.

Tomlinson, John, *Globalization and Culture*, University of Chicago Press, Chicago, 1999.

Uimonen, Paula, *Transnational.Dynamics@Development.Net: Internet, Modernization and Globalisation*, *Stockholm Studies in Social Anthropology* 49, Almqvist and Wiksell International, Stockholm, 2001.

Les médias associatifs dans le processus de formation de l'opinion publique brésilienne

Luiz Fernando Santoro

L'expansion d'Internet – qui offre a priori de nouvelles et nombreuses possibilités aux médias associatifs ne fait que souligner le besoin de consolidation des journaux, chaînes de télévision, stations de radio indépendants dans une perspective de démocratisation des moyens de communication. Plus que jamais, l'élaboration de l'opinion publique et l'information du citoyen sont des enjeux qui ne doivent pas être abandonnés au trop-plein d'informations et à l'illusion de la participation à la réalité mondiale.

L'explosion des possibilités de diffusion des informations, symbolisée par l'expansion d'Internet à la fin des années quatre-vingt-dix a eu un fort impact sur les réflexions relatives à la communication. Au début, toutes les opinions convergeaient sur le caractère irréversible des progrès technologiques, des nouvelles potentialités du commerce comme de l'enseignement en ligne, des changements dans les relations de travail comme dans l'augmentation du temps libre. Selon Robert McChesney : « Dans les années quatre-vingt-dix, un nouvel argument est apparu, suggérant que nous n'avons aucune raison de nous inquiéter à propos de la concentration du contrôle et de la com-

34. Robert McChesney, *Rich Media, Poor Democracy*, The New Press, New-York, 2000.

35. Thomas Friedman, *CEO da Cisco Systems*, 1998.

36. Philippe Breton, *Le Culte de l'Internet*, Éditions La Découverte, Paris, 2000.

37. *Ibid.*

mercialisation à outrance des médias. L'idée était qu'Internet ou, plus largement, les réseaux de communication électronique, allaient nous rendre libres.»³⁴ Sans aucun doute, Internet change notre mode de vie puisqu'il s'agit d'une communication interactive, à l'échelle globale et individuelle.

Mais que faire de cette infinité d'informations disponibles? Des textes prophétiques sur Internet, (« Internet va modifier la manière de vivre des gens, de travailler, de se divertir et d'étudier »; « Internet va promouvoir la mondialisation à une vitesse incroyable. Au lieu de prendre en un siècle, comme la Révolution Industrielle, cela prendra environ sept ans³⁵. »), laissent place à une autre réflexion: Philippe Breton, dans son livre *Le culte de l'Internet*, compare Internet à une nouvelle religion pour les adeptes de l'« Internet total », qui n'envisagent le futur que par cette technologie dans laquelle « son point de vue tend à devenir l'idéologie dominante dans ce domaine [...], au point de ne pas imaginer qu'il puisse en exister un autre. »³⁶ Ces adeptes font preuve de « technophilie », en opposition à un second groupe qui, par philosophie ou méconnaissance, résiste passivement ou rejette les technologies de l'information, dans une vraie « technophobie ». « Toute attitude critique, ou même une simple demande de débat sur Internet et le discours qui en résulte, est réduite par la majorité des médias à une position “en faveur de ou contre” extrêmement simplificatrice. »³⁷ L'auteur compare les adeptes de l'« Internet total » aux fidèles d'un vrai culte où les dogmes ne peuvent pas être remis en question. Pour ces derniers, toutes les solutions se trouvent sur Internet, même en ce qui concerne la démocratisation de l'information et de la communication, qui fit l'objet d'un débat intense et d'une lutte depuis les années soixante-dix au Brésil et en Amérique Latine. « Il semble que le débat se focalise sur les termes de l'installation

38. Luiz Fernando Santoro, *Forming Public Opinion in the Age of Internet and Cable TV*, conférence donnée lors du séminaire “Rethinking Public Media in a Transnational Era”, New York University, janvier 2001.

39. Robert Mc Chesney, *op. cit.*

40. *Ibid.*

sur les nouveaux supports technologiques, ce qui a occulté le débat sur le lien avec les mouvements et les idées, raison d'être de ces nouveaux supports³⁸. »

Pour McChesney, « les tendances dominantes du cyberspace produisent le même type de culture dépolitisée que certains utopistes d'Internet pensaient que la technologie pouvait éliminer³⁹. » L'auteur met en garde ceux qui considèrent Internet comme un média démocratique et accessible à tous : « Un système de communication numérique orienté vers le marché semble davantage accentuer les divisions de classe que les diminuer. Une démocratie viable dépend beaucoup plus d'une inégalité sociale minimale et du sentiment que le bien-être individuel est sujet au bien-être de la communauté en général. Malheureusement, le système médiatique et la communication numérique en particulier, peuvent accentuer les tendances anti-démocratiques de l'économie et de la politique préoccupées uniquement par la logique du marché⁴⁰. »

Tout cela renforce non seulement l'idée de la convergence entre certains médias, mais aussi parallèlement leur cohabitation avec les médias associatifs, qui ne se construisent pas seulement sur les valeurs du marché et sur la prouesse technologique. Ces derniers valorisent leur attachement aux mouvements sociaux et aux idées communautaires, nécessaires à l'organisation des actions sociales, au renforcement de leurs obligations envers les politiques de transformations sociales et de lutte en faveur d'une société plus juste.

Un journalisme différent sur Internet ?

Les initiatives des médias associatifs proposent des visions du monde qui vont au-delà des intérêts des médias traditionnels. Internet, avec ses nombreux sites et pages, rend possible le développement de cette vision. Pourtant le contenu des sites à

41. John Herbert, *Journalism in the Digital Age: theory and practice for broadcast, print and on-line media*, Focal Press, Oxford, 2000.

ambition journalistique reste peu convaincant, malgré de grands changements dans le travail de rédaction des sites, des chaînes de télévision et des stations de radio, dans la recherche de données, l'archivage et la manière d'écrire, dans la pérennisation des informations.

Le chercheur et journaliste John Herbert écrit : « L'époque numérique apporte au journaliste un nouveau style de rédaction et d'édition. La rédaction journalistique traditionnelle se fondait sur une narration linéaire, appelée "pyramide inversée". Cela offrait au lecteur, téléspectateur ou auditeur le développement des détails en ordre décroissant d'importance. Ce système fonctionne pour la presse écrite mais pas sur l'écran de l'ordinateur. Le lien hypertexte permet aux journalistes d'écrire des articles pluridimensionnels. Le journaliste peut structurer différemment son article, ce qui permet au lecteur d'y suivre son propre chemin. Chaque article peut être lu de diverses manières selon le désir du lecteur. Les liens se construisent par associations d'idées et se différencient ainsi du journalisme traditionnel, compilé, logique et analytique⁴¹. » Un fil conducteur cohérent relie les faits et les idées entre eux, ordonnant les informations selon une logique, afin que le lecteur accompagne cette trame, comme dans un roman. La narration et le langage tendent à favoriser la construction sociale de la réalité, avec une vocation organisatrice. Le journalisme n'est pas seulement un fait, mais également une mise en relation et une interprétation. La version du fait devient compréhensible au lecteur dans un ensemble de circonstances liées entre elles. Il est très délicat d'interpréter et de comprendre des fragments. La fragmentation d'une page Internet, l'éventail des possibilités et des liens hypertextes occasionnent sans aucun doute des choix innombrables, mais aussi

42. Floyd Allport, "Toward a Science of Public Opinion", in Daniel Katz, *Public Opinion and Propaganda*, Holt, Rinehart and Winston Publishers, sd., New York.

43. Monique Augras, *Opinião Pública, teoria e pesquisa*, Vozes, Petrópolis, 1978.

un volume d'information qui peut nuire à la mise en relation des faits, en permettant la navigation d'un sujet à l'autre.

Une opinion publique sous contrôle ?

Ces constatations méritent également une réflexion sur la définition et l'importance aujourd'hui de l'opinion publique, concept des années cinquante et soixante, abandonné dans les années soixante-dix et quatre-vingt. Les analyses étaient concentrées sur le fonctionnement de l'industrie culturelle et les formes de résistance à cette industrie (communications alternative, populaire et associative). Ils défendaient l'idée que l'opinion dominante dans la société, élaborée par les médias, pourrait être combattue sur le terrain de la communication.

Pour Floyd Allport, « le terme "opinion publique" se réfère à un contexte pluri-individuel dans lequel les individus s'expriment ou peuvent être appelés à s'exprimer, en favorisant et en appuyant ou en empêchant et en s'opposant à une situation précise ou une proposition importante, dans laquelle le nombre d'individus, l'intensité et la constance de la pression augmentent la probabilité d'une action, directe ou indirecte, sur l'objet en question⁴². » L'opinion publique représente la somme d'opinions individuelles – certaines insignifiantes – dynamiques et en perpétuelle évolution. Elle ne représente pas une opinion majoritaire, mais une chaîne d'opinions orientée dans une certaine direction, à un certain moment. Selon Monique Augras « comme phénomène, (elle) implique le relevé des facteurs psychologiques (opinion latente au niveau individuel), sociolo-

44. *Ibid.*

45. E. Shaw, *Agenda-setting and Mass Communication Theory*, apud. Wolf Mauro, *Teorias da Comunicação*, Editorial Presença, Lisbonne, 1987.

46. Patrick Champagne, *Faire l'opinion*, Éditions de Minuit, Paris, 1990.

47. *Ibid.*

48. *Ibid.*

49. Torquato Gaudêncio, *Tratado de Comunicação Organizacional e Política*, Pioneira Thomson Learning, São Paulo, 2002.

giques (opinion statique au niveau social) et historiques (la prise de conscience conduisant à l'opinion dynamique)⁴³. » En réalité, l'opinion publique et l'opinion présentée comme publique se superposent. « Bien que l'idéal de la démocratie soit le contrôle des actions du gouvernement par l'opinion publique, dans la réalité, le problème est traité en termes de contrôle de l'opinion, à travers le contrôle des moyens de communication⁴⁴. »

En effet, « les gens ont tendance à inclure ou à exclure de leurs propres connaissances ce que les médias incluent ou excluent de leurs propres contenus. Par conséquent, le public tend à leur attribuer une importance semblable à celle conférée par les médias à certains événements, problèmes et personnes⁴⁵ ». Pour certains auteurs, tel Patrick Champagne⁴⁶, l'opinion publique n'existe pas. Ce qui existe est l'opinion des médias présentée comme publique, mais en accord avec les intérêts de qui contrôle les médias, qu'il soit propriétaire, annonceur ou gouvernement. Ainsi, l'opinion qui prévaut sur tel sujet n'est pas nécessairement la plus présente dans la population, mais celle qui reçoit le meilleur traitement dans les médias: « L'opinion publique des instituts de sondages parce que ces derniers sont parvenus à convaincre la société de la valeur "scientifique" de leurs enquêtes, et à transformer un simple artifice technique en réalité sociale⁴⁷. » Pour Pierre Bourdieu⁴⁸, l'opinion publique n'existe pas, elle est artificielle et produite par les médias, donc sans valeur scientifique.

Au Brésil et aux États-Unis, les études sur l'opinion publique ont toujours été traditionnellement liées aux élections. Dans les stratégies de construction de l'image d'un candidat, les qualités de ce dernier sont mises en valeur et ses défauts cachés. Selon Gaudêncio Torquato⁴⁹, le « marketing politique » repose sur quatre piliers: sondage, organisation politique, mobilisation sociale, communication. Les dirigeants politiques s'approprient

50. Robert McChesney, *op. cit.*

les opinions en vigueur, identifiées par des sondages variés, et les utilisent en les intégrant dans leurs discours diffusés dans les médias. Nous nous rapprochons d'un modèle de fonctionnement des médias qui rappelle les recettes européennes et nord-américaines, où l'on célèbre toujours plus le pouvoir des médias de l'information. Apparemment, cela s'oppose au potentiel du média associatif et même de l'Internet. Pourtant l'activité journalistique, principalement celle des journaux, de la radio et de la télévision, est encore le principal vecteur de formation de l'opinion publique dans le monde entier, même si le recours croissant à Internet crée de nouveaux défis pour les professionnels de l'information.

Les médias associatifs dans la formation de l'opinion publique

Internet représente, pour de nombreuses personnes et organisations travaillant dans le domaine de la communication, un espace où tout est possible, sans pour autant connaître précisément les mécanismes et l'efficacité du Web pour la formation de l'opinion publique. Critiquant ces idées, Robert McChesney affirme : « Les tendances manifestes de notre univers de communication sont à la concentration exponentielle dans des conglomérats de médias et à la commercialisation à outrance [...]. Les illusions de la liberté et l'ampleur du choix des consommateurs fournissent l'oxygène nécessaire à la consolidation du système des médias [...], le faisant passer pour démocratique. »⁵⁰ La construction d'un système de communication qui puisse s'opposer au monopole de l'information des grands groupes de communication a toujours été essentielle au Brésil. Rappelons la prédominance de la chaîne de télévision *Rede Globo* qui s'était structurée dans les années soixante-dix en offrant un support au régime militaire et en soutenant l'expansion d'une manière de

51. Luiz Fernando Santoro, *A Imagem nas Mãos*, Summus, São Paulo, 1989.

penser et de consommer sur l'ensemble du territoire. Elle joua aussi un rôle décisif dans les moments de crise de l'histoire contemporaine brésilienne, en maintenant le *statu quo* et en empêchant ou même en s'opposant aux changements politiques et économiques.

À ces structures de communication, le Brésil et l'Amérique latine en général opposent une longue tradition de recherche d'espaces alternatifs et de résistance, influençant les enseignants et les professionnels de la communication (journaux alternatifs parfois clandestins des années soixante-dix, et radios libres, vidéo populaire et mouvement de l'éducation et de la communication populaires des années quatre-vingt). Au cours de cette période ont surgi de multiples et incomparables expériences d'organisations de groupes sociaux et de partis politiques, qui reflétaient la formation d'une attitude critique chez de nombreux Sud-Américains. Cette évolution a permis la consolidation et l'arrivée au pouvoir de personnalités et de partis impliqués dans la défense et la diffusion d'idéaux démocratiques

52. Ed Hollander et James Stappers, "Community Media and Community Communication", in Nick Jankowski, *The People's voice, local radio and television in Europe*, Londres, John Libbey & Company, 1992.

53. La loi 9612/98 stipule ainsi :

« Article 1. On appelle Service de radiodiffusion associative la radiodiffusion sonore, en modulation de fréquence, à basse puissance et à couverture réduite, concédée à des fondations et des associations sans but lucratif, ayant leur siège dans la localité de prestation des services. »

« Article 3. Le Service de radiodiffusion associative a pour finalité la prise en charge de la communauté bénéficiaire dans le but de :

1. donner une opportunité de diffusion des idées, des éléments de culture, de traditions et d'habitudes sociales de la communauté ;
2. offrir des instruments à la formation et à l'intégration de la communauté, en stimulant les loisirs, la culture et la convivialité sociale ;
3. remplir des services d'utilité publique, en les intégrant chaque fois que nécessaire à des services de défense civile ;
4. contribuer au perfectionnement professionnel des domaines d'action des journalistes et des techniciens, en conformité avec la législation professionnelle en vigueur ;
5. permettre la formation des citoyens à l'exercice du droit d'expression de la manière la plus adéquate. »

et de justice sociale. Les expériences de radio et de vidéo auprès de mouvements populaires avaient de fortes connotations associatives – même si ce genre de chaînes ou de stations n'existait pas encore au Brésil –, et furent à l'origine de l'Association brésilienne de vidéo populaire (ABVP) et du Mouvement latino-américain de vidéo⁵¹.

Désormais, bon nombre de ces moyens associatifs jouent un rôle de démocratisation au sein de communautés, se substituant à des structures de communication publique inexistantes ou défaillantes, qui devraient garantir le débat démocratique. L'action de ces moyens associatifs, isolés ou rattachés à d'autres, permet d'unir et de donner la parole à des secteurs exclus, contribuant à la construction du concept de démocratie culturelle, où la cohabitation des différences est le point fondamental de la démocratie et non l'émergence d'idées dominantes. Les médias associatifs ont accompli dans ce domaine une action irremplaçable⁵². La législation brésilienne a d'ailleurs défini les médias associatifs dans le contexte de la garantie de la diversité⁵³.

Le rôle des stations et chaînes audiovisuelles

Pour certains auteurs, surtout nord-américains et européens, l'engagement de servir la communauté devrait constituer la caractéristique principale des stations et des chaînes publiques. Cela doit se construire sur des processus de production et de distribution des programmes et doit donner lieu à une intense participation de la communauté dans la production des programmes et dans la gestion des stations et des chaînes, ce qui est évidemment problématique dans les pays aux forts contrastes sociaux et manquant de ressources financières pour le secteur public.

54. Claude Contamine, *The Future of Television*, The European Institute for the Media, Dusseldorf, 1994.

55. Laura Linder, *Public Access Television*, Praeger Publishers, Westport, 1999.

Quel est le sens d'une télévision publique dans un univers de réseau câblé où presque tous les thèmes imaginables sont abordés par des dizaines de chaînes ? Il appartient aux pouvoirs publics de diffuser aux populations des informations et des programmes qui sont essentiels à la formation et à la prise de conscience des populations, même s'ils ne sont pas économiquement intéressants, ou même viables. Cette responsabilité ne peut pas être seulement du ressort des producteurs des chaînes de télévision du réseau câblé, qui, eux, suivent la logique du marché et de l'audimat : « Dans ce cadre, où une telle offre risque d'atomiser l'audimat, la télévision généraliste (publique et gratuite) doit se construire en tant que système de relations stimulé par le désir de réunir les différents éléments de la société et de la famille⁵⁴. » Parallèlement, les chaînes et les stations qui sont gérées directement par les pouvoirs publics ou associatifs – contrôlés totalement ou en partie par la société civile –, offrent la possibilité à des groupes et des institutions de la société civile de présenter et de diffuser des émissions et des programmes réguliers, dont le contenu relève de l'entière responsabilité de producteurs indépendants. Les chaînes associatives se développent dans un contexte démocratique qui suppose de faire cohabiter les différences entre les personnes et les groupes sociaux, dans un univers technologique où les innovations parviennent aux individus. Pourtant, écrit Laura Linder : « Même si l'information peut s'écouler plus rapidement, plus globalement et en plus grande quantité par les ordinateurs et la téléphonie, aucun de ces moyens de diffusion n'est associatif. Les chaînes de télévision publiques et gratuites détiennent encore le potentiel le plus important pour maintenir les communautés unies, en partageant les connaissances et les expériences⁵⁵. »

Cependant, avec les progrès technologiques et surtout la télévision numérique, la distance entre les chaînes publiques,

56. Laura Linder, *op. cit.*

57. Jean-François Barbier-Bouvet, *Communication et pouvoir*, Anthropos, Paris, 1979 ; François-Régis Barbry, *La Télévision par câbles ou la*

gratuites et associatives – qui dépendent des financements publics – et les chaînes commerciales – qui disposent des ressources financières suffisantes pour accéder à ces progrès – s'accroît. La réalisation des programmes en sera par conséquent affectée. Laura Linder définit cinq objectifs principaux présents dans les propositions, l'organisation et les statuts des chaînes publiques et du réseau hertzien : « Créer le concept de communauté, mettant à la disposition des individus et des groupes les moyens d'exprimer leurs idées et leurs messages par des vidéos, qui sont diffusées ensuite auprès des téléspectateurs. Fortifier la société en démystifiant le processus de production de la télévision. Stimuler le discours public et la conscience de la diversité. Créer un centre dans lequel les groupes et les individus puissent agir et coopérer à la production de programmes. Utiliser la technologie de la vidéo et du cinéma pour le changement social⁵⁶. »

Le défi d'une diffusion différente

Comment diffuser des informations et des visions du monde différentes de celles existant dans les moyens de communication, afin qu'elles atteignent une partie importante de la population et interviennent dans la formation de l'opinion publique locale, régionale et nationale ? Vaste défi. Dans un premier temps, Internet apporte cette possibilité de rendre l'information accessible à tous. L'accès aux sites de Globo, d'une petite ONG ou d'une radio associative requiert la même démarche, ce qui représente donc un progrès dans l'utilisation démocratique des moyens de communication, dans la mesure où ces derniers lais-

communication horizontale, Éditions du Cerf, Paris, 1975 ; René Berger, *Telefissão, alerta à Televisão*, Loyola, São Paulo, 1979.

58. Alvin Toffler, *A Terceira Onda*, Record, Rio de Janeiro, 1981.

59. Thomas Baldwin, et Stens Mc Voy, *Cable Communication*, Englewoods Cliffs, Prentice Hall, 1988.

60. Nick Jankowski, *op. cit.*

61. Visiter le site www.deepdishtv.org

sent à l'utilisateur la liberté de choisir ses propres messages et d'émettre ses opinions, sans aucune sorte de contrôle.

La multiplication des moyens de communication et l'augmentation du nombre des choix, se développa avec force au cours des années soixante-dix⁵⁷ particulièrement avec le développement de la télévision par câbles et des chaînes associatives⁵⁸. Ce système devait permettre aux téléspectateurs, en remplaçant une information unique et nationale par des programmes sur les expériences de leur quotidien, de vivre leur réalité de tous les jours également à la télévision. En Amérique du Nord, les chaînes associatives prévues par la loi sont apparues avec la télévision par câbles et ont permis de diversifier les contenus garantis par la législation qui régit la liberté d'expression⁵⁹. En Europe, la création des radios pirates, libres et parfois clandestines a représenté un modèle de contestation dans le monde entier. Ces stations de radios locales et associatives ont été en grande partie légalisées quelques années plus tard⁶⁰.

Ces chaînes peuvent avoir un certain impact lors des moments de forte crise sociale, quand elles transmettent des programmes diffusant des images et des informations absentes des grands médias (cf. la guerre du Golfe et les manifestations de Seattle)⁶¹. Rappelons toutefois que la liberté d'écrire ou de produire des informations sans censure n'inclut pas l'accès à des informations pour chaque citoyen, notamment celles appartenant au domaine public et aux données officielles qui sont limitées aux personnes détenant le pouvoir.

Marcelo Ferrari considère ainsi le monopole aussi bien public que privé des sources d'information comme antidémocratique : « Une démocratie doit empêcher les deux [monopoles] avec des lois antitrust dans le secteur privé et garantir une gestion pluraliste dans le secteur public [...]. Plus le pouvoir est concentré,

62. Marcelo Ferrari, "Democracia e Informação no final do século xx", in César Guimarães et Chico Junior, *Informação e Democracia*, EdUERJ, Rio de Janeiro, 2000.

63. Luiz Fernando Santoro, *op. cit.*

plus ses détenteurs cherchent, avec des lois spécifiques, à définir le “domaine public” selon leurs intérêts personnels et à le protéger ainsi. Plus le pouvoir est divisé, fragmenté en autant de pôles capables de s’autocontrôler, plus une démocratie est forte. La multiplication des sources d’information est donc essentielle au fonctionnement de la démocratie. »⁶² Cependant, l’auteur ne mentionne pas que les ressources financières et l’éducation, permettant aux consommateurs de comprendre les informations, sont nécessaires pour qu’un groupe ou un individu aient accès à l’information.

Ce n’est d’ailleurs pas la seule limite : au Brésil, l’impact des médias associatifs reste flou. Dans les années quatre-vingt, le problème majeur résidait dans l’installation et la distribution de canaux de communication destinés à la population. La production existait, mais il n’y avait pas de public, en raison d’une structure de communication dominée par le pouvoir économique⁶³. Même avec la création des chaînes de télévision associatives au milieu des années quatre-vingt-dix et des stations de radio libres, parlant des problèmes locaux et du quotidien des gens, elles n’ont pas réussi à agir d’une manière décisive dans la construction de la citoyenneté ou dans la formation de l’opinion publique.

Luiz Fernando Santoro

Luiz Fernando Santoro est diplômé en production Radio et télévision de l’Université de São Paulo (USP). Il a une maîtrise d’art contemporain à l’université de Provence (France) et est docteur en sciences de la communication à l’USP. Producteur et directeur de programmes télévision et de vidéos, il dirige ou anime l’association brésilienne de vidéo populaire, la coalition internationale Videazimut, la radio universitaire de São Paulo, et il a participé à la « TV dos Trabalhadores ». Il est consultant dans plusieurs institutions nationales et internationales de communication. Il est actuellement directeur du programme TV Cidadania (Ordre des avocats de São

Paulo), consultant à l'Institut national brésilien de télécommunica-

tions, et professeur à l'école de communication et d'art à l'Université

de São paulo et à l'Université São Marcos.

Entre individualisme et identités culturelles : les dilemmes de la communication aujourd'hui

Michel Wieviorka

La communication aujourd'hui est traversée de deux enjeux que l'on oppose traditionnellement : l'avènement de l'individualisme et l'affirmation des particularismes culturels. Mais cette opposition cache mal le fait que les choix de l'individu moderne peuvent s'épanouir dans une quête identitaire ou que la vitalité des mouvements culturels témoigne d'une réelle ouverture au monde contemporain. Dès lors la communication contemporaine doit réapprendre à conjuguer raison et subjectivité culturelle, modernité et tradition, dans un contexte qui n'est ni celui de la mondialisation bienheureuse ni celui du choc des civilisations.

Dès qu'il s'agit de réfléchir à ce que signifie la communication dans le monde contemporain, nous sommes sous tension, comme coincés entre deux types de constat qui semblent s'exclure mutuellement. D'un côté, la communication apparaît indissociable de la poussée de l'individualisme, du besoin, du désir que chacun éprouve, comme personne singulière, d'être en relation avec d'autres, au plus près, sur les lieux d'existence, comme au plus loin, ce qu'autorisent de mieux en mieux et de plus en plus les réseaux et les technologies modernes. Et d'un autre côté, si rares sont les individus totalement atomisés, sans liens privilégiés avec d'autres personnes appartenant aux mêmes ensembles, culturels, religieux, sociaux, ethniques, d'origine nationale, etc., que la communication semble non moins indis-

sociable de ces appartenances collectives; or, celles-ci, depuis près d'un demi siècle, semblent partout en expansion, sous des formes parfois insoutenables – communautarisme, sectarisme, fondamentalisme –, mais le plus souvent tout à fait respectables.

Mais alors, comment penser la communication, si elle doit être envisagée à partir de deux phénomènes si opposés, si contradictoires, que l'on peut être tenté de se demander si le plus urgent n'est pas de choisir l'un ou l'autre, et l'un contre l'autre, pour commencer à aborder la question? En fait, la poussée de l'individualisme moderne, d'une part, et d'autre part, l'affirmation croissante de différences culturelles minoritaires se présentant éventuellement sous la forme d'acteurs collectifs dans l'espace public, ne sont pas nécessairement des phénomènes contraires. Et s'il faut aborder chacun d'eux dans sa singularité, il faut aussi accepter l'idée, hautement paradoxale, de leur complémentarité: c'est sur une telle base que nous pourrions le mieux envisager certains des enjeux les plus décisifs de la communication dans le monde d'aujourd'hui.

Individualisme et identités culturelles : deux phénomènes modernes, distincts mais étroitement liés.

L'individualisme moderne comporte deux dimensions. D'abord, il correspond à des demandes de participation individuelle à la vie moderne: chacun veut disposer d'argent, consommer, chacun aussi entend participer, pouvoir être partie prenante dans la vie politique, bénéficier de droits civiques, accéder au travail, à la santé, à l'éducation pour ses enfants *en tant qu'individu*. Et dans une deuxième dimension, l'individualisme moderne correspond à des logiques de subjectivation personnelle, dans lesquelles chacun s'efforce de maîtriser son existence comme *sujet singulier*, de produire sa propre expérience, de choisir, de prendre des décisions en être libre et responsable. Dans les deux cas, ce peut être difficile: difficile, pour

l'individu, de participer à la vie moderne, de prétendre aux mêmes chances, aux mêmes possibilités, aux mêmes facilités; difficile, pour le sujet, de transformer en action concrète une créativité, une inventivité, un souci de se constituer en personne maîtresse et responsable de sa propre trajectoire.

L'affirmation d'identités culturelles est également, quant à elle, un phénomène complexe, revêtant diverses formes en référence à un particularisme ethnique, une origine nationale, une religion, un type de sexualité, ou bien encore une déficience physique (handicap, maladie chronique) que ses victimes souhaitent transformer en différence. Les différences culturelles, dans les sociétés contemporaines, demandent à être reconnues dans l'espace public, elles en appellent à des droits culturels pour leurs membres, elles souhaitent, par exemple, que leur place dans l'histoire cesse d'être niée, minimisée ou distordue, que leur langue ou d'autres attributs de leur identité puissent exister, que leur littérature ne soit pas dévalorisée ou ignorée et que les enfants puissent être éduqués dans la culture des parents. Elles plaident pour que leurs mœurs soient pleinement acceptées, et pas seulement tolérées, ou, pire, disqualifiées et stigmatisées. Les identités culturelles sont nécessairement sous tension, entre des tendances à la fermeture communautaire, et l'ouverture démocratique. Plus elles se ferment sur elles-mêmes, et plus elles risquent de devenir elles-mêmes négatrices des personnes singulières qui en relèvent, les obligeant à n'être rien d'autre que ce qu'impose la loi du groupe. Plus elles sont ouvertes, et plus elles risquent, à l'opposé, la dissolution, la perte de substance.

Les affirmations identitaires semblent constamment traduire la résistance d'une culture menacée, et relever dès lors de logiques de reproduction. Constat qui n'est jamais entièrement faux, mais qui passe à côté des logiques de production de la différence. Ainsi, les vieilles identités régionales, qui se présentent généralement comme ce qui reste de cultures plus ou moins laminées par la modernité, l'économie de marché, le jacobinisme politique, et qui se réclament de traditions installées de

longue date, prennent-elles une tout autre allure lorsqu'on les examine de près: dans ce qu'elles ont de plus vivant, en effet, elles témoignent d'une créativité, d'une inventivité, d'une capacité non pas tant à rester elles-mêmes qu'à s'auto-transformer. La musique bretonne est bien mieux illustrée par Alan Stivell, qui la renouvelle constamment, que par ceux qui prétendent faire vivre à l'identique des formes musicales supposées fort anciennes; de même, si une culture aborigène survit et se redéploie en Australie, ce n'est pas là où les Aborigènes, relégués, vivent à l'écart du monde moderne, auquel ils se lient alors surtout par l'alcoolisme, c'est bien davantage lorsqu'ils en sont partie prenante, et par exemple développent un art vivant en relation avec le marché. Enfin, la différence culturelle est rarement sociologiquement « pure », réductible à une simple question de culture et généralement indissolublement mêlée à des problèmes sociaux – inégalités, mobilité descendante, hantise ou réalité de l'exclusion, etc. Ce qui fait qu'on ne peut envisager de débattre sérieusement de reconnaissance culturelle sans prendre en charge dans le même débat les questions d'injustice sociale.

De l'individualisme aux identités collectives

À première vue, tout oppose la poussée contemporaine de l'individualisme à celle des différences culturelles – ce qui ne peut qu'avoir des implications désastreuses du point de vue de la communication. L'individualisme, marque de la modernité, est supposé dissoudre les particularismes, les traditions, les identités qui font que dans l'espace public, il risque de se présenter autre chose que des individus libres et égaux en droit. Les différences collectives revêtent couramment, même si c'est une apparence seulement, l'allure de la tradition, elles semblent constamment se heurter à l'universalisme abstrait sur lequel s'est en bonne partie construit l'Occident moderne. Comment concevoir un espace harmonieux de communication dans un monde où la

logique de la personne singulière entre en conflit radical avec celle des appartenances collectives ?

Mieux vaut cependant penser les deux phénomènes dans leur complémentarité que dans leur opposition. L'individualisme de l'*individu*, en effet, alimente des calculs, des stratégies, des comportements où il peut être utile, pour une personne, de se réclamer d'une identité collective, ne serait-ce que pour se donner les moyens d'accéder de manière légitime à des biens qu'il serait peut-être plus difficile d'obtenir au fil de logiques purement personnelles.

De même, l'individualisme du *sujet* nourrit-il bien des décisions de rejoindre une identité collective, des choix de l'assumer, personnellement, de s'en revendiquer. Ainsi, des enquêtes sur l'islam des jeunes en France montrent-elles qu'aujourd'hui, l'identité musulmane, dans ce pays, n'est pas tant de l'ordre de la reproduction, que de celui de l'invention ou de la production : si les jeunes deviennent ou redeviennent musulmans aujourd'hui, c'est moins par conformité à leur milieu d'origine que par un choix issu parfois d'un profond travail sur eux-mêmes. De plus en plus, dans les sociétés contemporaines, les identités collectives sont peuplées de personnes qui ont fait le choix personnel de s'y reconnaître, elles relèvent, pour utiliser un vocabulaire sociologique, de l'*achievement* plus que de l'*ascription*.

Une conséquence de ce phénomène est qu'il faut compléter la réflexion sur l'engagement par des considérations sur le désengagement. Les gens s'engagent dans une identité collective sur une base subjective, ce qui fait qu'ils s'en dégagent ou s'en désengagent tout aussi subjectivement. Ce qui a un effet important sur les identités concernées, puisqu'elles rassemblent des membres dont beaucoup considèrent pouvoir les quitter aussi simplement qu'ils y sont entrés, et qu'elles courent dès lors de grands risques d'instabilité.

Nous sommes de moins en moins surpris de constater que des acteurs apparemment éloignés de la modernité savent fort bien aussi en être partie prenante. Les identités traditionnelles les

plus vivantes sont peut-être même celles qui savent le mieux conjuguer leurs traditions et un certain individualisme. On le voit notamment avec certains nationalismes contemporains, qui, certes, sont toujours tentés d'imposer une société fermée, mais qui aussi peuvent animer une société ouverte : qui dira, par exemple, de la Catalogne, en Espagne, qu'elle n'est pas, tout à la fois, soucieuse de son identité nationale, et résolument moderne ? À une autre échelle, considérons l'immigration la plus visible dans les sociétés occidentales, celle qui tient à revêtir des vêtements traditionnels, ou à garder visiblement les marques d'une religion : ses membres peuvent fort bien travailler dans des secteurs hypermodernes, manipuler l'électronique de pointe, animer des réseaux internationaux complexes. Et symétriquement, au cœur même de la rationalité occidentale, il est courant que se développent des convictions qui frôlent, à la limite, l'irrationnel – on sait fort bien, par exemple, que de nombreux personnages politiques, en France, fréquentent des médiums ou des astrologues, ou que souvent, lorsqu'une maladie grave laisse une personne sans espoir, elle-même ou sa famille n'hésitent pas à se tourner vers des formes de médecine non scientifiques. À partir du moment où l'individualisme moderne est pensé comme compatible et même partie prenante des identités collectives, il devient possible de comprendre comment ces dernières sont susceptibles elles-mêmes d'être de plain-pied dans la modernité, et non pas opposées à elle dans un combat frontal. Les identités, même les plus apparemment traditionnelles, recourent aux technologies les plus modernes de la communication et de l'information, pour des raisons instrumentales ; et elles laissent la plupart du temps une place importante à la subjectivité personnelle de leurs membres, elles ne sont pas toutes et toujours obnubilées par le souci de leur pureté et de leur homogénéité. Mieux encore : souvent, elles se transforment, sans perdre leur âme nécessairement, en s'ouvrant à la communication moderne et à ses instruments. Et lorsqu'elles cessent de dialoguer avec l'extérieur, lorsqu'elles entrent dans des logiques de

rupture, comme c'est le cas avec le terrorisme, elles nous montrent, *a contrario*, que la communication implique la relation, le débat, l'échange. Lorsque les informations se réduisent aux messages des bombes, des attentats, des enlèvements et des discours totalement idéologiques, elles ne sont pas de la communication. Ce qui n'exclut pas pour autant une articulation de la tradition et de certains éléments empruntés à la modernité: les grands mouvements islamistes de la fin du XX^e siècle conjuguent sans difficultés une religiosité qui se réclame d'anciennes traditions religieuses, mais aussi historiques, et un recours constant à ce que la science et la technique la plus modernes sont capables de leur offrir. Le terrorisme de Ben Laden, par exemple, combine des références aux textes sacrés de l'islam et au passé le plus lointain de cette religion, à une insertion dans les circuits les plus sophistiqués du capital financier, ou à un réel savoir-faire médiatique.

La fin de l'évolutionnisme

Ainsi, plus nous sommes modernes, et plus nous voyons se télescoper et s'informer mutuellement deux types de phénomènes que nos conceptions classiques de la modernité, les plus empreintes des Lumières, avaient tendance à opposer. Nous ne pouvons plus dire que les sociétés les plus modernes sont celles où les religions disparaissent le plus – rappelons-nous Voltaire parlant d'« écraser l'infâme » –, celles où les progrès de la raison et de la science ont contribué de manière décisive à liquider les traditions en tous genres; nous devons admettre, au contraire, que plus nous sommes modernes, et plus nous inventons des traditions, des formes de culture, des différences collectives. Ce qui revient à en finir avec les conceptions de l'évolution selon lesquelles la modernité est le déploiement de l'individualisme, des droits de l'homme et du citoyen, de la science et du progrès, et signifie le recul des particularismes en tous genres, conçus comme autant d'archaïsmes et de résistances.

Ce point est décisif lorsque l'on réfléchit sur la communication. La communication la plus moderne n'est certainement pas celle qui lamine ou ignore les caractéristiques de la communication la plus traditionnelle, et en particulier ses dimensions orales. Si la modernité, aujourd'hui, c'est la production d'identités particulières, y compris aux allures traditionnelles, alors la communication moderne doit entériner et valoriser ces identités, les prendre en charge, notamment dans leur insistance à mettre en œuvre des dynamiques où le contact interpersonnel et l'échange oral sont centraux. Ce n'est pas un paradoxe que de dire que la communication aujourd'hui est d'autant plus moderne qu'elle repose sur des formes qu'on a à tort durant deux siècles considérées comme archaïques ou dépassées, car traditionnelles, pré-modernes. Cela ne signifie nullement qu'il faille développer une attitude de critique systématique des médias et outils les plus neufs, mais constitue plutôt un appel à la conjugaison du neuf et du traditionnel, un refus de voir s'opposer l'univers des technologies de pointe, et celui des cultures autochtones, traditionnelles, ou encore populaires, comme l'ont demandé avec force depuis un demi-siècle les *cultural studies* britanniques. Un exemple peut illustrer cette remarque. Depuis une trentaine d'années, les élections, dans les sociétés occidentales, semblent de plus en plus devoir reposer sur des campagnes transitant par les grands médias, à commencer par la télévision. Or on constate que cette médiatisation façonne des relations imaginaires, qui ne disent rien de la relation réelle des candidats ou des partis à leur électorat, et qu'en définitive, un rapport direct, concret, sur les marchés, dans les lieux où se rassemble assez classiquement la population, peut s'avérer décisif.

La modernité contemporaine nous invite constamment à dissocier les registres, avec la raison, l'économie, les marchés, la science, d'un côté, et les identités, les passions, les valeurs culturelles ou les mœurs d'un autre côté. L'interrogation majeure qui doit guider les démocrates est de savoir comment, notam-

ment dans la communication, concilier, et non plus séparer, voire opposer, ces registres.

L'individualisme, la communication et la globalisation

Jusqu'à une époque récente, les problèmes sociaux, les grands débats de société se développaient pour l'essentiel dans le cadre de l'État-nation. L'individualisme trouvait – ou ne trouvait pas – ses conditions d'exercice dans ce cadre où des institutions étaient supposées assurer la socialisation des individus, et leurs meilleures chances d'intégration individuelle dans la société. De même, l'action collective, culturelle, sociale ou politique s'exerçait avant tout dans ce cadre, même si les acteurs pouvaient éventuellement se réclamer de projets ou de visées internationalistes.

La mondialisation nous oblige à réviser cette image d'un monde partagé en États et en nations à l'intérieur desquels se joue l'essentiel de l'action collective, et au sein desquels s'opèrent, plus ou moins rapidement, des processus d'individualisation et de subjectivation. Aujourd'hui, les États et les nations sont mis en cause par la globalisation néo-libérale, de nombreux acteurs ont une existence transnationale ou diasporique, les flux d'immigration déplacent les lieux de l'identité, tandis que les technologies de la communication permettent des échanges à distance immédiats et massifs, puisque non réservés aux seules élites. Avec le téléphone et Internet, la communication semble à première vue planétaire, démocratisée, et sans délai. Et avec la télévision, l'information n'est-elle pas visible et audible partout dans le monde, simultanément ?

Ce type d'affirmation doit pour le moins être nuancé et soumis à critique. Les premières nuances à apporter tiennent à cette image d'un monde réconcilié avec lui-même par la seule magie des communications modernes et, plus largement, de la globalisation. Socialement d'abord, il ne faudrait pas croire que

les personnes et les groupes sont à égalité face aux nouvelles technologies de la communication, et dans un univers qui serait celui de la communication totale, sans écrans ni frontières. Les statistiques relatives au taux de pénétration d'Internet, par exemple, montrent clairement des disparités considérables, entre le Nord et le Sud, entre pays développés et moins développés, mais aussi entre groupes sociaux au sein d'un même pays. L'«égalité communicationnelle» est loin d'être acquise. Le propre de la communication moderne est de mettre à disposition des personnes et des groupes les plus divers des outils qui se présentent comme universels, les mêmes pour tous, comme si grâce à elle, en elle, la technique s'affranchissait des particularismes culturels pour permettre de mettre en relation des personnes et des groupes aux valeurs, aux habitudes, aux modes de vie et de pensée radicalement distincts. L'outil (Internet, le téléphone) est-il culturellement neutre, ne faut-il pas admettre qu'il est plus favorable à certaines cultures, et moins adapté à d'autres? Permet-il la circulation, l'échange, la relation de manière équilibrée? Pour certains, les technologies modernes de la communication et d'information fonctionnent de manière inique, à l'avantage des dominants, voire, dans certains discours, au profit de l'impérialisme américain, dont elles sont une des modalités d'expression. Pour d'autres, c'est une illusion de croire en leur neutralité, non pas parce qu'elles seraient au service d'un pouvoir ou d'un autre, mais parce que le point de vue du récepteur n'est jamais exactement celui de l'émetteur, et que le fait d'être immergé dans une culture particulière pèse sur les représentations et sur les perceptions. C'est ainsi qu'une étude très connue a établi que la réception du feuilleton américain «Dallas» avait varié considérablement d'un pays à un autre, tel personnage sympathique ici étant jugé odieux ailleurs, tel autre pitoyable ici étant considéré comme digne d'intérêt ailleurs, etc.

Ce qui nous rapproche des critiques plus politiques, qui, dans la communication moderne, dénoncent ou bien l'hégémonie des États-Unis et, plus largement, du monde occidental, ou bien la

toute-puissance du capitalisme et notamment des multinationales. Mais la distinction que nous avons apportée, entre individualisme et poussée des différences culturelles, et l'idée qu'il convient, dans l'analyse, d'articuler ces deux phénomènes plutôt que de les opposer, débouche sur d'autres perspectives et permet d'éviter un écueil majeur : celui qui consiste à réduire la question politique que pose l'existence de différences culturelles à l'image d'oppositions géopolitiques, civilisationnelles, entre grands blocs, comme le fait le politologue américain Samuel Huntington. Les identités culturelles, en effet, ne définissent pas seulement des ensembles homogènes distincts les uns des autres, elles sont présentes au sein de chaque société, s'y transforment et évoluent constamment. Ce qui, en termes de communication, peut déboucher sur d'intéressants débats relatifs à la place des minorités dans les médias de masse, le cinéma, la publicité. C'est ainsi que certains réclament des quotas pour les minorités dites « visibles », de sorte qu'il y ait toujours, par exemple, un certain nombre de personnes de couleur dans les annonces publicitaires ou parmi les présentateurs de télévision, et que d'autres voient dans ce type de demandes une sorte de racisme à l'envers, une mise en avant de la différence qui entérinerait l'idée de races.

Deux perversions majeures

Si le monde contemporain est dominé par la double poussée de l'individualisme moderne et des identités culturelles, et si chacun de ces phénomènes comporte deux dimensions fondamentales, le premier celles de l'individu et du sujet, le second celles de la fermeture communautaire et de l'ouverture démocratique, alors, la communication peut elle aussi être pensée en fonction de ces quatre points cardinaux.

En principe, la communication harmonieuse est celle qui parvient à conjuguer les attentes de l'individu et celles du sujet, tout en articulant le respect des différences culturelles, et leur adéquation aux valeurs universelles – le droit, la raison. Mais

entre ce qui est souhaitable en théorie, et la réalité, la distance peut être grande. La communication, comme idéal démocratique, est en effet toujours susceptible de se dégrader ou de se pervertir, tout simplement en abandonnant l'utopie d'une intégration des quatre points cardinaux, pour ne fonctionner qu'au profit d'un seul d'entre eux. Deux perversions méritent plus particulièrement examen.

Une première perversion se met en place lorsque la communication est au seul service de la raison instrumentale et de l'individualisme moderne dans ses dimensions utilitaristes, ce que j'ai appelé l'individualisme de l'individu. La communication, alors, oublie la subjectivité, mais aussi les spécificités culturelles de ceux qui sont en relation. Ce qui en fait, au-delà de son utilité immédiate, économique, scientifique par exemple, un ensemble d'outils mutilants, car insensibles aux dimensions interpersonnelles et intersubjectives de la relation, et aveugles aux conditions culturelles particulières de ses protagonistes, à leurs valeurs, à leurs identités. Dans certains cas, elle est alors au seul service de l'argent, par exemple lorsqu'elle est publicitaire, élaborée par des spécialistes en marketing qui manipulent les besoins pour mieux encourager la consommation de masse au détriment de tout esprit critique, de toute capacité des personnes à prendre une quelconque distance avec eux-mêmes. Dans d'autres cas, elle apporte des réponses qui se veulent rationnelles à des demandes sociales ou culturelles qui demeurent alors sans réponse. Par exemple, la poussée des votes protestataires, partout en Europe, et notamment en France, on l'a vu lors de l'élection présidentielle d'avril-mai 2002, s'explique en partie par une réaction à une communication politique dans laquelle les élites en place s'expriment d'une manière technique, voire technocratique, qui a pour elle la force de la raison, mais certainement pas celle des passions ou des convictions. Dans des cas extrêmes, la communication au service de la seule raison instrumentale est une négation des identités particulières, et de la subjectivité de ceux qui s'en réclament, elle devient même une guerre explicite

contre elles, et il est possible de dénoncer le caractère exorbitant de ses prétentions à l'universel. Ainsi, le fonctionnement de la chaîne CNN, durant les opérations américaines de guerre contre le terrorisme en Afghanistan, se voulait et se présentait comme une information objective, factuelle, universelle donc dans son esprit, alors que l'existence d'une concurrence avec la chaîne Al Jazira a démontré que cet universalisme recouvrait sinon les intérêts des États-Unis, du moins une vision ethnocentriste du monde, et une incapacité à penser et à présenter la situation autrement que dans les catégories du dominant.

Une deuxième perversion se développe lorsque la communication s'installe dans un espace purement communautaire, et ne fonctionne qu'en fonction du renforcement de cet espace. À l'intérieur de la communauté, elle est alors là pour renforcer la loi du groupe, ses règles, ses normes, et l'assujettissement de chacun à la collectivité concernée. Et si elle se tourne vers l'extérieur, cela risque constamment d'être ou bien pour des raisons uniquement instrumentales, sur le mode du groupe de pression, ou bien dans un rapport qui s'écarte de l'idée démocratique au profit d'une image « schmittienne » du monde, réduit alors à deux types d'acteurs : les amis et les ennemis. Les médias communautaires, lorsqu'ils se radicalisent, opèrent sur le mode de la fermeture et de la rupture éventuellement sectaire ou guerrière. C'est pourquoi les informations qu'ils diffusent sont toujours sujettes à caution : qui en France, par exemple, pour s'informer objectivement sur le conflit israélo-palestinien, se contenterait de lire la presse communautaire juive, aussi sérieuse soit-elle ?

Ainsi, la communication ne peut être réduite à ses seuls aspects techniques, à ses formes, ses instruments, ses performances instrumentales. Elle met en jeu la raison, certes, mais aussi les identités collectives, qui tendent dans la modernité à se dissocier, elle ne peut être harmonieuse que si elle résiste à ces tendances.

La Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) est une fondation de droit suisse, créée en 1982 et présidée par Françoise Astier. Son action et sa réflexion sont centrées sur les liens entre l'accumulation des savoirs et le progrès de l'humanité dans les domaines suivants : environnement et avenir de la planète ; rencontre des cultures ; sciences, techniques et société ; rapports entre État et Société ; agricultures paysannes ; lutte contre l'exclusion sociale ; construction de la paix. Avec des partenaires d'origines très diverses (associations, administrations, entreprises, chercheurs, journalistes...), la FPH anime un débat sur les conditions de production et de mobilisation des connaissances au service de ceux qui y ont le moins accès. Elle suscite des rencontres et des programmes de travail en commun, un système normalisé d'échange d'informations, soutient des travaux de capitalisation d'expérience et publie ou copublie des ouvrages ou des dossiers.

« **Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer** » est une association constituée selon la loi de 1901, dont l'objectif est d'aider à l'échange et à la diffusion des idées et des expériences de la Fondation et de ses partenaires. Cette association édite des dossiers et des documents de travail et assure leur vente et leur distribution, sur place et par correspondance, ainsi que celle des ouvrages coédités par la Fondation avec des maisons d'édition commerciales.

Vous pouvez vous procurer les ouvrages des Éditions Charles Léopold Mayer,
ainsi que les autres publications ou copublications de la
Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH)
en librairie ou à défaut aux :

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38 rue Saint-Sabin
75011 PARIS (France)
Tél./Fax : 01 48 06 48 86
Mél : diffusion@fph.fr

Accueil : du mardi au vendredi : 9h30-12h30 – 14h30-17h30

Le catalogue propose environ 300 titres sur les thèmes suivants :

<i>Économie, Solidarité, Emploi</i>	<i>Construction de la paix</i>
<i>Gouvernance</i>	<i>Écologie, environnement</i>
<i>Relations sciences et société</i>	<i>Prospective, valeurs, mondialisation</i>
<i>Agricultures et organisations paysannes</i>	<i>Histoires de vie</i>
<i>Dialogue interculturel</i>	<i>Méthodologies pour l'action</i>
<i>Communication citoyenne</i>	

Pour obtenir le catalogue des éditions et coproductions Charles Léopold Mayer,
envoyez vos coordonnées à :

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38 rue Saint-Sabin
75011 PARIS (France)



Veuillez me faire parvenir le catalogue des éditions et coproductions
Charles Léopold Mayer.

Nom Prénom.....

Société

Adresse

Code postal Ville

Pays

